QUARANTIÈME ANNÉE — Nº 11924 — MARDI 31 MAI 1983

Entretiens à Alger entre M. Bourguiba et le président Chadli

LIRE PAGE 7



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La déclaration de Williamsburg sur la sécurité suscite de sérieuses réserves de la part de M. Mitterrand

Les sept chefs d'État et de gouvernement des principales démocraties industrielles ont adopté, en fin d'après-midi dimanche 29 mai à Williamsburg — dans la nuit de dimanche à lundi selon l'heure française, — une déclaration proclamant leur volonté de maintenir « une force militaire suffisante pour dissuader toute attaque », *assurant que* « la négociation déterminera le niveau auquel se situeront les déploiements » *des missiles américains prévus par la décision de l'OTAN, mais aussi que ce déploiement commencera à la fin de l'année en Europe occidentale, à défaut d'un accord à Genève. Cette déclaration a fait l'objet de longues tractations entre les participants, du fait notamment de fortes réserves de la part de la délégation française.*

La matinée de ce lundi devait être consacrée essentiellement aux problèmes économiques et monétaires, les États-Unis cherchant à faire reconnaître par leurs alliés la reprise de leur économie, les Européens insistant toujours sur l'importance du déficit budgétaire américain et sur les hauts taux d'intérêt qui en découlent. Ce lundi, le dollar avait continué sa progression, atteignant 7,55 F à Paris.

De notre envoyé spécial

Williamsburg. — Autant le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, rayonnait de satisfaction en commentant la déclaration du sommet des Sept sur la sécurité et les relations Est-Ouest, dimanche soir 29 mai, autant MM. Cheysson et Delors, ministres des relations extérieures et de l'économie, qui simultanément s'adressaient à la presse, paraissaient embarrassés.

La déclaration des Sept, rédigée dans le style déclamatoire que l'on affectionne à l'OTAN ne contient pourtant à la lettre rien de sensationnel ni de compromettant ; mais c'est la façon dont la France a été amenée à l'approuver qui est désagréable. Elle va tout à fait à l'encontre de la conception française de ce sommet, en principe simple rendez-vous économique, sans formalisme, et dans le sens de la conception américaine. Les sommets des Sept ont ainsi tendance à devenir une sorte d'institution super-atlantique, une sorte de Conseil de sécurité de l'Occident animé par les Etats-Unis, dans l'esprit qui inspirait en 1975 le secrétaire d'Etat Henry Kissinger.

En substance, les alliés des Etats-Unis représentés à Williamsburg (et qui ne sont pas tous alliés entre eux puisque le Japon n'appartient pas à l'alliance atlantique) réaffirment que les forces nucléaires américaines de portée intermédiaire devront être installées en Europe à la fin de l'année en cours si les négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. n'aboutissent pas, l'accord pouvant d'ailleurs consister simplement à fixer un nombre agréé d'euromissiles américains et soviétiques.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 6, ainsi que les articles de PAUL FABRA et de ROBERT SOLÉ, pages 4 à 6.)

Vers une extension de l'alliance atlantique ?

Le plus curieux dans la déclaration que le sommet de Williamsburg vient d'adopter sur les problèmes de sécurité et d'armement est l'étonnement avec lequel elle semble avoir été accueillie par certains responsables.

Il est vrai que, dans la forme, le gouvernement américain a visiblement pris de court ses hôtes en saisissant au vol une initiative peut-être pas tout à fait spontanée de Mme Thatcher et en rédigeant hâtivement un texte. Il est rare dans les rencontres internationales de ce genre que les documents soumis à l'approbation des participants ne soient pas longuement discutés auparavant par les experts des diverses délégations. Il est encore vrai que les sommets des Sept n'avaient jamais traité auparavant de questions touchant à la sécurité des pays « atlantiques » et à l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest.

Mais, en même temps, l'habitude s'était prise progressivement d'y discuter des grandes questions politiques d'actualité : l'Afghanistan à Venise en 1980, la guerre du Liban l'an dernier à Versailles. Or la grande question du moment est indubitablement la négociation de Genève sur les forces nucléaires en Europe et le déploiement, qui doit commencer à la fin de cette année, des euromissiles américains. Il était d'autant plus [illegible] de l'évoquer que presque tous les chefs d'Etat et de gouvernement présents se trouvent à la tête des forces politiques de leurs pays respectifs les plus favorables à la cohésion atlantique et à la fermeté dans la défense des équilibres Est-Ouest. C'est vrai de M. Kohl en R.F.A., de Mme Thatcher en Grande-Bretagne et même de M. Nakasone, le plus « orienté vers la défense » des premiers ministres japonais d'après guerre.

Quant aux Français, ils sauraient encore moins s'étonner, après avoir pris position publiquement en faveur de la décision de l'OTAN, d'être invités à cette expression de solidarité collective. Sans doute la France, qui n'est pas partie prenante à la décision en question, a-t-elle de bonnes raisons de se méfier de tout ce qui pourrait la ramener vers l'appareil militaire intégré de l'alliance. Mais M. Mitterrand pouvait difficilement refuser que les Sept disent ce qu'il dit lui-même depuis deux ans en public, et qu'il est allé prêcher au Bundestag en janvier. M. Cheysson l'a reconnu en affirmant que « personne n'aurait compris » un blocage de la conférence sur ce point.

Il reste que la préoccupation exprimée par le ministre français à l'encontre d'une éventuelle extension de l'alliance atlantique a quelque fondement. Williamsburg aura fait déborder l'alliance de l'Europe vers l'Extrême-Orient, et il devient difficile — on l'avait déjà vu à Versailles — de séparer les problèmes économiques des questions de sécurité Est-Ouest. Les arguties juridiques sont cependant de peu de poids au regard des nouvelles réalités stratégiques que l'effort soviétique lui-même n'a pas peu contribué à créer : à l'exception des États-Unis et du Canada, tous les pays représentés à Williamsburg ont en commun d'être soumis à la menace des SS-20, de l'Italie au Japon. La négociation de Genève elle-même concerne de plus en plus ce dernier pays, M. Gromyko ayant récemment revendiqué pour l'U.R.S.S. le droit de déplacer vers l'est des missiles qu'un accord « européen » laisserait en surnombre. On peut se demander si l'extension de l'alliance atlantique, dont M. Cheysson ne veut « en aucun cas », n'est pas déjà inscrite dans les faits.

Les attentats aux Antilles et en Guyane traduisent les divisions des indépendantistes

Les seize attentats perpétrés au cours de la nuit du samedi 28 au dimanche 29 Mai en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane n'avaient toujours pas été, ce lundi matin, revendiqués. Une dix-septième explosion a eu lieu, dimanche matin, à Paris, devant les locaux de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer. A Cayenne, la victime de l'explosion survenue devant le monument aux morts — vraisemblablement le poseur de la bombe — n'a pas encore été identifiée. C'est la première fois qu'une série d'attentats touche simultanément les deux départements antillais et la Guyane.

Que cette « nuit bleue » de l'outre-mer ait été concertée ne fait, évidemment, aucun doute. L'explosion qui s'est produite, dimanche matin, à Paris, à proximité du siège de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer a d'ailleurs eu lieu, à peu près, à la même heure qu'en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Bien que cette flambée de violence n'ait pas été revendiquée, tout porte à croire — la nature des édifices publics visés, les précédents, les premiers indices dont disposent les enquêteurs — qu'elle soit l'œuvre d'indépendantistes extrémistes. Le fait que les explosions aient été particulièrement nombreuses en Guadeloupe est peut-être révélateur. Les neufs attentats commis dans cette île surviennent, en effet, alors que la chambre des mises en accusation doit statuer, très prochainement, sur les dossiers de trois des membres de l'ancien G.L.A. (Groupe de libération armée de la Guadeloupe) remis en liberté après les mesures d'amnistie décidées en 1981 mais qui demeurent accusés d'avoir participé à l'attentat ayant provoqué la mort d'un artificier métropolitain, le 17 septembre 1980, à l'aéroport du Raizet.

Ce groupe clandestin n'avait revendiqué aucun attentat en Guadeloupe depuis son démantèlement annoncé en avril 1981, mais cette même année, il avait adressé au gouvernement et aux dirigeants socialistes, en septembre, une mise en garde.

Il y déclarait notamment : « *Pour notre part, aucun compromis ne doit ou ne peut être envisagé, notre objectif étant, par-delà la couleur des gouvernements se succédant en France, l'accession inconditionnelle à l'indépendance nationale de notre pays.* »

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 10.)

- **DEUX DÉCLARATIONS :** le prince Sihanouk et la question cambodgienne *(lire page 7)* ;
M. Wazzan, premier ministre libanais, et le conflit du Proche-Orient *(lire page 48)*.
- **UN ARTICLE** de Pierre Uri, secrétaire de la commission économique du P.S. : Rassembler autour du socialisme *(lire page 19)*.

LES ÉLECTIONS BRITANNIQUES ET LA CRISE

A Birmingham, métropole du chômage...

Mme Thatcher devait quitter le sommet de Williamsburg dès ce lundi matin 30 mai pour regagner la capitale britannique en raison de la campagne pour les élections générales du 9 juin.

Les derniers sondages publiés à Londres accordent toujours une large avance aux conservateurs. Le parti travailliste se trouve confronté, de son côté, à de graves dissensions internes sur les questions d'armement et de sécurité. Mais certaines régions particulièrement frappées par la crise pourraient rester des fiefs du Labour, comme le montre le reportage de notre envoyée spéciale.

De notre envoyée spéciale
CLAIRE TRÉAN

Birmingham. — M. Greg Campbell, l'un des permanents du parti travailliste à Birmingham, fait la moue en regardant une caricature de Mme Thatcher à laquelle on fait dire : *« Mon fils ne travaille pas. Pourquoi le vôtre travaillerait-il ? » « Je n'aime pas ça,* dit-il. *Le parti s'est trop attaqué pendant la campagne à la personne de Mme Thatcher, et c'est une erreur. Les gens l'aiment, en même temps qu'ils la détestent. Il fallait rester sur le terrain politique. C'est ce que nous avons fait ici, à Birmingham. »*

M. Greg Campbell ne fait pas confiance aux sondages. Il raconte que, lorsque M. Michael Foot est venu, quelques jours plus tôt, aucune des salles où des meetings avaient été organisés n'était assez grande pour contenir le public. *« Il y a un très grand enthousiasme, non seulement chez les militants, mais chez des gens extérieurs au parti, qui viennent nous dire qu'ils n'en peuvent plus, qu'il faut se débarrasser de cette sacrée femme. »*

Le dirigeant du groupe travailliste au conseil municipal, M. Wilkinson, est moins ardent à mener la campagne et moins optimiste. Il reste que les dissensions internes du parti lui ont fait perdre toute crédibilité. *« Nous en sommes au point où nous ne cherchons plus à gagner les élections, mais tout simplement à survivre »,* dit-il. On est bien loin pourtant, au cœur du comté des West-Midlands, des querelles sur les fusées Polaris et le désarmement.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

« As-tu vu ? »

Sur l'air de la fameuse marche des zouaves — « As-tu vu la casquette, la casquette, as-tu vu la casquette au père Bugeaud ? » *— les Parisiens fredonnent ces jours-ci une variante de saison :* « As-tu vu la navette, la navette... »

C'est qu'il rôde dans notre ciel, l'énorme oiseau pataud, posé sur son porteur venu d'Amérique. Il suit chaque jour le tracé du boulevard périphérique, majestueux, émouvant, provocant. Avez-vous vu, zouaves d'Europe, la navette au père Dollar ?

BRUNO FRAPPAT.

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS A ROLAND-GARROS

DAMES :
Erreur de programme

MESSIEURS :
Christophe Roger-Vasselin l'invité surprise

(Lire page 12 les articles d'ALAIN GIRAUDO et d'OLIVIER MERLIN.)

La gauche et la logique de l'échec

Simple « parenthèse » ou « virage » qui conduirait la gauche à modifier la logique de son action ? La question a été posée par M. Jean-Pierre Chevènement au cours de la convention nationale du P.S., réunie les 28 et 29 mai. Pour lui, elle vaut réponse. L'ancien ministre d'Etat considère que la politique économique et sociale du gouvernement avance « *à la godille* », *comme* dirait l'un de ses amis, dans une direction radicalement différente de celle tracée en son temps par le projet socialiste. Il en veut pour preuve le constat selon lequel « *la conception sur laquelle la rigueur est assise n'a rien de socialiste* » puisqu'elle utilise, afin d'assurer l'assainissement de l'économie, des méthodes — ponction massive sur la demande intérieure — que la droite n'aurait pas reniées.

Le discours de M. Chevènement mérite mieux que les sarcasmes dont il a été la cible lors de la convention nationale du parti socialiste. Si ses conclusions sont contestables, et ses effets plus que dangereux pour le pouvoir, l'observation d'un changement de cap de la gauche l'est moins. L'évolution remarquée, et dénoncée par l'ancien ministre d'Etat, n'est plus guère contestée au sein du parti socialiste et au gouvernement.

Comment M. Louis Mermaz peut-il continuer à parler d'une « parenthèse » dès lors que le premier ministre lui-même reconnaît que le « virage » a été pris dès juin 1982, au moment de la mise en place du premier plan de rigueur ? Jusqu'à cette époque, la gauche avait réalisé le plus facile, admet M. Mauroy, c'est-à-dire la mise en musique d'une politique qu'elle avait imaginée avant son accession au pouvoir, sans faire grand cas, ou sans avoir eu suffisamment connaissance, de l'état dans lequel elle trouverait le pays, sans parfaitement mesurer la contrainte extérieure qui pèse sur lui. Depuis, les socialistes au pouvoir — M. Chevènement n'en est plus — ont pris conscience, à l'épreuve des faits, qu'ils ne représentent plus seulement, comme dit M. Mauroy, une force de propositions mais qu'ils sont devenus « *responsables de la France* ».

La révision, sans doute douloureuse, a été lente. Les termes en sont apparus progressivement, jusqu'à ce qu'ils soient admis publiquement. Déjà, au lendemain des élections municipales, M. Lionel Jospin avait recommandé au gouvernement plus de « *réalisme* », et à ses amis moins d'attachement aux « *théories* ». Aujourd'hui, on décèle dans les propos de M. Chevènement — qui refuse de se plier à cette révision de la ligne idéologique du P.S. — les restes de ce « *romantisme* » que l'on avait pourtant partagé. Le premier ministre considère l'ancien ministre d'Etat comme une manière de fier-à-bras et lui fait un reproche qui lui a été adressé, à lui-même, naguère : « *Il ne suffit malheureusement pas de faire sept fois le tour de la citadelle en soufflant dans nos trompettes pour que la muraille s'écroule.* ».

L'autocritique amorcée par les socialistes est cruelle. Lors de leur congrès de Metz, en 1979, l'affrontement entre les « *deux cultures* » du socialisme français — l'une réputée jacobine et productiviste, l'autre se voulant autogestionnaire — avait tourné à l'avantage de la première. Mais déjà, à l'époque, le clivage principal portait sur la marge de manœuvre laissée à un pouvoir de gauche par la contrainte extérieure. Les uns, majoritaires, pensaient sinon pouvoir construire le socialisme dans un seul pays, du moins relancer seuls l'économie, et les autres, minoritaires autour de MM. Michel Rocard et Pierre Mauroy, parlaient déjà, à mots couverts, d'austérité. Seul, à vrai dire, au moment de la discussion du projet socialiste, en janvier 1980, M. Gilles Martinet, nommé depuis ambassadeur à Rome, avait osé employer ce terme.

Aujourd'hui, deux « cultures » cohabitent encore. L'exercice du pouvoir et la priorité accordée à l'action économique ont modifié les termes de cette cohabitation. Ils ont été posés, à gros traits, par M. Mauroy lorsque celui-ci circonscrit le débat entre socialistes à l'affrontement des thèses « gestionnaires » — les siennes et celles de son gouvernement — et des théories, suicidaires, de ceux qui sont prêts, par conviction idéologique, à subir une fois de plus la fatalité historique de l'échec de la gauche. On comprend, dans ces conditions, le soutien appuyé qu'accorde M. Edmond Maire — une fois n'est pas coutume — à M. Pierre Mauroy, auquel il souhaite longue vie à Matignon.

La « *logique de l'échec* » dans laquelle, selon M. Maire, se perdent avec une « *délectation morose* » certains intellectuels et militants de gauche fait à l'évidence le jeu de la droite. Ainsi M. Chevènement est-il accusé par M. Jospin de *couper les jarrets* » du gouvernement et d'utiliser, pour les besoins de sa démonstration, des arguments réservés à l'opposition. Il reste que l'opposition, d'une part, le P.C.F. et une partie du P.S. d'autre part, partagent, pour des raisons contradictoires, la conviction que la politique actuelle du gouvernement est vouée à l'échec. Cela commence à faire beaucoup de monde.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le Monde

idées

Guerre et Paix

On a parlé de la paix et de la guerre à Williamsburg. Jean Diedisheim montre pourquoi les États n'ont pas le pouvoir de mettre un terme à l'égarement collectif qui pousse à la course aux armements. Jacques Madaule pense, lui, que l'on n'en sortira pas tant que l'on voudra, pour les besoins de la propagande, localiser, ici, l'empire du mal, là, le camp de la paix. Enfin, Jean-Pierre Clerc, rendant compte d'un colloque organisé sur les idées du *Fil de l'épée* (qui a eu cinquante ans en 1982) insiste sur le pragmatisme du général de Gaulle.

Où est l'« empire du mal » ?

par JACQUES MADAULE

DANS un discours qui, entre tant, mériterait de rester fameux, le président Reagan a, paraît-il, qualifié l'Union soviétique d'*« empire du mal »*. Rien d'étonnant à cela. Néanmoins, l'expression fait mouche. On se félicitera en passant que M. Andropov, rompant avec une tradition bien établie, ne parle pas du « camp de la paix ». Pas de termes plus *générateurs de guerre* que celui-ci ou celui-là. D'un côté, on localisait le bien ; de l'autre, on fixe le mal. Je répète que c'est là une cartographie belliqueuse. Quand déjà les deux superpuissances sont munies en abondance d'armes apocalyptiques dont l'équilibre nous garantit seul une paix précaire, il vaudrait mieux que ne s'y ajoutât point un relent de croisade.

Car tout le monde est d'accord depuis pas mal de temps pour condamner la guerre en principe, sauf s'il s'agit d'une « juste » guerre. *Mais comment une guerre ne serait-elle pas juste*, si elle est une modalité de la lutte du bien contre le mal ou si — ce qui revient presque au même — elle est un combat de toutes les forces de paix contre les fauteurs de guerre ? Le temps n'est plus où l'on se demandait naïvement quel est l'agresseur et où l'on cherchait, non sans peine, à définir l'agression. Tout le monde sait bien aujourd'hui, en cette heureuse fin du vingtième siècle, que les pires agresseurs trouvent le moyen de se faire attaquer par leurs futures victimes. La Fontaine, prophète méconnu, avait eu quelque idée de la chose quand il écrivait « le Loup et l'Agneau ». Ce n'est plus le forgeron qui chante : *« C'est pour la paix que mon marteau travaille »*, mais le chercheur scientifique qui met au point des armes de plus en plus perfectionnées.

D'un côté on lutte contre le mal, et de l'autre on combat pour la paix. Qui dit mieux ? Et comment les peuples confiants ne dormiraient-ils pas sur leurs deux oreilles en *serrant* de temps à autre leur ceinture d'un cran pour permettre la croissance régulière des dépenses militaires ? L'humanité est décidément devenue vertueuse et pacifique, mais elle n'en a pas encore bien pris *conscience*.

Bannir tout manichéisme

Je ne plaisante pas, car la matière est grave. A partir du moment où l'on qualifie sans rire l'ennemi éventuel de promoteur du mal ou de fauteur de guerre, ce qui revient à peu près au même — la différence tenant *seulement à la place de la morale* dans les idéologies rivales — tout devient permis et même recommandé, à commencer, bien entendu, par la guerre elle-même et sa ruineuse préparation. Si l'on veut efficacement lutter contre la guerre ou même simplement contre la course aux armements, il faut bannir de nos esprits tout manichéisme et poser en fait qu'il n'existe ni camp de la paix ni *empire du mal. Non point, hélas !* que les fauteurs de guerre ou les méchants n'existent pas, mais parce qu'on les rencontre partout, qu'ils ne sont pas le privilège de l'un ou de l'autre camp, comme on voudrait nous le faire croire et comme nous ne sommes que trop disposés à le croire.

Car nous ne pouvons nous défendre d'avoir des sympathies pour l'un *ou l'autre des deux pugilistes dont* la rivalité menace la paix du monde. Nombre d'entre nous sont donc portés à croire que l'un est l'empire du mal, tandis que nombre d'autres pensent qu'il est le camp de la paix. Quant à la masse des autres, Européens notamment, qui flottent entre les deux opinions, qui sont successivement la proie des deux propagandes adverses, ils sont comme un chargement mal arrimé *dans la cale* d'un navire battu par la tempête qui risque à tout moment de déséquilibrer le bâtiment. Ce résultat est recherché par les discours et propos publics des deux rivaux et de leurs amis. Ce combat de la propagande *est parallèle* à la course aux armements et durera aussi longtemps.

C'est de quoi l'opinion devrait prendre conscience, car il y va de tout. Quelles que soient nos préférences spontanées, il faut rejeter comme porteur de guerre ce manichéisme simpliste. L'empire du mal n'est pas localisable, ni le camp de la paix. Ils sont partout et nulle part, en nous-mêmes aussi bien. Les *grands courants pacifiques qui* parcourent le monde aujourd'hui doivent prendre garde à ne pas favoriser un camp contre l'autre. Qui a vraiment les moyens de porter sur la politique des uns et des autres un jugement éthique sérieux ? Le temps n'est plus où l'on pouvait dire de l'un des deux camps : *« Après tout, c'est la bonne cause ! »* C'est un mot que j'ai entendu jadis de mes oreilles, et il *n'était pas prononcé* par une bouche quelconque. Ne nous laissons donc pas abuser.

Tant qu'une partie notable de l'opinion croira au camp de la paix et une autre à l'empire du mal, il y aura encore de beaux jours pour la course aux armements, pour la guerre et pour la destruction de l'humanité par elle-même. Personne, à moins d'être fou, ne veut cela. On veut *seulement la victoire et l'on* se passerait fort bien de la guerre. En attendant, on prend des risques. A nous de refuser énergiquement notre sympathie à de pareils projets, car notre consentement, fût-il passif, leur est indispensable.

Actualité du « Fil de l'épée »

par JEAN-PIERRE CLERC

LE gouvernement socialiste se sentirait-il complexé sur le chapitre de la défense nationale ? Ce serait bien à tort — quel observateur impartial en disconviendrait après le vote d'une loi de programmation militaire 1984-1988 qui donne satisfaction aux états-majors eux-mêmes, encore que les hypothèses d'évolution de la situation économique du pays les laissent, eux aussi, sceptiques sur la possibilité de faire tout ce qui est prévu ? Il n'empêche ! On se demandera quelle mouche a piqué le ministre, M. Charles Hernu, pour vouloir soudain célébrer avec quelque solennité, mais avec une année de retard, le cinquantième anniversaire de la publication, en 1932, de l'ouvrage de Charles de Gaulle *le Fil de l'épée*. Une exposition sur ce thème est présentée jusqu'au 18 juin au Musée de l'ordre de la Libération (1). Un colloque vient, d'autre part, de se réunir à l'École de guerre, à Paris, sur ce thème : « De *quelle manière les idées du Fil de l'épée* sont-elles vécues en 1983 ? »

S'y côtoyaient des personnalités *gaullistes, civils et militaires*, de la première heure et, symboliquement, des élèves de grandes écoles et de jeunes officiers. Alors que *« le premier appel de Charles de Gaulle huit ans avant celui du 18 juin 1940 »*, selon le mot du général Lagarde, avait, en son temps, fait *« autant de bruit qu'un caillou tombant dans un puits sans fond »* (général Buis), il importait, cette fois, de montrer que la nation, toutes générations et responsabilités confondues, est en alerte face aux nouveaux périls mondiaux.

Le Fil de l'épée se voulait un cri, dans la France « sonnée » par le souvenir des massacres de Verdun et de la Marne, anesthésiée part la vague des *pacifismes, incapable* de percevoir clairement le danger mortel représenté par la montée des fascismes. Le chef de bataillon de Gaulle en appelle aux leçons de l'histoire, qui montre que, toujours, *« les petits veulent grandir, les forts dominer, les vieux subsister »*. L'auteur du *Fil de l'épée* semble s'en réjouir plus que le déplorer : *« Le monde ne se passera pas des armes. »* Dès lors, il importe de s'interroger lucidement sur la force, sur ceux qui la pratiquent professionnellement, les soldats, et, enfin, sur ceux qui les commandent ; les chefs militaires. *« Ce grand petit livre »*, selon le mot de l'un des participants au colloque, débute, ainsi, par une brève et fulgurante méditation, à la fois pessimiste sur l'espèce humaine, et pétrie d'espoir sur les destinées ultimes de la patrie, dès lors que sa « querelle » est assumée par un grand chef.

Un autre portrait

Il y aurait, dans cette vision, des relents inquiétants d'une époque marquée par le fascisme si l'on ne relevait, *in fine*, une perception totalement classique des rapports du politique et du soldat. *Pour* le commandant de Gaulle, la séparation de leurs pouvoirs respectifs, et la soumission du militaire, est la plus absolue des évidences. Il restera à l'officier de médiocre réussite (l'amiral Philippe de Gaulle rappellera que *son père était resté* dix-sept ans au grade de capitaine !) à mener la brillante carrière nationale que l'on sait pour parvenir à installer, tout en demeurant fidèle à ces principes, quelque hauteur et quelque constance dans le domaine *« instable, agité et tumultueux »* du politique. *Le Fil de l'épée* est, d'abord, un autoportrait !

Quelle est, se sont naturellement demandé les participants, la part d'actualité dans le message du livre ? Elle ne réside pas dans une quelconque ressemblance des époques. Le dernier conflit mondial est trop éloigné, désormais, pour qu'on le prenne pour le fascinant modèle de « la prochaine » ; l'avènement du nucléaire a introduit une faille radicale dans le discours sur l'inéluctabilité de la guerre ; tous les participants ont observé, également, que le désintérêt pour la défense fustigé par le commandant de Gaulle n'est plus de mise aujourd'hui : *« Les dangers sont perçus et dénoncés, les remèdes sont recherchés et conçus, la doctrine, les concepts, l'équipement font l'objet de débats »*, observa-t-on. Le pacifisme lui-même n'apparaît, en France, que comme un courant lointain, suggérant presque qu'il n'est, ailleurs, que le sous-produit d'une défense insuffisante.

Point davantage n'aperçoit-on de similitudes entre 1932 et aujourd'hui pour ce qui touche à la conduite de la guerre. Le nucléaire, là encore, a tout bousculé. Il tend à reléguer le militaire au second plan, observa M. Maurice Duverger, rapporteur général : n'est-ce pas le président de la République qui *« gère les crises »* et appuierait, le cas échéant, sur le fameux *« bouton »* ! Le soldat céderait même du terrain à *« l'ingénieur »*, artisan de la force atomique...

Que reste-t-il alors ? Certainement une condamnation sans appel des doctrines *« a priori, absolues, dogmatiques »*. Ce pragmatique qu'est de Gaulle prêche, naturellement, pour l'adaptation aux circonstances. Que répondrait-il, aujourd'hui à ceux qui accusent la dissuasion nucléaire, dont il fut le père politique dans les années 60, d'être *« une nouvelle ligne Maginot »*, une doctrine figée et *« munichoise »*, débilitant l'esprit de défense des citoyens, et *conduisant*, selon le mot de M. Claude Bourdet, *« soit au suicide, soit à l'abandon »* ?

Le Fil de l'épée, enfin, est peut-être prémonitoire par son affirmation tranquille de quelques *« valeurs »* au demeurant moins anachroniques aujourd'hui que naguère. M. Pierre Emmanuel osa en énumérer quelques-unes *« par ordre de distance croissante à nos lieux communs actuels : solidarité, responsabilité, civisme, nation, dévouement, exemple, honneur, patrie... »*

M. Charles Hernu eût dû venir clore cette réunion. Las ! Pris par un important débat à l'Assemblée, il délégua... le secrétaire d'État aux anciens combattants. De quoi faire douter, pour lors, de l'actualité du *Fil de l'épée !*

(1) 51 *bis*, bd de Latour-Maubourg, 75017 Paris.

L'égarement collectif

par JEAN DIEDISHEIM (*)

CERTAINS mots desservent ou même trahissent le concept qu'ils sont chargés de signifier. « Pacifisme » est l'un de ces mots. Parce qu'il traîne un relent de veulerie, d'abandon, de foirade qui lui vient du début de ce siècle, il conserve à certaines oreilles une connotation de soumission, de laxisme sinon de lâcheté, alors qu'il recouvre tout au contraire une position de volonté, de courage voire de provocation. Qu'est donc le pacifisme ? Et qui sont ses tenants qui défilent par centaines de mille dans les capitales de l'Occident ?

Il est l'absolu ras-de-bol ressenti par cette fraction des peuples qui refuse de continuer à *croire* en *la vertu* des armes tant nucléaires que classiques pour assurer la paix, protéger un territoire ou « gagner » une guerre. Les pacifistes ne voient dans le système de défense des Etats-nations que le moyen pour eux de protéger leur régime politique et une apparente souveraineté. Et cette protection, elle-même illusoire, les Etats la paient trop cher, à leur gré, puisque le prix en est plausiblement la survie de leur peuple.

C'est un fait que ni en 1914 ni en 1939 les armes n'ont su préserver la paix. Mais les moyens de la guerre et conséquemment les conditions de la paix ont radicalement changé. Entre le char blindé de 1945 et le missile MX à dix têtes nucléaires, les armes ont évolué bien davantage qu'entre la fronde qui tua Goliath et ce même char de 1945. Il en résulte que la paix armée d'aujourd'hui n'est plus qu'un précaire équilibre de la terreur, prétendument dissuasif. Car la détention d'ogives *nucléaires n'est pas* plus dissuasive que ne fut naguère le système banqueroutier de la sécurité collective. Preuve : l'inutile avertissement au Japon avant les bombes atomiques de 1945. Plus ancien encore, le maître mot de la dissuasion revient à Lyautey dont on connaît parfaitement la formule : *« Etaler la force pour n'avoir pas à s'en servir. »* Le malheur est *qu'après l'avoir étalée, pas une fois on ne s'abstint* de s'en servir : guerre du Rif sous le même Lyautey, chars blindés en 1939, bombes atomiques en 1945 ; à quand les missiles nucléaires, intercontinentaux ou européens (SS-20, Pershing-2, bombes à neutrons) ?

Les engins nucléaires, sans apporter aucun surcroît de sécurité, apportent virtuellement la destruction de la race humaine, par irradiation de la biosphère, sinon par carbonisation. Malgré quoi, les « réalistes » persistent : *« Pour juguler l'agression, un seul recours : le nucléaire stratégique et tactique. L'équilibre de la terreur assure la paix depuis 1945. »* A moins qu'il ne nous vaille, le temps d'une trêve, la préparation peaufinée du massacre. *« D'ailleurs*, ajoutent-ils, *en cas de conflit les armes suprêmes resteraient muettes, la guerre se limitant aux armes classiques. »* Il faudra sans doute chercher au musée les armes qui soient exclusives de toute fission d'atome. Il faudra aussi décider où commence le *nucléaire et où finit le classique. Et* qui sera l'arbitre de cette limite. Il faudra enfin respecter l'accord tacite de non-emploi, empêcher sa transgression, — qui conduirait droit à l'escalade.

Mais soit : guerre à armes classiques. L'Union soviétique dispose de 50 000 chars, protégés par 7 540 avions. L'OTAN dispose de 17 630 chars et de 3 452 *avions* (1). *Sans commentaires.* Donc, les chars rouges baisent l'Allemagne et bordent le Rhin. La France, non intégrée à l'OTAN, aura eu le choix ou de ne pas *bouger*, ou de joindre ses forces à celles de ses alliés. Au premier cas, elle est entourée d'Etats occupés par l'Union soviétique. Autant dire asphyxiée. Au deuxième cas, elle est au bord d'être envahie. C'est alors que, suivant les réalistes, nous revenons au nucléaire : d'après de Gaulle et ses trois successeurs, unanimes à cet égard, si l'adversaire virtuel viole le sanctuaire France, *la menace de notre tir* nucléaire le bloque sur place. N'ajoutons pas : *« Sinon le tir est déclenché »*. Jamais, au grand jamais, la France n'ouvrira le feu *nucléaire*. Jamais un président français, quels que soient son nom et son appartenance, n'appuiera le premier sur le bouton qui détruirait par ricochet Paris, vingt villes au moins, et quinze à vingt millions de ses compatriotes.

En *dépit* de quoi la dissuasion demeure thèse officielle autant sous la majorité d'aujourd'hui que sous celle d'hier. Le président Giscard d'Estaing *l'a brillamment définie : « L'arme nucléaire est censée dissuader l'adversaire d'attaquer, sous peine de subir des dévastations sans commune mesure avec les bénéfices qu'il peut attendre de son attaque ». « C'est ce terrible mécanisme,* explique sans rire un commentateur, *qui sert de véritable bouclier à la France. La crédibilité de la dissuasion consiste à convaincre l'adversaire que la volonté du président d'appuyer sur le bouton de mise à feu est catégorique et inébranlable. »*

Il faudrait à cet adversaire, pour *qu'on lui fasse avaler pareille bourde*, une dose de jobardise dont il est peu coutumier. Car il ne vient pas à l'esprit de nos stratèges, présidentiels ou non, que l'adversaire, usant d'un raisonnement rigoureusement symétrique, paralyserait notre feu nucléaire par notre terreur du sien, quarante fois plus nourri, plus puissant, plus précis. A quoi s'ajoute que l'Union soviétique s'est dotée d'un *réseau de 50 millions d'abris anti*-atomiques civils, précaution inconnue chez nous. Et s'ajoute aussi que les villes soviétiques sont disséminées sur un territoire quarante fois plus étendu que le nôtre, pour une population seulement cinq fois plus nombreuse. *En d'autres termes, contre* Moscou et cinq ou six villes, l'Hexagone entier serait réduit en cendres et sa population résiduelle irradiée par la haute toxicité de la biosphère.

Certes, on parlerait encore de la France. Comme on parle encore de Pompéi et d'Herculanum.

Contre cet égarement collectif, somnambulique, et qui prolifère précipitamment, s'insurgent les pacifistes. Les Etats n'ont aucunement le pouvoir de mettre un terme à la course aux armements (course à la performance plus qu'au nombre). Sans doute ils le voudraient. Ils démontrent par là leur impuissance incurable depuis 1932 (sinon depuis 1899), date de la première confé*rence du désarmement tenue à* Genève à grand fracas et répétée dix fois depuis lors. Leur constant échec tient à deux obstacles infranchissables.

Premier obstacle : leurs structures, fondées sur la souveraineté illi*mitée*. Sur cette compétence usurpée par l'Etat de fixer lui-même sa propre compétence, qu'il peut étendre à l'infini. Aucune tentative de décrispation réelle entre blocs, et de coopération, qui n'ait buté sur le dogme intangible et sacré. La souveraineté de l'Etat, héritée ou imitée de l'absolutisme monarchique, est devenue dommageable à l'Etat qu'elle est censée garantir.

Souveraineté et liberté

Qu'on entende bien qu'elle n'est nullement à confondre avec la liberté. La liberté interne, bien suprême, ne doit rien à la souveraineté. La Californie, l'Ontario, le canton de Zurich sont des Etats parfaitement libres. Ils ne sont pas souverains. Cette liberté interne se conquiert par des soulèvements populaires contre la tyrannie, par des résistances nationales, ou fédérées, à l'oppression. Beaucoup de *peuples n'en ont pas encore été* capables.

Quant à la liberté externe, plus spécialement visée par la routine sept fois millénaire des armements, elle n'est pas davantage fonction de la souveraineté nationale. Les nations sont devenues trop étroitement dépendantes l'une de l'autre pour que leur souveraineté leur garantisse une pleine liberté. Notre souveraineté française *nous met-elle* en mesure d'empêcher l'étranger d'attaquer notre monnaie ? ou de nous opposer à l'évasion des capitaux ? à leur accueil à l'étranger ? *Nous affranchit-elle* de la servitude où nous tient le pétrole ? et son prix, tributaire lui-même du dollar ? Nous permet-elle de renoncer aux forces américaines établies en Allemagne ? de limiter à notre gré nos importations, sans risquer de *féroces rétorsions* ? de renoncer à la main-d'œuvre immigrée ? etc.

Deuxième obstacle au désarmement : les gouvernements des États souverains n'ont aucunement le contrôle de leur propre armement. Ils n'ont pas le pouvoir, ni d'ailleurs le courage, de dominer leurs experts militaires et leurs états-majors. Ils les *suivent, ils se couchent. Au mieux* arbitrent-ils entre des systèmes également aberrants. Le président, le ministre sont des porte-parole. A quoi bon des contacts à Genève, à Vienne ? Les décideurs sont dans le *couloir et ne sont ni des interprètes ni des élus des peuples*. Les décideurs sont le général Hoggrec et l'amiral Kohnadéwlov. Cela, les pacifistes en *sont peut-être plus* conscients que d'autres : ils voient plus inéluctable la dépendance mutuelle des nations. Mais à leurs yeux, au lieu que cette dépendance soit organique, instituée, cohérente, elle reste anarchique du fait de la souveraineté apparente à quoi s'accrochent, aux dépens de leurs peuples, les États. Et les blocs d'États prenant de plus en plus le pas sur les États, la *souveraineté s'en trouve encore* débilitée.

Les esprits clairvoyants demandent que les gouvernements délaissent le dogme éculé de la souveraineté absolue et qu'ils prennent en compte non plus seulement leurs intérêts immédiats mais encore leurs intérêts lointains et proprement vitaux, c'est-à-dire, en même temps que les leurs, les intérêts du bloc op*posé et ceux des pays en développe*ment, plutôt que de supputer le nombre et la précision de l'armement adverse, en vue de l'égaler ou de le surclasser. *Les esprits lucides* demandent aux États de rechercher en commun, dans le silence des états-majors et celui des médias, des solutions qui ne concernent pas seulement chacun d'eux au détriment des autres. Le pas à faire est gigantesque. *Une telle voie implique* assurément un lien fédératif inter-étatique, abortif des souverainetés. Les surpuissances, si elles n'en recueillaient pas des fruits immédiats, y gagneraient du moins la garantie de leur survie, qui présentement leur fait défaut, et la fin d'une terreur qui ne sera jamais équilibrée : à mesure que le Pentagone s'efforcera de rattraper l'arsenal soviétique, celui-ci s'efforcera de maintenir l'écart, ou de l'augmenter. C'est proprement la course.

Les pacifistes vitupèrent de plus les six cents milliards de dollars an*nuels — plus de quatorze mille* milliards de francs lourds, un chiffre avec douze zéros — engloutis à *fonds perdus* dans des engins déclassés dix ans *plus* tard. Et construits pour procurer l'illusion : a) aux nationaux d'être protégés ; b) aux autres Etats d'être tenus en bride. A fonds perdus ? pas tout à fait. Cet investissement permet aux États producteurs de copieuses *moissons de devises, sans lesquelles* béeraient encore plus les déficits extérieurs. Ce n'est pas là le cadet des arguments qui jouent en sourdine contre le désarmement.

Le pacifisme, encore une fois, est mal nommé. « Abolitionnisme » *conviendrait mieux. A la fois pour* supprimer la peine de mort collective, la souveraineté fallacieuse, et l'arsenal démentiel par quoi la raison humaine est souillée.

(1) Chiffres établis par The International *Institute for Strategic Studies*, Londres. 23 Tavistock Street London WC 2e 7NQ

(*) Essayiste.

Le Monde

étranger

EUROPE

Italie

AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les grands partis tentent de présenter une nouvelle image capable de mobiliser leur électorat

De notre correspondant

Rome. – La campagne pour les élections législatives italiennes des 26 et 27 juin prochain commence dans un climat social particulièrement tendu. Le 27 mai, près de quinze millions de salariés de l'industrie ont arrêté le travail afin d'obtenir le renouvellement des conventions collectives,en discussion depuis dix-huit mois.

Si la présentation des programmes électoraux et les premières polémiques tournent principalement autour des problèmes de politique économique et sociale, la préoccupation majeure des partis italiens reste celle de la mobilisation de leur électorat. Tous craignent un taux d'abstentions record. Afin de démontrer leur ouverture aux forces émergentes de la société, aussi bien la Démocratie chrétienne que le P.S.I. ou le P.C.I., ont remplacé une fraction assez importante des parlementaires. Certains ont tenté de s'assurer la présence sur leur liste électorale de personnalités indépendantes, telles que des écrivains comme Natalia Guinzburg (P.C.I.), des cinéastes comme Franco Zeffirelli (D.C.), des professeurs, des économistes, des syndicalistes ou bien même, à défaut d'autre chose, des enfants portant le nom prestigieux de leurs parents comme Rita Dalla Chiesa (P.S.I.), fille du général des carabiniers qui démantela les Brigades rouges avant de tomber sous les balles de la Mafia.

Les craintes du P.C.I.

« Je veux transformer la démocratie chrétienne en un instrument de représentation de la société civile, alors qu'elle n'était jusqu'ici qu'une machine de gestion du pouvoir », a affirmé M. Ciriaco de Mita, secrétaire de la D.C. La Démocratie chrétienne est parvenue, non sans tensions internes, à assurer le remplacement de 33 % des sénateurs sortants et de 20 % des députés. M. de Mita mise sur la transformation de la vieille machine en un parti moderne partisan de la rigueur économique. La candidature au Sénat d'un « indépendant » comme M. Guido Carli, ancien président de la Banque d'Italie et de la Confindustria (le C.N.P.F italien), prend valeur de symbole.

L'hégémonie renaissante de la D.C. et *« son alignement sur les positions les plus extrémistes du patronat »* préoccupent le P.C.I., qui mise clairement sur une stratégie d'union de la gauche, *« alternative démocratique »* au pouvoir démocrate-chrétien. M. Enrico Berlinguer, pour qui il est possible *« de gouverner l'Italie avec 51 % des voix »*, n'hésite pas à affirmer dans une interview à l'hebdomadaire *Panorama* : *« Si, en Italie, un changement n'a pas lieu rapidement, il risque d'y avoir à la place de l'alternative démocratique une alternative à la démocratie. »* La violence inhabituelle de ce réquisitoire vise-t-elle seulement à dramatiser l'enjeu du scrutin et à mobiliser l'électorat du parti ? Le P.C.I., qui depuis l'abandon, en 1979, du compromis historique semblait privé d'une véritable stratégie politique, essaie apparemment de regagner une identité perdue. Les communistes n'ont-ils pas accueilli sur leur liste les députés sortants du P.D.U.P., une petite formation d'extrême gauche, dont la plupart des dirigeants avaient été exclus du P.C.I. en 1969 avec le groupe du Manifesto ?

A Naples, le P.C.I. présente, d'autre part, la candidature au Sénat, en commun avec les socialistes, de l'ancien secrétaire général du P.S.I., M. Francesco de Martino. Mais les socialistes restent réticents devant ces avances. Parti charnière et appoint obligé de toute coalition gouvernementale, le P.S.I. de M. Bettino Craxi se refuse à toute alliance avec le P.C.I., tout en dénonçant les risques du virage à droite de la démocratie chrétienne.

La lassitude et la démobilisation d'une frange importante de l'électorat, notamment à gauche, risquent de se traduire par une forte augmentation des abstentions ou des bulletins blancs. Depuis dix ans, chaque élection enregistre une diminution de la participation électorale, qui reste pourtant l'une des plus fortes d'Europe (90,4 % de votants en 1979). Le parti radical de M. Marco Pannella – 3,9 % des voix – a décidé d'emboîter le pas. Dans un premier temps, les radicaux avaient songé à se « saborder » en ne se présentant pas au Parlement. Mais, finalement, ils ont décidé de présenter des candidats pour disposer de tribunes électorales. Ils n'appelleront toutefois à voter que pour un de leurs candidats, M. Antonio Negri. Cet ancien professeur de sciences politiques à l'université de Padoue, leader de l'Autonomie, est depuis quatre ans en détention préventive, accusé d'être un des cerveaux du terrorisme en Italie. Son procès est en train de se dérouler à Rome. S'il était élu à la Chambre des députés, il pourrait immédiatement sortir de prison.

MARC SEMO.

Saint-Marin

LA COALITION DE GAUCHE RENFORCE LÉGÈREMENT SA MAJORITÉ PARLEMENTAIRE

Saint-Marin (A.F.P., A.P.). – La coalition des partis de gauche a remporté une modeste victoire lors des élections qui ont connu dimanche 29 mai, à Saint-Marin, une importante participation, au terme d'une campagne particulièrement animée. Les trois partis au pouvoir ont gagné un siège. Ils possèdent une majorité de trente-deux parlementaires sur soixante. Ces résultats devraient ainsi permettre aux communistes de conserver, pour cinq ans, la direction de la plus ancienne république du monde.

Selon le porte-parole du gouvernement, les résultats définitifs sont les suivants : 42 % des voix sont allés à la Démocratie chrétienne, 24,3 % au parti communiste, 14,3 % au total au deux partis socialistes.

Turquie

Ankara insiste sur le caractère limité et sur l'efficacité des opérations antikurdes en territoire irakien

De notre correspondant

Ankara. – A la suite des opérations militaires dites d' *« envergure limitée »* menées au nord de l'Irak contre les bastions de la guérilla kurde par la Turquie, M. Turkmen, ministre des affaires étrangères, a fait, dimanche 29 mai, un voyage-éclair à Bagdad. Après s'être entretenu avec son collègue irakien, M. Tarik Asiz, il a transmis au chef de l'Etat, M. Saddam Hussein, un message du général Evren. Le bref communiqué officiel turc indique que ces conversations ont porté sur *« les sujets actuels concernant les deux pays »*.

Pour sa part, l'ambassadeur d'Irak à Ankara exprime les *« remerciements de son gouvernement à l'armée turque »*, dans une interview publiée ce lundi par le quotidien *Günes*.

Il semble que, finalement, après un accord entre Bagdad et Ankara, le feu vert à cette *« opération militaire limitée »* ait été donné pour jeudi soir 26 mai.

Vendredi les affaires étrangères ont annoncé qu'une opération venait d'être conduite à l'encontre des assaillants, sans effusion de sang. Il reste que, selon des informations parvenues à Ankara, les accrochages auraient fait des victimes des deux côtés dans cette zone montagneuse de l'Irak devenu un *no man's land*. Les autorités turques indiquent pour leur part que l'on s'est contenté d'encercler et d'arrêter les *« bandits »*. Elles précisent que *« la Turquie n'a aucun autre but que d'assurer la paix, la tranquillité et la sécurité dans la région »*.

Selon des sources bien informées, il y aurait déjà de mille cinq cents à deux mille combattants kurdes faits prisonniers par les troupes turques et irakiennes (mais le rôle de ces dernières serait mineur dans cette opération). Le P.C. kurde de Zaho serait détruit. La plupart des groupes de guérilla auraient fui la Turquie après la prise du pouvoir par les militaires, le 12 septembre 1980, et seraient restés en étroit contact avec leurs amis d'Irak et d'Iran, tout en multipliant les opérations de harcèlement et les infiltrations sur le territoire turc. Selon certaines sources, il s'agit surtout de militants du parti ouvrier kurde. Le ministère des affaires étrangères justifie cette intervention par la volonté de mettre fin aux infiltrations des *« bandes armées »* sur le territoire turc, et de prévenir les exactions commises contre les paysans habitant des localités proches de la frontière, sans oublier la contrebande organisée par ces groupes armés.

Le « nettoyage » dure encore

Selon des informations parvenues à Ankara, l'opération a eu lieu à partir du district de Sirnak, près de Siirt, fut menée jusqu'au nord de Zako, proche du poste frontalier irako-turc de Habur. Selon Ankara, on est loin des chiffres publiés par la presse étrangère, puisque la pénétration des forces turques se serait poursuivie dans un rayon de 3 à 6 kilomètres en Irak, pas davantage. Bien que le communiqué ait annoncé que l'opération était terminée, on croit savoir que le « nettoyage » dure encore, des unités de commandos ratissant les cavernes de cette zone montagneuse qui servaient de cachettes aux pechmergas. De toute façon, les troupes engagées dans cette opération n'ont pas encore regagné leurs casernes. La ligne Sirnak-Cukurca est toujours déclarée zone interdite.

Depuis plusieurs mois le gouvernement turc se plaignait que Bagdad ne réussît pas à faire régner l'ordre dans cette zone frontalière par où transite un important volume de commerce entre les deux pays. En outre Ankara tenait à montrer que l'existence de *« poches antiturques »* près de ses frontières ne serait pas tolérée. La presse turque dénonce souvent la collaboration entre divers mouvements tels les « séparatistes » kurdes, les militants arméniens et l'extrême gauche révolutionnaire. M. Turkmen a fait récemment des voyages-éclairs à Beyrouth et à Damas pour demander une meilleurs collaboration des autorités de ces pays dans la répression de leurs activités. Il avait également *« averti »* les dirigeants chypriotes à propos de l'existence de camps d'entraînement arméniens dans le sud de l'île, accusation que Nicosie a formellement rejetée.

ARTUN UNSAL.

Pologne

M. WALESA CONTINUE A ÊTRE INTERROGÉ PAR LA POLICE SUR LES ACTIVITÉS DU KOR

M. Lech Walesa continue à être interrogé, ce lundi 30 mai à partir de 10 heures, par la police et persiste dans son refus de répondre aux questions posées, comme il l'a déjà fait vendredi et samedi et au cours de précédentes convocations. Il a précisé que, cette fois-ci, les questions portaient sur l'activité du KOR (Comité d'autodéfense sociale), dont les anciens animateurs sont en prison dans l'attente d'un procès.

Le chef syndicaliste estime que les questions posées ont pris samedi, pour la première fois, une tournure inquiétante, comme si les policiers cherchaient à démontrer que *« la juste protestation de la classe ouvrière du mois d'août 1980 »* n'avait été qu'une *« manipulation »* montée par le KOR.

D'autre part, Mgr Achille Silvestrini, secrétaire du conseil du Vatican pour les affaires publiques, devait arriver ce lundi 30 mai à Varsovie, pour régler les détails protocolaires de la visite du pape dans sa patrie du 16 au 23 juin. La veille, la télévision avait annoncé qu'un malade mental préparait un attentat contre le pape. Il aurait projeté de faire exploser, grâce aux rayons solaires, un engin placé au sanctuaire du mont Sainte-Anne quand Jean-Paul II s'y rendra le 21 juin. Le présentateur a souligné que cette information avait été donnée pour répondre à des lettres de téléspectateurs qui mettent en doute la nécessité de recourir à des mesure de sécurité draconiennes lors de la visite du pape.

Enfin, samedi 28 mai, le tribunal militaire de Varsovie a condamné à mort par contumace M. Zdzislaw Najder, chef de la section polonaise de Radio-Europe libre (dont le siège est à Munich), pour *« espionnage au profit des Etats-Unis »*. Ancien chercheur à l'université de Varsovie et membre de l'Association des écrivains polonais actuellement suspendue, M. Najder est parti pour l'étranger quelques jours avant l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981. Depuis avril 1982, il dirige la section polonaise de Free Europe.

Grande-Bretagne

A Birmingham, capitale du chômage

(Suite de la première page.)

Il reste que les dissensions internes du parti lui ont fait perdre toute crédibilité. *« Nous en sommes au point où nous ne cherchons plus à gagner les élections, mais tout simplement à survivre »*, dit-il. On est bien loin pourtant, au cœur du comté des West-Midlands, des querelles sur les fusées Polaris et le désarmement.

« Promenez-vous dans Birmingham et regardez les usines en démolition. C'est cela la vraie question des élections », dit un candidat travailliste. Il tient une conférence dans les locaux du syndicat et s'en prend avec virulence au gouvernement, qui *« considère le chômage comme une arme dans sa politique industrielle »*, et qui est en train de *« démanteler les droits des travailleurs et de leurs syndicats »*. Il s'en prend aussi à la Communauté européenne : *« On nous avait promis de nouveaux marchés. Et que se passe-t-il ? On importe des voitures et des pièces détachées. Allez demander à la direction de British Leyland si elle attend de la C.E.E. une augmentation du volume de sa production. »*

Les West-Midlands sont l'une des régions les plus industrielles de Grande-Bretagne, qui fut aussi parmi les plus prospères. Dans les années 60, le taux de chômage y était de moitié inférieur au taux britannique moyen. Il le dépasse aujourd'hui de 20 %. Une personne sur sept en âge de travailler est sans emploi à Birmingham. La proportion augmente chez les femmes, les jeunes et les minorités de couleur. Le déclin de la région, où l'économie est totalement dépendante de l'industrie automobile et métallurgique, était déjà largement engagé en 1979, ce qui explique que les conservateurs y aient augmenté leur score aux dernières élections générales plus que dans l'ensemble du pays.

Mais la récession, en quatre ans, n'a fait que s'accélérer : trois cent trente mille emplois ont été supprimés. Le nombre des chômeurs ayant perdu leur emploi depuis plus d'un an (c'est-à-dire qui ne bénéficient plus de l'assurance-chômage, mais seulement de l'aide publique) a triplé au cours de cette période, et la région arrive de ce point de vue immédiatement derrière l'Irlande du Nord. Dans les cités H.L.M., la proportion des familles qui vivent de l'aide publique atteint parfois 60 %.

Si cette région présente sur le plan électoral un intérêt tout particulier, c'est que, au confluent du Nord déshérité à majorité travailliste et du Sud plus prospère et plus conservateur, c'est aussi la région où le « swing », les transferts de voix et de sièges, est le plus important d'une consultation à l'autre, y compris dans des circonscriptions à majorité ouvrière. Dans la seule ville de Birmingham, où, sur les douze sièges à pourvoir, cinq sont actuellement détenus par des conservateurs et sept par des travaillistes, quatre circonscriptions au moins présentent ce caractère de versatilité.

Celle de Yardley est passé six fois, depuis la guerre, des conservateurs aux travaillistes et, *vice-versa*. Les ordinateurs disent que c'est la circonscription-test, et que le parti qui la perd n'a aucune chance de devenir le plus grand parti au plan national. Quant à celle de Northfield, que les conservateurs ont conquise en mai 1979 grâce aux ouvriers de l'usine British Leyland de Long-Bridge, elle est repassée de justesse aux travaillistes en octobre dernier lors d'une élection partielle.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les partis attachent aux West-Midlands un intérêt particulier, et qu'ils y envoient défiler leurs ténors pendant la campagne, y compris ceux des partis de l'Alliance, représentée ici presque exclusivement par les libéraux, qui n'y ont pas encore fait leur percée sur le plan législatif.

La question qui se pose ici comme ailleurs, mais sans doute un peu plus qu'ailleurs, est de savoir si la politique de Mme Thatcher sera tenue pour responsable de l'augmentation du chômage. La litanie électorale du parti conservateur consiste à affirmer que la faute en revient à la récession mondiale, et que le pire est passé. *« Nous avons avalé les potions*, dit Mrs. Cocks, conseillère municipale conservatrice, *maintenant nous entrons dans la période de convalescence. »* Elle fait remarquer que l'élément nouveau, cette fois, c'est la rupture du consensus dans la modération qui avait toujours caractérisé la politique des partis au plan local, rupture qu'elle attribue à l' « extrémisme » du programme des travaillistes. M. Greg Campbell fait la même observation... mais en impute la responsabilité à quatre années d' « extrémisme » conservateur.

CLAIRE TRÉAN.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

• LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM, organisme dépendant des Nations unies) vient d'accorder à la Chine plus de 66 millions de dollars d'aide pour deux projets de développement agricole, a annoncé, samedi 28 mai, l'agence Chine nouvelle. Le premier projet porte sur le développement laitier dans six grandes villes chinoises et leurs environs. L'autre programme concerne le développement agricole, l'assainissement, l'irrigation et la lutte contre la salinité dans la province du Hebei. – *(A.F.P.)*

• LES PARTIS COMMUNISTES CHINOIS ET BELGE sont convenus, vendredi 27 mai, de rétablir leurs relations rompues depuis dix-huit ans, annonce l'agence Chine nouvelle. La décision fait suite à une rencontre entre le secrétaire général du P.C. chinois, M. Hu Yaobang, et M. Louis Van Geyt, président du parti communiste belge, en visite en Chine. – *(Reuter.)*

Libye

• DEMANDE DE REPORT DU SOMMET DE L'O.U.A. – Dans une déclaration à l'agence libyenne de presse Jana, le colonel Kadhafi a demandé, lundi 23 mai, que le sommet de l'Organisation de l'unité africaine, convoqué pour le 6 juin à Addis-Abeba (*le Monde* du 24 mai), soit reporté *« de plusieurs mois, voire d'un an, aucun changement positif n'étant survenu en faveur de sa tenue »*. Le dirigeant libyen a également proposé que l'actuel président en exercice de l'Organisation panafricaine, M. Arap Moi, du Kenya, demeure dans ses fonctions.

Ouganda

• DÉCOUVERTE D'UN CHARNIER. – Une cinquantaine de corps ont été jetés au début de la semaine dans le village de Masulita (district de Mpigi, à l'Ouest de Kampala), selon le quotidien ougandais *Munno*. Les corps, qui présentaient pour certains des blessures par balle ou par couteau et pour d'autres des signes de malnutrition, ont été jetés dans le village par des hommes se déplaçant à bord d'un camion. Au cours des derniers mois, en Ouganda, de nombreuses personnes ont été victimes de tueurs non identifiés. – *(A.F.P.)*

R.D.A.

• UN ENTRETIEN « NON OFFICIEL » SUR LES RELATIONS INTER-ALLEMANDES a eu lieu, samedi 28 mai en R.D.A., entre le chef de l'État et du P.C. est-allemand, M. Erich Honecker, et le chef de l'opposition social-démocrate (S.P.D.) en R.F.A., M. Hans Jochen Vogel. – *(A.F.P.)*

Union Soviétique

• M. VLADIMIR DANCHEV, le présentateur de Radio-Moscou qui avait parlé, les 18 et 23 mai, sur le service en langue anglaise, des *« agresseurs soviétiques »* en Afghanistan, a reçu l'ordre de quitter Moscou et de regagner son domicile de Tachkent, capitale de l'Ouzbekistan, a-t-on appris samedi 28 mai de source soviétique informée. (*Le Monde* des 26 et 29-30 mai).

Selon le service des écoutes de la B.B.C., le 20 mai M. Danchev aurait aussi affirmé que *« l'U.R.S.S. a une fois de plus déclaré qu'elle n'était pas prête à prendre des décisions constructives sur la limitation des armes nucléaires en Europe »* – *(A.P.)*

LE SOMMET

La journée du dimanche 29 mai au sommet de Williamsburg a été dominée par les questions de sécurité, la déclaration spéciale des Sept faisant écho au dernier avertissement du gouvernement soviétique, qui énumérait les diverses ripostes de Moscou à un déploiement des missiles américains en Europe de l'Ouest (*le Monde* daté 29-30 mai).

Dès samedi, le département d'Etat américain avait regretté que le Kremlin ait *« une nouvelle fois recours à des menaces injustifiées de représailles »*, réaffirmé que les systèmes français et britanniques ne sauraient être inclus dans la négociation de Genève et averti que Washington *« ne saurait accepter une accord qui mènerait au transfert de la menace des SS-20 vers nos amis alliés en Asie »*. Quant à la menace formulée par Moscou de revenir sur le moratoire annoncé en 1982 en ce qui concerne les SS-20, le département d'Etat affirme que l'Union soviétique *« n'a jamais interrompu son déploiement de missiles SS-20 en dépit de ce prétendu moratoire »*.

Les problèmes de sécurité avaient été évoqués assez brièvement au cours de l'entretien de quarante-cinq minutes que M. Mitterrand a eu avec M. Reagan peu après son arrivée à Williamsburg, samedi soir. Le président de la République française a notamment accepté une invitation de son hôte à faire une visite d'Etat aux Etats-Unis au printemps prochain. M. Mitterrand a, de son côté, invité M. Nakasone, premier ministre japonais, qu'il a reçu également samedi, à se rendre prochainement en visite en France.

Dimanche après-midi, le président de la République a eu un bref entretien avec Mme Thatcher, qui a quitté peu après Williamsburg pour Londres, afin d'y reprendre sa campagne électorale, laissant sur place ses ministres des affaires étrangères et de l'économie. M. Mitterrand devait ce lundi prendre son petit déjeuner avec M. Kohl et s'entretenir dans l'après-midi avec M. Trudeau.

La controverse sur les euromissiles sera au centre également des réunions prévues à l'OTAN cette semaine, avec notamment la rencontre des ministres de la défense de l'alliance les 1er et 2 juin, à Bruxelles. Arrivé dimanche en Europe, en prévision de ces rencontres, M. Weinberger, ministre américain de la défense, a déclaré à Bonn que *« la fusée Pershing-2 est irremplaçable »*, écartant ainsi l'éventualité d'un accord mettant l'accent sur les seuls missiles de croisière. De son côté, M. Gonzalez, chef du gouvernement de Madrid, a redit à l'agence espagnole EFE sa *« compréhension »* et sa *« solidarité »* avec les pays européens concernés par la décision de l'OTAN. *« Si je veux m'intégrer dans cette communauté de peuples*, a-t-il affirmé, *le moins que je puisse faire est de comprendre leurs problèmes de sécurité. »*

Enfin, le gouvernement de Bonn a démenti une information publiée dimanche par le *Washington Post*, selon laquelle il aurait *« demandé »* aux Etats-Unis, de concert avec la Grande-Bretagne et l'Italie, de produire un obus d'artillerie à neutrons. Il a admis cependant avoir été informé par Washington de son intention de construire pour les canons de 155 millimètres des forces américaines en Europe une charge qui pourrait être, au choix, neutronique ou conventionnelle. — *(A.F.P.)*

La France souhaite obtenir « compréhension et solidarité » pour l'effort qu'elle a entrepris

De notre envoyé spécial

Williamsburg. — Plus encore après qu'avant la déclaration commune sur les objectifs du désarmement que M. George Shultz a rendu publique dimanche en fin d'après-midi *(lire par ailleurs)*. Le souci de la délégation française était de rappeler le caractère essentiellement économique de ce sommet, dont les Français attendent deux choses.

La première est que, d'une façon claire, l'appel du président de la République en faveur d'une stabilisation du système monétaire soit prise en compte dans le texte de la déclaration finale, qui pourrait être à cet effet accompagnée d'une déclaration annexe des ministres des finances.

La seconde préoccupation de Paris est d'obtenir que ses partenaires lui manifestent *« compréhension et solidarité »*, pour reprendre les mots employés par M. Jacques Delors, pour l'effort qu'elle a entrepris, avec un retard dont on ne fait pas mystère, pour lutter contre l'inflation.

Dans la nuit de dimanche à lundi, les « sherpas », ou représentants pour la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, mettaient la dernière main au texte, dont l'énoncé n'avait pas été rédigé d'avance comme cela avait été le cas pour les précédentes conférences du même genre, et cela à la demande des Américains soucieux de donner aux entretiens un minimum de spontanéité.

Il s'est confirmé dès l'ouverture du sommet que l'objectif des Américains, outre la déclaration de solidarité sur les affaires de sécurité, était d'amener les alliés des Etats-Unis à reconnaître la réalité de la reprise économique américaine, et par là même de justifier une politique dont les Européens n'ont cessé et ne cessent encore de critiquer certains aspects : taux d'intérêts élevés et dollar de plus en plus cher.

Quant aux Français, ils définissent eux-mêmes de la façon suivante les points qu'ils entendent marquer :

1) Qu'un coup de chapeau soit donné aux « acquis » de Versailles, à savoir la procédure de surveillance mutuelle des politiques économiques et le rapport sur l'opportunité des interventions des banques centrales sur les marchés des changes afin de stabiliser les cours ;

2) *Que les efforts ainsi entrepris* soient poursuivis, notamment sous la forme de consultations régulières des ministres des finances concernés :

3) Qu'un *« processus »* soit engagé qui pourrait un jour déboucher sur une conférence internationale tenue *« dans l'esprit de Bretton-Woods »*.

Le projet de texte sur lequel travaillaient les « sherpas » était rédigé de telle sorte que les Français pouvaient y trouver maints sujets de satisfaction. Reste à savoir si la forme emportera le fonds, car, depuis Versailles, les Américains n'ont pas changé d'un iota leur position, notamment sur le flottement du dollar.

Pour une « convergence à moyen terme »

Dès le premier paragraphe du projet de texte relatif au *« renforcement de la coopération économique pour la croissance et la stabilité »* se trouve présente la référence à Versailles, qui sert de fil directeur à la suite de la déclaration. *« Nous avons examiné, à la lumière de notre expérience, les procédures exposées dans les documents adoptés à Versailles, dont le but était d'assurer une plus grande stabilité monétaire dans l'intérêt d'une croissance équilibrée et du progrès de l'économie mondiale. »*

Quant au paragraphe suivant, il était ainsi rédigé : *« Nous réaffirmons les objectifs que nous nous étions fixés d'œuvrer en faveur d'une croissance non inflationniste des revenus et de l'emploi, et de promouvoir la stabilité des marchés des changes à travers des politiques conçues en vue de pemettre une plus grande convergence des résultats recherchés dans cette direction. »*

Au paragraphe 3, il est dit : *« Nous avons commencé à renforcer notre coopération avec le Fonds monétaire en ce qui concerne son rôle de surveillance, et cela en accord avec les procédures arrêtées à Versailles, selon l'approche suivante. »*

L'approche en question implique que les actions entreprises à court terme débouchent sur *« une convergence à moyen terme des conditions économiques »*. Quant aux domaines qui seront passés en revue, ils comprennent la politique monétaire, la politique budgétaire, à propos de laquelle il est dit, passage qui reflète assez largement les thèses européennes : *« Nous visons, de préférence par la maîtrise des dépenses publiques, à réduire les déficits structurels, en tenant compte des conséquences de la politique budgétaire sur les taux d'intérêt et la croissance. »*

Tout se passe comme si les acteurs du sommet avaient mis à profit la première après-midi et la première soirée de leurs entretiens pour prévenir leurs interlocuteurs de leurs bonnes intentions et de leur accord de fond sur au moins un des deux grands sujets de la rencontre, à savoir l'affaire du rétablissement de l'équilibre des forces en Europe. Telle semblait en particulier l'intension des Français qui posaient en quelque sorte par avance les limites de leurs critiques.

C'est ainsi que, samedi soir, dans l'entourage de la délégation française, on se plaisait à dissiper les *« malentendus »* causés par la présentation qui a été faite de la proposition du président Mitterrand concernant la réforme du système monétaire international. On rapportait qu'à l'occasion d'un premier entretien avec le président Reagan, le président de la République s'était employé à redresser l'impression qu'avait donnée à tort l'emploi du nom de Bretton-Woods.

Il s'agit non pas de préconiser la tenue d'une conférence comme celle qui a eu lieu à Bretton-Woods en 1944 pour fonder un système de taux de change fixes, mais de s'inspirer de l'esprit et de l'enthousiasme qui avaient animé les négociateurs de l'époque (lire page 5). La France estime, du reste, qu'aujourd'hui une conférence internationale ne mènerait à rien. Il s'agit de relever ensemble un *« défi porté à l'économie de marché »*, qui subit les conséquences de l'instabilité de la monnaie de réserve. Ce qui est proposé, explique-t-on encore, est de réfléchir sur le fonctionnement du système actuel et de chercher à le rendre plus *« harmonieux »*.

Mises au point françaises

Dans l'entourage de la délégation française, on allait jusqu'à dire qu'il est absurde de présenter la proposition de M. Mitterrand comme visant à revenir à un système de taux fixes. Si le dollar ne cesse de se revaloriser, pensent certains conseillers officiels, c'est qu'il est devenu rare. Il s'agirait donc, entre autres choses, d'étudier les moyens de pallier le manque (supposé) de liquidités, en tenant compte des besoins du tiers-monde. Si vraiment telle est l'analyse que l'on fait à Paris de la situation, la proposition française rappelle les projets qui ont abouti à la réforme avortée de 1976 et, avant elle, à la création des droits de tirage spéciaux dont l'utilité reste à démontrer.

Après les embrassades du samedi, toute critique de la politique américaine risquait d'apparaître comme un retour aux dures réalités et la fin d'une lune de miel éphémère. Elles s'inscrivaient pourtant dans le déroulement d'une telle conférence ; M. Mitterrand ne fut pas le seul au cours des entretiens de la journée, en séance restreinte et en séance plénière, à manifester, *« sans provocation »* fut-il précisé aux journalistes, ses inquiétudes au sujet du lien existant selon lui entre d'une part le considérable déficit budgétaire américain et d'autre part le niveau encore élevé des taux d'intérêt.

Pour le président de la République, il convient d'inclure dans l'objectif de *« convergence »* des politiques à moyen terme la dimension sociale de la crise. Le chancelier Kohl devait appuyer ce point de vue.

Conséquence peut-être de la crise financière dans laquelle continuent à se débattre de nombreux pays en voie de développement, les Sept furent unanimes pour mettre l'accent sur l'importance des relations entre le Nord et le Sud. Dans son discours inaugural, le président Reagan avait fait état des nombreuses lettres qu'il avait reçues de gouvernement de pays du tiers monde pour attirer son attention sur les conséquences dramatiques qu'aurait pour eux une reprise avortée...

PAUL FABRA.

PROCHE-ORIENT

LA TENSION DANS LA PLAINE DE LA BEKAA

Les dirigeants israéliens estiment que les risques d'un conflit avec la Syrie s'estompent

De notre correspondant

Jérusalem. — Baisse soudaine de la tension dans la «guerre des nerfs», qui semblait avoir atteint un paroxysme en fin de semaine, tel est le constat établi dimanche 29 et lundi 30 mai par l'ensemble de la presse israélienne et dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem. Mais chacun de souligner qu'il faut s'attendre à d'autres moments de fièvre au cours des prochaines semaines et des prochains mois, car un incident grave peut toujours se produire à chaque instant avec le risque qu'il dégénère en conflit ouvert.

Après le conseil des ministres dimanche, le secrétaire général du gouvernement, M. Dan Meridor, a reconnu que la situation était devenue *«moins»* préoccupante depuis que Damas paraissait avoir donné des signes de détente en annonçant notamment la fin des manœuvres de l'armée syrienne au Liban et sur le Golan, et en soulignant avec insistance le caractère défensif des mouvements de troupes et de renforts remarqués les jours précédents.

M. Meridor a également fait savoir que le conseil des ministres venait d'approuver les mesures de *«précaution»* prises par l'armée israélienne tant au Liban que sur le Golan. Il a refusé à ce propos de donner le moindre détail et n'a pas employé le terme d' *«état d'alerte»*, mais, quelques heures plus tard, celui-ci devait être admis de source militaire. M. Meridor a laissé entendre que ces mesures allaient être maintenues dans les jours à venir quelles que soient les décisions syriennes.

La crise est loin d'être terminée

Plusieurs dirigeants politiques et militaires à Jérusalem ont émis l'hypothèse selon laquelle le gouvernement de Damas avait pu arrêter prématurément les manœuvres en considérant l'importance de la «riposte» de l'armée israélienne, c'est-à-dire l'état d'alerte et le renforcement des lignes de défense, tout particulièrement dans la Bekaa.

En tout cas, on est convaincu à Jérusalem que les Syriens n'ont pas voulu aller «trop loin» et ont choisi la détente en tenant compte des «avertissements» donnés par Israël sur le terrain, d'une part, et de ceux qui ont été transmis plus ou moins directement par la voie diplomatique par l'intermédiaire des Américains, d'autre part. Certains observateurs israéliens estiment même que l'Union soviétique serait intervenue auprès du gouvernement de Damas pour inciter ce dernier à faire preuve de retenue.

A ce sujet, les dirigeants israéliens mettent l'accent sur le fait que les contacts entre Israël et les Etats-Unis ont été *«permanents»* la semaine dernière, que la *«coordination»* a été *«étroite»* entre les deux pays et s'est avérée *«efficace»*.

Si les dirigeants israéliens pensent que les risques d'un conflit avec la Syrie s'estompent actuellement, la crise selon eux est loin d'être terminée et pourrait durer *«tout l'été»*, voire davantage, car le problème de l'application de l'accord conclu entre Jérusalem et Beyrouth et celui du retrait des troupes syriennes et palestiniennes du Liban restent entiers.

Le maintien de l'état d'alerte de l'armée israélienne serait maintenant surtout justifié par la recrudescence des attentats dont sont victimes les soldats israéliens au Liban dans la région de la Bekaa. On craint en Israël que les Syriens n'aient décidé de prolonger la période de tension par d'*«autres moyens»*, c'est-à-dire en laissant les commandos palestiniens (venant des lignes syriennes) agir librement au-delà des lignes israéliennes.

A Jérusalem, on reconnaît qu'auparavant l'armée syrienne a souvent empêché les fedayin d'aller commettre des attentats contre les troupes israéliennes. A la fin de la semaine dernière, deux militaires israéliens ont encore été tués dans ce secteur, et dimanche soir deux nouveaux incidents se sont produits cette fois sans faire de victime: à quelques kilomètres de distance, au centre de la Bekaa, un blindé a sauté sur une mine à proximité du front et des tirs de roquettes et d'armes légères ont été dirigés contre des positions israéliennes.

Au cours d'une réunion organisée par le parti travailliste, M. Itzhak Rabin, ancien premier ministre, qui demeure un des chefs de l'opposition, a une nouvelle fois émis une opinion largement répandue en Israël: les Etats-Unis ont commis une erreur en organisant d'abord les négociations entre Israël et le gouvernement libanais, tout en tenant les Syriens à l'écart. Selon M. Rabin, il aurait été plus facile d'engager des pourparlers avec Damas voilà, quelques mois alors que la Syrie était en position de faiblesse et que l'appui reçu de l'Union soviétique n'avait pas encore atteint le niveau actuel.

FRANCIS CORNU.

LA DISSIDENCE S'AGGRAVANT AU SEIN DU FATH

M. Arafat menace d'avoir recours à la force contre les mutins

La dissidence au sein du Fath s'étend et s'aggrave. Cinq officiers appartenant aux services logistiques de l'organisation de M. Arafat ont annoncé le samedi 28 mai qu'ils se rallieront au colonel Abou Moussa, le chef de la mutinerie qui avait éclaté le 12 mai dans les rangs des fedayin dans le Bekaa. Ils avaient auparavant occupé — « par la force », *selon un communiqué de l'agence palestinienne loyaliste. Wafa — six locaux administratifs à Damas utilisés au ravitaillement des fedayin du Fath et à l'entretien de leur matériel militaire. Les rebelles ont affirmé que leur opération constituait une* « riposte » *aux* « directives » *données par la direction du Fath de* « couper les vivres » *aux bases tenues par les dissidents.*

Les officiers ralliés à l'opposition sont le commandant Ali Choukri, responsable du département central des fournitures, le capitaine Abou Haidar (du département du ravitaillement et de l'approvisionnement), le capitaine Abou Khaled (unité du transport et des véhicules), le capitaine Abou Imad (service central des carburants), et le lieutenant Abou Hassan (service de maintenance).

Première conséquence de l'action des cinq officiers : les relations entre le Fath et la Syrie se sont brusquement tendues. En annonçant le coup de force, l'agence WAFA a, en effet, précisé que les locaux occupés par les mutins étaient gardés non par les militants du Fath, mais par une force relevant directement des autorités syriennes nommée « Al Dabita el Fidayia » (la police des fedayin), qui avait été constituée après l'exode des combattants palestiniens de Beyrouth. *« Nous trouvons étrange*, commente l'agence, *qu'un tel incident se produise au moment où la révolution palestinienne et la Syrie se préparent à faire face à une agression sioniste de grande envergure. »*

Deuxième conséquence de l' « incident » : le Fath aurait décidé, à la suite d'une réunion de ses cadres supérieurs, présidée samedi par M. Arafat, de défendre ses positions situées à l'extérieur de Damas. Le mot d'ordre était jusqu'ici de ne pas avoir recours à la violence, mais le risque de voir les mutineries se multiplier incite, semble-t-il, les chefs du Fath — selon les termes de l'un d'eux — à *« refouler toute personne ou tout groupe qui tenterait de s'emparer de l'une de nos positions »*.

Cette décision va à l'encontre de la volonté de la Syrie qui avait informé les deux parties qu'elle ne *« tolérerait pas »* des affrontements armés. Les forces de Damas avaient établi, dès les débuts de la mutinerie, un « cordon sanitaire » autour des bases de fedayin dans la Bekaa qui avaient basculé dans la dissidence. L'initiative a été interprétée par les milices proches du Fath comme une manière de protéger les rebelles, qui bénéficieraient, par ailleurs, du soutien matériel de la Syrie et de la Libye. Le colonel Abou Moussa n'exclut plus, lui non plus, des affrontements armés. Ses hommes, a-t-il déclaré à l'hebdomadaire *Al Kifah Al Arabi* (prolibyen), *« ne répondront peut-être pas à la première ou à la deuxième balle, mais sûrement à la troisième »*.

L'U.R.S.S. serait-elle, elle aussi, impliqué dans la scission ? Le chef politique du mouvement de dissidence, Abou Saleh, exclu, en janvier dernier, du comité central du Fath, a déclaré, pour sa part, à la même revue, *« qu'il coordonne son action avec la Syrie et que ses liens avec l'Union soviétique sont solides et se poursuivent »*.

Moscou observe le silence tant sur les mutineries que sur leurs conséquences. Mais on apprenait samedi à Damas que le Kremlin avait adressé une *« invitation officielle »* au Fath, qui dépêchera dans la capitale soviétique, dès cette semaine, une délégation dirigée par Abou Iyad, membre du comité central et chef des services de renseignements de l'organisation de M. Arafat. Officiellement, la visite est en rapport avec la tension qui règne entre la Syrie et Israël. Mais il serait surprenant que l'on n'évoque pas aussi l'attitude que Moscou compte adopter à l'égard de dissidents qui se proclament *« prosoviétiques »*.

E. R.

DE WILLIAMSBURG

DU 1er AU 22 JUILLET 1944

BRETTON-WOODS : une conférence bien préparée

La conférence qui s'est tenue, du 1er au 22 juillet 1944, dans la petite localité de Bretton-Woods, située dans l'État du New-Hampshire, tient, dans l'histoire monétaire des soixante-dix dernières années, marquées par tant de crises et de tentatives infructueuses de rétablissement d'un ordre monétaire international, une place particulièrement importante. Alors que la guerre faisait encore rage en Europe et en Asie, elle a jeté les fondements de ce qui allait se révéler comme la plus durable et aussi la plus grandiose tentative de restauration d'un système monétaire stable. Plutôt que de restauration, il conviendrait de parler en l'occurrence d'installation, car si le système des taux de change fixes conçu à Bretton-Woods, et appliqué par la suite, rappelait par plus d'un trait le vieil étalon or du dix-neuvième siècle et du début du vingtième, il innovait sur plusieurs points essentiels en prévoyant un système d'assistance aux pays connaissant de graves problèmes d'équilibre extérieur.

Quarante-quatre délégations furent invitées à participer à la conférence qui se tint dans l'hôtel du Mont-Washington. Cependant, deux délégations allaient dominer toutes les autres. Il s'agissait d'abord de la délégation américaine, dirigée par un homme remarquable, Harry Dexter White (lequel par la suite fut accusé par la commission McCarthy d'avoir appartenu au parti communiste). C'est elle qui finit par imposer ses vues, ce dont on doit, avec le recul du temps, se féliciter, car elles étaient à la fois plus simples (ce qui, en la matière, est une qualité) et plus constructives que les idées avancées par l'autre délégation influente, celle de la Grande-Bretagne, dont le prestige était grandement renforcé par la personnalité de l'homme qui était à sa tête, l'économiste le plus célèbre du vingtième siècle, John Maynard Keynes.

Celui-ci représentait un pays qui avait encore tous les attributs extérieurs de la puissance, mais qui en réalité était appauvri et fortement endetté. Le système qu'il proposait visait à protéger au maximum les débiteurs, ce qui ne peut se faire sans artifices destinés à prolonger par tous les moyens des facilités de crédit dont l'utilisation sur une grande échelle finit nécessairement par engendrer une insécurité financière généralisée. Les pays latino-américains étaient sur-représentés par rapport au rôle qu'ils jouaient dans l'économie mondiale (mais la guerre avait temporairement enrichi plusieurs d'entre eux), tandis que l'Europe continentale n'était représentée que par les délégués des gouvernements en exil. C'était le cas de la France, dont la délégation était dirigée par Pierre Mendès France. Ce qui n'empêcha pas ce dernier de s'opposer à certaines des prétentions excessives des Etats-Unis. Enfin l'U.R.S.S., qui ne ratifia jamais les accords de Bretton-Woods, participa à leur élaboration.

Le rôle du F.M.I.

Le Fonds monétaire a été créé en 1946. Un an après, le total des ressources dont il disposait était de 7,7 milliards de dollars. Il vient d'être décidé que le total des quotes-parts sera porté à quelque 98 milliards de dollars.

Le capital nominal du Fonds a donc été multiplié par plus de douze depuis sa création. Cela dit, le Fonds monétaire a perdu beaucoup de son rôle depuis que les monnaies sont devenues flottantes, puisque son objectif le plus important était de veiller à la stabilité des changes.

A Bretton-Woods, les délégués avaient passé beaucoup de temps à discuter de la formule servant à calculer l'importance des quotes-parts nationales. L'aspect politique des choses apparaissait dès le départ comme presque aussi important que l'aspect purement économique ou financier. La délégation britannique essaya en vain d'imposer Londres ou, à son défaut, Amsterdam comme siège du Fonds monétaire. La délégation américaine eut gain de cause : c'est Washington qui fut retenu.

Un double défi

Il s'agissait à la fois de répondre aux intentions affichées par les puissances de l'Axe et d'empêcher le retour aux terribles désordres qui avaient provoqué la grande dépression des années 30, avec ses millions de chômeurs et ses usines fermées. L'Allemagne nazie et le Japon voulaient créer sous leur domination, la première une Europe unie, le second une zone de co-prospérité asiatique, sur les débris de l'économie mondiale, qui s'était disloquée sous la poussée du protectionnisme et à la faveur de l'éclatement du système monétaire international survenu dans les années qui suivirent le krach de Wall Street d'octobre 1929.

Pour relever ce double défi, il n'y avait qu'un moyen : rendre possible le retour au libre-échange en prévoyant des mécanismes propres à faciliter l'adaptation des plus faibles. On comprend intuitivement que, si le commerce international est libre, il convient, pour que le système ne tourne pas à l'anarchie, qu'une nécessaire discipline soit réintroduite par un moyen ou un autre. Dans un régime de liberté économique, c'est le système monétaire qui doit normalement remplir ce rôle.

Le libre-échange est dans l'histoire de l'humanité une institution récente. Il date de la première moitié du dix-neuvième siècle. On peut dire de lui qu'il est une construction intellectuelle, car il a été adopté par les nations industrielles seulement après que les économistes eurent, par leur raisonnement, démontré les avantages qu'il présente sous certaines conditions. C'est pourquoi rien n'est plus artificiel dans un tel domaine que d'opposer théorie et pratique. On ne construit pas un moteur sans de solides connaissances de la mécanique et de la physique. De même, en l'absence d'une réflexion théorique approfondie, on a toutes les chances de bâtir un système monétaire sur du sable.

Cinq versions

Quelque sept cent trente délégués participèrent à la conférence de juillet 1944, mais un travail considérable avait déjà été accompli quand la réunion commença. Les experts britanniques et américains avaient échangé des idées en la matière dès le lendemain de la signature, en août 1941, par le président des Etats-Unis et le premier ministre britannique de la charte de l'Atlantique.

Keynes présenta cinq versions successives de son projet qui prévoyait l'émission d'une monnaie internationale, le *bancor*, à l'usage des banques centrales des pays membres d'un fonds commun. Quant à Harry White et ses collaborateurs, ils avaient, eux aussi, remis plusieurs fois sur le chantier leur propre ouvrage qui inspira de très près les rédacteurs des accords de Bretton-Woods pour établir un système de taux de change fixes fondé sur l'or et le dollar, assorti d'institutions, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, destinés, l'un, à accorder des crédits en cas de déséquilibre de la balance des paiements, l'autre, à consentir des prêts à long terme pour financer des projets de développement.

Le principe essentiel du système monétaire proposé était d'assurer la libre convertibilité des monnaies, ce qui est la condition indispensable à un régime de libre-échange. Chaque pays avait l'obligation de garantir cette libre convertibilité, au moins pour les non-résidents. Mais les accords de Bretton-Woods allaient encore plus loin. Ils faisaient obligation aux pays membres du Fonds monétaire d'assurer la convertibilité de leur monnaie à un taux fixe.

C'est seulement à partir de la fin de l'année 1958 que les pays européens et le Japon rendirent leur monnaie convertible. C'est donc seulement à partir de cette date que l'on peut considérer que les accords de Bretton-Woods sont réellement entrés en application. Le système s'est effondré quand, en 1971, les monnaies deviennent flottantes. Remarquons que cela n'a pas remis en cause la principal axe de Bretton-Woods, qui est d'assurer la convertibilité des monnaies : mais cette convertibilité se fait désormais à taux variables.

Une grosse anomalie

Tel qu'il fut mis en vigueur dans la pratique, le système de Bretton-Woods contenait une grave anomalie. Les Etats-Unis étaient pratiquement dispensés de l'obligation de défendre leur propre monnaie sur les marchés de change ; cela provenait du fait que le dollar est utilisé comme monnaie de réserve et qu'en conséquence les Américains pouvaient rétablir leur déficit extérieur en émettant des dollars. Certes les pays créanciers pouvaient, en vertu des accords de Bretton-Woods, réclamer la conversion de ces dollars en or ; mais, à partir du moment où les Etats-Unis éprouvèrent des craintes pour la solidité de leur monnaie, ces pays s'abstinrent en général d'exercer effectivement ce droit.

Il en résulta que le devoir de défendre la valeur du dollar incombait uniquement aux banques centrales autres que celle des Etats-Unis. Les banques centrales en question rachetaient donc les dollars sur le marché en émettant leur propre monnaie, ce qui provoquait chez eux de graves tensions inflationnistes. C'est pour les faire cesser qu'ils décidèrent en 1971, puis de façon définitive en 1973, de cesser d'acheter automatiquement des dollars sur le marché chaque fois que la devise américaine menaçait de tomber au-dessous de son plancher.

P.F.

LE SOMMET DE WILLIAMSBURG

De l'hélicoptère à la calèche

De notre envoyé spécial

Williamsburg. — M. Ronald Reagan tient la vedette. Il est *« l'hôte, le président et l'imprésario »* de ce sommet, comme l'écrit le *New York Times*. Pour la première fois, ce chef d'État si peu sûr de lui en politique internationale et couvé d'ordinaire par ses collaborateurs a voulu se lancer seul, sans filet — où, plutôt, en donner l'impression. C'est un *one man show*, mais avec beaucoup de monde en coulisse et un formidable soutien technique.

Plusieurs réunions et repas ont lieu sans assistants ni interprètes. Il est possible de communiquer avec les premiers grâce à un « stylo » et une « ardoise » électroniques, ce qui évite les allées et venues et les coups de téléphone dérangeants. Quant aux interprètes (une cinquantaine), ils sont dans une salle attenante, devant des écrans de télévision. Ils voient et entendent les dirigeants, qui, eux-mêmes, profitent de la traduction simultanée grâce à de petits écouteurs. Les Américains sont très fiers de ce système, jamais employé jusqu'à présent, qui fonctionne apparemment très bien.

Descendre d'hélicoptère pour monter en calèche : rien ne résume mieux le « style Williamsburg » que ce cérémonial un peu surfait auquel se sont soumis, dès leur arrivée, les sept invités de M. Reagan. Alliance de la technique et du folklore, de l'Amérique moderne et de l'époque coloniale, dans un parfait technicolor destiné au petit écran.

Sept fois, la sauterelle kaki et blanc de l'U.S. Air Force se pose en battant des ailes sur la pelouse de Market-Place. Et sept fois, la calèche découverte débouche sur le petit chemin, avec ses chevaux luisants et ses valets gantés. Dans la garde d'honneur, pas un képi ne s'envole : les marines ont parfaitement répété cette scène, tête baissée, la main sur la visière.

Le temps de faire quelques pas, et l'hôte illustre se retrouve deux siècles en arrière. Il quitte les crânes rasés des marines pour les barbes rousses et blondes des miliciens à tricorne, armés de grands fusils à baïonnette. Des badauds sont postés sur la route dans un désordre très étudié, avec leurs culottes d'époque, leurs coiffes ou leurs longues robes à tablier.

M. Trudeau a parfaitement compris le jeu. Ce vétéran — c'est son septième sommet — sort de l'hélicoptère avec une rose rouge à la boutonnière et un splendide panama à la main. Dans la calèche, il l'agitera d'un geste théâtral. Les photographes ne le quitteront pas.

Entre deux arrivées d'hélicoptères, les marines papotent avec les miliciens. Une dame de l'époque coloniale sort une caméra de son panier à provisions. Ses collègues se reposent au pied d'un chêne en sirotant un Coca-Cola. Il faut s'approcher assez près pour apercevoir sur la poitrine de chacun une carte plastifiée qui indique très peu poétiquement : *« Employé de Williamsburg. »*

M. Reagan accueille la calèche devant Governor Palace. Comme il faisait jadis au cinéma lors des tournages, il va répéter la même scène plusieurs fois. On le voit sortir à sept reprises du jardin et s'avancer tout fringant, au son d'une marche entraînante, *Hail to the Chief*. *« Dear Pierre »*, *« Dear Maggie »*, *« Dear François »*... Il s'agit, n'est-ce pas, d'une rencontre aussi informelle que possible. Ce décorum, qui va occuper la moitié de l'après-midi, ne vise qu'à donner une image très belle et très édifiante à la télévision.

Fausse note pour M. Nakasone

Les moindres détails du protocole ont été étudiés pendant des mois. Vingt et un coups de canon pour M. Mitterrand, qui est chef d'État, mais dix-neuf pour les chefs de gouvernement et zéro pour M. Thorn, président de la Commission européenne. Dans l'accueil de Mme Thatcher, l'orchestre a pris soin de remplacer *Yankee Doodle* — chant de la guerre d'indépendance — par *The British Grenadier*. Une fausse note, en revanche, pour la réception de M. Nakasone : on a joué *The Gunkan March*, refrain de la marine nippone pendant la deuxième guerre mondiale, qui symbolise le militarisme au Japon. Consolation des organisateurs : la gendarmerie nationale du Canada avait fait pire au sommet d'Ottawa, saluant M. Susuki par *le Pont de la rivière Kwaï*.

Rien ne manque à cette mise en scène voulue par M. Reagan. Ni un soleil éclatant, ni les inévitables manifestants : une poignée de pacifistes, campant aux abords des cortèges officiels, espèrent que ce sommet déclarera la guerre aux missiles. Plus loin, une vingtaine de partisans du protectionnisme proclament : *« Amérique d'abord »* et s'inquiètent de la création d'une *« monnaie internationale qui servirait les intérêts communistes dans le monde »*.

Dimanche matin, les membres du sommet ont assisté à un office épiscopalien. Deux absents : MM. Mitterrand et Nakasone. Mais Mme Thatcher et M. Reagan chantaient pour quatre avec beaucoup de conviction. Le révérend Lewis, recteur de la paroisse de Burton, a demandé aux dirigeants occidentaux d'être *« à l'écoute de la parole de Dieu »*. Sermon banal, sans rapport avec l'esclandre de 1967 : ce pasteur avait alors dénoncé la guerre du Vietnam en présence du président Johnson.

En fin de matinée, conduits par un Reagan enthousiaste, les membres du sommet offrent aux caméras cinq minutes de couleur. Se rendant à pied de l'ancien Parlement de Virginie à la taverne Raleigh, ils s'arrêtent devant des objets d'artisanat local disposés sur des tréteaux. Chacun tâte poliment. Même M. Kohl, qui a fait des emplettes le matin même, malgré le cours du dollar...

Une pluie fine commence à tomber. Mme Thatcher ouvre son parapluie et en fait profiter M. Trudeau. Visiblement très gai, M. Fanfani s'empare d'un panier d'osier et en coiffe son interprète... Mais il faut rentrer. La récréation est finie.

ROBERT SOLÉ.

Sécurité : sérieuses réserves de la France

(Suite de la première page.)

C'est, a dit M. Shultz, une déclaration *« très forte »* (elle souligne par exemple dès les premières phrases que les Sept *« maintiendront une force suffisante pour dissuader toute attaque, pour faire face à toute menace »* et faite *« par un groupe qui jamais auparavant n'avait fait de déclaration sur la sécurité »*. En effet, s'il est arrivé précédemment aux Sept, instance économique, de se prononcer sur des questions politiques, c'était dans des cas limités et précis, lorsque les circonstances l'imposaient. Ainsi, l'an dernier, lorsque l'armée israélienne envahit le Liban en plein sommet de Versailles, ou en 1980 lorsque l'intervention soviétique en Afghanistan fut discutée à Venise.

En revanche, les Sept n'ont jamais utilisé leurs rencontres pour définir une politique ou une doctrine commune sur un problème aussi vaste que la sécurité nucléaire.

M. Cheysson a lui-même fortement souligné devant la presse ce que cette déclaration avait d'insolite dans ce forum économique et que la France avait beaucoup hésité avant d'y souscrire. Elle s'est laissée finalement convaincre, selon le ministre, *« parce que personne n'aurait compris »* que les Sept ne profitent pas de leur rencontre pour examiner des positions communes sur une affaire inquiétante pour le monde entier. Cependant, à en croire le ministre français et son collègue américain, les dernières menaces de la *Pravda* (*le Monde* daté 29-30 mai) n'auraient joué aucun rôle déterminant pour motiver une prise de position d'urgence.

Le scénario, tel qu'on peut le reconstituer, s'est déroulé de la façon suivante : samedi soir, comme prévu, les chefs d'État et de gouvernement dînaient seuls à seuls. Traditionnellement ces repas sont consacrés à la politique internationale, et c'est précisément pour marquer le caractère privé, à bâtons rompus, de la conversation, que ces entretiens se déroulent toujours à table. Au menu de ce samedi : la défense et la sécurité. Et c'est Mme Thatcher, soutenue par le premier ministre canadien, M. Trudeau, qui proposa de rédiger sur-le-champ une déclaration.

L'histoire ne dit pas ce que fut la réaction personnelle de M. Mitterrand. Toujours est-il que M. Reagan considéra la suggestion comme adoptée : lorsque ses invités eurent pris congé, il alla dans la pièce voisine, où les ministres des affaires étrangères achevaient eux aussi de dîner, pour leur donner les *« instructions »* des chefs d'État et de gouvernement. Pour cela, raconta M. Shultz à la presse, il leur remit huit pages de notes qu'il avait prises. Cette décision s'adressait aux mauvais esprits américains qui prétendent que M. Reagan est incapable de prendre des notes...

Le caractère improvisé de la décision paraît toutefois très suspect. M. Cheysson lui-même fit remarquer aux journalistes que le programme distribué à la presse mentionnait que le dimanche, de 12 h à 13 h 15, M. Shultz, en compagnie des autres ministres des affaires étrangères, *« s'adresserait aux médias »* : comme il était exclu que la discussion économique, à peine commencée, soit alors terminée, cette intervention des ministres des affaires étrangères ne pouvait être réservée qu'à une déclaration politique. C'est d'ailleurs ce que M. Cheysson fit également remarquer aux journalistes. L'opération était donc certainement préméditée. Mme Thatcher s'y est d'autant mieux prêtée qu'il lui fallait repartir le soir même pour Londres, et que cette déclaration s'insère parfaitement dans sa campagne électorale.

Le scénario ne fut cependant pas expédié de façon aussi rapide que prévu. Aucun texte — c'était bien le moins — n'étant prêt comme base de discussions, et *« les ministres des affaires étrangères n'étant pas des laquais »* (au dire de M. Schultz), la déclaration n'était pas prête à midi dimanche. M. Shultz, entouré de ses confrères, ne vint la lire qu'à 6 heures du soir.

Une discussion « parfois vive »

La discussion, reconnut M. Cheysson, fut *« parfois vive »*, mais jamais acrimonieuse, tout le monde étant d'avance d'accord sur le fond. Toutefois, les Allemands n'étaient toujours pas enchantés du premier texte proposé par les Américains. Ils pensent en effet, sans trop le dire, qu'il est inutile d'exciter les adversaires de la « double décision » de l'OTAN sur les euromissiles (déploiement plus négociation simultanée) par des proclamations ; mieux vaut les mettre en œuvre. M. Kohl ne voulait pas non plus saboter son prochain voyage à Moscou. Il fit enlever quelques mots et en ajouter d'autres, notamment : *« Nous ne ferons jamais usage de nos armes, si ce n'est en réponse à une agression. »* Les Japonais n'étaient pas à leur aise non plus ; ils ne voudraient pas que les Américains et les Européens incitent les Soviétiques à détourner leurs « euromissiles » vers l'est... Ils firent donc ajouter que *« la sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale »*.

Mais se sont surtout les Français qui se montrèrent chicaniers. D'abord, ils firent enlever, avec l'appui des Allemands, plusieurs allusions qui ne laissaient aux négociations qu'un retour à l'impossible « option zéro » ; ensuite et surtout, ils firent effacer — à la satisfaction des Japonais — toute formulation qui eût impliqué la France dans une décision de l'organisation militaire de l'OTAN, qu'elle a quittée en 1967.

« Pas d'extension de l'alliance »

Il reste tout de même, fit remarquer un journaliste à M. Cheysson, que ce vaste système de sécurité étendu de Tokyo à l'Europe rappelle quelque peu le projet avorté de *« nouvelle charte atlantique »* de M. Kissinger. *« En aucun cas*, répondit M. Cheysson en détachant les syllabes, *nous n'accepterons l'extension de l'alliance atlantique, ni géographiquement, ni fonctionnellement, ni vers d'autres régions comme le tiers-monde, ni pour les affaires économiques »*. Peut-être, mais il ne suffit pas de le dire...

Quelques observateurs trouvèrent aussi quelque peu imprudent, lorsqu'on est engagé dans une négociation difficile même entre alliés et amis, de se débarrasser d'entrée de jeu de sa meilleure carte. La politique française en matière de défense et de sécurité est appréciée des Américains et de tous les autres alliés ; la France est en position de demandeur, bien qu'elle s'en défende, en matière économique. Pourquoi ne pas avoir attendu comme, c'était l'usage jusqu'à présent, la fin de ces deux jours de négociations ce lundi pour acquiescer à un accord d'ensemble ?

Précaution superflue ? Peut-être, mais ce n'est que ce lundi soir qu'on pourra en juger.

MAURICE DELARUE.

« Les tentatives pour diviser l'Occident sont vouées à l'échec »

Williamsburg *(A.F.P.)*. — Voici le texte complet de la déclaration sur la sécurité faite dimanche 29 mai par le sommet de Williamsburg :

« 1) *En tant que dirigeants de nos sept pays, nous nous devons de défendre la liberté et la justice sur lesquelles nos démocraties sont fondées. A cette fin, nous maintiendrons une force militaire suffisante pour dissuader toute attaque, pour faire face à toute menace et pour assurer la paix. Nous ne ferons jamais usage de nos armes, si ce n'est en réponse à une agression ;*

» 2) *Nous voulons obtenir des niveaux d'armes plus bas par des négociations sérieuses sur le contrôle des armements. Par cette déclaration, nous réaffirmons notre engagement à rechercher la paix et à parvenir à des réductions d'armements significatives. Nous sommes prêts à travailler à cette fin avec l'Union soviétique, et nous en appelons à l'Union soviétique pour qu'elle coopère avec nous ;*

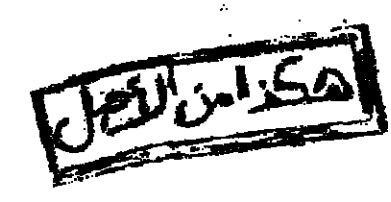
» 3) *Des accords efficaces sur le contrôle des armements doivent être fondés sur le principe d'égalité et doivent être vérifiables. Des propositions ont été avancées du côté occidental pour parvenir à des résultats positifs dans les différentes négociations internationales : armes stratégiques (START), fusées nucléaires à portée intermédiaire (F.N.I.), armes chimiques, réduction des forces en Europe centrale (M.B.F.R.) et conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.) ;*

» 4 *Nous sommes convaincus qu'il est de notre devoir de continuer à mener ces négociations de façon soutenue et urgente. Dans le domaine des F.N.I., en particulier, nous appelons l'Union soviétique à contribuer de façon constructive au succès des négociations. Les tentatives pour diviser l'Occident en proposant l'inclusion des forces des pays tiers, y compris celles de la France et du Royaume-Uni, sont également vouées à l'échec. Ces forces n'ont pas leur place dans la négociation ;*

» 5 *Nos nations souhaitent ardemment qu'un accord F.N.I. équilibré soit atteint d'ici peu. Dans ce cas la négociation déterminera le niveau auquel se situeront les déploiements. On sait que, s'il en va autrement, les pays concernés procéderont aux déploiements prévus des systèmes américains en Europe à la fin de l'année 1983 ;*

» 6 *Nos nations sont unies dans leurs efforts pour la réduction des armements, et elles continueront à procéder à des consultations détaillées et intenses. La sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale. Les tentatives pour éviter de négocier sérieusement en cherchant à influencer les opinions publiques sont vouées à l'échec ;*

» 7 *Nous nous engageons à consacrer toute notre volonté à réduire la menace de la guerre. Notre vision est celle d'un monde où l'ombre de la guerre aura disparu pour toute l'humanité, et nous sommes déterminés à y parvenir.* »



ASIE

Le prince Sihanouk souhaite la participation du régime provietnamien de Phnom-Penh à un rassemblement national cambodgien

De notre correspondant

Pékin. — Dans un mouvement qui pourrait avoir une certaine répercussion diplomatique, le prince Sihanouk vient de se rallier ouvertement à l'idée d'un gouvernement de rassemblement national regroupant toutes les fractions cambodgiennes, y compris les représentants du régime provietnamien de M. Heng Samrin, actuellement au pouvoir à Phnom-Penh. C'est la première fois que l'ancien souverain khmer, qui s'exprimait à titre personnel devant les correspondants du *Monde* et de l'A.F.P. à Pékin, se prononce publiquement en faveur de cette proposition, formulée l'an dernier par le président roumain, M. Ceausescu.

Conçu dans la perspective politique d'une réconciliation nationale, ce projet vise à proposer aux Vietnamiens et à leurs féaux à Phnom-Penh une coopération avec les trois groupes réunis dans le gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, formé en juin 1982 : les sihanoukistes, les républicains de M. Son Sann et les Khmers rouges. Une telle « alliance » serait de nature temporaire et aurait pour but, après qu'auront cessé les affrontements armés, de créer les conditions pour des élections libres au Cambodge.

« *Personnellement, je trouve qu'une telle proposition est excellente et réaliste* », a déclaré le prince, qui a insisté pour préciser qu'il ne pouvait émettre ce point de vue en tant que président de la coalition du Kampuchéa démocratique puisque ses « partenaires » (les Khmers rouges et les partisans de M. Son Sann) ne partagent pas cet avis. « *Mais je le répète, à titre personnel, je pense qu'il serait logique et utile de mettre les Vietnamiens au pied du mur en leur soumettant l'idée d'une réconciliation de toutes les factions cambodgiennes pour mettre fin à la guerre.* »

Le prince, qui s'était rangé à cette idée, en son for intérieur, depuis déjà un certain temps (1), paraît avoir été encouragé à explorer cette voie à la suite de son voyage en France à la fin du mois d'avril. « *La position de la France est très réaliste* », nous a-t-il dit, « *elle sait qu'il y a actuellement une impasse et qu'il faut essayer d'en sortir* ». Dans cet esprit, M. Mitterrand, selon le prince, serait lui aussi, comme M. Ceausescu, assez favorable à l'idée d'une coalition quadripartite. Toujours selon l'ancien souverain, la France souhaiterait, en tout cas, avoir des garanties sur un point : si les Khmers rouges doivent être réintégrés dans le jeu politique cambodgien, ils ne sauraient revenir au pouvoir par la force ni jouer un rôle majeur dans un Cambodge neutre et non aligné.

Les efforts de la France et de la Chine

L'ancien souverain est très satisfait de ses relations présentées avec Paris. Il est particulièrement heureux du rôle central que le gouvernement français, et tout spécialement M. Mitterrand, espère lui voir jouer dans la recherche d'une solution politique au problème cambodgien. En tant que président du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, le prince, lors de son récent voyage à Paris, était porteur de trois demandes : la reconnaissance par Paris de son gouvernement, un engagement des autorités françaises à ne pas donner d'aide au Vietnam tant que celui-ci ne respecterait pas les résolutions des Nations unies, enfin un accord pour l'octroi par la France d'une assistance humanitaire aux populations cambodgiennes vivant sous le contrôle de la résistance, au cas où Paris ferait parvenir une aide identique aux zones administrées par le régime Heng Samrin.

Une carte plus personnelle ?

Les responsables français n'ont pas répondu directement sur ces trois points, indique Norodom Sihanouk. Ils lui auraient dit, en revanche, qu'il apparaissait, aux yeux de Paris, comme une « *figure historique* » ayant toujours « *symbolisé l'aspiration à la paix et à la liberté* » du Cambodge, et une « *figure-clé* » de tout règlement politique. M. Mitterrand verrait même en lui le « *rassembleur* » de l'ensemble des forces cambodgiennes, appréciation dont il ne peut que se réjouir. D'autant qu'elle lui paraît rejoindre celle que porte aujourd'hui la Chine à son sujet. Pour Pékin, Sihanouk doit jouer un « *rôle important* » non seulement maintenant dans la lutte contre les Vietnamiens mais également demain dans la reconstruction d'un nouveau Cambodge. Satisfaits de la promesse de M. Mitterrand de ne « jamais » reconnaître le régime de M. Heng Samrin, les Chinois, selon le prince, sont disposés à « *conjuguer leurs efforts* » avec ceux de la France en vue de la recherche d'une solution politique.

Malgré les sacrifices et la combativité des différents groupes armés de la résistance, Norodom Sihanouk ne se fait guère d'illusions sur les possibilités d'une victoire militaire sur les Vietnamiens. A ses yeux, il est même « *impossible* » de mettre les Vietnamiens « *à genoux* ». La lutte militaire est, pour lui, un des moyens de pression sur Hanoï destiné à l'amener à la table des négociations, mais non à l'humilier. Le prince est aussi conscient d'une certaine évolution dans des pays du Sud-Est asiatique comme l'Indonésie ou les Philippines, voire la Thaïlande, où l'image du régime Heng Samrin est en train de s'améliorer. La formule d'une réconciliation nationale aurait l'avantage, à ses yeux, de recueillir l'unanimité. Les Vietnamiens eux-mêmes, pas plus que les Soviétiques, n'auraient, selon lui, aucune raison de s'en plaindre.

En tant que président du Kampuchéa démocratique, Norodom Sihanouk n'est pas « *autorisé* » par ses partenaires de la coalition à prendre des contacts avec les Vietnamiens. Et il sait pertinemment que les Khmers rouges, comme les Chinois, placent encore leurs espoirs dans la lutte armée pour contraindre Hanoï à observer les résolutions des Nations unies l'enjoignant de retirer ses troupes du Cambodge, de respecter la souveraineté de ce pays et l'autodétermination de son peuple. Mais il est, quant à lui, déçu de la faiblesse de l'aide en armes que reçoivent ses partisans. Un pays du Sud-Est asiatique leur a livré récemment cinq cents fusils, qui s'ajoutent aux trois mille armes légères accordées par les Chinois l'an dernier. « *Ce n'est pas cela qui va impressionner les Vietnamiens* », estime le prince.

Renforcé dans son rôle tant par Paris que par Pékin, Sihanouk estime-t-il que le moment approche où il pourra jouer une carte plus personnelle ? Bien qu'il s'en défende, on serait tenté de le croire. Outre le cadre contraignant dans lequel ses partenaires le maintiennent, le prince paraît agacé par l'attitude de son premier ministre, M. Son Sann, auquel il adresse de sévères critiques à la suite des attaques que ce dernier aurait lancées contre les sihanoukistes lors de son récent voyage en Australie.

MANUEL LUCBERT.

(1) Voir *le Monde* des 4 et 29 janvier.

AMÉRIQUES

LA REPRISE EN MAIN AMÉRICAINE

M. Reagan va remplacer son ambassadeur au Salvador

M. Reagan a décidé de remplacer son ambassadeur au Salvador, annonce-t-on de source gouvernementale à Washington. L'actuel titulaire du poste, M. Dean Hinton, diplomate de carrière, pourrait laisser la place à un amiral en retraite, M. Gerald Thomas, ambassadeur des Etats-Unis en Guyana.

C'est le deuxième changement important depuis l'assassinat, le mercredi 25 mai, d'un conseiller militaire américain à San-Salvador. A la fin de la semaine dernière, la Maison Blanche avait annoncé le départ de M. Thomas Enders, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines, qui s'était prononcé pour des négociations avec la guérilla salvadorienne.

En commentant ces changements, dimanche, le *Washington Post* a affirmé que le président entendait visiblement reprendre en main la politique américaine en Amérique centrale, en plaçant des « hommes à lui » aux postes-clés.

A Williamsburg, où sont réunis les Sept occidentaux, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a déclaré que les Etats-Unis n'avaient ni le projet ni l'intention d'envoyer des troupes en Amérique centrale, mais qu'une telle éventualité ne pouvait être exclue. Ces dernières semaines, le sénateur Barry Goldwater, président de la commission du renseignement, et le général Wallace Nutting, commandant des forces américaines stationnées à Panama, se sont prononcés pour l'envoi de telles troupes.

Le durcissement de la politique de M. Reagan est confirmé, aux yeux des milieux salvadoriens d'opposition, par la décision de Washington de créer une nouvelle base régionale d'entraînement au Honduras. Une centaine de conseillers militaires américains supplémentaires seront envoyés dans ce pays pour entraîner, à partir de la mi-juin, deux mille quatre cents soldats salvadoriens. Le camp sera situé à Puerto-Castilla, sur la côte caraïbe. Outre un bataillon de mille hommes, spécialisé dans les interventions rapides, quatre bataillons d'infanterie classique seront formées : ils seront basés ensuite dans des endroits différents au Salvador.

La station du Front Farabundo-Marti de libération nationale, Radio-Venceremos, a annoncé au Salvador que cette initiative entraînera le Honduras « *dans une guerre aux dimensions incalculables* ».

AFRIQUE

Mozambique

Le président Machel place l'armée sous son contrôle direct

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Moins d'une semaine après le raid aérien sud-africain sur Maputo, le président mozambicain, M. Samora Machel, prend personnellement en main les affaires de défense, qui exigent, précise un communiqué officiel, d'« *être centralisées au plus haut niveau* ». Cette décision a été annoncée samedi 28, en même temps qu'un remaniement ministériel dont le premier volet fut rendu public le 21 mai. En plaçant l'armée sous son contrôle direct, M. Machel manifeste sa volonté de consolider la capacité défensive du pays face aux agressions extérieures et d'intensifier la lutte contre les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique. Le général Chipande reste toutefois ministre de la défense en titre, mais il est envoyé, comme gouverneur, dans la Cabo-Delgado, seule province épargnée par la rébellion.

La décision de M. Machel complète les nominations intervenues la semaine dernière de MM. Guebuza, Matsinhe et Monteiro à la tête, respectivement, des ministères de l'intérieur, de la sécurité et de la justice. Le chef de l'Etat attend de ces trois membres du bureau politique du Frelimo qu'ils renforcent la discipline, accentuent l'efficacité de l'appareil d'Etat et combattent mieux le marché noir. Le président a notamment annoncé le « *passage au peigne fin* » de la capitale pour la débarrasser de ses « *parasites* ».

Le deuxième aspect du remaniement est d'ordre économique. Les directives adoptées à l'issue du quatrième congrès du Frelimo, à la fin d'avril, reflétaient plusieurs préoccupations convergentes : relancer la production agricole, réduire le déficit alimentaire, stimuler le secteur familial, rationaliser la commercialisation. Dans cet esprit, un nouveau « *ministère pour les affaires économiques* », rattaché à la présidence, est créé et confié à M. Jacinto Veloso, ancien ministre de la sécurité. Sa mission sera d'harmoniser les décisions des départements plus techniques : transports, agriculture, ravitaillement. L'ancien ministre de l'agriculture, M. Sergio Vieira, qui a largement échoué, est remplacé par M. Joao Ferreira. Il devient gouverneur de la province de Niassa.

Le plus spectaculaire « départ en province » concerne le numéro deux du régime, M. Marcelino Dos Santos, nommé gouverneur de Sofala, dont le chef-lieu est Beira, seconde ville du pays. « *Les meilleurs dirigeants*, déclare le communiqué présidentiel, *doivent être affectés à la production. Leur leadership doit être ressenti plus efficacement à l'échelon local.* » Le remodelage ministériel vise donc à mieux répondre aux problèmes de la « base », dont les virulentes critiques lors du récent congrès avaient stupéfié plus d'un responsable.

J.-P. LANGELLIER.

Algérie

L'unité du Maghreb sera au centre des entretiens entre les présidents Bourguiba et Chadli Bendjedid

Des centaines de milliers d'Algérois sont descendus dans la rue, dimanche 29 mai, pour acclamer le président Habib Bourguiba, debout au côté du président Chadli Bendjedid, dans une voiture découverte. Bien que le président mauritanien, le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla, fût attendu ce lundi à Alger, il paraissait peu probable que le roi Hassan II s'y rendît aussi pour participer au sommet maghrébin que les Algériens espéraient réunir.

La même discrétion est observée à Tripoli, encore que la Libye ait, à son tour, manifesté le désir de se joindre au traité de fraternité et de concorde signé entre l'Algérie et la Tunisie. M. Mohamed Ezzouai, secrétaire (ministre) libyen de la justice, qui a participé au lancement d'un projet tuniso-libyen de réseau électrique près de la frontière, a déclaré que son pays accueille favorablement les efforts entrepris en faveur de l'édification du Grand Maghreb. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

De notre correspondant

Alger. — « *J'ai confiance en le président Chadli. C'est un homme honnête et sérieux. Je lui souhaite une longue vie, afin de lui permettre d'aboutir dans son action.* » Tel est l'éloge que le président Bourguiba a fait de son cadet d'un quart de siècle en arrivant à Alger, dimanche 29 mai, pour une visite officielle. Celle-ci répond aux deux récents voyages en Tunisie du chef de l'Etat algérien : après avoir signé, le 19 mars, un traité de fraternité et de concorde mettant un terme à un contentieux vieux de vingt ans (*le Monde* du 22 mars), il avait inauguré, le 18 mai, avec les présidents tunisien et italien, le gazoduc transméditerranéen reliant l'Algérie et l'Italie par le cap Bon.

L'action du chef de l'Etat algérien vise notamment à l'édification d'un Maghreb uni, thème essentiel des entretiens du président Bourguiba, de son premier ministre, M. Mohamed Mzali, et des ministres des affaires étrangères, de l'économie, de l'agriculture, de l'information, qui l'accompagnent. Egalement présent, M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, qui avait évoqué à Tunis « *l'importance de cette rencontre maghrébine, tant pour les pays du Maghreb que pour la nation arabe tout entière* ».

Toutefois, dans la soirée de dimanche il ne semblait pas que la visite du président Bourguiba puisse se transformer en un sommet maghrébin, hypothèse qui était envisagée le 25 mai dans les milieux algériens informés et dont l'agence officielle Algérie Presse-Service, avait fait état en indiquant qu'« *elle croyait savoir* » que certains chefs d'État du Maghreb rejoindraient le président Bourguiba à Alger.

Simplement, le président de la Mauritanie, le lieutenant-colonel Ould Haidalla, arrive à Alger lundi « *pour une visite de travail et d'amitié* », dont la durée n'est pas précisée. L'événement serait évidemment la venue du roi Hassan II, quelques jours après sa rencontre avec M. Yala, ministre algérien de l'intérieur, dont un des buts était d'obtenir des précisions sur les intentions du Maroc en ce qui concerne le Sahara occidental. M. Yala a rendu compte de sa mission au président Chadli. Celui-ci a reçu samedi un émissaire du souverain marocain, M. Boutaleb, qui s'est rendu ensuite à Tunis, mais rien d'important n'a filtré sur l'évolution de ce qui demeure le fond du problème à quelques jours de l'ouverture du sommet de l'O.U.A.

Le bureau politique du F.L.N. vient de se tenir pour « *passer en revue* » les démarches entreprises dans le cadre du Grand Maghreb.

Au terme de la visite de M. Yala au Maroc, un communiqué officiel affirme la volonté commune « *d'œuvrer ensemble en vue d'aplanir toutes les difficultés et d'éliminer tous les obstacles susceptibles de s'opposer à la normalisation engagée* ». Il a été décidé que les compagnies nationales assureront de nouveau le trafic aérien entre l'Algérie et le Maroc dans la première semaine de juin.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LA CONVENTION NATIONALE DU PARTI SOCIALISTE

M. Jean-Pierre Chevènement dénonce le « virage » du gouvernement

« Extravagante » ou *« ordinaire »* ? La convention nationale du parti socialiste — qualifiée d' *« ordinaire »* conformément aux statuts du P.S. — réunie samedi 28 mai, au Pré-Saint-Gervais, a frissonné, si l'on en croit M. Lionel Jospin, sous l'extravagance du comportement de M. Jean-Pierre Chevènement et des propos que celui-ci a tenus. Pourtant, il y a belle lurette que l'ordinaire du parti socialiste est composé de débats sur un plan de rigueur indigeste, que les uns jugent inévitable et que les autres rejettent.

Au fond, M. Chevènement n'a risqué qu'une audace : celle de répéter publiquement, devant le premier ministre et ses camarades socialistes, ce que ses amis du CERES et lui-même disent depuis des semaines. A savoir qu'une autre politique, radicalement différente de celle du gouvernement, est praticable, qu'elle est seule capable de placer la France sur la voie du redressement économique et de permettre à la gauche de rester fidèle à elle-même. Le gouvernement, selon lui, fait donc fausse route et c'est pourquoi il l'a quitté.

Bien que cette argumentation, dans sa bouche, ne soit pas originale, le chef de file du CERES a *néanmoins franchi une nouvelle étape dans sa* démarche contestatrice. Il s'est situé de plus en plus clairement en marge de la majorité du parti, et son attitude devrait le conduire, logiquement, à s'en séparer lors du congrès de Bourg-en-Bresse, à la fin du mois d'octobre. Mais, là encore, l'évolution n'est pas nouvelle. Ses amis du CERES avaient annoncé la couleur en indiquant qu'ils seraient contraints de s'affirmer au congrès si, d'ici-là, la *« parenthèse »* du plan de rigueur n'est pas fermée.

A l'évidence, M. Chevènement ne croit pas à l'hypothèse d'un changement d'orientation à brève échéance. Il relève *« beaucoup de signes »* confirmant, au contraire, que le gouvernement a pris *« un virage »* et qu'il n'est pas près de changer de cap. Ces affirmations, le rappel de quelques autres, notamment sur le rôle du parti — M. Chevènement, alors ministre d'État, ministre de la recherche, vantait les mérites des *« godillots »*, ces *« belles et bonnes chaussures »*, — ne pouvaient que lui attirer des sarcasmes, dans la mesure où son initiative apparaît très personnelle. *Avant même qu'il n'ait parlé*, M. Pierre Mauroy a tourné en dérision ceux *« qui font sept fois le tour de la citadelle en soufflant dans une trompette »*.

Il y aurait eu, au gouvernement, la période rose de l' *« avec Chevènement »* et celle, noire, de l' *« après Chevènement »*, a remarqué, féroce, M. Lionel Jospin. Le premier secrétaire du P.S. a fixé les limites de la critique de la politique gouvernementale. *« Fouetter les mollets du gouvernement, oui ; lui couper les jarrets, non ! »*, a-t-il dit. D'autant que M. Chevènement a eu l'imprudence d'évoquer l'éventualité d'un nouveau réajustement monétaire, initiative qui, selon M. Jospin, devrait être réservée à la droite.

Les dirigeants du CERES apparaissent d'autant plus isolés que les autres courants du P.S. affirment leur soutien à la politique du gouvernement. Les amis de M. Pierre Joxe, dont on avait remarqué les convergences d'analyse avec celles du CERES sur la politique économique, et ceux de M. Lionel Jospin semblent mettre en valeur ce qui les unit plutôt que ce qui les divise. Pour leur part, les rocardiens, qui se sont réunis dimanche, s'efforcent, pour la plupart d'entre eux, de créer les conditions de leur participation à la directin du parti, après le congrès de Bourg-en-Bresse.

J.Y.-L. ET L.Z.

M. Jospin : on ne peut pas faire une autre politique avec des « Y'a qu'à »

M. Quilès s'interroge sur la possibilité pour le parti socialiste d'atteindre quatre cent mille ou cinq cent mille adhérents : *« Peut-on être véritablement un parti de masse*, demande-t-il, *lorsque l'on représente aussi peu une population ? »* Le député de Paris note que le P.S. ne compte actuellement que deux cent mille adhérents, soit 0,4 % de la population française.

Comme les syndicats, remarque M. Quilès, les partis politiques en France souffrent, non d'un excès de puissance, mais plutôt d'une certaine faiblesse. Ainsi le P.S., tout en étant la première force électorale du pays, est *« trop faiblement inséré dans les entreprises et dans les mouvements sociaux »*. Pour réussir à faire un parti de masse , ajoute-t-il, il faut, non seulement la campagne d'adhésions demandée par le comité directeur, mais aussi sortir du *« malthusianisme »* qui existe au sein du P.S. *« Un nouvel adhérent qui arrive*, souligne-t-il, *on le regarde d'un air bizarre. »* M. Quilès ajoute que le langage des socialistes doit être moins *« codé »*, moins *« idéologique »*.

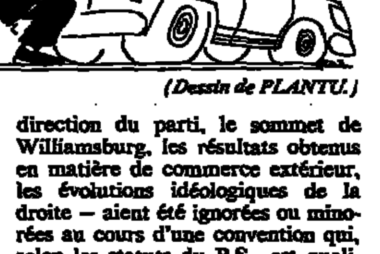
M. CHEVÈNEMENT : nous ne prenons pas le chemin de la réussite

M. Jean-Pierre Chevènement explique ensuite les raisons de son départ de gouvernement. It l'a quitté, dit-il, *« très normalement, car il ne peut y avoir deux politiques au gouvernement. En revanche*, estime-t-il, *il peut y en avoir deux dans le parti. » « On ne peut pas traiter le parti socialiste comme un parti mineur, comme un simple rouage de l'Etat (...) Le parti socialiste doit être l'instrument du salut politique (...). Il y a une logique qui consiste à accepter, à se taire. Comment donc, tout le monde pourrait s'exprimer ! La droite tiendrait le haut du pavé ! Les corporatismes se déchaîneraient dans la rue et le P.S., lui, serait réduit à se taire ! Notre rôle consiste à organiser le parti de la réussite. »*

L'ancien ministre pose alors cette question : *« Prenons-nous le chemin de la réussite ? » « Si je le pensais*, dit-il, *je serais resté au gouvernement (...). Je ne pense pas que le parti qui a été pris soit le bon (...». Nous ne pouvons attendre, comme sœur Anne, la reprise américaine (...). Ce serait un étrange paradoxe de voir les socialistes attendre leur salut du capitalisme (...). La conception sur laquelle est assise la politique économique actuelle n'a rien de particulièrement socialiste. C'est une politique classique de réduction de la demande (...) qui a l'inconvénient d'apparaître comme une critique en actes de la politique de relance à laquelle on attribue trop de méfaits. »*

M. Chevènement ne pense pas qu'une régulation de la demande puisse diminuer l'inflation. La réduction de la demande ne peut, selon lui, qu'entraîner la réduction de l'investissement. Il estime que le plan de mars 1983 ne peut pas mettre un terme au processus d'endettement. Les mesures prises ne suffisant pas, selon lui, à écarter l'hypothèse selon laquelle la France devrait un jour recourir au Fond monétaire international. *« Tant que le différentiel d'inflation avec l'Allemagne n'est pas réduit, la seule question qui se pose*, dit-il, *est de savoir quand un nouveau réajustement (monétaire) aura lieu. »*

L'ancien ministre relève que la politique économique actuelle a été qualifiée de *« parenthèse »* ou de *« moment »*. *« On pourrait le souhaiter*, remarque-t-il, *mais il y a beaucoup de signes du contraire. »* Il note d'autre part : *« rester dans un système de parités fixes, c'est poser sa tête sur le billot de la spéculation internationale »*. Il regrette qeu le projet de IXe Plan se situe *« dans la tradition de ses prédécesseurs, sans éléments quantitatifs »*. Selon lui, la réforme bancaire est *« plus proche de l'immobilisme que de la révolution »*. *« On croit quelque fois ouvrir une parenthèse*, dit-il, *et on s'aperçoit que c'est un virage. Si nous ne réagissons pas, bientôt il prendra la figure du destin. »*



(Dessin de PLANTU.)

Intervenant l'après-midi — M. Pierre Mauroy s'était adressé à la convention le matin, — M. Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, explique que les difficultés économiques actuelles sont nées non seulement de la crise internationale qui pèse sur la France mais aussi des *« faiblesses structurelles de notre économie »*. Répondant à M. Chevènement, il note : *« Quelle autre politique, dont je n'ai jamais vu ni les contours ni les données ? »* Il souligne : *« Nous n'avons droit à aucun romantisme ; nous n'avons droit qu'au courage, à la lucidité et à la volonté. »* M. Le Garrec présente la politique économique du gouvernement comme un *« choix incontournable »*. *« Je ne connais pas de chemins de traverse »*, ajoute-t-il. *« Il faudrait que Jean-Pierre Chevènement ait une conception de l'industrie autre que celle du cinéma soviétique muet, avec des cheminées qui fument et des roues qui tournent ! »*, conclut M. Le Garrec.

M. Didier Motchane, membre du secrétariat national, affirme : *« Nous pouvons avoir un parti de godillots si nous faisons en sorte que la politique de la gauche ne soit pas une politique à la godille. » « Croyez-vous*, dit-il, *que l'on peut dans un même souffle affirmer que nous avons besoin d'une véritable discussion et* [dire] *: « Débattre, se poser les questions de l'enjeu, c'est, en face de la droite, porter un mauvais coup au gouvernement et à la gauche. » « Parler*, ajoute-t-il, *c'est faire notre métier, notre devoir de militants. (...) Le non-débat desservirait le parti. »* A propos du débat qui, au sein du gouvernement, a précédé la mise en place du « plan de rigueur », M. Motchane souligne : *« Toute la France sait que le président de la République a eu la responsabilité, à un moment donné, de faire un choix donné et qu'il a hésité, réfléchi pendant neuf jours ! »* Il ajoute : *« Et des camarades peuvent encore se permettre de dire « quelle autre politique ? » !*

« Décrédibiliser notre politique ? Non ! »

M. Lionel Jospin regrette ensuite qu'une série de questions importantes à ses yeux — l'action de la direction du parti, le sommet de Williamsburg, les résultats obtenus en matière de commerce extérieur, les évolutions idéologiques de la droite — aient été ignorées ou minorées au cours d'une convention qui, selon les statuts du P.S., est qualifiée d'ordinaire, en tout cas pas d' *« extraordinaire, et encore moins extravagante »*. Il en traite, souligne le *« réel progrès »* de la balance commerciale dû, dit-il, à un mouvement déjà amorcé avant la mise en place du dernier plan de rigueur. Le premier secrétaire du P.S. note le *« léger mieux »* dans la lutte contre le chômage mais remarque que le plan du gouvernement comporte des effets mécaniques néfastes qu'il convient de corriger.

A propos des prix, M. Jospin estime que, dans les semaines qui viennent, il pourrait être nécessaire d'adopter des *« mesures d'accompagnement »* notamment dans le domaine des services ou celui de l'agro-alimentaire.

Puis M. Jospin répond à M. Chevènement. Faisant référence aux déclarations de ce dernier — alors ministre d'Etat, ministre de la recherche — lors du congrès socialiste de Valence (1), le premier secrétaire du P.S. déclare : *« L'inventeur de la belle et bonne chaussure redécouvre que le salut devrait venir du parti. » « Je ne suis pas sûr*, ajoute-t-il, *que l'histoire retiendra, comme il le suggère modestement, qu'il y avait l'avant Chevènement et l'après-Chevènement. D'autant que, si j'ai bien entendu Motchane, comme notre politique na pas été appliquée depuis le début c'est, au fond, le 21 mai qu'il aurait dû partir (...). Pour moi, n'ayant pas eu à entrer au gouvernement puis à en sortir, je n'ai pas eu à changer de point de vue sur sa politique. »* Évoquant l'unanimité qui s'est faite lors du dernier comité directeur du P.S. (les 26 et 27 mars), pour approuver le plan de rigueur, il poursuit, en parlant du CERES : *« Que s'est-il passé depuis ? Retard, myopie ou manque de franchise ? (...) Jean-Pierre Chevènement veut-il une autre politique ? Mais laquelle ? On ne peut pas faire une autre politique avec des « y a qu'à ».* M. Jospin cite à ce sujet une formule qu'il présente comme un *« proverbe vietnamien »* selon lequel *« même avec neuf femmes on ne peut pas faire un enfant en un mois »*.

A propos des allusions, exprimées par M. Chevènement, d'un éventuel réajustement monétaire, le premier secrétaire du P.S. ajoute : *« Il ne vaut mieux pas faire allusion dans des congrès ou des conventions du parti socialiste à tel ou tel problème monétaire. Laissons cela, s'il vous plaît, à la droite »*.

Répondant d'autre part à l'intervention de M. Motchane, M. Jospin déclare : *« Je n'approuve pas la méthode choisie : fouetter les mollets des camarades et du gouvernement, oui ; leur couper les jarrets, non ! Eclaircir les idées par la vivacité et la rectitude du débat, oui ; assommer l'esprit par la prophétie pessimiste, non ! Pousser à améliorer ce qui doit l'être, oui ; informer sur ce qui est ressenti « en bas », oui ; décrédibiliser notre propre politique et notre action commune sans faire des propositions concrètes et positives, non ! La capacité de débat du P.S. n'est pas en cause. Il faut aussi démontrer notre capacité à gouverner. (...) Tenez bien ces deux fils ensemble ! Si vous le faites, vous aiderez le gouvernement. Vous aurez la confiance du parti et nous garderons la confiance des Français. »*

Après que les délégués eurent accordé le « quitus » à la direction nationale (à l'unanimité moins une voix contre et une abstention), trois représentants du « courant » de M. Rocard interviennent. Mme Marie-Noëlle Lienemann et M. Gérard Fuchs affirment que le plan du gouvernement était *« inévitable »*. M. Jean-Pierre Worms, député de Saône-et-Loire, reconnaît à MM. Motchane et Chevènement *« le mérite de la franchise »*, bien qu'il soit en désaccord total avec eux. Il déplore en revanche *« l'absence de courage politique »* de certains dirigeants du parti, qui font *« des déclarations tonitruantes de soutien au gouvernement suivies de « petites phrases » destinées à prendre le maximum de distance par rapport à sa politique »*. Une telle attitude lui paraît *« scandaleuse »* et *« politiquement suicidaire »*.

LES ROCARDIENS PRESENTENT DEUX CONTRIBUTIONS

Les animateurs du courant C du P.S. (rocardiens) se sont réunis dimanche 29 mai. Ils déposeront deux contributions préparatoires aux débats du congrès de Bourg-en-Bresse. L'une est signée par Mme Marie-Noëlle Lienemann, *membre du bureau exécutif*, MM. Alain Richard, député du Val-d'Oise, et Jean-Pierre Worms, député de Saône-et-Loire. L'autre est le résultat d'une fusion entre deux textes, l'un préparé par MM. Michel de la Fournière, membre du secrétariat national, et Robert Chapuis, membre du bureau exécutif, l'autre par MM. Jean-Pierre Cot, ancien ministre, Gérard Fuchs, membre du bureau exécutif, et Dominique Taddéi, député du Vaucluse.

Les participants à cette réunion ont approuvé à une large majorité la démarche de MM. de la Fournière et Cot, qui s'efforceront de rechercher un accord avec M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, tandis que les auteurs de l'autre texte cherchent à singulariser leurs thèses.

LA RÉSOLUTION FINALE : APPROBATION CONFIRMÉE DU PLAN DE RIGUEUR

La résolution adoptée au terme de la convention à l'unanimité moins deux abstentions indique que le parti socialiste *« approuve »* le dispositif économique mis en place par le gouvernement au mois de mars dernier. *« La réussite des mesures d'assainissement est un moment nécessaire et difficile du succès de l'ensemble de notre politique »*, souligne ce texte, qui affirme également : *« Les socialistes doivent plus que jamais faire preuve de responsabilité, en apportant un soutien actif au gouvernement et en ripostant comme il convient à l'offensive idéologique et activiste de la droite qui s'exprime à partir des vieux thèmes inégalitaires et élitistes. Les socialistes doivent se comporter plus que jamais en acteurs du changement, en animateurs permanents de l'appui populaire indispensable à la réussite de notre politique. »*

Un projet d'« amendement », qui se présentait en fait comme un texte concurrent, soumis aux délégués par M. Michel Coffineau, député du Val-d'Oise, membre du CERES, n'a recueilli que trois mandats. Il indiquait que le P.S. est *« solidaire »* du gouvernement et non pas qu'il *« approuve »* sa politique.

Propos et débats

Mme Bouchardeau : gérer le compromis

Le P.S.U. a réuni, samedi 28 et dimanche 29 mai, à la bourse du travail de Saint-Denis, une convention nationale sur l'entreprise. Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie, ancienne secrétaire nationale du P.S.U. a expliqué que le gouvernement *« s'efforce de gérer un compromis »* entre une politique de relance — en contradiction avec les contraintes extérieures — et un alignement sur les politiques néo-libérales.

Les deux porte-parole du P.S.U. ont porté des appréciations différentes sur l'action du gouvernement. M. Serge Depaquit a expliqué que le P.S.U. soutient celle-ci et refuse à la fois le *« libéralisme économique libre-échangiste »* et les thèses du *« courant nationaliste, étatiste et productiviste »*. M. Bernard Ravenel a, au contraire, rejeté l'idée qu'on ne peut *« agir autrement que ne le fait le gouvernement »*.

M. Mermaz : pas question d'un parti godillot

Devant « Le grand jury R.T.L.-le Monde », M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a estimé *« évident »* que les socialistes ont changé *« de voie, de méthode et de moyens »*, de *« tactique »* mais pas de stratégie. Ils n'ont pas renoncé, a-t-il indiqué, à *« construire une société socialiste »*, à *« transformer la société »*. Se refusant à répondre aux critiques de M. Chevènement, M. Mermaz a affirmé que le P.S. ne sera jamais *« un parti de béni oui-oui »*, *« un parti godillot »*, mais qu'il sera *« toujours un parti de discussion, de débat, d'invention, de proposition »*.

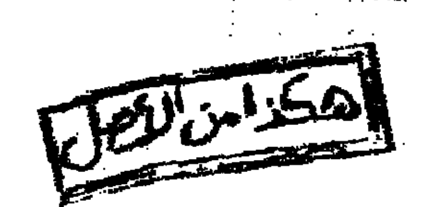
Après avoir assuré qu'il *« n'y a pas de tentation protectionniste »* au P.S., il a souhaité que la vérité soit dite aux Français, à savoir que *« dans les années qui viennent il va falloir faire un effort formidable pour redresser la situation du pays »*, et que cet effort devrait durer *« deux ans minimum »*. Jugeant que les communistes n'auraient aucune raison de quitter la majorité dès lors que la politique choisie serait *« authentiquement de gauche »*, M. Mermaz a déclaré : *« la base de notre action est l'union de la gauche. Nous y croyons dur comme fer »*.

Le Mouvement des démocrates : mesures inefficaces

Le conseil national du Mouvement des démocrates, réuni samedi 28 mai, estime qu'au regard de la gravité de la situation économique *« l'inefficacité des mesures prises apparaîtra très vite »*. *« La confiance et l'unité du pays ne pourront s'organiser autour d'une action cohérente si les Français découvrent que les sacrifices faits ne servent qu'à alimenter les querelles irréalistes des partis sur l'organisation de la société »*, explique le mouvement présidé par M. Michel Jobert, qui demande que *« l'appel à l'ouverture lancé par le président de la République »* soit *« enfin mis en œuvre avec détermination par lui-même, malgré les obstacles dressés par une gauche et une droite traditionnelles. »*

M. Chirac : la France s'anémie

Participant à une fête populaire à Vitry-aux-Loges (Loiret), dimanche 29 mai, à laquelle assistait M. Douffiagues (U.D.F.-P.R.), maire d'Orléans, M. Jacques Chirac a estimé que *« la France s'anémie sous la thérapeutique socialiste et communiste »*. Le président du R.P.R. a expliqué : *« L'opposition doit être en mesure de proposer, demain, une alternance démocratique. Son union est indispensable, c'est une exigence impérative (...). Il ne suffit pas de rallier ceux qui sont déçus par le gouvernement socialiste, l'opposition doit avoir une capacité d'attraction en faisant des propositions. »*



LA DISCUSSION DE LA LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les grandes écoles ne seront pas intégrées contre leur gré

Le R.P.R. et l'U.D.F. mènent-ils un *« procès d'intention »* en faisant dire au projet de loi de M. Alain Savary ce qu'il n'a jamais voulu énoncer, comme les en accuse la majorité ? Ou ce texte est-il *« tellement imprécis »* qu'il est nécessaire de le clarifier, comme l'affirme l'opposition ?

Les précisions que le gouvernement, ou les députés socialistes, ont dû apporter ce week-end lors de la discussion de ce projet à l'Assemblée, sur des points aussi sensibles que les possibles modifications du statut de certaines grandes écoles, le respect de la liberté de l'étudiant dans son orientation ou les conditions de passage du premier au deuxième cycle, pourraient justifier la seconde interprétation, celle de l'opposition. La multiplication des amendements voulant, par exemple, défendre l'enseignement privé, alors qu'il n'en est pas une seule fois question dans le texte, donne quelque fondement à la première, celle de la majorité.

Car élus du R.P.R. et de l'U.D.F. n'ont pas cessé de mener — ce qu'il faut bien appeler — des opérations de retardement : quarante-deux amendements sur la création d'une commission interministérielle ; amendements identiques déposés par deux députés du même groupe, par exemple pour remplacer le mot *« but »* par *« objet »*... La patience du gouvernement ne peut qu'avoir des limites. D'autant, a expliqué M. Savary, que l'accord passé avec les étudiants en médecine implique que le projet de loi entre en vigueur avant le 1er janvier 1984.

Le ministre de l'éducation nationale a annoncé qu'il va *« rendre compte au gouvernement »*, lundi 30 mai, et convenu qu'il faut *« faire quelque chose »*. La guérilla menée par le R.P.R. et l'U.D.F. va-t-elle contraindre le gouvernement à utiliser l'arme absolue qu'est l'engagement de responsabilité ?

THIERRY BRÉHIER.

L'Assemblée nationale, siégeant les samedi 28 et dimanche 29 mai, a continué la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (*le Monde* des 26, 27, 28 et 29-30 mai).

● LA COHÉSION DU SERVICE PUBLIC de l'enseignement supérieur est assurée par les pouvoirs publics, prévoit l'article 7. L'opposition y voit la volonté du gouvernement *« d'uniformiser et de caporaliser »* les formations supérieures, et critique la référence à la planification. Par 328 voix contre 162, l'Assemblée refuse de remplacer la notion de *« diversité »* des établissements par celle d'*« autonomie »* et de préciser que *« le rapprochement des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements »* ne concernera que ceux du secteur public (cette précision étant déjà donnée dans le titre de cette partie du projet de loi).

● LA POSSIBILITÉ D'ÉTENDRE les règles de fonctionnement des écoles dépendant du ministère de l'éducation nationale à celles relevant d'autres ministères est prévue par l'article 9. Le R.P.R. et l'U.D.F. y voient une menace contre ces dernières, alors que M. Savary, ministre de l'éducation nationale, rappelle que plusieurs d'entre elles en ont fait la demande. Mais M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) réplique : *« Ce que nous refusons, ce n'est pas ce que vous dites vouloir faire, mais ce que ce texte vous permet de faire. »* M. Natiez (P.S., Loire-Atlantique) dépose un amendement expliquant que *« les établissements concernés sont consultés »* ; M. Savary propose alors un sous-amendement subordonnant cette intégration *« à l'avis conforme des conseils d'administration de ces établissements et à l'accord de leurs ministres de tutelle »*. L'opposition, estimant que cette formule *« apporte un minimum de garanties »* et que *« le combat politique »* qu'elle mène *« n'aura pas été inutile »*, retire les vingt-trois amendements qu'elle avait déposés à cet article 9.

Ainsi, est achevée la discussion du titre I, qui énonce les règles communes à l'ensemble du service public de l'enseignement supérieur ; le titre II, lui, ne concerne que les formations supérieures relevant du ministère de l'éducation nationale.

Dix mille étudiants de plus en première année

● LE PREMIER CYCLE EST ORGANISE par l'article 12. M. Savary dément les chiffres, avancés par l'opposition, de trois cent mille étudiants supplémentaires, expliquant : *« On peut s'attendre à dix mille étudiants de plus en première année à chaque rentrée. »* Il réaffirme que *« la réflexion est engagée sur le contenu du futur premier cycle »* mais que rien n'est encore décidé et qu'il y aura *« concertation »* ; à propos des études de droit, il déclare : *« Si ce que nous préconisons [la professionnalisation] a déjà été mis en place, il ne sera évidemment pas question de faire table rase. »*

Défendant plusieurs dizaines d'amendements, le R.P.R. et l'U.D.F. s'efforcent, sans succès, de faire décider que les étudiants sont libres de s'inscrire dans les établissements de leur choix, mais que ceux-ci peuvent, en toute liberté, instituer une sélection à leur entrée. En revanche, sur les dispositions prévoyant que le premier cycle permet *« l'orientation des étudiants »*, M. Cassaing fait préciser, à la satisfaction de l'opposition, que cette orientation s'effectuera *« dans le respect de la liberté de l'étudiant »*. Puis le R.P.R et l'U.D.F. essaient, sans succès, de faire reconnaître la spécificité des études juridiques, économiques, politiques, médicales et pharmaceutiques.

● LES CONDITIONS D'INSCRIPTION. — L'opposition critique la *« sélection géographique »*, qu'elle pense possible par le texte. Pour éviter toute ambiguïté et montrer qu'il s'agit *« d'un procès d'intention, d'une fausse querelle »*, la commission fait modifier le texte par la précision suivante : *« Tout candidat est libre de s'incrire dans l'établissement de son choix. Il doit pouvoir, s'il le désire, être inscrit, en fonction des formations existantes lors de cette inscription, dans un établissement ayant son siège dans le ressort de l'académie où il a obtenu le baccalauréat ou son équivalent, ou, en cas de dispense, dans l'académie où est située sa résidence. »* Ce qui veut dire, explique M. Evin (P.S., Loire-Atlantique), président de la commission, qu'un étudiant sera sûr de pouvoir s'inscrire dans son académie et qu'il pourra le faire dans une autre si un établissement veut bien l'accueillir.

● LA SÉLECTION, comme moyen de répartition entre les établissements et les formations, est en principe interdite, sauf dans certains cas précis (instituts, écoles, études médicales, odontologiques ou pharmaceutiques...), *« selon des modalités fixées par le ministre de l'éducation nationale »*. Évoquant l'université Dauphine, où il y a une sélection à l'entrée, M. Savary cite le coût de formation d'un étudiant : 24 000 F dans cette U.E.R., 9 000 F dans d'autres, et il remarque : *« Il y a de quoi méditer (...). Le risque serait de laisser se développer des universités nobles pour les privilégiés à côté d'autres, pauvres, pour la plèbe. »*

Répondant à M. Gantier (U.D.F., Paris), à propos de la sectorisation des unités parisiennes, le ministre assure que *les « rumeurs »* qui font état d'une telle possibilité *« sont sans fondement »* et que le projet de loi, en l'état, *« l'interdit »* ; *M. Gantier retire alors son texte.*

● LA PRÉPARATION AUX GRANDES ÉCOLES aura lieu dans les lycées et dans les établissements supérieurs. M. Madelin voit, dans ces dispositions, une menace pour les classes préparatoires existant dans les lycées privés. Mais M. Savary réplique *« jamais le gouvernement n'a prétendu au monopole de l'enseignement »*.

Suppression du doctorat d'Etat

● L'ORGANISATION DU DEUXIÈME CYCLE (article 13) est la partie du projet de loi qui a été la plus critiquée par les étudiants, y compris par les adhérents des deux UNEF. Ils lui reprochaient de permettre la sélection entre le premier et le deuxième cycle. M. Savary a redit à l'Assemblée : *« Il n'y aura pas de sélection à l'entrée du second cycle (...) Les juristes n'ont pas jugé sur pièces, mais sur des échos qui se sont amplifiés. Le procès qui nous est fait est sans fondement. »* Après que l'opposition eut défendu — sans succès — de nombreux amendements, confiant à chaque établissement le soin de fixer les conditions de passage d'un cycle à l'autre, la commission a fait adopter plusieurs amendements, fruits d'une discussion avec certains reponsables étudiants, pour préciser et clarifier le système mis en place par le projet gouvernemental, de façon à limiter strictement les cas où il y aura quand même sélection.

Il est précisé que l'admission dans le deuxième cycle est ouverte *« à tous les titulaires de diplômes sanctionnant les études du premier cycle »* et à ceux qui en sont dispensés. Quant aux formations dans lesquelles l'admission *« peut dépendre des capacités d'accueil des établissements et éventuellement être subordonnée au succès à un concours ou à l'examen du dossier du candidat »*, leur liste est *« établie par décret, après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche »*. Il s'agit, explique le ministre, de tenir compte *« du fait que, dans certaines filières, les capacités d'accueil ne permettent pas d'admettre tous les candidats »*.

Le groupe communiste souhaitait que *« cette admission [tienne] compte de l'évolution prévisible des qualifications et des besoins qui font l'objet d'une évolution régulière »*. A l'initiative de MM. Sueur (P.S., Loiret) et Hermier (P.C., Bouches-du-Rhône), la précision suivante est adoptée : *« La mise en place de ces formations (dans lesquelles il peut y avoir sélection) prend en compte l'évolution prévisible des qualifications et des besoins qui font l'objet d'une évolution régionale ou nationale. »* Ainsi est réintroduite, malgré les reproches du R.P.R. et de l'U.D.F., l'idée de *« débouchés prévisibles »* qui figurait dans le projet du gouvernement et non dans les propositions de la commission.

● L'UNIFICATION DES DIVERS TITRES DE « DOCTEUR » est prévue par l'article 14 qui régit le fonctionnement du troisième cycle. M. Tavernier (P.S., Essonne) explique qu'il s'agit *« d'en finir avec ce monstre du Loch Ness qu'est la thèse du doctorat d'Etat (...) chef-d'œuvre d'académisme et d'inutilité. Le doctorat*, dit-il, *doit être le début d'une carrière et non la fin »*. Cette position lui vaut de violentes répliques de M. Gantier et de M. Toubon (R.P.R.), qui l'accusent de vouloir *« tout niveler par le bas »*. M. Galley (R.P.R., Aube) explique qu'en accord avec M. Bassinet (P.S., Hauts-de-Seine), rapporteur pour avis de la commission de la production, il propose la création d'un doctorat dont la thèse serait préparée en moins de cinq ans. Mais, contrairement à M. Bassinet, il souhaite le maintien du doctorat d'Etat, même s'il le critique. M. Savary rappelle que l'Académie des sciences, dont les positions ont souvent été utilisées par l'opposition dans ce débat, est favorable à l'unification des divers doctorats sur les bases prévues par ce projet de loi. La discussion des amendements sur cet article 14 est renvoyée à la séance de ce lundi matin.

POLITIQUE

LES ATTENTATS OUTRE-MER

M. LEMOINE : ce n'est pas en recourant à la violence qu'on résoudra les problèmes des DOM

Commentant les dix-sept attentats commis les samedi 28 et dimanche 29 mai en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane et à Paris, M. Georges Lemoine, secrétaire d'État aux DOM-TOM, a notamment déclaré dimanche :

« *Pourquoi ces explosions ? Est-ce une volonté délibérée d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur les départements d'outre-mer ? Si telle était la question, il n'y avait pas besoin de recourir à des explosions, car depuis deux ans je crois que le gouvernement a fait beaucoup pour les départements d'outre-mer, sans oublier bien entendu toutes les questions qui sont en cours (...). En aucun cas ce n'est en recourant à des méthodes de ce type que l'on parviendra à résoudre les problèmes qui sont ceux des départements d'outre-mer.* » Devant « Le grand jury R.T.L.-le Monde », le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, a notamment souligné, pour sa part :

« *C'est le changement démocratique, ce sont les réformes économiques et sociales qui feront que les données de base se modifieront outre-mer.* »

● EN GUADELOUPE, neuf explosions ont provoqué des dégâts matériels importants, notamment au siège du conseil régional de Basse-Terre où deux bombes avaient été déposées. A l'Anse-Bertrand un véhicule de gendarmerie a été détruit. Six autres engins ont explosé devant les perceptions de Capesterre et de Petit-Bourg, devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre, les palais de justice de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre, ainsi que devant les locaux de la direction départementale de l'équipement, à Saint-Claude. Une dixième bombe avait été déposée devant la gendarmerie de Basse-Terre, mais elle a été désamorcée. Les enquêteurs ont constaté que l'explosif utilisé provenait d'un vol de 500 kilos de tétragène commis l'hiver dernier.

● EN MARTINIQUE, quatre explosions se sont produites, endommageant les locaux de l'agence d'Air France à Fort-de-France, de la perception du Marin, d'un bureau des P.T.T. à Morne-Rouge et un relais de télévision situé au pied de la montagne Pelée. L'explosion de ce relais prive une dizaine de milliers de personnes de la réception des émissions de télévision et les dégâts sont évalués à 100 000 F.

● EN GUYANE, l'explosion d'une bombe a provoqué la mort d'un homme devant le monument aux morts de Cayenne. La victime n'a pas été identifiée. Il pourrait s'agir du poseur de l'engin. Deux autres explosions ont eu lieu à Saint-Laurent-du-Maroni, l'une devant les locaux du service des douanes, l'autre devant le bureau de la police de l'air et des frontières. Elles ont provoqué des dégâts matériels.

● A PARIS, il était près de 9 h 20, dimanche, quand l'explosion d'un engin a brisé les vitrines de plusieurs appartements, une de Brissac, dans le quatrième arrondissement. Cet engin avait été déposé sur le trottoir, devant un immeuble en cours d'aménagement, à l'angle de la rue Crillon et de la rue de Brissac. Selon la police, l'attentat visait les locaux de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.

Les divisions des indépendantistes

(Suite de la première page.)

Le commissaire de la République en poste en Guadeloupe, M. Robert Miguet, notait, dimanche, que ces attentats coïncident également avec deux dates « symboliques » : la date du 27 mai, retenue localement pour commémorer l'abolition de l'esclavage, et la date du 28 mai, anniversaire de la mort de Louis Delgres, officier mulâtre qui s'était suicidé après l'échec d'une révolte d'esclaves en 1802.

Pour autant, la simultanéité des attentats dans trois départements différents et à Paris ne signifie pas, *ipso facto*, l'existence d'une « coordination » interdépartementale parmi les indépendantistes extrémistes des Antilles et de la Guyane.

En Martinique et en Guyane, les organisations indépendantistes ont, jusqu'à présent, refusé, contrairement à certains indépendantistes guadeloupéens, de prôner ouvertement le recours à la violence pour atteindre leurs objectifs. Compte tenu des échanges permanents qui existent entre les Antilles et la Guyane, d'une part, entre ces trois départements et la communauté antillo-guyanaise de la métropole, d'autre part, il était possible à une seule organisation de monter une telle opération, dont le but apparaît essentiellement psychologique.

Il est beaucoup plus clair, en revanche, que la résurgence du courant extrémiste pourrait être la traduction d'une rivalité d'influences parmi les différentes formations indépendantistes. Plusieurs d'entre elles, rompant avec leurs positions antérieures, avaient, en effet, accepté de participer au jeu institutionnel à l'occasion des premières élections régionales au suffrage universel et à la proportionnelle, le 20 février dernier.

Ce changement de stratégie avait abouti, en Guyane, à un succès pour le syndicat indépendantiste local, l'Union des travailleurs guyanais (U.T.G.), qui avait eu trois élus, après avoir obtenu 8,92 % des suffrages exprimés. En Martinique, au contraire, le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) et les trotskistes n'avaient recueilli respectivement que 2,89 % et 1,96 % des suffrages exprimés et n'avaient eu aucun élu. En Guadeloupe, les trotskistes avaient, eux aussi, participé au scrutin sans succès (1,68 % des suffrages exprimés). Les médiocres résultats enregistrés par ces formations légalistes au cours de cette consultation ne sont donc peut-être pas étrangers à ce regain de violence.

Cette série d'attentats signifieraient alors que les extrémistes cherchent à prendre la direction du courant indépendantiste. Une chose est sûre : aux Antilles et en Guyane, c'est la fin de la trêve que l'extrême gauche avait consentie au gouvernement après l'accession de M. Mitterrand à la présidence de la République.

ALAIN ROLLAT.

(Lire page 42, « Un risque accru de marginalisation », l'analyse d'un rapport de l'inspection des migrants.)

M. GISCARD D'ESTAING A LYON

« Enrichir la voie libérale » pour enrichir l'alternance

De notre envoyée spéciale

Lyon. — Devant trois mille personnes réunies à Lyon, samedi 28 mai, pour un déjeuner organisé par les responsables de l'U.D.F. de la région Rhône-Alpes et auquel assistaient notamment M. Francisque Collomb, sénateur (non inscrit), maire de Lyon, et M. Raymond Barre, député (app. U.D.F.) du Rhône, M. Valéry Giscard d'Estaing a dit son souhait de voir un jour la France rassemblée, au-delà des clivages droite-gauche, dans un même effort pour « *construire l'avenir* ».

Si le propos n'a pas changé, ni la description de cette « *société nouvelle* » dans laquelle les hommes allieraient « *compétence et générosité* », le ton en revanche était plus incisif et la condamnation de la politique actuelle sans appel.

L'ancien président de la République n'a pas voulu s'attarder sur un bilan chiffré. Dans ce registre, le travail accompli par son ancien premier ministre est « *remarquable* », a affirmé M. Giscard d'Estaing, dans un hommage public dont on peut considérer cependant qu'il suggère la permanence d'un rapport hiérarchique.

M. Giscard d'Estaing, lui, préfère parler des hommes. Quant au projet de société, il se réserve d'en dire davantage dans le livre qu'il publiera en automne et dont il se propose d'accompagner la sortie par une « *tournée* » à travers la France. Lyon toutefois a marqué samedi la première étape de ce qu'on peut appeler une démarche de reconquête du pouvoir.

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui trace « *le bilan de deux ans de vie des Français* », estime que « *les rangs de ceux qui pensent que cela va plutôt bien s'éclaircissent tous les jours. Beaucoup* explique-t-il, *se sentent démobilisés ; certains se sentent humiliés ; d'autres sont tentés se se laisser aller à la désillusion rose d'une France repliée sur elle-même (...). Je ne dis pas que la France est mal gérée car, soyons francs, tout le monde le sait* », ironise-t-il. Selon lui les Français « *sentent qu'on est en train d'abîmer la France* ». Et d'accuser « *les dirigeants actuels qui ne tiennent pas le langage de la vérité aux Français, (...) qui ne font pas face à leurs responsabilités (...), qui ont fait entrer la lutte des classes dans les institutions de la Ve République (...) qui, au lieu de répondre à l'attent de libertés et de méthodes nouvelles pratiquent la politique contraire (...) enfin, qui ont gravement abîmé l'image extérieure de la France (...). Le reste, on peut le comprendre, mais cela on ne peut pas l'excuser* », tranche M. Giscard d'Estaing

Il poursuit : « *Les Français aspirent à voir la France redevenir un pays capable et respectable ; ils se détachent lentement du socialisme.* » Mais, ajoute l'ancien chef de l'État, « *ils ne se détachent pas de la légalité, et je les approuve. Toute l'évolution politique, y compris la prochaine alternance, doit se faire dans le cadre des institutions* ». Si « *les Français se détachent du socialisme, ils n'attendent cependant pas encore clairement autre chose* », reconnaît M. Giscard d'Estaing, qui souligne, au passage, « *la campagne remarquable d'analyses et d'explications de l'ancien premier ministre, qui prolonge ainsi l'action qu'il avait conduite à la tête du gouvernement* ».

Pour réussir la « *nouvelle alternance* », il faut, affirme-t-il, poursuivre deux « *objectifs essentiels* » : « *Il faut faire passer les électeurs du non au oui, du vote de rejet à un vote de soutien. Il faut aussi faire que la future alternance bénéficie de l'approbation et du soutien de deux Français sur trois (...) autour d'un projet de société (...). Le soutien de deux Français sur trois,* précise-t-il, *doit être recherché dans chaque catégorie de la population.* »

Enrichir la voie libérale

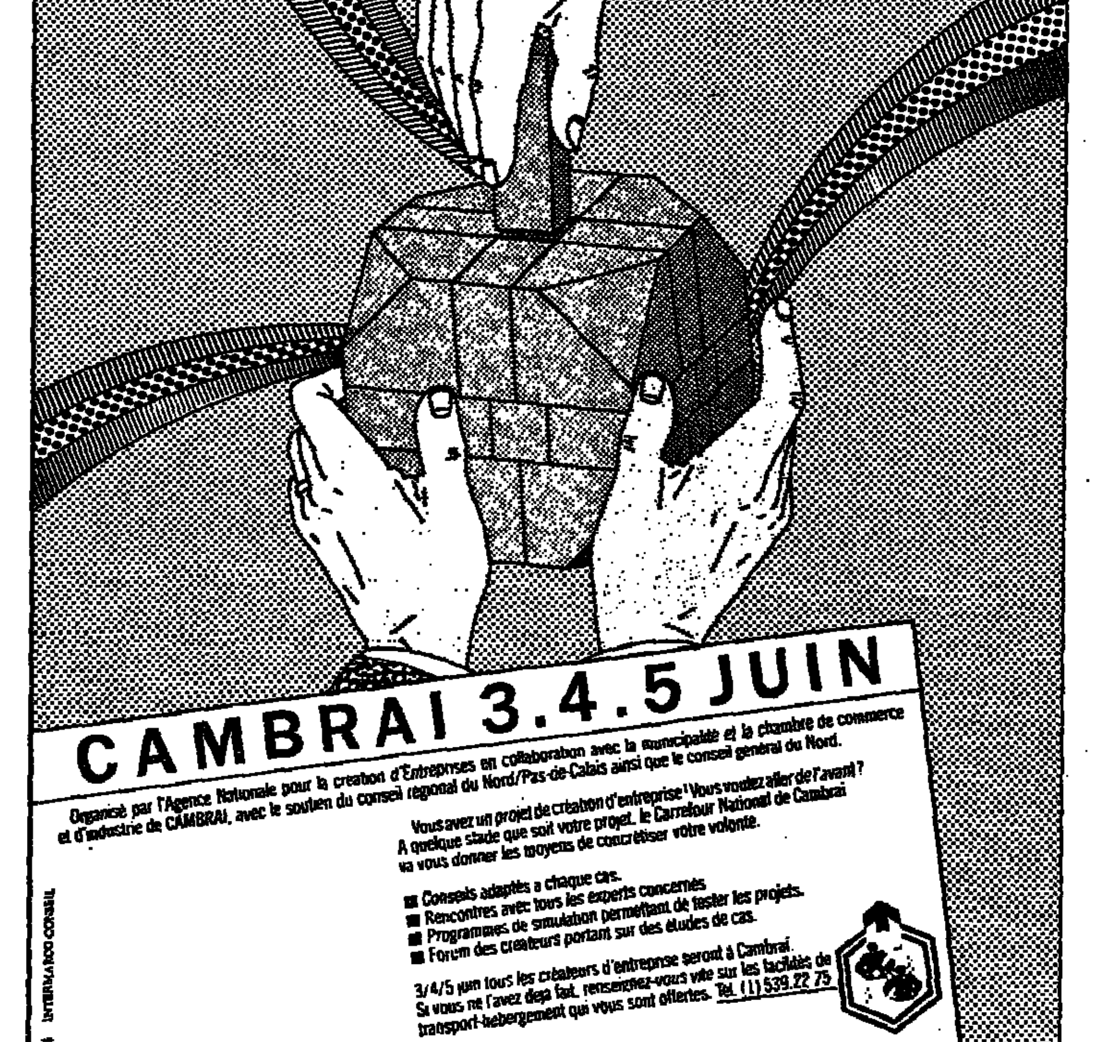
Pour l'ancien président de la République, il faudra que l'alternance ne soit ni « *une alternance molle* », ni « *une revanche sociale* ». A cette condition, elle pourra trouver « *une assise large* ». Il explique : « *Le redressement devra être hardi et libérateur des énergies de la France (...). Il faudra beaucoup d'idées et de sueur, si on veut éviter le sang et les larmes.* »

« *Nous avons une chance peut-être unique à saisir,* estime M. Giscard d'Estaing, *car un mur est tombé. Le rejet du socialisme créera la disponibilité qui n'a pas existé depuis longtemps dans notre pays. Il ne faut pas se tromper,* prévient-il, *la France n'a pas les moyens d'une deuxième erreur. Il n'y a pas d'autre choix que le socialisme et le libéralisme. Mais il faut enrichir la voie libérale, en faire un libéralisme à dimension sociale et rendre solvables les avantages auxquels les Français sont attachés.* »

« *La France,* conclut M. Valéry Giscard d'Estaing, *est lassée de l'outrance, elle veut vivre sobrement, simplement, dans la cordialité et la chaleur des relations humaines. Je souhaite qu'en ces temps durs nous réunissions nos forces pour atteindre ces objectifs.* »

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

● *M. Jacques Toubon*, député (R.P.R.) de Paris, a expliqué, dimanche 29 mai, sur R.M.C. : « *Là où je ne suis pas d'accord avec M. Giscard d'Estaing, c'est que je ne crois pas qu'il s'agit de réaliser des manifestations d'unanimisme. Tout notre travail doit être de transformer cette désaffection* [d'une majorité des Français vis-à-vis du gouvernement] *en un rassemblement derrière l'opposition.* »





Le Monde

société

DÉFENSE

La France doit accroître sa rapidité d'intervention aux côtés de ses alliés

estime le général Lacaze

« En vue de marquer de façon plus significative la solidarité qui nous lie à nos alliés, le gouvernement entend se doter des moyens lui permettant une participation éventuelle plus précoce auprès de l'alliance, sans que cela signifie, en aucune manière, un retour dans la structure intégrée ou la prise en compte, dès le temps de paix, d'un créneau dans ce dispositif. » C'est ce qu'explique, à propos de la réorganisation en cours des forces armées françaises, le général Jeannou Lacaze, chef d'état-major des armées, dans le numéro de juin de la revue mensuelle *Défense nationale* (1).

Ce texte du général Lacaze est, en réalité, l'exposé que le chef d'état-major des armées a fait, le 3 mai dernier, devant les auditeurs civils et militaires de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), à Paris, et qui n'a jamais été rendu public à ce jour.

Parlant de la précédente organisation de l'armée de terre française en trois corps d'armée, dont l'un est stationné outre-Rhin, le général Lacaze constate : « *Nos forces terrestres en Europe ne peuvent normalement se porter, en raison de leur implantation géographique et d'un certain manque de mobilité stratégique, au sein du dispositif allié dès le déclenchement du conflit.* » Le général Lacaze estime, alors, que « *la problématique se situe au niveau de la rapidité d'intervention* » et qu'il faudrait « *pouvoir engager une force classique aux côtés de l'alliance dès les premières manifestations d'une crise ou d'un conflit* » en Europe.

Le général Lacaze explique que, « *depuis quelques mois, sont menées des études visant à dégager le concept d'emploi d'une unité aéromobile* », à partir des moyens dont disposent déjà les régiments d'hélicoptères de combat des corps d'armée. Cette unité aéromobile « *serait la composante majeure d'une grande unité qui serait la force terrestre d'action rapide* », avec des divisions aérotransportables et une division légère blindée.

« *Le développement continu des capacités des hélicoptères*, écrit le chef d'état-major des armées, *permet d'accroître la mobilité des forces terrestres et leur puissance de feu, notamment anti-char. Les progrès réalisés ces dernières années et encore escomptés en matière de navigation et de tir nocturnes, de motorisation et d'armement air-sol, sont de nature à confier aux aéronefs à voilure tournante un rôle majeur dans le combat futur.* »

Avec cette réorganisation, le général Lacaze entend « *résoudre le dilemme participation à l'alliance et défense du territoire* », qui est un exercice difficile.

Un juste équilibre

« *En effet*, affirme le chef d'état-major des armées, *privilégier notre stratégie d'intervention au profit des alliés pourrait nuire à la crédibilité d'action de nos forces en couverture de notre territoire, et diminuer ainsi notre dissuasion nationale. En revanche, minimiser notre premier engagement pourrait inciter l'adversaire à douter de notre détermination. Le juste équilibre me semble se situer dans l'absolue nécessité de donner à notre capacité d'intervention aux côtés des alliés une dimension suffisante pour accroître le caractère dissuasif des forces de l'alliance, étant entendu que notre possibilité de participation signifierait à l'adversaire qu'il encourt, désormais, le risque d'affronter très tôt les forces d'un pays nucléaire qui se réserve, d'autre part, l'indépendance de ses décisions.* »

Le général Lacaze souligne, à cet effet, que « *les intérêts vitaux de la France n'ont pas seulement un caractère géographique et ne peuvent se limiter aux seules dimensions du territoire* ».

« *La France est directement concernée par la sécurité de ses partenaires européens, en raison notamment de la relative exiguïté du théâtre Centre-Europe. Aussi, l'adversaire devra-t-il être conduit à se demander où peuvent se situer géographiquement nos intérêts vitaux. Réduire en permanence ceux-ci aux seules dimensions de notre Hexagone pourrait l'inciter à une action contre nos alliés, et à envisager de poursuivre sa progression jusqu'à nos frontières sans qu'il ait à redouter la menace précise de notre armement nucléaire* », écrit le chef d'état-major des armées, qui réaffirme que le rôle de l'arme nucléaire tactique (le missile sol-sol Hadès et le missile air-sol à moyenne portée A.S.M.P.) est de donner « *un ultime avertissement* » à l'agresseur.

(1) *Défense nationale*, juin 1983, 1, place Joffre, 75700 Paris.

FAITS ET JUGEMENTS

Rapt et libération à Thonon

Thonon. — Enlevé à son domicile jeudi 26 mai, le fils d'un notaire de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), Bruno Bouvet, douze ans, a été retrouvé sain et sauf dimanche par les policiers. Il avait été séquestré dans un chalet loué il y a quinze jours dans la station de Morzine. Le ravisseur, dont l'identité n'a pas encore été révélée, réclamait 700 000 F en échange de la libération de l'enfant, signant le message laissé sur les lieux du rapt d'un fantaisiste « *Armée de libération de la Corse.* »

Après trois jours de négociations avec la famille, un rendez-vous avait été fixé par le ravisseur pour la remise de la rançon. Elle devait être déposée dans une voiture garée sur le parking d'un supermarché d'Annemasse. Les policiers, qui avaient discrètement investi les lieux, interpellèrent alors le ravisseur venu prendre l'argent. Agé d'une trentaine d'années, père d'un jeune enfant, il avoua rapidement qu'il avait agi seul en raison, notamment, de graves difficultés financières. Il indiqua le lieu de détention du petit Bruno, qui fut retrouvé peu de temps après ligoté et bâillonné sur un matelas. — *(Corresp.)*.

● *Trois personnes ont été blessées* lors de l'explosion, dans la nuit de samedi 28 à dimanche 29 mai, d'un engin composé d'une bouteille de gaz reliée à un jerrycan d'essence placé à l'intérieur, ou à proximité, d'une voiture immatriculée en République fédérale d'allemagne et garée devant le restaurant L'Abbaye, rue du Petit-Musc à Paris (4e). Le restaurant a été partiellement détruit. L'attentat n'était toujours pas revendiqué lundi matin.

Machines à sous illégales à Grenoble

Dix-huit personnes ont été interpellées, samedi 28 mai, à Grenoble, après une enquête de plusieurs mois menée par les services de gendarmerie sur les machines à sous.

Joseph Nedjar, cinquante-deux ans, propriétaire de la société Grésivaudan automatique, et deux de ses employés, Jacques Barresi et Thierry Roche, tous deux âgés de trente-trois ans, ont été inculpés et écroués. Les autres personnes, laissées en liberté, seront poursuivies sur citation directe. Les gendarmes, «déguisés» en consommateurs et joueurs, avaient réussi à se faire payer leurs gains à dix-sept reprises dans différents cafés. Dix-sept machines à sous ont été saisies ainsi qu'une somme d'environ 70 000 F.

L'un des inculpés, Thierry Roche, est considéré comme l'un des lieutenants de Michel Milesi, malfaiteur grenoblois, qui purge actuellement huit ans d'emprisonnement pour proxénétisme aggravé.

● *Les suites de l'affaire de Broglie.* — Le Conseil d'Etat a confirmé, le 27 mai, l'incompétence du tribunal administratif qui avait refusé, le 13 octobre 1980, de se prononcer sur la responsabilité éventuelle de l'Etat du fait des déclarations de M. Michel Poniatowski, alors ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1976, cinq jours après l'assassinat de Jean de Broglie. L'un des inculpés, M. Patrick Allenet de Ribemont, qui avait bénéficié d'un non-lieu, réclamait à l'Etat 100 000 F en réparation du préjudice que lui avaient causé les déclarations de M. Poniatowski. Le Conseil d'État a estimé que les déclarations du ministre « *ne pouvaient être détachées de l'opération de police judiciaire alors engagée et que la responsabilité de l'Etat ne pouvait être recherchée que devant les tribunaux judiciaires* ».

ÉDUCATION

LE CONGRÈS DU SGEN-C.F.D.T.

Se libérer des « complexes » à l'égard du pouvoir

La Rochelle. – Qui a comparé l'éducation nationale à une forteresse crispée, imprenable ? Le congrès de la Fédération des syndicats généraux de l'éducation nationale et de la recherche publique (SGEN-C.F.D.T.) réuni du 24 au 28 mai à La Rochelle, qui était le premier depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, a renvoyé l'image composite et bien vivante d'un monde de l'enseignement en pleine mutation.

L'attitude de la Fédération, seconde en importance de la C.F.D.T. avec soixante mille adhérents revendiqués, face à un gouvernement qu'elle avait, depuis longtemps, appelé de ses vœux, a dominé l'ensemble des débats. Les participants, toujours très actifs et parfois ironiques, mais assagis aux dires des anciens, ont su s'étonner eux-mêmes en exprimant une confiance nettement renforcée (1) à l'équipe dirigeante sortante après avoir largement débattu les arguments de ses contradicteurs.

Un professeur de génie électrique à l'I.U.T. de Grenoble, membre du bureau national depuis six ans, M. Michel Vergnolle, a été désigné pour veiller à l'application des décisions de l'assemblée pendant les trois ans à venir, intervalle normal entre deux congrès. Il remplace M. Patrice Béghain, agrégé de lettres, qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat de secrétaire général.

Le 10 mai 1981 n'a pas transformé le SGEN en monolithe. Sous l'immense hall des expositions de La Rochelle, interventions contradictoires, scrutins rarement prévisibles, applaudissements et sifflets sont venus rappeler les multiples débats qui s'enchevêtrent dans une fédération où les professeurs d'université côtoient les ouvriers d'entretien, et les militants trotskistes des mitterrandistes convaincus, en dehors de toute tendance structurée. Sur les grandes lignes tracées par le rapport d'activité et la résolution générale, les quelque sept cents délégués ont très majoritairement fait corps, tournant ainsi la page du précédent congrès d'Andernos (1980) dominé par l'opposition entre les dirigeants sortants et une équipe alternative aujourd'hui disparue.

Depuis lors, il est vrai, le SGEN a subi deux grands chocs : celui de la décentralisation de ses structures, le Syndicat général devenant, en novembre 1982, une fédération de cent dix syndicats locaux ou régionaux, et surtout celui de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche, qui, si elle a attiré de nouveaux adhérents après une période de désaffection, a totalement modifié le paysage revendicatif.

Entre un « *syndicalisme de réaction et de contestation* » et un « *syndicalisme de propositions et d'action* », M. Patrice Béghain, secrétaire général sortant, a tranché : il refuse aujourd'hui le premier, considéré comme suicidaire, pour s'inscrire résolument dans le second. Une ligne qui lui valu le quitus de 52,78 % des mandants. Quant aux syndiqués qui, militants d'extrême gauche pour la plupart, critiquent les « *convergences* » entre la Fédération et le gouvernement, M. Béghain les a englobés dans l'image de « *continent logomachique à la dérive* ». Il est vrai que la mesure de leur audience constituait l'une des interrogations de ce congrès. A cet égard, la sanction a été très nette : l'amendement à la résolution générale dénonçant la « *dérive vers les couloirs ministériels* » et l'absence de soutien par la Fédération de certaines luttes (contre l'inspection en particulier) a été repoussé par 62,94 % des mandats exprimés.

Pour l'équipe majoritaire, en effet, la question du rapport de forces ne se limite pas à l'organisation de grèves ou de manifestations — sujet quasiment absent du débat à La Rochelle — mais se construit plutôt par « *la conjonction entre action institutionnelle et mouvement social* ». D'autant que les obstacles sont nombreux : lourdeur de l'administration de l'éducation nationale, poids des hiérarchies et du syndicalisme majoritaire

De notre envoyé spécial

(FEN) conforté par l'hétérogénéité du milieu.

Rien ne sert donc d'attendre que le changement vienne d'en haut. D'ailleurs, si le secrétaire général sortant a reconnu que les interpellations de sa Fédération avaient été largement reprises (création des zones d'éducation prioritaires, rapport Legrand, etc.), il a aussi appelé le ministère à « *passer de l'élaboration à la mise en œuvre* ». Plusieurs orateurs l'ont répété : le SGEN doit se libérer de ses « *complexes* » à l'égard du pouvoir.

« Nouvelles solidarités »

Les responsables du SGEN ont traduit l'objectif de la C.F.D.T. de création de « *nouvelles solidarités* » en développant l'idée d'un syndicalisme de priorités, excluant la revendication du « *tout pour tout le monde* » et liant la question de l'augmentation des moyens à celle de leur utilisation différente dans le sens d'une réduction des inégalités. Sur ce point, l'opposition du congrès a crié au « *redéploiement* » en dénonçant une « *politique misérabiliste et de renonciation* », et 31,11 % des mandats (contre 57,39 % et 11,50 % d'abstentions) ont approuvé cette protestation. Sous le crayon d'un dessinateur contestataire qui affichait ses « *commentaires* » tout au long des débats, le SGEN-C.F.D.T. est apparu comme une petite voiture stoppée à un carrefour pour laisser passer, priorité à droite oblige, l'énorme camion des « *impératifs économiques* », la voiture rapide du « *profit* » et un tank de l'armée.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., qui était à la tribune le vendredi 27 mai, a lancé un appel à la mobilisation pour la réconciliation de l'école avec l'entreprise. Pour lui, la logique syndicale qui refuse de faire de l'école le lieu unique de formation conduit à reconnaître l'entreprise comme « *lieu complémentaire de formation* ». Le représentant de la Confédération est aussi revenu sur la question des « *nouvelles solidarités* », en exprimant notamment ses réserves à l'égard de l'attribution de nouvelles garanties aux enseignants du supérieur déjà les mieux protégés, et en invitant le SGEN à « *expliciter sa revendication d'un corps unique depuis la maternelle jusqu'au Collège de France* ». Autant d'interpellations qui, comme l'a souhaité M. Edmond Maire, conduisent le SGEN à ouvrir l'éducation nationale et la recherche « *aux grands vents du large, c'est-à-dire à la société française en pleine mutation* ».

PHILIPPE BERNARD.

(1) La rapport d'activité a été adopté par 52,78 % des mandats contre 32,20 % et 15,02 % d'abstentions (contre respectivement 42,40 %, 28,56 % et 29,04 % au congrès d'Andernos en 1980). La résolution générale a rassemblé 54,93 % des suffrages contre 29,82 % et 15,25 % d'abstentions.

RELIGION

● *Jean-Paul II a accepté la démission de Mgr Paul Vignancour*, archevêque de Bourges (Cher), qui a eu soixante-seize ans en mai de cette année. Ce dernier continuera de remplir sa charge jusqu'à ce qu'on nomme un successeur.

[Né le 7 mai 1908 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Mgr Vignancour a fait ses études de droit à l'Université de Paris, avant de s'inscrire au barreau de Riom (Puy-de-Dôme) comme avocat. Il est ensuite entré au séminaire et a été ordonné le 11 avril 1936. Le 17 décembre 1957, il a été nommé évêque de Valence par Pie XII. Il a été ensuite promu en 1966, évêque coadjuteur du cardinal Joseph Lefebvre, archevêque de Bourges, lui succédant après sa retraite. Il a été aussi président du comité canonique et du comité financier pour l'Église de France.

● *Mgr Alexandre Do Nascimento*, archevêque de Lubango (Angola), a été élu, dimanche 29 mai, président de Caritas Internationalis, a annoncé Radio-Vatican. Mgr Do Nascimento, qui est âgé de cinquante-huit ans, est membre de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples. Il était déjà membre des instances dirigeantes de Caritas Internationalis. Cet organisme coiffe cent douze organisations nationales d'assistance, dont les représentants ont tenu cette semaine à Rome leur assemblée quadriennale. — *(A.F.P.)*

SCIENCES

TROIS SATELLITES EUROPÉENS DE MÉTÉOROLOGIE SERONT LANCÉS ENTRE 1987 et 1990

Genève, *(A.F.P.)*. – Le congrès mondial de météorologie a conclu, vendredi 27 mai à Genève, ses travaux ouverts le 2 mai après avoir approuvé un plan d'action pour les années 1984-1993.

Parmi les six programmes adoptés, l'un prévoit le développement de la « veille météorologique mondiale », qui mettra l'accent sur les observations par satellites et sur les systèmes automatiques d'observation dans les airs et sur mer.

Un programme de climatologie étudiera l'utilisation des données sur le climat au bénéfice, en particulier, de l'agriculture et de l'énergie. Un programme en faveur de l'enseignement et de la formation professionnelle s'intéressera notamment au transfert du savoir-faire vers le tiers-monde et entre pays en voie de développement.

Enfin, le congrès a adopté le budget de l'Organisation mondiale de météorologie (O.M.M.) pour 1984-1987, d'un montant de 77,5 millions de dollars, soit une croissance pratiquement nulle.

A l'occasion de ce congrès les plénipotentiaires de douze pays européens (1) ont signé la convention créant l'organisation Eumetsat de météorologie par satellite (*le Monde* des 19 et 26 mars). Celle-ci va faire construire par l'Agence spatiale européenne trois satellites, que le lanceur Ariane devrait mettre en orbite en mai 1987, août 1988 et novembre 1990.

(1) Allemagne fédérale, Belgique, Espagne, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie. (La Finlande, la Grèce et l'Irlande pourraient le signer ultérieurement.)

FAITS DIVERS

● *Le hold-up de Massy.* — Le montant exact du hold-up commis le mardi 24 mai, à Massy (Essonne), contre un fourgon blindé de transport de fonds (*le Monde* du 26 mai) est de 20 millions de francs, dont la moitié en chèques.

Le Monde

sports

TENNIS

Les Internationaux de Roland-Garros

Affluence et fraîcheur records pour la fin de la première semaine des Internationaux de Roland-Garros. Côté hommes, Christophe Roger-Vasselin, le Français qu'on n'attendait pas, sera en quart de finale l'adversaire de Jimmy Connors, l'Américain qui vieillit bien. Au même tour, Ivan Lendl, le Tchécoslovaque que le Central avait envie de prendre en grippe, rencontrera Noah, le Français dont la foule attend monts et merveilles. *Côté dames,* Martina Navratilova, l'Américaine programmée pour gagner, a été battue par Katy Horvath l'Américaine qui, en croyant à sa chance, s'est retrouvée en quart de finale comme ses compatriotes Chris Evert-Lloyd, Andrea Jaeger, Gretchen Rusch, Tracy Austin avec la Tchécoslovaque Hana Mandlikova, la Britannique Jo Durie et la Yougoslave Mima Jausovec.

Roger-Vasselin : l'invité surprise en deuxième semaine

Deux Français en quarts de finale de Roland-Garros : Il y avait longtemps que le tennis national n'avait pas été à pareille fête. Rappelons les précédents historiques : ils étaient trois en 1946 et en 1947 (Marcel Bernard, Yvon Pétra, Pierre Pellizza) ; ils étaient deux en 1948 (Marcel Bernard, Abdesselam) et encore deux en 1970 (Goven, Jauffret). Pour Yannick Noah, sixième tête de série, c'était escompté. Mais pour le deuxième, on aurait cité plus volontiers Leconte ou Tulasne que Roger-Vasselin. Or c'est ce dernier *qui a causé l'agréable surprise* de s'aligner parmi les huit partants du *simple messieurs pour la* deuxième semaine des Internationaux.

Les deux journées du week-end n'ont pas manqué à la règle : le froid a davantage soufflé que le chaud sans pour autant décourager la foule venue assaillir en tenue de Lapons le stade de la porte d'Auteuil. Sur le central, samedi, un McEuroe au masque hermétique – sans doute prévenu qu'on ne lui passerait aucun écart – élimina au train son compatriote Gitlin, avant que Vilas ne dispute *une plaisante partie d'entraînement* avec Nastase, celui-ci se prêtant à des échanges *souriants* sous l'œil noir de l'ex-partenaire roumain de sa grande époque, Ion Tiriac. Le meilleur match du dimanche sur le même Central fut celui que remporta Noah aux dépens d'Alexander, derechef sur le score catégorique de trois sets à zéro (après Pecci et Dupré).

Résultat d'autant plus péremptoire que John Alexander, à trente et un ans, a encore de beaux restes, notamment dans le compartiment de la volée, et qu'il partage avec le numéro un français une classe athlétique hors du commun (le grand Australien excelle au golf, au criquet et au surf). Mais quand Alexander se montra incapable de boucler le deuxième set en sa faveur après avoir mené cinq jeux à deux et 30-0 sur son service, on comprit que Noah *reprendrait sa marche* victorieuse et ne connaîtrait plus de *« chaleurs »* ! *Toute la question* aujourd'hui est de savoir s'il est capable de conserver sa *belle* autorité devant l'opposant redoutable qui l'attend à l'étage noble du tournoi : Ivan Lendl, qui dut quelque peu batailler en début de match avec Brian Gottfried mais rétablit rapidement la situation.

Sur le mini-central, Connors (devant Fromm), Wilander (devant Bedel), Teltscher (devant Kuchna) n'avaient pas connu de problèmes, la meilleure prestation dans la petite arène demeurant celle de Christophe Roger-Vasselin devant Luna.

Doublures

Venant dans le rang de ses victimes après *Fritz (vainqueur de Fibak)* et Gunthardt, l'Espagnol Fernando Luna, vainqueur de José-Luis Clerc, était à mettre au rang des renvoyeurs subtils qu'il faut battre dix fois pour faire le point. Mais dans le domaine de l'intelligence du jeu, Roger-Vasselin ne le cède à personne. Né de mère anglaise, élevé à Putney *sur* le chemin de Wimbledon, champion cadet sur herbe, le longiligne français retrouva, dimanche, l'agressivité de son adolescence *en venant occuper le filet* à *toutes* les occasions. En fait de renvoyeur, *Luna fut renvoyé aux vestiaires fort* civilement.

Les matches de double ont commencé leurs débats sur les courts secondaires. *Le temps* n'est plus où les premières raquettes avaient à cœur de s'engager dans les trois épreuves (le double hommes en cinq sets, s'il vous plaît). Ce sont plutôt des associations de fortune, voire des « prix à réclamer » qui s'affairent maintenant à disputer des chances obscures.

Le seul double hommes intéressant *à suivre dans la perspective* de la future rencontre de coupe Davis, qui opposera la *France* au Paraguay, concernait les Sud-Américains Pecci et Gonzales. *Déjà* victorieuse des très confidentiels Ismail-Van Boeckel, l'équipe Pecci-Gonzales enleva au petit galop son deuxième tour sur la paire américaine des frères Strode. Parfaitement inconnus du grand public, Charles et Morris Strode, tous deux porteurs de casquette à longue visière mi-yachtman mi-pêcheur à la ligne, par là-dessous un teint de navet qui s'alliait à leur blondeur pâle, sont des « pros » à plein temps qui naviguent vers le deux cent trente-troisième rang du classement A.T.P. et écument les tournois de troisième zône à travers toutes les mers du globe : Guaruja Beach, Hongkong, Nagaveyama City, La Quinta... Il fallait les observer se préparant à recevoir les services du beau Pecci en trépignant d'un pied sur l'autre, la raquette tendue à la Hulot, pourfendre la nue avec de grands gestes, souverains de désinvolture, *servir à leur tour* après d'interminables colloques et de minutieuses préparations *pour finalement* bombarder leurs boulets dans *la toile. Le plus* touchant, le plus cocasse, c'était de les voir sur le court désert, abandonnés côté à côte sur un banc, commentant leur défaite : hochant de la visière à propos de leur prochaine stratégie, prêts à rallier d'autres cieux plus cléments où ne passerait pas une navette spatiale captivant tous les regards...

OLIVIER MERLIN.

A LA TÉLÉVISION

LUNDI 30 MAI
T.F 1

- En direct : 14 h à 18 h 20.
- Résumé à 23 h 10.

MARDI 31 MAI
TF 1

- En direct : 11 h à 12 h ; 14 h à 18 h 20.
- Résumé à 23 h 10.

Erreur de programme

Il y a eu l'offensive de charme entre la Hongroise Andrea Temes*vari, encore tout auréolée de son* succès aux Internationaux d'Italie, *et la Tchécoslovaque Hana Mand*likova. Avec le tennis fluide qui en *fit la championne de* Roland-Garros 1981, celle-ci a gagné (6-2, 6-1) le *droit de disputer* les quarts de finale contre l'Amé*ricaine Chris Evert-Lloyd, un peu à* la peine au quatrième tour face à *une autre Tchécoslovaque,* Helena Sukova (6-2, 3-6, 6-3).

Il y a eu le coup de fraîcheur donné à l'open par l'Américaine Gretchen *Rush. Elle* avait fait *les* gros titres l'an dernier en se qualifiant pour *les quarts* de *finale* de Flushing-Meadow alors qu'elle *était amateur. Elle a récidivé à la* Porte d'Auteuil en battant l'Argentine Ivana Madruga-*Osses* (6-3, 6-2), et elle n'est toujours pas passée professionnelle. Dans un sport où des gamines de quatorze ans sont « pro », elle perd délibérément la petite fortune que ses performances de meilleure junior mondiale en 1982 auraient pu lui assurer, pour terminer à l'université de San-Antonio (Texas) des études d'éducation physique et de biologie qui dureront encore au moins trois ans. Gretchen doit rencontrer au tour suivant sa compatriote Andrea Jaeger, sa cadette d'un an, millionnaire en dollars, qui fut finaliste des précédents Internationaux de France et qui l'élimina aux Internationaux des Etats-Unis.

Il y eut les larmes de Catherine Tanvier le jour de ses dix-huit ans. Handicapé par une douleur aux hanches qui la gênait pour exécuter son revers à deux mains, elle a été éliminée en huitième de finale par la Yougoslave Mima Jausovec (6-3, 6-3) qui avait gagné à *Roland-Garros en* 1977. Auparavant « Borguette », qui a aban*donné le short pour la jupette,* avait battu la Roumaine Virginia *Ruzici, championne 1978,* performance qui devrait la faire entrer dans les trente meilleures mondiales.

Il y eut tout cela pendant cette fin de première semaine où les dames ont joué devant des tribunes archicombles. Et il y eut une sorte de coup de tonnerre : l'élimination de l'Américaine Martina Navratilova, la championne en titre, la grandissime favorite. La vie de Martina est un roman moderne : la petite Tchécoslovaque qui aime le Coca-Cola demande l'asile politique aux États-Unis. La jeune apatride qui se *goinfre de sucreries a un corps* d'homme. La gauchère qui souffre *de la cyclothymie des Slaves a* une vie affective perturbée. La *néo-Américaine qui a gagné* près de 1,5 million de dollars en 1982 *collectionne les voitures de luxe,* se couvre de bijoux et élève des *toutous. Et la championne,* qui a trouvé un certain équilibre au sein d'un clan composé d'une ancienne joueuse de basket-ball et d'une ophtalmologiste transsexuelle, aligne les victoires. La voilà de nouveau championne du monde.

L'an passé, après avoir gagné les Internationaux d'Australie, elle s'est imposée à Paris et à Wimbledon avant d'échouer dans sa quête du grand chelem en quarts de finale à Flushing-Meadow. Elle gagna néanmoins quatre-vingt-dix des quatre-vingt-treize matches disputés cette année-là. Depuis qu'elle a cédé le titre australien à Chris Evert-Llyod, en décembre *dernier, elle n'avait* plus perdu une rencontre : trente-neuf *succès de rang.*

A la base de ses victoires il y a *un ordinateur qui analyse jour* après jour l'état physique et psy*chique de la championne pour* permettre à un nutritionniste, Ro*bert Haas, et à un pychologue,* Rick Elstein, de concocter régime *et conseils pour vaincre.* Avec Navratilova, le tennis est entré dans *l'ère bionique. Qui pouvait arrêter* Martina ?

*Une brunette qui n'a pas en*core dix-huit ans, Katy Horvath, championne juniors de Roland-Garros en 1980. C'est l'anti-Martina *parfaite. Elle est droitière.* Elle peut jouer des heures sur la ligne de fond, elle est seule sur le circuit depuis qu'elle a été renvoyée du camp d'entraînement de Nick Bollettieri pour manque d'assiduité à l'entraînement. Et comme toutes les jeunes Américaines elle ne doute de rien. Pas même de pouvoir battre Navratilova. Version féminine de David et Goliath, Katy bombarda donc le revers de Martina, le point faible. Après trois sets (6-4, 0-6, 6-3) expédiés en cent cinq minutes, Navratilova, écœurée, décida de boucler ses valises. Il y un ordinateur qui va se faire siffler dans les programmes. Et il y a le joli minois de Horvath à suivre dans son quart de finale contre la Yougoslave Jausovec.

ALAIN GIRAUDO.

RUGBY

Vendanges biterroises

L'A.S. Béziers, l'ogre de l'ovale, qui disputait samedi 28 mai, au Parc des Princes, la finale du championnat de France pour la quatorzième fois depuis 1960, a croqué le R.R.C. Nice, le petit Poucet azuréen : *deux essais, un drop et une pénalité contre un drop et une pénalité.* Au total 14 à 6 au tableau d'affichage.

Des finales apocalypse, il y en avait déjà eu, *comme* celle de 1979 entre le R.C. Narbonne et le S.T. Bagnères. *Rugby-manif,* rugby-émeute... On s'est empressé de les oublier, comme des cauchemars. Mais cette bataille pour le Bouclier de Brenus, disputée par l'A.S. Béziers et le R.R.C. Nice, qui s'est terminée de façon détestable par le déferlement d'une horde de supporters rouge et bleu sur la pelouse du Parc des Princes, il n'est pas question de la passer comme cela en compte pertes et profits, car cette finale fut riche d'enseignements pour l'ovale.

Le *premier a été* que le travail est payant. Les Biterrois, qui allaient *conquérir leur dixième titre,* ont montré encore une fois l'efficacité prodigieuse de *leur «chambre* des machines», parfaitement rodée à ces mêlées ouvertes où les *«vieux»*, Palmié, Vaquerin, Martin, ont plongé la *tête* la première pour en extraire encore et toujours le ballon. Ces conquêtes dynamiques du «cuir» sont une sorte d'assurance tous risques contre les déferlements d'avants adverses aussi courageux et aussi athlétiques que l'étaient ceux de Nice. Il y a un tour de main, une science dont les entraîneurs devraient se transmettre la recette.

Le deuxième enseignement de *cette finale a été que* les *deux* meilleurs packs du championnat pou*vaient aussi faire jouer leurs* attaquants, et fort bien. Les avants biterrois et niçois ayant une solide réputation de combattants, on avait pu craindre que leurs affrontements ne se réduisent à un entrechoc de crânes. Les premières lignes se défièrent bien comme de jeunes cerfs au printemps, mais les demis, Vachier et Escande pour Béziers, Pierre et Pédeutour pour Nice, ne stérilisèrent pas à coups de pied les ballons conquis devant.

La troisième leçon de cette finale a été que l'expérience est un capital inappréciable. *Elle a été la clé de ce* match. Dans le jeu de champ, Nice aurait plutôt dominé Béziers. Pas très nettement, mais suffisamment pour faire la différence contre toute autre équipe. Mais aucun club ne joue Béziers comme une autre équipe. Il y a un surcroît de nervosité d'un côté et un surcroît de savoir-faire de l'autre. La nervosité a fait que Pédeutour manqua, dès la première minute, une pénalité des vingt deux mètres, comme il les passait habituellement les *yeux fermés.* Le savoir-faire, c'était l'essai de Vachier *qui intercepta,* à *la septième* minute, une passe mal assurée de Pierre dans l'en-but niçois ou encore l'essai d'Escande, qui fila aplatir, à la quatre-vingtième minute, derrière une mauvaise touche. Il y avait là l'empreinte laissée au club par Richard Astre, le grand chapardeur.

Au total, on pourrait voir dans ce résultat de funestes présages pour le rugby français. Ne conviendrait-il pas, en effet, de s'interroger sur l'avenir d'un sport où une équipe maintient son hégémonie avec des grognards qui ont une décennie de matches derrière eux ? Pourtant, l'inquiétude ne devrait pas être de mise. Les Niçois qu'on a vus samedi ont les moyens de Béziers avec un Orso, troisième ligne phénomène, qui, avec trois ans de rugby dans les jambes, tint plus que tête au redoutable vétéran Palmié, et avec un Herrero, ce talonneur qui allia la précision des lancers à l'ardeur au combat. Les Azuréens ont aussi l'audace des attaquants basques avec à l'arrière un Barthélemy qui *« pète comme un bouchon de champagne »* dès qu'il a le ballon, et avec, au centre un Trautmann qui est complet en attaque et en défense. C'est une belle réussite de pouvoir présenter une aussi bonne équipe avec une histoire rugbistique aussi courte.

Si les supporters biterrois n'avaient pas envahi le terrain lorsque leur équipe mena 10-6, à quelques minutes de la fin, les Niçois, avec un tel potentiel, auraient peut-être pu prendre l'avantage, comme ils l'avaient fait en quart de finale contre Pau et en demi-finale contre Agen.

On ne refait pas un match avec des «si». Béziers a donc gagné. On peut s'en réjouir, car la relève est prête.

A. G.

PROTECTION A REVOIR

Le service d'ordre affecté au Parc des Princes lors de la finale du championnat de France de rugby, samedi 28 mai, était-il insuffisant comme le souligne la Fédération française de rugby ? Selon la préfecture de police, il y avait environ trois cents policiers (trois compagnies et demie de C.R.S. et trois sections de gardiens de la paix) chargés de la sécurité, ce qui est habituel. Cependant, les forces de l'ordre ont manifestement été débordées par les supporters, notamment ceux de l'Association sportive biterroise, et les C.R.S. n'ont pu à la fin du match qu'assurer la protection de la tribune présidentielle.

***Déjà,* lors de la finale de la Coupe de France de football en 1982, des incidents semblables s'étaient produits. Il avait alors été décidé de renforcer les grilles de protection séparant le terrain de la fosse située au pied des tribunes. Ce système avait été expérimenté par des moniteurs de la préfecture de police qui en avaient éprouvé l'infranchissabilité. On avait renoncé à installer des barrières plus hautes pour ne pas gêner la visibilité et à placer des barbelés au fond de la fosse.**

Le système de protection devra donc de nouveau être amélioré dans la perspective du championnat d'Europe de football prévu en France en 1984. Dans l'immédiat, on précise à la mairie de Paris qu'une réunion est prévue entre les responsables de la police et la F.F.R. pour remédier à ces débordements. M. Albert Ferrasse, président de la F.F.R. a annoncé que des sanctions seront prises contre le club dont les supporters sont à l'origine des perturbations à la fin du match.

BASKET-BALL

Le championnat d'Europe

Échec et désunion dans le camp français

L'équipe de France ne participera pas aux demi-finales du championnat d'Europe de basket-ball, qui ont lieu à partir du 1er juin, à Nantes. Les Français *ont été battus, samedi 28 mai,* par les Espagnols (75/73) et, dimanche 29 mai, par les Italiens (*100/80*). Trois équipes du groupe A sont encore en compétition pour l'attribution des deux places qualificatives : l'Italie, la Yougoslavie et l'Espagne. Dans le groupe B, qui a lieu à Caen, l'U.R.S.S., après sa *victoire contre* la R.F.A. *et celle contre* les Pays-Bas, défendra son titre. La R.F.A., les Pays-Bas et la *Pologne* joueront ce lundi leur qualification.

Limoges. – *« Dao, démission ! »* A Limoges, le public ne fait pas de complexe. *Il* applaudit inconditionnellement l'équipe de France, il tempête contre les formations étrangères. Mais il n'hésite pas non plus à réclamer le départ de l'entraîneur français.

Pierre Dao, pourtant, ne démissionnera pas. Si la Fédération française de basket-ball, au terme du championnat d'Europe, lui demande de s'en aller, il s'effacera. *« Dans la victoire comme dans la défaite, je reste solidaire des joueurs. »*

Après la défaite, samedi, contre l'Espagne (75 à 73), fermant les portes des demi-finales, Pierre Dao ne pouvait plus atteindre son objectif.

Cette défaite prend dans le fief français du basket, *une allure de catastrophe.* Perdre, d'une part, de vingt points (100 à 80) face à des Italiens – fussent-ils vice-champions olympiques – était intolérable pour les Limougeauds. Voir leur idole Apollo Faye rester sur le banc des *remplaçants était, d'autre part, inac*ceptable. Le bel Apollo, mains de forgeron et biceps de culturiste, a même été hué par ses propres partisans !

De notre envoyé spécial

Dans le camp français, l'ambiance n'est pas spécialement propice à la réalisation de grands exploits. *« Un entraîneur d'équipe de basket,* dit Pierre Dao, *a cinq amis – ceux qui jouent – et sept ennemis – ceux qui restent sur le banc. »* Alain Larrouquis et Jacques Monclar n'ont guère apprécié que le patron de l'équipe de France les laisse trop longtemps à leur gré sur la touche.

Ces affaires se sont certes arrangées avec Monclar qui a joué – un *peu – contre* l'Espagne. *Cela n'a pas* été le cas avec Larrouquis, qui a fini pas claquer la porte sans mot dire.

L'histoire serait anecdotique si l'amitié régnait vraiment au sein de l'équipe française.

La présence d'Apollo Faye, vedette parmi *les vedettes,* n'arrange pas les affaires de l'entraîneur français. Le Limougeaud d'adoption fait ici ce qu'il veut et ne s'émeut guère de l'autorité de Dao. Ses escapades nocturnes ont fini par irriter les joueurs sérieux qui, eux, font ban*quette.*

Les deux échecs des basketteurs français qui, au cours d'une préparation longue de six mois, ont *joué* vingt-sept matches, mettent en cause non seulement l'équipe de France, mais aussi la façon dont sont conduites les affaires par la Fédération française.

Les critiques n'émanent pas des *entraîneurs dévorés par une quelcon*que ambition, mais de joueurs soucieux du développement de leur sport et qui s'étonnent que *« des internationaux ne sachent ni tirer à mi-distance ni attaquer une défense de zone ».*

Critique que Pierre Dao balaie d'un geste : *« Les entraîneurs feraient mieux de travailler ; nous aurions alors des joueurs avec qui il serait possible de progresser. »* Ces propos *mettent directement en cause* la politique pratiquée depuis toujours par les responsables fédéraux plus soucieux de développer un professionnalisme qui ne veut pas dire son nom que de mettre en place une formation des entraîneurs et des jeunes. *Il y aura d'ici peu des règlements de* compte à la Fédération fançaise de basket.

GILLES MARTINEAU.

Les résultats

Athlétisme

RECORD AU DISQUE

Le Soviétique Youri Dumtchev a battu le record du monde du lancer du disque, le 29 mai à Moscou, avec un jet de 71,88 mètres. L'ancien record était détenu par l'Allemand de l'Est Wolfgang Schmidt avec 71,16 mètres.

Basket-ball

CHAMPIONNAT D'EUROPE

GROUPE A (Limoges)

Italie b. Grèce	108-83
Yougoslavie b. Suède	103-84
Espagne b. France	75-73
Yougoslavie b. Grèce	77-76
Italie b. France	105-80
Espagne b. Suède	81-75

Classement : 1. Italie, 8 pts ; 2. Yougoslavie et Espagne, 7 ; 4. Grèce et France, 5 ; Suède, 4.

GROUPE B (Caen)

Israël b. Pologne	64-62
U.R.S.S. b. R.F.A.	90-69
Tchécolovaquie b. Pays-Bas	90-63
R.F.A. b. Pologne	85-82
U.R.S.S. b. Pays-Bas	112-63
Israël b. Tchécoslovaquie	93-89

Classement : 1. U.R.S.S., 8 pts ; 2. Israël, R.F.A. et Pays-Bas, 6 ; 5. Tchécoslovaquie et Pologne, 5.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Matches en retard.)

*Nancy b. Strasbourg	2-1
*Mulhouse b. Monaco	2-1

Deuxième division

(Match aller de barrage.)

*Nîmes b. Reims	3-1

Gymnastique

CHAMPIONNATS D'EUROPE

Les championnats d'Europe, qui ont pris fin le 29 mai à Varna, ont consacré le plus jeune lauréat de leur histoire avec le Soviétique Dimitri Bilozertchev qui a obtenu quatre médailles d'or au concours général, au saut de cheval, aux anneaux et à la barre fixe. Le premier Français, Laurent Barbieri, a terminé dix-septième au concours général. Philippe Vatuone, dix-neuvième, a remporté deux médailles de bronze au sol et à la barre fixe.

Tennis

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

SIMPLE MESSIEURS

Seizièmes de finale

TROISIÈME QUART DU TABLEAU

Higueras (Esp., 7) b. Filiol (Chili, 60), 6-4, 6-2, 6-4 ; Gomez (Equ., 39) b. Glickstein (Israël, 35), 4-6, 7-5, 6-3, 3-6, 6-4 ; Arias (E.-U., 12) b. Hocevar (Brésil, 36), 6-4, 5-7, 7-6, 6-2 ; Vilas (Arg., 4) b. Nastase (Roum., 147), 6-1, 6-2, 6-1.

QUATRIÈME QUART DU TABLEAU

Wilander (Suède, 5) b. Bedel (Fr.), 6-1, 4-6, 6-4, 6-1 ; Sandstrom (Suède, 20) b. Nystrom (Suède, 84), 7-5, 6-3, 2-6, 6-1 ; Teltscher (E.-U., 16) b. Kuchna (Fr.), 6-3, 7-6, 6-3 ; McEnroe (E.-U., 2) b. Gitlin (E.-U., 85), 6-3, 3-6, 6-3, 6-1.

Huitièmes de finale

PREMIER QUART DU TABLEAU

Connors (E.-U., 1) b. Fromm (E.-U., 57), 6-2, 6-1, 6-1 ; Roger-Vasselin (Fr., 130) b. Luna (Esp., 59), 6-2, 6-3, 1-6, 6-1.

DEUXIÈME QUART DU TABLEAU

Noah (Fr., 6) b. Alexander (Aust., 30), 6-2, 7-6, 6-1 ; Lendl (Tch., 3) b. Gottfried (E.-U., 11), 7-6, 6-4, 6-3.

SIMPLE DAMES

Huitièmes de finale

PREMIER QUART DU TABLEAU

K. Horvath (E.-U., 33) b. M. Navratilova (E.-U., 1), 6-4, 0-6, 6-3 ; M. Jausovec (Youg., 44) b. C. Tanvier (Fr., 43), 6-3, 6-3.

DEUXIÈME QUART DU TABLEAU

T. Austin (E.-U., 4) b. K. Jordan (E.-U., 23), 6-3, 6-1 ; J. Durie (G.-B., 27) b. K. Rinaldi (E.-U., 15), 6-3, 5-7, 6-1.

TROISIÈME QUART DU TABLEAU

F. Rush (E.-U., n.c.) b. I. Madruga-Osses (Arg., 31), 6-3, 6-2 ; A. Jaeger (E.-U., 3) b. A. Hobbs (G.-B., 69), 6-2, 6-4.

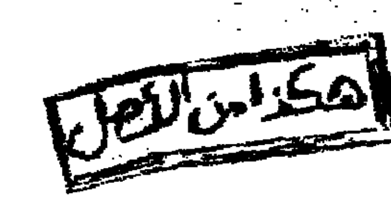
QUATRIÈME QUART DU TABLEAU

H. Mandlikova (Tch., 9) b. 10. A. Temesvari (Hong., 14), 6-2, 6-1 ; C. Evert-Lloyd (E.-U., 2), b. H. Sukova (Tch., 20), 6-2, 2-6, 6-3.

Voile

TRANSAT EN DOUBLE

A mi-chemin entre Lorient et les Bermudes, Eugène Riguidel et Jean François Le Menec ont déchiré la grand voile de leur trimaran géant William Saurin. *De la première place, ils ont ainsi rétrogradé à la cinquième dans la journée du 29 mai. Daniel Gilard et Halvard Mabire se retrouvent désormais en tête sur le trimaran* Brittany Ferries, *vainqueur de la Twostar 1981 avec les Britanniques Chay Blyth et Robert James. A la deuxième place sont pointés le Suisse Pierre Fehlman et Jean-Yves Terlain* (Meccarillos) *qui ont opté pour la route la plus au Nord. La première concurrente, Florence Arthaud, et son équipier, Patrick Maurel* (Biotherm II), *troisièmes, précèdent le catamaran de Pierre Follenfant et Jean-François Fountaine.*



Le Monde

culture

ARTS

MOURIR POUR MANET ?

Peu de peintres auront autant entendu d'insultes, autant supporté de rires que Manet. La superbe monographie de Georges Bataille rééditée à l'occasion de la rétrospective Manet, rappelle l'énormité du rire coléreux qui accueillit sa peinture. Ce qu'alors le goût bourgeois ne supportait absolument pas, aujourd'hui il en redemande. Vendredi, l'exposition Manet était fermée au public pour fait de grève. Instantanément, un important et bruyant groupe de sept personnes se rassembla devant le commissariat du Grand Palais. Le vent était à l'émeute. Pêle-mêle furent dénoncés les syndicats, les grèves, la décadence, les pouvoirs publics, « ce » régime, le scandale enfin de ne pouvoir admirer Manet.

On vit un homme décoré se détacher bravement du lot et, à deux pas de l'agent de service (la vraie détermination ne tremble devant rien), rajouter au crayon rouge sur l'affichette qui prévenait de la grève ce bouleversant cri de colère : « Ceci mérite des coups de pied au c. ».

A l'époque des scandales provoqués par la peinture de Manet, les critiques n'hésitaient pas à écrire, comme un certain Jean Ravenel cité par Bataille, que de tels tableaux pourraient « exciter une sédition ». *Personne ne se doutait alors qu'un jour l'empêchement de les contempler pourrait, chez les mêmes, susciter des ardeurs de militants.*

FRANCIS MARMANDE.

UN REMBRANDT FASCINANT...

La galerie d'art du Dulwich college, au sud de Londres, possède un Rembrandt très désiré. C'est le portrait de Jacob de Gheyn (30 × 45 cm)) chef-d'œuvre de pénétration psychologique peint en 1632. Elle ne l'a plus depuis la nuit du vendredi 27 au samedi 28 mai. Le tableau a été volé.

Ce n'est certes pas la première fois qu'une œuvre d'art est dérobée dans un musée, mais ce Rembrandt exerce une fascination particulière : en quinze ans, c'est la quatrième fois qu'il est emporté. La première en 1967 avec un lot de tableaux, la deuxième en 1973 par un peintre qui a déclaré vouloir en faire la copie, et enfin en 1981 par un amateur qui demandait une rançon d'un montant tel, que le musée y a vu la justification de notables dépenses pour moderniser ses dispositifs de sécurité, ce qui a, cette dernière fois, permis à la police d'être sur place trois minutes après l'alarme. En vain.

Estimé 10 millions de francs, le Rembrandt de Dulwich college est invendable, étant très connu. Peint sur panneau de bois, il est très fragile, notamment sensible au changement de température, comme nous l'apprend la mise en garde lancée par le musée à ses ravisseurs.

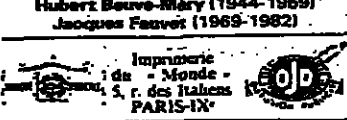
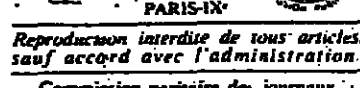
J.M.

MORT DU PEINTRE ROGER VAN ROGGER

On apprend la mort, survenue le 11 mai, du peintre Roger Van Rogger. Il était né le 3 mai 1914 à Anvers. Influencé notamment par Permeke, il avait commencé à peindre très jeune. En 1939, il se réfugia dans le midi de la France, fut le métayer de Jean Giono et, dans les rangs de la Résistance, fut en contact avec René Char. En 1943 il réussit à gagner le Brésil. Il y resta six ans et fut un des premiers exposants de la Biennale de Sao-Paulo, puis, à New-York, où il eut quelque succès, le Metropolitan Museum acquit une de ses toiles. Rentré en France en 1952, il se retira à Bandol.

Abandonnant la figuration pour l'abstraction, il poursuivit son œuvre, bien qu'il se heurtât à un silence total, qu'une association récemment créée cherche à rompre.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°


Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

THÉATRE

KEAN, de Sartre, à l'Athénée

La pièce de Dumas était mieux

Dans sa version originale, écrite en 1835, la pièce d'Alexandre Dumas, *Kean*, est vive, bien menée, gaie, émouvante, elle pourrait être jouée telle quelle sans lâcher son public une seconde.

Cette pièce donne beaucoup d'informations justes sur le métier de comédien, et sur l'inquiétude constante d'un art dont les créations disparaissent, ne laissent pas de trace sensible. Dumas analyse en particulier les difficultés de carrière des actrices. Et toutes les scènes qui montrent la vie des acrobates, des saltimbanques, sont très belles.

L'adaptation de Sartre détériore sensiblement la vraie pièce de Dumas. Sartre a rallongé une intrigue amoureuse assez banale, il a supprimé les informations vues, bien vécues, sur la vie et l'art de l'acteur, il les a remplacées par des astuces de dialectiques, un peu vaines, plutôt formelles, sur la vérité et le mensonge du jeu, sur le roi qui n'est pas un roi, etc. Il a coupé presque entièrement les séquences sur les forains. Et le Kean de Dumas, qui était une personne intelligente, attentive à autrui, calme, devient chez Sartre plutôt une entité, un beau parleur fort en voix – il est possible que Sartre ait pensé au numéro assez formidable de cabotinage que donnait Pierre Brasseur dans *les Enfants du paradis*, quand il interprétait Frédérik Lemaître jouant un mélodrame.

Au Théâtre de l'Athénée, Jean-Claude Drouot reprend le rôle de Kean dans l'adaptation de Sartre, qu'il met en scène. La première partie de la soirée, de 20 heures à 22 heures, n'est pas ennuyeuse, car Sartre garde un peu de l'allant charmant de Dumas, et les situations sont assez drôles : Drouot a des biceps, du coffre, une gentillesse naturelle, et sa mise en scène est efficace, solide.

Mais, après l'entracte, de 22 h 15 à près de minuit, la pièce devient beaucoup plus faible, Sartre a déjà aligné ses phrases intellectuelles sur les paradoxes de l'acteur, il n'a plus grand-chose à dire, et comme il a déconstruit le scénario habile de Dumas, il se retrouve avec une suite de fausses fins, de scènes sans dynamique, et le spectateur, à force de bâiller, risque de se déboîter la mâchoire, ce qui est toujours désagréable.

Le décor (d'Ursus) est sans histoires. Les costumes sont assez quelconques, un peu genre dramatique-télé, sauf les robes que porte Maryvonne Schiltz, de toute beauté, des robes de rêve, de fée – les costumes sont l'œuvre de Maryvonne Schiltz, c'est une coïncidence. La distribution – Jean-Claude Drouot, Sophie Deschamps, Philippe Bianco, Vincent Garanger, entre autres – est sympathique.

MICHEL COURNOT.

★ Athénée, 20 heures.

DOM JUAN A VITRY

L'intelligence

Une jeune compagnie du Mans, le Théâtre du Radeau, et le metteur en scène François Tanguy, viennent à Vitry présenter un travail intéressant sur le *Dom Juan*de Molière.

Décor de fortune (quelques draps, des bougies) employé avec beaucoup d'intelligence pour figurer des lieux, des temps ou des imaginations.

Un sens sûr du rythme et une économie d'images permettent de donner la dynamique exacte, géniale, du « montage » abrupt de cette pièce, la plus personnelle de Molière, la plus jeune.

Interprétation scrupuleuse, contradictoire, riche, naïve, rouée, du personnage de Sganarelle, et présentation très attachante aussi de Dom Juan, de sa fuite en avant à travers un certain « dandysme » trop affecté pour être vrai. Et toute la question religieuse, ce ciel invoqué et provoqué à tout propos, cette prise à parti de l'hypocrisie, sont traités comme dans une transparence assombrie, un peu honteuse.

Yves Adler, Philippe Antoine, Dominique Bénard, Laurence Chable, Jack Coudert, Jacqueline Guillet, se montrent excellents acteurs.

Donc, un spectacle de rare qualité, qui promet, et Jacques Lassalle a eu raison d'accueillir cette jeune troupe du Mans dans son théâtre de Vitry.

M. C.

★ Théâtre Jean-Vilar à Vitry, 21 heures.

VARIÉTÉS

Le cirque imaginaire de Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thiérrée

Le cirque a perdu la plus grande partie de son public. Quelques grands chapiteaux réussissent encore à faire le plein comme Krone en Allemagne et Knie en Suisse, mais en se soumettant au rythme de plus en plus difficile imposé par une crise irréversible du genre. D'autres, à l'exemple de la famille Gruss, retournent aux sources avec les moyens de l'artisanat, reprennent une tradition perdue, s'efforcent de redonner au spectacle de la piste sa fraîcheur, sa poésie naïve.

La piste circulaire accolée aujourd'hui à l'image du cirque n'est apparue que vers 1760, avec une démonstration d'équitation près de Salisbury. Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thiérrée ne l'oublient pas quand, eux aussi, à leur manière, ils reviennent aux temps anciens, à l'époque de la Renaissance avec les montreurs d'animaux, les colporteursd'illusion et les bateleurs haranguant les étoiles et parcourant inlassablement les routes de l'Europe.

Victoria Chaplin est née à Santa-Monica aux États-Unis et a étudié la musique et la danse en Suisse, avant de rencontrer Jean-Baptiste Thiérrée, ancien comédien chez Roger Planchon, Jean-Louis Barrault et Peter Brook, amoureux du mélodrame de l'époque du boulevard du Crime et fasciné par le cirque, qu'il retrouve justement un peu avant de faire la connaissance de la fille de Charlie Chaplin.

Ensemble, ils créent le cirque Bonjour et promènent leur chapiteau d'une ville à l'autre, d'un village à l'autre, en présentant un programme sans domptage de lions ni exercice équestre, ni saut de la mort : simplement un spectacle constitué avec de l'imagination, de la fantaisie et de l'émotion. De pays en pays, d'année en année, Jean-Baptiste Thiérrée et Victoria Chaplin abandonnent progressivement tous les sentiers conventionnels et façonnés du cirque, et se retrouvent à deux artistes, plus deux canards, un corbeau et deux lapins.

Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thiérrée savent que les rêves inventent leurs propres espaces. Ils ont aujourd'hui délaissé le chapiteau, et, installés à Bobino, ils jouent sur le merveilleux, sur l'imaginaire, déroulent, sur un rythme soutenu, un très beau spectacle constitué d'exercices d'équilibre, de force et de malice, de petits riens, de poésie et de tendresse, de grâce et de souplesse.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Bobino, 20 h 30.

MUSIQUE

« OPÉRA-LOUFFE » par la Péniche-Opéra

Le rire par le rire

La Péniche-Opéra a rejoint la terre ferme pour présenter son nouveau spectacle, *Opéra-louffe*, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris; mais n'a pas perdu son humeur vagabonde, puisqu'elle va le transporter immédiatement au Palais des glaces. Pour les déjà fameux *Rêves d'écluse*, Jean-Claude Pennetier, Mireille Laroche et Pierre Danais avaient puisé dans le trésor de nos grands-parents ces étourdissantes « folies d'opérette ». Ils ont corsé la difficulté cette fois en misant sur des créations de compositeurs « savants » d'aujourd'hui. Leur prétention avouée était de nous faire rire en musique. Double difficulté, résultat juste passable.

Les compositeurs choisis ne méritent pas la moyenne ; ils n'ont pas traité le sujet : bien peu de musique organisée pour accompagner clowneries et loufoqueries chez Alain Louvier (malgré son trio de Schoenberg « écrit pour le congrès de démonologie marxiste de Moscou »), Guy Reibel (dans une adroite mais interminable bataille de mots sous le patronage de Rabelais), Amaury du Closel (pantalonnade de sous-Feydeau) et Georges Aperghis, où cependant quelques notes judicieuses prolongent le comique assez terrifiant d'un monologue de Devos.

Seule Graciane Finzi a fourni un opéra-bouffe bien troussé, dans la manière de Menotti qu'appelait *Five o'clock tea*, cette histoire de vieilles dames minables qui font tourner des tables avec Frankenstein pour médium : Dracula, Blanche-Neige, King-Kong, Tarzan, Zorro et Méphisto apparaissent.

Le meilleur du spectacle, c'est une troupe pétillante, remarquablement rodée (chanteurs et instrumentistes) dans des sketches-maison de Pennetier (*la Truite* de Schubert façon Hoffnung), Danais et Bernard Brocca : « Exercices matinaux pour rire et chanter, concours de rires, classification des rires sonores », avec un abattage qui rappelle parfois les Frères Jacques, plus souvent les Branquignols. Il reste difficile de faire rire avec le rire.

J. L.

★ Au Palais des glaces (37, faubourg du Temple) : *Opéra-louffe*, du 1er au 5 et du 15 au 19 juin ; *Rêves d'écluse*, du 7 au 12 juin et du 21 juin au 24 juillet (21 heures).

■ **Les six cent quatre-vingt choristes du mouvement A Cœur-Joie de la région Paris-Est se réuniront à Créteil les 11 et 12 juin. Un concert aura lieu à 16 heures à la Maison des arts et de la culture de Créteil.**

■ **A propos du projet définitif choisi pour la Tête Défense (*le Monde* du 27 mai), l'Institut français d'architecture et l'Établissement public pour l'aménagement de la Défense organisent, le 1er juin à 20 heures, un débat public en présence de M. Robert Lion, président du jury, et des organisateurs et lauréats du concours où s'étaient affrontés 424 projets. (Amphithéâtre Poincaré de l'ancienne École polytechnique, 1, rue Descartes, Paris 5e.)**

« KATIA KABANOVA », à Bruxelles

Déplacer le regard

En deux ans à peine, la nouvelle Monnaie de Bruxelles s'est imposée, sous la direction de Gérard Mortier, comme un des lieux principaux d'expérimentation de l'opéra, avec des spectacles très abstraits, sophistiqués et rigoureux, d'une conception, semble-t-il, plus germanique que française.

Katia Kabanova, de Janacek, réalisé par un jeune metteur en scène de théâtre belge, Philippe Sireuil, ne fait pas exception. Comme dans *Wozzeck* et *la Clémence de Titus*,on évolue dans un univers blanc et gris où l'univers scénique est complètement recréé. « *C'est avec une certaine sérénité*, écrit le dramaturge Jean-Marie Piemme, *que nous avons tourné le dos à une* Katia *de tradition faite de village russe, de rudesse paysanne, de bigoterie caricaturale, de Volga envoûtante et mystérieuse* ».

Du coup le décor unique de Jean-Claude de Bemels offre à gauche un miroir gigantesque sur le marbre d'une cheminée monumentale aux trois quarts engluée dans le plancher (miroir qui se tournera à la fin vers la salle pour nous indiquer que, bien entendu, nous sommes tous responsables du suicide de Katia) ; à droite, un grand rideau plissé s'ouvre sur un mur sinistre et lézardé, mince anfractuosité par laquelle Katia entreverra un rayon de liberté illusoire, symbole de l'amour interdit qui lui permettra d'échapper quelques jours à l'emprise oppressante de sa belle-mère, avant que le poids social l'amène à confesser publiquement sa faute et à se noyer.

Les costumes des personnages situent l'action dans une bourgeoisie cossue de 1920 (date de l'œuvre) plutôt que de 1860, les rendez-vous d'amour à bicyclette ayant un petit air « congés payés du Front populaire ».

L'ambition avouée de ces partis pris est de « *déplacer le regard et l'écoute. Toute représentation devient ainsi une problématique qui se donne à lire et à sentir, faite du tissu des interrogations qu'on adresse à ce qui est représenté* ». Mais, dans la mesure où l'on « déplace » une œuvre inconnue de la quasi-totalité des spectateurs, comment ceux-ci peuvent-ils s'y reconnaître ? Et comme on n'a pas encore inventé de « déplacer » la musique elle-même, celle-ci fournit un démenti constant à ce qui se voit sur la scène, ou plutôt fournit à l'auditeur le décor qu'on lui refuse.

Car l'orchestre de la Monnaie, superbement dirigé par Sylvain Cambreling, ne fait pas dans l'abstraction : il peint la nature, la Volga, l'orage, avec une vivacité de couleurs et d'images saisissante, autant qu'il accentue l'intensité des scènes dramatiques et des sentiments dans toute leur fraîcheur native.

L'équilibre alors se rétablit et nous acceptons cette régie dépouillée qui exprime bien l'essentiel du conflit social et le contraste entre l'âme de feu de Katia et la médiocrité de son entourage, même si souvent la naïveté de personnages foncièrement campagnards cadre mal avec cette évocation trop bourgeoise et confinée. Tous sont pourtant justement typés dans cette distribution (très internationale pour un ouvrage chanté en tchèque), en général d'un bon niveau, dominée par la puissante et émouvante Katia d'Ellen Shade.

« *Il se passe toujours quelque chose* » à la Monnaie, où l'on pourra voir la saison prochaine, en octobre, une grande création de Philippe Boesmans, *la Passion de Gilles* (mise en scène Daniel Mesguich), ainsi que *Capriccio* (Cox), *la Bohème* (Drese), *Pelléas* (Delvaux), *le Trouvère* (Constant), *le Vaisseau fantôme* (Deflo), *les Noces de Figaro* (von Dohnanyi), *Cosi fan tutte* (Bondy) et les reprises de *Don Carlo* et d'*Idoménée*.

JACQUES LONCHAMPT.

■ **Le pianiste français Pierre Volondat a remporté le 29 mai à Bruxelles le premier prix du Concours international de musique Reine-Elisabeth.**

DANSE

LE BALLET RAMBERT AU THÉATRE DE LA VILLE

Affaire de tempérament

Ce n'est pas une compagnie fracassante, ni une grande compagnie : elle ne compte que dix-huit danseurs à la technique honnête. Pourtant elle donne une impression de cohérence, de force vitale, peut-être parce qu'elle a su demeurer fidèle à l'esprit de Marie Rambert, sa fondatrice, décédée voici deux ans.

Jeune Polonaise venue à Paris en 1926 pour étudier la médecine, comme sa compatriote Marie Curie, Marie Rambert, fascinée par Isadora Duncan, tombe amoureuse de la danse. Assistante chez Dalcroze, elle est choisie par Diaghilev pour apprendre aux danseurs des Ballets russes à décomposer les rythmes du *Sacre*, que prépare Nijinqky. Elle se fixe ensuite à Londres, où elle aura une influence déterminante sur le ballet contemporain britannique.

Marie Rambert est une découvreuse de talents, et non une chorégraphe, et c'est sans doute pour cela que la troupe peut aujourd'hui survivre à sa disparition. Après une première vague de succès et de créations avec Frédéric Ashton, Antony Tudor..., elle fait appel à une nouvelle génération de danseurs formés par la London Contemporary School à la technique Graham. Trois d'entre eux, Richard North, Richard Alston, Christopher Bruce, vont alimenter régulièrement le répertoire de la compagnie. Pour la troisième fois, le Théâtre de la Ville présente leurs chorégraphies où chacun affirme sa différence de tempérament.

Robert Nort, est sourtout connu pour son irrésistible charge, *Troy game*, fête du muscle sur des musiques brésiliennes, et *Wings*, véritable poème de l'espace. Cette fois il propose une œuvre en demi-teinte, plaisante, *Priaboutki*, évocation onirique de personnages de Picasso sur des airs de folklore russe de Stravinski. La danse est parfaitement accordée à la musique. En revanche *Lonely Town, Lonely Street*, illustration de la jeune faune des villes manque de rythme et d'invention ; on y retrouve les clichés des divertissements de jazz pour télévision. Il manque la vitesse, la fougue d'un Louis Falco dans *Tutti frutti*, créé par cette même compagnie.

Christopher Bruce est plus dramatique. Préoccupé surtout de dénoncer les oppressions politiques et sociales, il développe des chorégraphies puissantes, dynamiques, fortement structurées, dans un langage rappelant assez Graham ou José Limon. C'est un visionnaire. Son *Berlin requiem*, fresque en clair-obscur, illustre un texte de Brecht (musique de Kurt Weill) sur les horreurs de la guerre dans un style expressionniste un peu trop articulé, (on pense aussitôt à la *Table verte*, de Kurt Jooss). Mais la séquence « de la fille noyée » avec sa danseuse, passant d'un porteur à l'autre comme un pantin désarticulé, est d'une intense beauté.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre de la Ville, 20 h 30, second programme à partir du 31 mai (P. Taylor, R. Alston, F. Ahston, C. Bruce).

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

UN CANAPÉ-LIT - Dunois (261-69-14), 21 h.

HORS PARIS

CERGY-PONTOISE – IIIe Biennale des théâtres de marionnettes (032-79-00).

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), à 20 h : Roméo et Juliette.

SALLE FAVART (296-06-11), à 19 h 30 : la Belle Hélène.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : les Estivants ; Thermes de Cluny, 21 h : le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc.

CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre : Relâche. Grand Foyer, : 20 h 30 : rendez-vous de poésie avec la revue Action poétique.

BEAUBOURG (277-12-33), Débats : à 20 h 30 : *Pourquoi philosopher encore ? A quoi sert le langage ?* – Cinéma vidéo, 19 h : Le temps des cathédrales : Dieu est lumière ; de 14 h à 22 h : Media de Yann Nguyen Minh.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : voir concerts.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : voir concerts.

Les autres salles

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIERE (508-09-46), 20 h 30 : Lit vers Lethe.

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h. : Monsieur Milord.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Si Guitry m'était chanté ; 20 h 30 : Lune et l'autre.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Mourir à Colone.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : Abraham et Samuel.

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (797-33-05) 21 h : les Noces de Figaro.

FONTAINE (874-74-40), à 21 h : les Joueurs.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Atours de Nell.

LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h 30 : Un ascenseur à la mer ; 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h 15 : Archéologie. – II. 18 h 30 : Fragments ; 20 h 30 : les Enfants du béton.

MARAIS (278-50-27), 20 h 30 : le Plaisir berlinois.

POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures au plus tard.

SALLE MARTIN-L.-KING (372-79-16), 20 h 30 : Vous vivrez comme des porcs.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babes cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN, (296-29-35) 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Touchez pas au frichti.

LE FANAL (233-91-17), 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Casanova babies.

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Fais voir ton cupidon ; 21 h 30 : Aux gros mots les grands remerdes ; 22 h 30 : Romeliette et Julot.

Les comédies musicales

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il signor Fagotto.

La danse

CENTRE MATHIS (241-50-80), 21 h : M. Harmel.

Les concerts

THEATRE LA BRUYERE, 20 h 30 : Ensemble La Bruyère.

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 18 h 30 : Cycle acousmatique (Schwartz, Zbar).

FIAP, 20 h 30 : B. Pleveni-Dugardin, G. Andranian (Satie, Milhaud, Ravel...)

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h 30 : M. Pollini (Schoenberg, Webern, Beethoven).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : L. Von Matacic (Tchaikovsky).

ESPACE CARDIN, 20 h 30 : F. Clidat, A. Queffelec, E. Berchot...

CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE, 20 h 30 : M. Le Dizes, J.-Cl. Henriot (Beethoven).

MUSEE GUIMET, 20 h 45 : G. et B. Picavet (Pinchard).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 30 mai

THEATRE MUSICAL DE PARIS, 18 h 30 : Nouvel orchestre philarmonique, dir. : E. Krivine, F. Margoni (soprano) (Mozart, Beethoven).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre Colonne, Lovro von Matacic (Tchaikovsky).

CARRE SILVIA MONFORT, 20 h 30 : Flamenco (chants et danses de Jerez).

Jazz, pop, rock, folk

ATELIER (606-49-24), 20 h 30 : Tubapack, H. Pepl, W. Pirschner, H. Sokal.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : J. Caroff.

ELDORADO (208-45-42), 20 h : Octobre.

OLYMPIA (742-25-49), 21 h : Mink de Ville.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : R. Charles.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : New Jazz Bandar.

Festivals

VIIe SOIRÉES DE SAINT-AIGNAN (354-96-60)

21 h : J.-Cl. Thiriou, G. Lambert (Mozart, Beethoven, Roussel...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

21 h, Festival de Cannes 1983 : Furyo.

BEAUBOURG (278-35-57)

Florilège de la quinzaine des réalisateurs (1969-1982) : 17 h, la Fille offerte, de H. Sanders ; 19 h, Panorama du cinéma indien : l'Etrange destin d'Arvind Desai, de S. Mirza.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

L'ARGENT (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; (v.o., v.f.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA BALANCE (Fr.) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

BERLIN HARLEM (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Cinoche St-Germain (H. sp.), 6e (633-10-82).

CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).

CIRCULEZ Y'A RIEN A VOIR (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; République Cinéma, 11e (805-51-33).

DAR L'INVINCIBLE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES DERNIERS MONSTRES (It., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

DERRIERE LA PORTE (It., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

DIALOGUE DE ROME (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Quintette, 5e (633-70-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Palace Croix Nivert (H. sp.), 15e (374-95-04) ; Calypso, 17e (380-30-11).

ÉDITH ET MARCEL (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.-v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ÉVENTREUR DE NEW-YORK (A., v.o.) (**) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Saint-André-des-Arts III, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

LA FILLE DE TRIESTE (It., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA FLAMBEUSE DE LAS VEGAS (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76).

FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

GAIJIN (Brés., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

GANDHI (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52).

L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-Ital., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (590-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'INDIC (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

J'AURAI TA PEAU (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

LE JEUNE MARIÉ (Fr.) : Forum, 1er (297-54-74) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Images, 18e (522-47-94).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wépler Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cinoche 6e (633-10-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LE MUR (Franco-Turc, v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

PENITENCIER DE FEMMES (Fr.-It., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91).

RAMBO (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

REVIENS JIMMY DEAN, REVIENS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

SARAH (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18).

SUPERVIXENS (A., v.o.) (**) : Boîte à Films (H. sp.), 17e (622-44-21).

T'ES FOU JERRY (A., v.f.) : Secrétan, 19e (241-77-99).

THE VERDICT (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

TOOTSIE (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Cluny Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LE VENT (Mal., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85 ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e, (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

VIE PRIVEE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

ZIG ZAG STORY (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e

LES FILMS NOUVEAUX

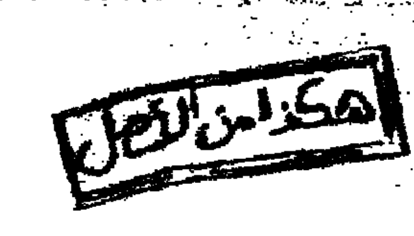
EN CAS DE GUERRE MONDIALE, JE FILE A L'ÉTRANGER..., film français de Jacques Ardouin : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

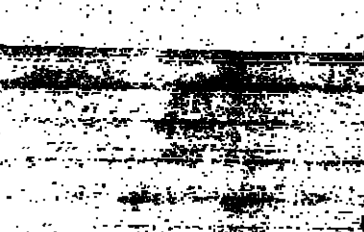
L'HOMME BLESSÉ (**), film français de Patrice Chéreau : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LA MORT DE MARIO RICCI, film franco-suisse de Claude Goretta : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-48-01).

PIÈGE MORTEL, film américain de Sidney Lumet, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

ROCK AND TORAH, film français de Marc-André Grynbaum : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Hollywood-Boulevards, 9e (770-10-41) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount-Galaxie, 13e (380-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Les Images, 18e (522-47-94).





RADIO-TÉLÉVISION

(770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

ZOMBIE (A., v.o.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-72-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

Les grandes reprises

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LA BANDE A BONNOT (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) (H. sp).

BEN HUR (A., v.o.) (70 mm) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; (v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LE COULOIR DE LA MORT (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DEEP END (Ang.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; (v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13 (707-28-04) (H.sp.).

GEORGIA (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

LE GRAND FRISSON (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Châtelet, 1er (508-94-14).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : (1re et 2e parties), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).

LENNY (A., v.o.) : Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE (A., v.o.) (**) : Olympic Luxembourg, 6e, (633-97-77) (H. sp.).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

PARADE DE PRINTEMPS (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) Cinoche, 6e (633-10-82).

LE PIGEON (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-47-62) ; Studio des Acacias, 17e (764-97-83).

PINOCCHIO (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

LE PROCÈS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LES RUELLES DU MALHEUR (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).

SATYRICON (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

TONNERRE ROUGE (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

TROIS CAMARADES (A., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15).

LE VIOLENT (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04).

YOL (Tur., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

Les festivals

BUSTER KEATON : Le Marais, 4e (278-47-86)) : Fiancées en folie.

COMÉDIES AMÉRICAINES (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Certains l'aiment chaud.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e, (325-72-07) : la Soupe au canard.

ALFRED HITCHCOCK (v.o.). : Action Rive-Gauche, 5e (354-47-62) : les Oiseaux.

WIM WENDERS (v.o.). : 14 Juillet-Parnasse 5e (326-58-00) : Hammett.

FRED ASTAIRE-JUDY GARLAND (v.o.). : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : le Pirate.

LES INCUNABLES DE LA FOX (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Cinq Mariages à l'essai.

LES ANNÉES 60 DU CINÉMA FRANÇAIS : Studio 43, 9e (770-63-40), jeu. 20 h : Adieu Philippines ; 18 h : Tirez sur le pianiste ; 22 h : Muriel ; 20 h. : Méditerranée. Gala. Pourvu qu'on ait l'ivresse.

LES GRANDES REPRISES DE L'ESCURIAL (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h : la Nuit américaine ; 18 h : Un tramway nommé Désir ; 20 h : Zorba le Grec ; 22 h 30 : les Misfits.

AUTOBIOGRAPHIE DE L'ALLEMAGNE (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Fitzcarraldo.

DUSTIN HOFFMANN (v.o.), : Boîte à Films, 17e (622-44-21), t.l.j. 20 h 30 : John and Mary ; 22 h 30 : le Récidiviste.

CINÉMA ITALIEN (v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05), en alternance : le Guépard, Sandra, les Nouveaux Monstres.

Lundi 30 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Film : Panique dans la rue.
Film américain d'E. Kazan (1950), avec R. Widmark, P. Douglas, B. Bel Geddes, J. Palance, Z. Mostel (N. Rediffusion)
Un individu douteux a été assassiné à La Nouvelle-Orléans. Il était atteint de peste pulmonaire. Un médecin du service de santé aide la police à retrouver trois hommes qui l'ont approché et risquent de répandre une épidémie.
Film noir tourné en décors naturels et d'une forte tension dramatique par la mise en scène. Widmark y changea son image de tueur en personnage sympathique, Jack Palance s'y révéla. Et la jeune actrice Barbara Bel Geddes n'était pas encore sur le chemin de Dallas.

22 h 5 L'avenir du futur : débat.
Nos sociétés sont-elles à l'abri des grandes épidémies ? Avec MM. les professeurs Cl. Hannoun, J.-F. Acar, M. Gentilini et le docteur Kent Campbell, épidémiologiste au centre de contrôle des épidémies des États-Unis à Atlanta, le candide sera J.-C. Guillebaud, journaliste écrivain.

23 h 10 Tennis à Roland-Garros. Résumé.

23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre ; Eugène Onéguine.
Opéra de Tchaïkovski, direction musicale M. Rostropovitch. Avec G. Vichnevskaïa, A. Ringart, O. Wenkel... (En liaison avec France-Musique.)
Opéra en trois actes représenté pour la première fois à Moscou en 1879.

23 h 10 Magazine : plaisir du théâtre, de P. Laville, réal. Daniel Edinger.
Hommage à Jean-Marie Serreau, avec B. Besson, E. Hirt, A. Cesair, P. Cheriza, D. Van Bercheycke.

23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : l'Année des Français.
Réal. M. Garvey et P. Lary. Avec J.-Cl. Drouot, P. Hurdwood, P. Floersheim... (deuxième épisode).
Quand l'armée française débarqua en 1798 sur les terres d'Irlande pour aider les nationalistes à se débarrasser des colons anglais. Un épisode peu connu de notre histoire, mais la réalisation est conventionnelle.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Magazine : Thalassa, de G. Pernoud.
Dessine-moi une jonque.

22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire du peintre Monory commenté par un garde-cimetière et un peintre.

22 h 30 Prélude à la nuit.
« Ouverture de Guillaume Tell », de Rossini, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné en octobre 1982 à l'Opéra de Paris). En simultané avec A2 : « Eugène Onéguine », de Tchaïkovski, par les chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. M. Rostropovitch, sol. A. Ringart, G. Vichnevskaïa, O. Wenkel, J. Taillon, B. Luxon...

23 h 15, Fréquence de nuit : tableaux d'en France.

FRANCE-CULTURE

20 h, « Les repas du vent », de G. Leantier, avec P. Constant, H. Virlojeux, A. Bertrand.

21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux.

22 h 30, Nuits magnétiques : Des femmes en Chine.

Mardi 31 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h 35 Vision plus.

11 h Internationaux de tennis. (et à 14 h 25 et 23 h).

12 h HF 12 (info.)

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

14 h 5 L'île de Porquerolles : un conservatoire botanique, émission du C.N.D.P.

18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 50 Histoire d'en rire.

19 h 5 Météorologie.

19 h 15 Les uns pour les autres.

19 h 35 Journal.

20 h 05 D'accord, pas d'accord.

20 h 10 Football : France-Belgique.
Match amical en direct du Luxembourg.

22 h 10 Temps X.
Magazine de science-fiction des frères Bogdanoff.
Série anglaise : « le Prisonnier ». Contre-espionnage et problèmes d'identité.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 50 Série : Les amours de la Belle Epoque.

14 h 5 Aujourd'hui la vie.

15 h 5 Série : Les diamants du président.

16 h Reprise : La chasse aux trésors. As Sénégal (dif. le 29 mai).

17 h 5 Entre vous,
de L. Bériot. — Pologne de sang et de miel ; l'accueil des jeunes en France.

17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.
Distributeurs, le hit-parade de l'étiquette.

20 h 35 Soirée Romy Schneider.

20 h 40 Film : la Mort en direct.
Film français de Bertrand Tavernier (1980), avec R. Schneider, H. Keitel, H.D. Stenton, T. Liotard, M. von Sydow.
Une jeune femme, atteinte d'une maladie incurable, accepte que la télévision filme ses derniers moments pour une émission de grande audience. Puis, elle rompt le contact en s'enfuyant. Un reporter auquel on a greffé dans la tête et les yeux une caméra miniature, lui vient en aide et la donne en spectacle à son insu.
Inspiré d'un roman anglais de science-fiction, ce film (tourné en Écosse) n'utilise la futurologie que pour mieux dénoncer le voyeurisme et le pouvoir des média. C'est aussi une réflexion morale sur le métier de cinéaste. Romy Schneider y est, constamment, bouleversante.

22 h 50 Document : Romy Schneider, les choses de sa vie.
D. Heymann et J. Meny, rendent hommage à l'actrice dans un petit document, un album de photos composé d'extraits de films, d'interviews, de reportages sur des tournages : de belles images un peu glacées mais rendues sensibles par la voix « off » de Michel Piccoli.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.
Centre chrétien populaire.

19 h 10 Journal.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 50 Dessin animé : Tintin.

20 h 5 Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.)

20 h 35 La dernière Séance.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdhui.
A 20 h 30, Actualité Gaumont, 20 h 45, Tom et Jerry. 22 h 25, Tex Avery.

20 h 55 Premier film : Bronco Apache.
Film américain de R. Aldrich (1954), avec B. Lancaster, J. Peters, J. McIntire, C. Buchinsky (devenu Bronson).
Après la reddition de Géronimo, un guerrier apache refuse d'accepter la paix imposée par l'armée fédérale. Il s'enfuit, enlève la fille d'un chef rénégat et se réfugie, avec elle dans un coin de montagne.
Film audacieux et généreux, en son époque car il cherchait à comprendre la mentalité indienne, s'élevait contre la colonisation et le racisme. La force dramatique de la mise en scène attira l'attention sur Aldrich.

22 h 45 Journal.

23 h Deuxième film : l'Homme du Kentucky.
Film américain de B. Lancaster (1955), avec B. Lancaster, D. Foster, D. Lynn, J. McIntire, W. Matthau, J. Carradine.
En 1820, un homme, le grand Eli, quitta, avec son jeune fils, les forêts du Kentucky, pour aller mener une vie libre au Texas. Il connaît maintes aventures en cours de route.
Producteur indépendant, réalisateur et acteur, Burt Lancaster a réalisé un film d'action très mouvementé, mais qui exalte les valeurs humaines et l'esprit pionnier au début du XIXe siècle.

0 h 44 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de M. Monory.

0 h 45 Prélude à la nuit.
« O Gloriosa Domine », de Nikolay Zielenski, par la chorale Inter-universitaire de Varsovie, dir. : J. Dabrowski.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique du matin.

7 h 5, Concert : 8e Symphonie, de Dvorak, par l'Orchestre national de France.

7 h 45, Le journal de musique.

8 h 10, Concert : Œuvres de Schumann, Bloch.

9 h 5, « D'une oreille l'autre » : Œuvres de Lully, Bach, Stockhausen, Blow, Moussorgsky, Gluck.

12 h, Archives lyriques : Francesco Merli ; œuvres de Bellini, Puccini, Rossini, Verdi.

12 h 35, Jazz : « Tout Duke »

13 h, Les nouvelles muses en dialogue.

14 h, Chasseurs de son stéréo.

14 h 10, « Les enfants d'Orphée ».

15 h, Musiciens à l'œuvre : les sœurs Boulanger ; œuvres de Lili et Nadia Boulanger.

17 h 5, Les intégrales : des œuvres religieuses de Mozart.

18 h, Jazz.

18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 106) : Œuvres de Fénelon, Donatoni, Raxach, Berio, Mozart avec J.N. Crocq, clarinette basse, M. Arrignon, clarinette, A. Damiens, petite clarinette.

19 h 35, L'imprévu.

20 h 30, Fréquence de nuit : paysages du Danube ; la Yougoslavie ; 22 h, Concert : œuvres de Mokranjac, Skorkojevic, Lisinki ; 23 h, chants des couvents et musique sacrée : « Opelo », de Hritic, Quatre versets sacrés de Tajcevic par le chœur du conservatoire Branko Krsmanovic de Belgrade, dir. : D. Matic-Marovic ; 0 h 5, concert de musique contemporaine par l'Orchestre de la radio yougoslave : œuvres de Traskovic, Jentic, Kulenovic, Bagarinivic, Mahajlovic.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Soleil amer, richesse et détresse de l'immigration.

8 h, Les chemins de la connaissance : René Dubos ou les célébrations de la vie ; 8 h 32 Louise Labé, poétesse du XVIe siècle ; à 8 h 50, La vallée aux loups.

9 h 7, La matinée des autres : la capture des éléphants d'Asie, avec J. Ellul et M. Giteaux.

10 h 45, Etranger, mon ami : Les eaux brûlées, de Carlos Fuentes.

11 h 2, Journée des orchestres symphoniques français (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).

12 h 5, Agora.

12 h 45, Panorama.

14 h, Sons.

14 h 5, Un livre, des voix : « la Chasse à l'hermine », de Marc Petit.

14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Variations III ; à 15 h 20, Magazine international ; à 16 h 25, Micromag ; à 17 h, Raisons d'être.

18 h 30, Feuilleton : Pareils à des enfants.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Sciences : désordre et ordre.

20 h, Dialogues franco-portugais : où en est l'agriculture portugaise ? avec Antonio Lopes Cardoso et M. Drain.

22 h 30, Nuits magnétiques.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 30 MAI

— *M. Philippe Seguin,* député R.P.R. des Vosges, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 20.

MARDI 31 MAI

— *M. Ronald Reagan,* président des États-Unis, répondra aux questions de Christine Ockrent pendant le journal de 20 heures, en direct de Williamsburg, sur Antenne 2.

ÉQUIPEMENT

MALGRÉ LEUR FUSION AVEC ALSTHOM

Les chantiers Dubigeon de Nantes ont un carnet de commandes vide

De notre correspondant

Nantes. — *« Non, la Navale ne coulera pas ! »* Avec cette banderole intersyndicale de la C.G.T. et de la C.F.D.T. accrochée au bastingage, le car-ferry *Corse* a quitté, il y a quelques jours, le chantier naval Dubigeon à Nantes pour gagner Marseille, son port d'attache. Le départ s'est fait dans l'anxiété. Le carnet de commandes du chantier, entré début avril dans le groupe Alsthom, est vide. Il reste huit cent mille heures de travail dans les programmes sur les deux navires en construction, alors qu'il en faut deux millions pour assurer le plein emploi des mille sept cents salariés pendant une année.

Une nouvelle fois, la navale nantaise vit dans l'angoisse. Et à nouveau tous les regards sont tournés vers Paris et les pouvoirs publics. Le plan de charge du chantier a rarement été aussi maigre. Les deux dernières commandes sont en cours de réalisation. Le ferry *Transmanche*, commandé par la S.N.C.F., déjà pour éviter le chômage technique, sera lancé à l'automne et livré au printemps 1984. La drague commandée par le port autonome sera finie à l'automne. Avec ces bâtiments, il n'y a même pas de quoi faire travailler le chantier à la moitié de sa capacité de production.

Les cinq cents ouvriers affectés à l'assemblage des coques n'auront plus de travail dès l'automne, et les cinq cents de l'armement se croiseront aussi les bras au printemps prochain.

Les ingénieurs et les techniciens du bureau d'études seraient déjà oisifs si Alsthom ne leur avait confié des travaux de recherche... théorique. C'est un des aspects positifs de la fusion entre les deux sociétés. Dubigeon n'aurait pas pu, seul, payer ces études d'anticipation pour des commandes futures éventuelles. Mais Alsthom emploie aussi depuis deux mois sur son chantier de Saint-Nazaire trois cent salariés de Dubigeon qui seraient, autrement, en chômage technique. Ils prennent le car chaque jour pour aller trouver embauche sur le terre-plein de Penhöet. C'est de là qu'ils rapportent les interrogations des métallos nazairiens : *« Quand est-ce que vous fermez à Nantes ? »*

Un délai de trois mois

Car à Saint-Nazaire la situation n'est pas brillante non plus. Le plan de charge est certes assuré à 50 % environ pour l'année 1984, mais il faudrait, là aussi, rapidement une commande pour éviter la rupture de charge notamment au bureau d'études.

D'ailleurs l'entreprise de Saint-Nazaire ne fera plus appel aux Nantais de Dubigeon après cet été. Il n'y aura plus de travail pour eux. Alsthom va essayer d'étaler son plan de travail pour occuper ses ouvriers nazairiens. Charité bien ordonnée commence d'abord par soi-même. Les syndicats n'y trouvent rien à redire.

Aussi est-ce très déçus qu'ils sont revenus après l'audience que leur a accordée, le 19 mai, M. Lengagne, secrétaire d'État à la mer. *« Nous sommes dans une situation d'urgence. Nous faisons pression pour obtenir des commandes. Je vous demande un délai de trois mois »*, leur a dit le secrétaire d'État.

« Si Dubigeon n'enregistre pas une commande avant juin, c'est la rupture de charge. On n'a jamais connu une situation aussi dramatique qu'aujourd'hui : aussi peu de dossiers en négociation et aussi peu de perspectives de commandes au niveau international ! », s'alarme M. Marcel Guihéneuf, l'ancien secrétaire du comité d'entreprise de Dubigeon, retraité depuis quelques mois, mais qui a gardé son poste de responsable national de la branche navale C.F.D.T., car il connaît parfaitement le dossier.

Les syndicats n'ont pas d'autres solutions que de faire confiance aux « politiques ». Les Nantais de Dubigeon ont reçu des gages de bonne volonté. D'abord, ils savent bien que si le gouvernement n'avait pas imposé la fusion avec Alsthom, sous l'impulsion à l'époque de M. Louis Le Pensec, ministre de la mer, leur chantier n'existerait plus aujourd'hui. Sa carrière se serait arrêtée avec le *Scandinavia*, le plus beau navire de croisière construit à Nantes... mais qui a achevé de ruiner la société...

D'autre part, dans le contrat signé le 29 décembre 1982, M. Pierre Mauroy a promis à Alsthom et à Dubigeon (afin de leur faire accepter le mariage de raison pour lequel les deux partenaires avaient bien peu de goût l'un et l'autre) de garantir le plan de charge de Dubigeon jusqu'à la fin de 1985. Il y a bien quelques « touches » pour des commandes étrangères : l'Algérie doit reprendre, après l'été, des négociations pour un ferry. Le Pakistan, la Corée du Sud et l'Australie sont intéressés par des sous-marins.

Il n'y a actuellement qu'une solution possible pour que l'engagement de M. Mauroy soit tenu : que l'État obtienne et de la S.N.C.F. la commande anticipée d'un autre paquebot pour les lignes de la Manche et de la Société nationale Corse-Méditerranée (filiale de la Compagnie générale maritime) la commande anticipée d'un ferry pour la Corse.

Ensemble ces deux navires représenteraient deux millions d'heures de travail. *« Mais le gouvernement peut-il donner en même temps des consignes de rigueur aux sociétés nationales, assurer leurs P.-D. G. qu'ils ont une large autonomie de gestion et faire pression sur eux pour qu'ils anticipent des commandes qui vont grever leurs budgets ? »*, s'interrogent, dans l'estuaire de la Loire, les défenseurs de la navale.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

DEUX AIRBUS POUR THAI AIRWAYS

Une bonne affaire, mais pour qui ?

M. Chatrachai Bunya-Ananta, vice-président de la compagnie Thai Airways International, n'est vraiment pas content de la France. Il l'a fait savoir très clairement le 25 mai lors d'un passage à Paris. A cause des mesures de restriction de change décidées par le gouvernement, sa compagnie s'apprête à perdre la moitié des dix-huit mille passagers qu'elle achemine annuellement entre Bangkok et Paris.

Le chiffre paraît modeste au regard des 2,2 millions de voyageurs transportés l'an passé par les avions frappés de l'orchidée, mais M. Bunya-Ananta n'en fulmine pas moins : *« Il me semble que nous faisons beaucoup pour le commerce extérieur de la France,* explique-t-il. *Sur nos avions, les passagers achètent chaque année pour 212 millions de dollars de produits français : alcools, foulards, etc., et les Thaïlandais que nous amenons à Paris y dépensent jusqu'à dix mille francs par personne. Quant aux Airbus que nous possédons déjà, ils ont rapporté 600 millions de dollars à la France. »*

M. Bunya-Ananta n'est pas tout à fait objectif. Dans sa colère, il oublie que la France vient de lui faire un beau cadeau. Car les conditions que lui a faites le G.I.E. européen Airbus Industrie (dans lequel la France est partie prenante pour 38 %), pour sauver la commande en péril de deux Airbus A 300/600 par sa compagnie, devrait plutôt le satisfaire. L'été dernier, Thai annonçait qu'elle pourrait renoncer à ces deux avions — extrapolation de l'actuel A-300 B 4 pour 260 à 345 passagers, — au motif que le constructeur européen prévoyait un retard de dix-huit mois dans leur livraison ; ajournement résultant lui-même d'une décision du fournisseur des moteurs, l'américain General Electric, qui prétextait qu'il avait d'autres clients à fournir avec ce nouveau type de machines avant Airbus Industrie.

Du coup, Thai risquait de retomber dans l'orbite américaine, en l'occurrence celle de Boeing. C'est bien ce qu'on a compris à Toulouse où on entreprit aussitôt un double forcing sur General Electric qui finit par promettre de réduire son retard de six mois. *« Nous avons eu des discussions franches et amicales avec lui »*, devait déclarer l'administrateur-gérant d'Airbus Industrie, M. Bernard Lathière, le 26 mai à l'ouverture du Salon international de l'aéronautique et de l'espace — et avec Thai qui accepta de « négocier ».

Résultat : la petite année de retard dans les deux livraisons va coûter cher à Airbus Industrie — et peut-être à General Electric, — encore que l'on se refuse à dire si le constructeur américain de moteurs prendra sa part dans l'arrangement ainsi conclu : *« C'est une affaire entre lui et nous »*, dit M. Lathière. En fait, M. Bunya-Ananta, lui, ne cache pas une certaine satisfaction. Sur une commande initiale de 112 millions de dollars, il a obtenu un « rabais » de 23 millions de dollars. De plus, le fournisseur s'est engagé à reprendre à la compagnie ses trois derniers D.C.-8 pour la somme coquette de 5 millions de dollars pièce (alors que ce type d'appareil vaut sensiblement moins cher sur le marché de l'occasion). Enfin la commande est assortie de deux options sur des appareils identiques avec promesse du constructeur de faire un rabais de 20 millions de dollars au cas où ces options seraient levées.

Ce n'est pas un rabais, c'est une *« grande victoire »*, a déclaré M. Lathière le 26 mai, allusion au fait que ces appareils sont les seuls au monde de la nouvelle génération vendus depuis le début de l'année, et qu' Airbus Industrie a évincé du marché thaïlandais Boeing qui avait fait de cette affaire un « marché du siècle », avant de le ramener à des proportions plus modestes.

J. Sn.

Le Monde

régions

APRÈS LA TEMPÊTE DÉVASTATRICE DE NOVEMBRE EN AUVERGNE

Les forestiers du Puy-de-Dôme bradent leur capital

En Auvergne, on n'est pas près d'oublier la tempête qui a soufflé sur la France les 6 et 7 novembre 1982 : 30 000 hectares de forêt ravagés et quelque 6 millions de mètres cubes de bois abattus en quarante-huit heures par le vent, soit environ cinq années de production normale. De cette masse de bois (surtout résineux), il ne pourra être vendu, au mieux, que les trois quarts, avec des pertes sur les prix variant de 20 % à 50 %. On évalue le manque à gagner à 600 ou 700 millions de francs pour l'Auvergne, qui n'est déjà pas une région riche (1).

Le bois invendu pourrira sur place, avec les risques de parasitoses que cela comporte pour les arbres restés sur pied, ou il faudra l'enlever à grands frais pour replanter... sans revenus prévisibles avant trente ou quarante ans ! Or cette charge incombera pour l'essentiel aux particuliers — on compte en Auvergne quelque deux cent mille propriétaires de moins de 4 hectares, représentant 80 % du patrimoine forestier — et à des communes déjà lourdement endettées, dont les forêts « sectionnales » (appartenant à un hameau de la commune) ou communales représentent l'essentiel des revenus.

Des quatre départements auvergnats, c'est le Puy-de-Dôme qui a été le plus éprouvé, avec un volume d'environ 4 millions de mètres cubes de bois abattu par le vent (chablis). Néanmoins, grâce notamment aux aides de l'Etat, de la région et du département, les travaux de débardage et de stockage ont été menés bon train. Dans le Puy-de-Dôme, la troisième et dernière vente publique de bois chablis a eu lieu le 25 mai à la mairie de Thiers.

(1) Le Centre de documentation et d'information de l'assurance évalue à 750 millions de francs la somme déjà versée par les assureurs — pour l'ensemble du territoire sinistré — au titre de la loi sur les catastrophes naturelles.

De notre envoyé spécial

Clermont-Ferrand. — Le chablis, en Auvergne, on connaît. Chaque année, la forêt doit payer son tribut au dieu Eole. Deux pins arrachés par-ci, trois sapins renversés par-là, parfois un « fayard » (hêtre) qui perd une branche maîtresse : rien de bien grave. L'hiver est toujours rude en montagne. Il y a bien eu, en 1975, quelques coups de vent dévastateurs, et les vieux se rappellent une fameuse tempête qui avait soufflé vers 1934. Mais jamais, au grand jamais, les Auvergnats n'avaient vu pareille « *misère* » : dans les Combrailles, à l'ouest de Clermont-Ferrand, tous les versants exposés au sud-est ont été saccagés par des coups de vent atteignant 150 kilomètres à l'heure. Des sapins de 2 mètres de tour cassés net, des épicéas dans la force de l'âge fauchés comme les blés, soulevant avec leurs racines des plaques d'humus hautes comme des maisons, des pins dépouillés jusqu'à leur dernière aiguille, dressant leur moignon gracile comme un défi au ciel ; et même de beaux hêtres dont le tronc a littéralement explosé sous l'effet de la tornade. « *Ici, les arbres sont tous arcboutés contre le vent d'ouest,* explique M. Déat, un technicien du Service régional d'aménagement forestier (SRAF). *Le vent du sud les a pris à rebrousse-poil et les a complètement déstabilisés.* »

Dans le Livradois, moins éprouvé, le vent a opéré d'inexplicables trouées au beau milieu des massifs d'épicéas et de sapins, comme s'il voulait faire goûter du chablis à chaque propriétaire. On se console comme on peut : « *Ce sont les plantations les plus négligées qui ont souffert,* disent les forestiers de l'Etat. *Si les propriétaires avaient fait les éclaircies nécessaires, les arbres auraient mieux résisté, comme on le voit aux lisières.* » A quoi les propriétaires privés, comme M. Bernard Croizat, responsable d'un groupement forestier familial de quelque 600 hectares autour de La Bourboule (le plus gros du Puy-de-Dôme), répond que ce sont au contraire « *les forêts les mieux jardinées qui ont le plus souffert* », car la tempête s'en est pris de préférence « *aux gros arbres sortis du rang* ».

En réalité, tous les types de boisement ont connu des dégâts, même les chênes de la forêt de Tronçais (Allier), l'une des plus belles futaies domaniales de France. Inutile donc de polémiquer : l'heure est au débardage, partout, et vite. Or c'est là que le bât blesse : très peu de propriétaires privés disposent en propre du matériel indispensable pour sortir le bois. Quant aux engins communaux ou domaniaux, ils ne peuvent suffire à la tâche, colossale. Il faut donc recourir à l'aide extérieure, hors d'Auvergne, et même hors de France.

Force est de constater que l'Hexagone manque de bras pour tronçonner, débarder et charger les grumes sur les camions. On manque aussi de grumiers et de wagons à bois, car c'est partout la pleine saison ; et la tempête a aussi sévi dans le Limousin et dans la région Rhône-Alpes. Des transporteurs allemands proposent leurs services, mais le ministère des transports, soucieux de privilégier les entreprises nationales, donne la priorité aux camionneurs français et à la S.N.C.F., moyennant des réductions qui peuvent approcher les 40 % pour des distances de plus de 350 kilomètres. Mais on doit bien accepter les services des groupes étrangers pour les chantiers en forêt : en matière de bois, l'Auvergne fonctionne de manière artisanale. Or la tempête a créé une situation « industrielle ».

Ce sont donc les entreprises industrielles allemandes, autrichiennes et suédoises qui se chargent des plus gros chantiers, pour le compte de scieries « extérieures », c'est-à-dire d'autres régions françaises ou de l'étranger. En forêt de Saint-Germain, dans le canton d'Herment — un des plus touchés par l'ouragan — un acheteur de Lozère constate : « *Le bois est coupé par des bûcherons yougoslaves ou turcs, transporté par des engins allemands ou norvégiens, et la liaison est assurée par un interprète belge obligé d'entrer dans la boue avec ses chaussures de daim !* » Voici donc que la montagne auvergnate, traditionnellement à l'écart des migrations autres que touristiques, connaît à son tour la division internationale du travail et le problème des travailleurs immigrés !

Certes, il ne s'agit encore que d'effectifs modestes. L'entreprise autrichienne de M. Johann Ensmann, spécialisée dans les abattages industriels du type tranchée d'autoroute ou piste d'aéroport, n'a amené dans le Puy-de-Dôme qu'une équipe de vingt-cinq personnes, dont un interprète alsacien. D'autres, comme les Italiens, ne viennent pas en Auvergne bien qu'ils lui achètent beaucoup de bois en ce moment. « *Ils attendent à la frontière et font le tri sur place* », explique M. Dubot, vice-président des marchands de bois du Puy-de-Dôme.

Les Allemands à l'œuvre

Le travail des « *Allemands* », terme générique pour désigner les étrangers à l'œuvre en forêt d'Auvergne, est diversement apprécié. Les propriétaires privés, en particulier, se plaignent que leurs bûcherons « *purgent trop* » leur bois, c'est-à-dire qu'ils coupent impitoyablement tout défaut dans la grume, quitte à réduire beaucoup le cubage. « *Il y a un problème de découpe,* explique M. Francis Desprès, ingénieur des Eaux et Forêts, directeur adjoint du Centre régional de la propriété forestière (C.R.P.F.) *Les Allemands coupent les billes à 5 mètres avant de les sortir, alors que les Français, traditionnellement, sortent les grumes en grande longueur, entre 15 et 20 mètres.* » D'autres, enfin, regrettent que leur bois d'œuvre soit parfois parti pour la trituration à dix francs le stère, alors qu'il peut rapporter cent cinquante francs en scierie. Les propriétaires, déjà ennuyés de devoir vendre en catastrophe et à bas prix, ont l'impression que les entreprises étrangères viennent « *faire des affaires* » sur leur dos.

Tel n'est pas l'avis des scieurs ni du personnel des Eaux et Forêts. « *Les Allemands travaillent bien,* dit un acheteur lozérien pour le compte de la plus grosse scierie du Massif central. *Il suffit de leur dire précisément ce qu'on veut.* » Quant aux forestiers du SRAF, ils avouent leur admiration pour ces Allemands qui, grâce à leurs ordinateurs, « *vous sortent des bordereaux impeccables, avec les cubages totalisés par essence* ». Tout au plus regrettent-ils parfois de voir leurs « porteurs » labourer la « forêt jardinée » (comportant des arbres de toutes tailles) avec leurs pneus à chaîne. « *C'est comme ça qu'ils travaillent chez eux* », constatent-ils. Mais peut-on faire la fine bouche alors que la tempête a frappé sans discernement ? « *Avant, on engueulait les gars pour un arbre égratigné. Maintenant, la forêt est dans un tel état...* »

La tempête de novembre, tout le monde l'admet, a été une catastrophe. Mais, d'une part, on peut réparer les dégâts en vendant le chablis et en replantant ; d'autre part, la dimension « industrielle » de l'abattage a joué le rôle d'électrochoc pour des propriétaires souvent négligents. Beaucoup d'éleveurs, davantage préoccupés de production laitière que de bois, se sont rendu compte que leurs quelques hectares de pins ou de sapins représentent une richesse. Certains, qui n'avaient jamais vendu un stère, ont été sollicités par des courtiers venus d'ailleurs et ont même gagné de l'argent dans l'opération ! Les scieurs, de leur côté, ont dû passer la vitesse supérieure, comme cet entrepreneur de Briffons qui a embauché trois ouvriers pour fournir un marchand de Bordeaux, en échange de l'exclusivité. Le manque à gagner, en somme, montre qu'il y a effectivement à gagner, si l'on veut s'en donner la peine.

En revanche, la note sera lourde à payer pour la dizaine de communes réellement sinistrées qui n'ont pratiquement pas d'autre rentrée fiscale que les revenus de la forêt. « *Ils ne se rendent pas compte pour l'instant,* observe M. Jacques Militon, chef du SRAF, futur directeur de l'Ecole nationale des eaux et forêts de Nancy, *mais certaines communes vont souffrir pendant trente ou quarante ans.* » Le maire d'Herment, M. Paul Souchal, dont le restaurant prospère actuellement avec l'afflux des forestiers et courtiers en bois, mesure le risque : « *On ramasse de l'argent aujourd'hui, mais l'avenir nous inquiète : nous avions grâce aux coupes un revenu régulier pour rembourser nos emprunts. Mais demain ?* »

ROGER CANS.

Stockage sous l'eau

La France n'avait jamais *connu pareille hécatombe* d'arbres en forêt. Mais l'Allemagne du Nord (Basse-Saxe) avait subi, en novembre 1972, un ouragan encore plus grave, qui avait jeté bas plus de 17 millions de mètres cubes de bois (pour une production annuelle de 28 millions de mètres cubes en R.F.A.).

A l'époque, les forestiers allemands avaient sauvé l'essentiel des chablis en stockant le bois dans l'eau, soit en immersion complète dans des étangs, soit sur des aires constamment arrosées au jet d'eau. Grâce à ces procédés, qui préservent le bois des insectes sans nuire à ses qualités mécaniques, les forestiers allemands ont pu limiter les dégâts — des grumes d'arbres déracinés en 1972 sont encore débitées aujourd'hui.

En Auvergne, grâce au relief tourmenté, l'immersion du bois en étang est plus facile que dans la plaine allemande. Et les cours d'eau ne manquent pas pour arroser les grumes de sapins empilés sur 4 à 5 mètres de hauteur. Pendant toute la belle saison, on arrosera le bois comme les champs de maïs ! « *C'est quand même un pari sur l'avenir,* dit M. Jean Voute, maire de Rochefort-Montagne et président du syndicat des exploitants forestiers et scieurs du Puy-de-Dôme. *On ne sait absolument pas comment réagiront à ce traitement les bois que nous avons achetés et payés.* »

L'autre précaution consiste à disposer des pièges pour anéantir un *redoutable parasite* de l'épicéa : le scolyte typographe. Il s'agit d'un tube de plastique percé de trous à la taille des insectes, muni d'un sachet de phéromone, une substance de synthèse qui attire les scolytes. Un piège permet en principe de préserver un hectare de chablis. Jusqu'à présent, le froid et l'humidité de ce printemps ont suffi à neutraliser les insectes nuisibles. Mais gare à l'été !

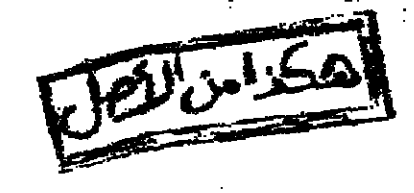
La note à payer

Le plan d'action « forêt détruite », préparé en commun par le gouvernement, la région et le Fonds forestier national, prévoit les aides financières suivantes :

- 1800000 F aux agriculteurs pour l'acquisition de petit matériel (treuils et arceaux de sécurité pour les tracteurs, fendeuses pour préparer le bois de feu).
- 3900000 F pour la construction de pistes en forêt détruite, soit un total de 176 km de pistes subventionnées.
- 4 600 000 F pour l'aménagement de 58 aires de stockage représentant 400000 m^3 de bois.
- 136000000 de francs de prêts bonifiés accordés aux entreprises obligées d'acheter en une fois le bois chablis (taux de 7 % la première année et de 9 % la deuxième).
- 21300000 F au titre des réductions sur les tarifs S.N.C.F. pour exporter le bois hors d'Auvergne (1).
- 19000000 de francs de prêts à 5 % pour la modernisation des scieries.
- 3000000 de francs de prêts à 5 % pour l'acquisition de tracteurs débardeurs.
- 1600000 F de subventions pour le recrutement de vingt techniciens forestiers chargés de cuber les bois chez les particuliers et de poser les pièges à insectes.
- 2000000 de francs pour l'achat de 16 000 pièges à « scolytes typographes », le parasite de l'épicéa.

(1) La ligne Vichy-Le Puy, fermée depuis longtemps, a été rouverte entre Saint-Alyre-d'Arlanc et Le Puy pour écouler le chablis du Livradois.

NOTRE PAGE HEBDOMADAIRE « ILE-DE-FRANCE » SERA PUBLIÉE DANS NOS ÉDITIONS DATÉES DU 1ᵉʳ JUIN ET SERA CONSACRÉE A LA MUSIQUE.



CARNET

Naissances

— **Christophe et Paule GUYARD** partagent, avec Héloïse, la grande joie d'annoncer la naissance de

Léopoldine,

le 22 mai 1983.
53, rue des Batignolles,
75017 Paris.

Mariages

— **Nicole SALAUN**
et
Joseph AMATEZO
sont heureux de faire part de leur mariage, le 28 mai 1983.

— **Roger COTEL**, journaliste, et Mme, sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille

Anne
avec **François BALLOT**,
le 4 juin 1983, à Gizaucourt (Marne).

Décès

M. MOHAMED BELABED

Nous apprenons le décès de
M. Mohamed BELABED,
ancien sénateur.

[Né le 10 novembre 1903 à Telagh (Algérie), Mohamed Belabed, négociant, avait été élu conseiller général en 1945, puis en 1954 conseiller municipal de Bedeau, dont il fut, par la suite, premier adjoint au maire.

Conseiller de l'Union française de 1947 à 1958, il avait été élu sénateur d'Oran-Tlemcen en 1958. Le mandat de Mohamed Belabed, qui ne siégeait dans aucun des groupes politiques de la Haute Assemblée, s'était achevé en juillet 1962 à la suite de l'ordonnance qui mettait fin au mandat des élus d'Algérie.]

— Valence. Grenoble. Claix.
Le docteur Jean Bernard et Mme,
Leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Sylvie Rostand,
Mme André Arsac,
font part du décès en montagne de

Marc BERNARD.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Grenoble, le mardi 17 mai 1983.

— Mme Gilbert Bonnassies,
M. et Mme Pierre Bonnassies
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Michel Fremann
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert BONNASSIES,

leur époux, père et grand-père,
survenu le 28 mai 1983 dans sa quatre-vingt-quatrième année en son domicile, 51, rue des Francs-Bourgeois, Paris-4e.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 31 mai, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame des Blancs-Manteaux, sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les inspecteurs généraux de l'éducation nationale du groupe des sciences et techniques industrielles ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BOUCHET,
ancien élève des Arts et Métiers
(Angers, 21-24),
inspecteur général honoraire
de l'éducation nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur des palmes académiques,

survenu subitement le 26 mai 1983.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Pierre, place de l'Eglise, à Charenton-le-Pont, le mardi 31 mai 1983, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu, à 14 heures, au cimetière Saint-Lazare de Bourges (Cher).

— Mme Jean Capelle,
Ses enfants, ses petits-enfants, sa famille,
Les familles alliées et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean CAPELLE,
recteur honoraire d'académie,
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu le 29 mai 1983.

La messe des obsèques aura lieu en l'église de Beaumont-du-Périgord, le mardi 31 mai, à 16 h 15.

Saint-Avit-Sénieur,
24440 Beaumont.

(Lire page 48.)

— Yves et Isabelle Dentan,
Thierry et Martine Dentan,
Claudine et François Lataste,
ses enfants,
Nathalie, Olivier et Christine Dentan,
Véronique, Violaine et Séverine Dentan,
Jérôme, Arnaud et Antoine Lataste,
ses petits-enfants,
Ses frères et sœurs,
Ses beaux-frères et belles-sœurs,
Ses cousins et cousines,
Ses neveux et nièces,
Ainsi que les Diaconesses de Reuilly,
ont le grand chagrin de faire part du décès de

Mme Raoul DENTAN,
née Madeleine Bourguet,

survenu le 26 mai 1983, à Versailles, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le service religieux aura lieu le mardi 31 mai 1983, à 16 heures, en l'église réformée du Vigan (Gard).

« Ceux qui tournent leurs regards vers Lui ont le visage rayonnant. »
(Psaume XXXIV, verset 6.)

48, route de la Plaine,
78110 Le Vésinet.
81, rue Jouffroy, 75017 Paris.
1, rue Cotrel, 33000 Bordeaux.

— Marcelle Franck, née Horvilleur, sa femme,
Lili Franck, sa sœur,
Suzanne Lehmann, sa belle-sœur,
Gilbert Franck,
Georges Rosenberg,
Lise et Claude Chanut,
ses nièces et neveux,
Cathy et Yvon Lehmann,
Nicole Franck,
Anne et Roland Seligmann,
Danièle et Olivier Lyon,
Sylvie Miksza et Philippe Rosenberg,
Marie-Claude, Alain et Nicolas Chanut,
ses petite-nièce et petits-neveux,
Yael Seligmann, son arrière-petite-nièce,
Margot et Paul Emerique,
Nicolette et Pascal Mazodier,
Monique et Maurcice Demart,
Bernadette et V. Vlastelik,
Yvonne et Germain See,
Gilles Dervieux, André Ropion,
Et ses nombreux amis,

font part de la mort de

Maurice FRANCK,

chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
professeur au Conservatoire
national supérieur de musique
de Paris,

survenue le samedi 21 mai 1983, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Madeleine Froidevaux, son épouse,
Jean-Paul et Marie-Josèphe Froidevaux,
Claire et Alain Ubelmann,
Denis et Solange Froidevaux,
Marie-Geneviève Froidevaux,
ses enfants,
font part du rappel à Dieu de

Yves-Marie FROIDEVAUX,
architecte,

le 28 mai 1983, à Paris.

La célébration eucharistique aura lieu en l'église Saint-Sulpice, Paris (6e), le jeudi 2 juin 1983, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.

23, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

— Luce et Jean Senouf,
Pierre Guetta,
Marie-Jenny et Claude Guetta,
Nicole et Adrien Fleischlin,
Francine Guetta,
ses enfants,
Claude et Olivier Senouf,
Odile et Jean-Luc Imbert,
Catherine et Bernard Guetta,
Catherine, Nathalie et Pierre-David Guetta,
Serge, Sophie et Agnès Guetta,
Gilles Sereni,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part de la mort de

Marguerite GUETTA,
qui s'est éteinte le samedi 28 mai à Casablanca.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

« Il pleut dans mon cœur
« Comme il pleut sur la ville. »

— On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Pierre LAUBRY,

survenu le 25 mai 1983, à Paris.
De la part de :
Ses enfants, Anne et Gabrielle,
Son petit-fils, Alexandre,
Des familles Laubry et Baffrey-Hennebique,
De ses parents, alliés et amis.

Les obsèques ont été célébrées le samedi 28 mai 1983 dans l'intimité familiale.

— M. et Mme Pierre Rebiere,
Leurs enfants et petits-enfants,
font part du décès de

Mme veuve Maurice MERCIER,
née Yvonne Grisonnet,

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1er juin, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7e.

45, avenue Bosquet,
75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Gaston PAVARD,
trésorier-payeur général honoraire,
ancien directeur
de l'Ecole nationale du Trésor,
chevalier de la Légion d'honneur,

le 22 mai à Angers, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

De la part de
M. et Mme Jacques Pavard,
Le docteur et Mme Jean-Claude Rey,
M. et Mme Daniel Pavard, ses enfants,

De ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
De sa famille et de ses amis.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité.

32, rue de la Fédération,
75015 Paris.
37 *bis*, rue du Quinconce,
49000 Angers.
16, rue Mellier, 44100 Nantes.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. José Luis REY VILA,
artiste peintre,

survenu en son domicile, à Paris, le 26 mai 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 31 mai 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Georges, 114, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris, où l'on se réunira.

De la part de sa famille.

— **Mme SEMINARIO,**
née Maria-Teresa Rendon,
est décédée dans sa quatre-vingt-onzième année et a été inhumée le 19 mai au cimetière Montmartre dans le caveau de famille.

Seminario de La Cerda,
18, rue Pasteur,
92190 Meudon.

— Mme Simha Touitou, sa mère,
Mme Raphaël Touitou et ses enfants,
Les familles Levy, Touitou, Hayoun,

ont l'immense douleur de faire part de la perte cruelle de

Raphaël TOUITOU
le 23 mai 1983, en Israël.

2, Rehov Dizengoff Nathanya.

— **Henri-Gabriel VILATTE**
inspecteur général de l'administration
de l'éducation nationale,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des palmes académiques,
nous a quittés le 17 mai 1983.

Son épouse a la tristesse d'annoncer ce départ.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

77, avenue des Gobelins,
75013 Paris.

Remerciements

— Mme Pierre Bertrand
et ses enfants,
profondément émus des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été prodiguées dans leur grand deuil, en remercient de tout cœur leurs nombreux et fidèles amis.

— M. et Mme Albert Vilanova,
M. et Mme Pierre Vives,
Et toute la famille,
très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mlle Marthe VIVES,

expriment leurs sincères remerciements.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), mardi 31 mai, à 14 h 30, salle Louis-Liard (Sorbonne), M. El-Arbi Moubachir : « Politique et diplomatie chez Leibniz ».

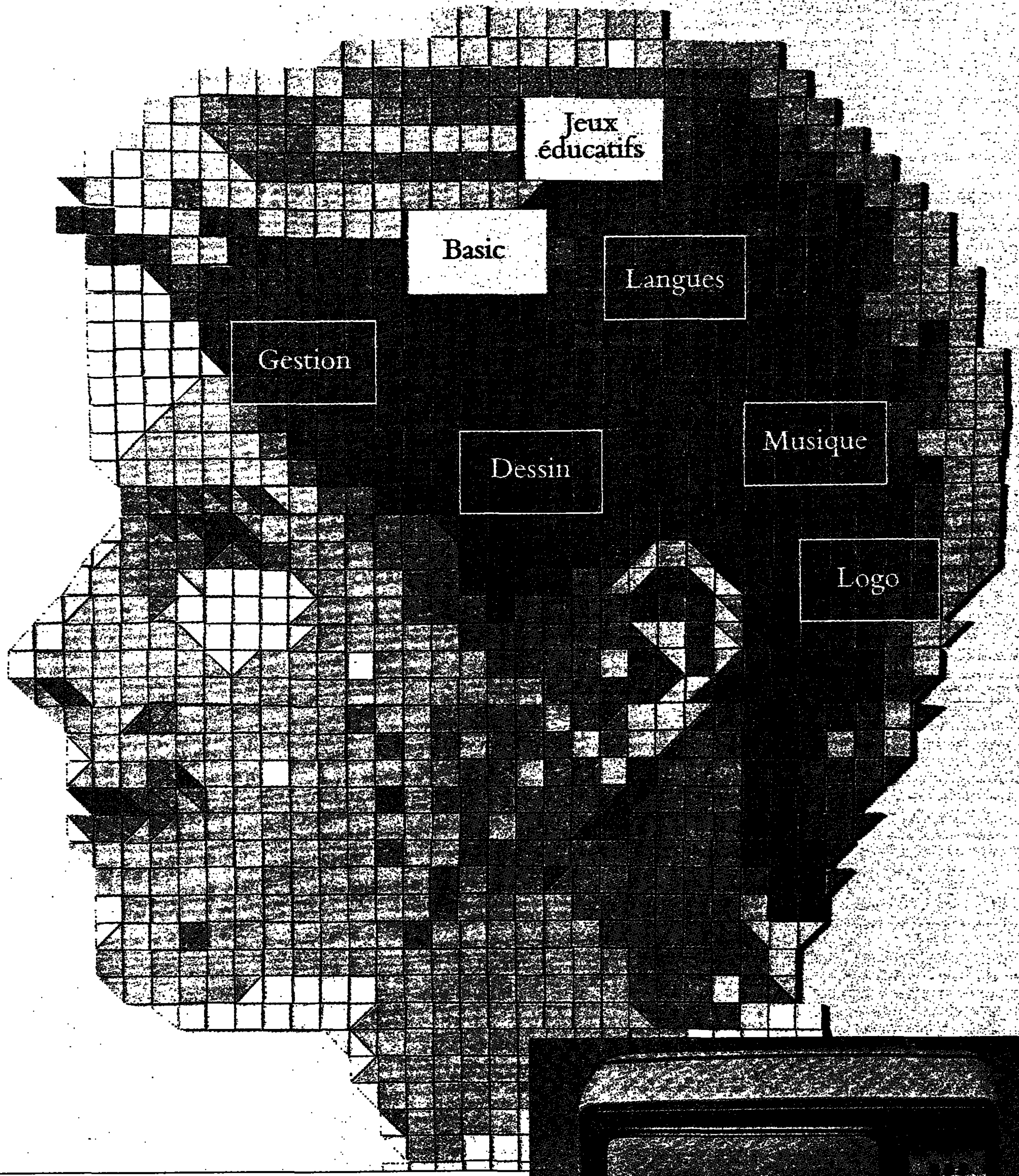
— Université Bordeaux-III, mercredi 1er juin, à 14 heures, salle des Actes, Mlle Françoise Mayet : « Les céramiques sigillées hispaniques ».

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), jeudi 2 juin, à 14 heures, salle Gréard, M. Abdelmalek Mortad : « Les genres de la prose littéraire en Algérie de 1931 à 1954 ».

— Université Paris-IX (Dauphine), jeudi 2 juin, à 14 h 30, salle D-520, M. Mokhtar Belaiboud : « Les entreprises publiques dans leur environnement économique et socio politique, cas des pays en voie de développement ».

— Université Paris-IV (Sorbonne), jeudi 2 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Michel Tardieu : « Philosophie et exégèse chez les gnostiques : le cas du papyrus de Berlin 8502 ».

UN TO7 DE THOMSON REMPLIT DES CASES VIDES.



Un T07 de Thomson va remplir des cases encore vides. Des cases qui ne demandent qu'à être remplies. L'anglais, l'allemand, le français, le basic, les maths... Le T07 de Thomson est, avec ses programmes développés par Nathan, le professeur idéal, patient et universel. Conçu et fabriqué en France par Thomson, le T07 bénéficie d'une technologie de pointe parfaitement maîtrisée. Plusieurs atouts sans précédents sur un micro-ordinateur : le "crayon optique" intégré au T07 permet de dessiner et de créer directement sur l'écran TV. Le basic du T07 est remarquable, simple, tolérant et complet. Il permet de programmer soi-même le crayon optique. Le T07 possède un éditeur plein écran, un graphisme haute résolution, un synthétiseur musical... Le T07 est l'ordinateur de toute la famille. Tour à tour précepteur ou compagnon de jeux, il est aussi l'économe attentif de la maison. Le T07 de Thomson est un ordinateur hautes performances destiné au grand public. Pour plus d'information, Thomson S.D.R.M., 67, quai Paul-Doumer - 92400 Courbevoie - Tél. : 788.33.33.

THOMSON
TO7 L'ORDINATEUR FAMILIER

Le Monde

ECONOMIE

POINT DE VUE — Rassembler autour du socialisme

par PIERRE URI

VOICI la gauche incertaine, troublée par une politique imputée à la nécessité, et où elle ne se reconnaît pas. N'y a-t-il d'autre alternative que la ponction sur le pouvoir d'achat, dans l'espoir de réduire le déficit extérieur et avec le risque d'un chômage accru, ou un peu plus de dévaluation, un peu plus de protection, dans l'espoir d'un peu plus de croissance et avec le risque d'une plus forte inflation ? Les clivages dans le parti socialiste ne se recouvrent pas avec les frontières entre tendances telles qu'elles s'étaient divisées à Metz et effacées à Valence.

La vision qui éclaire les grands choix rassemble les socialistes et rassemblerait les Français si elle était vigoureusement réaffirmée. Un monde en constante mutation exige l'effort vers les technologies de pointe, non comme un créneau spécialisé, mais comme le moyen de diffuser la modernisation : d'où l'accent sur la recherche et sur l'industrie. Un plan couplé à un secteur public donne la chance de viser la rentabilité à long terme. L'automatisation croissante réduira le temps de travail nécessaire et la pression à la hausse des salaires ; l'harmonie entre la production et la distribution qui assurait la croissance risque d'être rompue. Trois conséquences : des distributions de revenus en fonction des besoins maintiendront la demande ; la réduction du temps consacré au travail dans l'ensemble d'une vie va au-delà d'un réglage conjoncturel ; la démocratisation de la culture favorisera un meilleur usage du temps libre.

Une énorme majorité de Français refuseraient la remise en cause des avancées sociales accomplies par l'extension du secteur public, l'affermissement des droits des travailleurs, la retraite à soixante ans et les premières réductions du temps de travail. L'arrêt dans l'aggravation du chômage, au rebours de tous les pays industrialisés, une politique étrangère magistrale, le crédit de la France dans l'ensemble du monde en développement, les progrès engagés dans l'accès à la justice, l'administration rapprochée des citoyens par la décentralisation, tout cela serait-il gâché par un ralentissement insuffisant de l'inflation, un déficit accru des échanges ?

Les mesures prises auraient singulièrement besoin d'être expliquées. Par quels détours une ponction directe de 65 milliards réduira-t-elle le déficit extérieur ? La ponction totale ne peut être calculée qu'à travers deux correctifs en sens inverse. Ceux qui reçoivent moins ou paient plus cher achètent moins, les vendeurs à leur tour ont moins de moyens de dépenser : un multiplicateur entre en jeu. Mais une fraction de ce qui est repris est redistribué en prestations. Reste à apprécier la résultante nette. Quant à l'effet sur les échanges extérieurs, il est double : la compression de la demande porte aussi sur les produits importés, mais dans quelle proportion ? Elle incitera à chercher des débouchés au dehors, mais avec quelle vigueur ?

Devant ces incertitudes, on comprend que d'autres reviennent plus ouvertement à leurs tentations de repli. Mais des restrictions d'importation appliquées aujourd'hui, outre le risque de rétorsions qu'elles entraînent, feraient apparaître comme un discours vide le grand dessein de reconstruire une industrie moderne et tournée vers l'avenir, qui doit mobiliser les Français. Et quand on a perdu beaucoup de réserves et multiplié l'endettement au-dehors, on n'a pas les moyens de laisser flotter sa monnaie sans risquer un plongeon incontrôlé, ni de se passer des soutiens qu'assure le système monétaire européen.

Plutôt que de lui tourner le dos, il faudrait se servir de l'Europe. Par sa puissance commerciale, elle est capable de forcer un rééquilibre des responsabilités entre pays excédentaires et pays déficitaires, de traiter comme un dumping les surplus systématiques qui condamnent les autres au chômage et à la déflation, alors que dans le monde actuel les débiteurs ont toujours tort.

La politique de répartition

Le drame est qu'on ne voit aujourd'hui d'autre modèle que des expansions isolées courant au déséquilibre, ou des inflations jugulées au prix d'un arrêt de l'activité et d'un gonflement démesuré du chômage. La condition du succès pour l'effort que tente aujourd'hui la France, c'est d'ouvrir une autre voie. Tel est le sens de la politique de la répartition qu'avait annoncée le président de la République dans sa conférence de presse de l'an dernier. Elle est tout autre chose qu'une politique des revenus, qui n'était qu'une police des salaires déguisée, leur assignant une limite de hausse arbitraire. Elle ne vise pas seulement les revenus directs, mais les transferts et leur financement, non seulement les revenus, mais les sources des patrimoines, et même l'accès à l'épargne et au crédit. Elle comporte des applications immédiates et des réformes liées entre elles.

La première conséquence est de raisonner en termes réels : quelles sont les ressources disponibles ? Qu'est-ce qui peut être effectivement distribué ? Il n'est pas impossible de faire comprendre que ce qui est repris par la hausse des prix d'importation, par la diminution nécessaire des suppléments qu'apportait un déficit commercial intenable, par les relèvements d'impôts, de cotisations ou de tarifs, ne peut pas sans contradiction être compensé par des remontées de revenus directs. On éviterait les hésitations et les oscillations entre les hausses nécessaires aux équilibres et le souci de tenir l'indice. La querelle du pouvoir d'achat serait élucidée : il ne peut être maintenu que par une augmentation de production au moins égale au déficit extérieur éliminé. La politique de la répartition, au rebours de la déflation, éviterait de la bloquer.

Mettre toutes les cartes sur la table, c'est la défense contre le péril le plus évident ces dernières semaines : la montée de tous les corporatismes, dont les revendications les plus bruyantes, exploitées par la violence de quelques groupes isolés, se contredisent entre elles et mettent en danger la paix sociale et les chances d'arrêter l'inflation. Déjà, le projet socialiste dénonçait les effets de la spirale où les prix courent les uns après les autres. Il prévoyait des informations largement répandues qui auraient stimulé la concurrence et fait des consommateurs un contre-pouvoir plus efficace que les contrôles, une concertation qui aurait substitué aux rattrapages successifs des ajustements réciproques et simultanés.

Dans le partage, toutes les relations héritées du passé ne peuvent être prolongées quand les circonstances changent. Pas plus les salaires ouvriers déprimés que les rentes de situation. Ainsi la généralisation de la Sécurité sociale a provoqué une explosion de la clientèle face à des médecins relativement peu nombreux ; de là une situation privilégiée ; de là un afflux de candidats ; de là, enfin, un choc en retour sur le revenu de chacun, qui ne pouvait être limité que par une meilleure répartition sur le territoire.

(Lire la suite page 20.)

L'impôt sur les grandes fortunes : des premiers pas satisfaisants

L'IMPOT sur les grandes fortunes est bien parti. Il aura rapporté en 1982 la coquette somme de 3,7 milliards de francs. Cette année, les 4 milliards seront dépassés. Des premiers pas encourageants, si l'on songe que l'impôt sur les plus-values, qui fonctionne depuis sept ans, rapporte, bon an mal an, à peine 2 milliards de francs.

Les premiers pas du nouveau-né de la fiscalité française sont d'autant plus satisfaisants que sont exclus actuellement les biens professionnels (1), M. Mitterrand ayant décidé, en septembre dernier, de reporter à 1985 le paiement de l'impôt sur l'outil de travail. C'est une constatation importante qui peut donner à penser que le président de la République décidera dans deux ans d'exonérer définitivement l'outil de travail, comme il l'avait promis lors de la campagne pour l'élection présidentielle.

Une autre qualité du nouvel impôt est qu'il permet de mieux connaître les fortunes des Français les plus riches, puisque les contribuables doivent déclarer eux-mêmes ce qu'ils possèdent. Il est encore trop tôt pour savoir si les premiers résultats statistiques tirés par le ministère des finances des déclarations reçues en 1982 correspondent bien à l'idée que l'on se faisait du patrimoine français. Toujours est-il que quelques constatations s'imposent dès maintenant.

Les grosses fortunes sont moins nombreuses qu'on ne l'imaginait, mais plus concentrées. Ensuite, la base de l'impôt est constituée, dans sa très grande partie (84 %), par les biens non professionnels. Parmi eux, les immeubles (résidences principales et secondaires, bois et forêts, immeubles de rapport...) représentent 48 % du patrimoine imposé, les biens mobiliers (actions, obligations, or, liquidités...) 36 %.

Phénomène intéressant, plus la fortune est importante et plus la part des immeubles est faible : 64 % pour les patrimoines compris entre 3 et 5 millions de francs, 55,4 % pour les patrimoines imposables compris entre 5 et 10 millions de francs, 32,2 % au-delà de 10 millions. En revanche, la part des biens mobiliers augmente avec le patrimoine. Ces biens ne représentent, par exemple, que 30 % de la fortune (biens professionnels compris) pour les patrimoines imposables entre 3 et 5 millions de francs, mais 48,4 % au-delà de 10 millions de francs. En moyenne, les contribuables ayant souscrit une déclaration à l'impôt sur les grandes fortunes possèdent plus de 2 millions de francs de valeurs mobilières et 450 000 francs en liquidités.

Malgré ces premiers succès, l'impôt sur le capital risque de ne pas modifier les injustices qu'il prétendait pourtant corriger. Et même, il en a créé par les exonérations introduites dans le système (objets d'art, bois et forêts...). Sur le plan économique, les différents seuils sur lesquels le système est bâti (notamment pour déterminer ce qu'est un bien professionnel) introduisent des rigidités préjudiciables à la transmission du capital.

Une grande réforme des droits de succession aurait été préférable — et plus facile à gérer — que le nouvel impôt dont s'est enrichi notre système fiscal.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Les biens professionnels sont exonérés du paiement de l'impôt sur les grandes fortunes jusqu'en 1985 mais doivent être déclarés. Par biens professionnels, la législation entend l'outil de travail (usines, machines, locaux commerciaux, stocks, terres agricoles...), mais aussi — dans certaines conditions — les parts ou actions de sociétés, cela afin de ne pas défavoriser les personnes qui exploitent une entreprise en société par rapport aux entrepreneurs individuels.

Le sauvetage de Motostandard : un test pour la gauche

A Mâcon, les ouvriers licenciés — tous syndiqués à la C.G.T. — de Motostandard ont pris le contrôle de cette firme de petit machinisme agricole. Un des responsables syndicaux a rencontré récemment M. François Mitterrand, à l'occasion du « pèlerinage » de ce dernier à la Roche de Solutré. Les travailleurs de Motostandard demandent, en effet, l'appui des pouvoirs publics pour sauver l'usine.

C'EST comme un dimanche. Les bras articulés des tables à dessin sont suspendus. Les machines huilées, les bacs emplis de pièces détachées, les cartons prêts à l'expédition, indiquent un réveil imminent de l'usine endormie. Ce n'est pas dimanche, mais jour de semaine. Deux ouvriers nettoient les cabines de soudure.

L'usine Motostandard de Mâcon est arrêtée. Ses occupants n'ont qu'une obsession : maintenir l'outil en état de marche, entretenir surtout le réseau, l'irriguer pour que les concessionnaires ne s'en détournent pas, pour que continue à vivre la marque des motoculteurs, des tondeuses, qui faisait hier encore près de 15 % du marché français.

Le travail a cessé à petit feu, comme une locomotive tressaute, usant ses derniers jets de vapeur. Règlement judiciaire le 13 juillet 1982 ; liquidation de biens le 13 novembre avec licenciements du personnel ; poursuite de l'activité pour une centaine d'ouvriers fin janvier, une cinquantaine fin février, vingt-cinq fin mars.

Le 26 avril, les licenciés, une petite centaine, tous C.G.T., ont pris le contrôle de la machine arrêtée. Ils livrent les derniers clients qui acceptent les colis en port dû depuis que le syndic a résilié le contrat avec la SERNAM, la société de transport routier de la S.N.C.F. Depuis janvier, ils sont soixante-quinze à travailler gratuitement : à l'entretien, en sauvant par exemple la chaudière des inondations, aux expéditions, à des expositions.

M. Jacky Perenom, militant syndical connu à Mâcon, ancien secrétaire du comité d'entreprise, qui n'a plus aujourd'hui d'existence légale, envisage sans broncher de devenir patron. Pour sauver une usine, produire français, combattre les importations dominantes dans ce secteur du petit machinisme et sauvegarder l'emploi. Combien ? *« On ne fixe pas de barre. Une cinquantaine, ce serait déjà une victoire. Il ne faut pas faire peur à un acquéreur éventuel. »* Le patronat local, goguenard et surpris, observe.

Comment Motostandard, qui employait près de 1 000 personnes en 1970, est-il devenu exsangue, devant de l'argent au fisc, à la Sécurité sociale et à son actionnaire principal, la société allemande Gutbrod, une ardoise de 80 millions de francs ? Par l'erreur initiale de cet actionnaire, disent aujourd'hui les experts. Après avoir acheté en 1959 les marques Unimeca et Monet-Goyon, Gutbrod construisit à Mâcon en 1970 une usine surdimensionnée pour le matériel agricole léger, pensant inonder le marché européen au moment où celui-ci a commencé à décliner. Et par la désinvolture aussi de ce propriétaire étranger, lui-même possédé par la banque de l'Etat de Hesse, et qui, après avoir bénéficié dès 1971 de la procédure de suspension de paiement et des largesses du gouvernement de l'époque, ne prêtera plus à sa filiale française l'attention que l'on doit à une entreprise difficile.

Des investissements insuffisants, une activité de revente qui dominait celle des fabrications, seront, avec l'érosion du marché et l'explosion du dollar, les causes du déclin. On parle même aujourd'hui de manipulations monétaires entre la maison mère et sa filiale. Les actuels sauveteurs de Motostandard évoquent aussi des abus de biens sociaux, la maison mère ayant rapatrié en Allemagne des procédés de fabrication inventés à Mâcon.

Le souvenir de Monet-Goyon

Dans le bassin d'emploi de Mâcon, Motostandard est un phare. Les habitants les plus anciens disent encore *« Monet-Goyon »*, gardant le souvenir de ces motos prestigieuses du temps où une marque française détenait titres et records.

Monet-Goyon, c'était la grande usine, la fierté de la ville de Mâcon, dont le passé industriel est d'autant plus présent qu'il s'inscrit par contraste dans une cité du négoce et un chef-lieu tertiaire. Ce dernier secteur a d'ailleurs servi de *« matelas à la crise »* dans le bassin d'emploi, selon l'expression du maire socialiste, M. Rognard.

JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 20.)

VERS UN RENOUVEAU INDUSTRIEL AMÉRICAIN ?

Seul aujourd'hui, le marché américain semble d'une taille suffisante pour relancer la demande mondiale. Tandis qu'une reprise se dessine, est-elle de nature à assurer un renouveau industriel et, par conséquent, à jeter les bases d'une croissance qui soit à la fois *durable et ouverte* ? Plusieurs conditions paraissent devoir être remplies : au niveau macroéconomique, la politique monétaire ne doit pas entraver le démarrage en cours de l'économie ; au niveau industriel, l'effort de modernisation amorcé depuis 1975 doit se poursuivre après le creux de 1982 : il a principalement bénéficié aux industries d'équipement, mais il doit se généraliser aux industries plus traditionnelles.

Ce renouveau industriel va-t-il permettre un redressement de la compétitivité américaine et notamment contribuer au rétablissement de la balance des échanges de produits manufacturés ? De ce point de vue, l'industrie est à un tournant : soit elle poursuit son mouvement d'ouverture sur l'économie mondiale, soit les contraintes que font peser sur elle la concurrence étrangère et la hausse du dollar l'obligent à exiger un renforcement des mesures protectionnistes.

par ALAIN RICHEMOND (*) et COLETTE HERZOG-RYBAK (**)

A l'opposé des industries traditionnelles en crise, les industries d'équipement se développent. Le mouvement de spécialisation internationale de l'industrie américaine a été marqué, au cours des années 70, par un véritable éclatement. Une divergence croissante oppose les industries exportatrices et excédentaires aux industries de plus en plus déficitaires. Les industries excédentaires sont principalement des industries de biens d'équipement. Il s'agit des branches aéronautiques, des machines de bureau et de l'informatique, des appareils de mesure et de précision, du matériel de B.T.P., des machines et équipements mécaniques et électriques et de la chimie.

Les industries déficitaires sont principalement des industries de transformation ou de biens de consommation pour lesquelles, depuis les années 60, le solde des échanges ne cesse de se dégrader. Tel est le cas des textiles, vêtements, cuirs ; des produits sidérurgiques et métallurgiques ; des produits de l'électronique grand public ; du matériel d'optique, de photographie et d'horlogerie ; enfin du matériel de transport terrestre (dominé par l'automobile). En moyenne, la pénétration étrangère est de 15 à 20 % pour ces grandes catégories de produits. Ces industries sont depuis quelques années au centre des conflits commerciaux entre les États-Unis et certains de leurs partenaires.

Contrairement aux autres pays industrialisés, l'industrie manufacturière américaine investit et crée des emplois au cours de la seconde moitié des années 70. Cet effort d'investissement (le taux d'investissement en volume est passé de 8,7 % en 1971 à 12,1 % en 1979) est encore marqué par une forte différenciation sectorielle : la part des industries d'équipement dans l'investissement productif a nettement augmenté au cours de cette période au détriment des industries de consommation en crise, dont la rentabilité n'a cessé de se dégrader et pour lesquelles la concurrence étrangère a été particulièrement vigoureuse. Les principales industries touchées sont l'automobile, l'ensemble habillement-chaussures et les produits de l'électronique grand public. Leur poids dans les déficits manufacturiers atteint 39,7 % en 1980.

Une opposition se dessine entre le secteur de biens d'équipement et celui des biens de consommation. Tandis que le secteur des biens de consommation tend à faire appel à un protectionnisme défensif, le secteur des biens d'équipement se renforce et se trouve confronté à un enjeu déterminant : assurer des excédents plus importants pour compenser les déficits croissants de produits de consommation et permettre la diffusion des nouvelles techniques aux autres secteurs.

(*) Économiste au C.E.P.I.I. (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) et maître de conférence à l'I.E.P.

(**) Économiste au C.E.P.I.I.

En véhiculant les innovations technologiques dans la production, les industries d'équipement jouent un rôle central dans l'amorce du renouveau industriel : leur modernisation en constitue la première étape. La seconde étape serait la diffusion des progrès technologiques aux secteurs traditionnels de l'industrie, que la récession prolongée du début des années 80 n'a pas encore permis d'observer.

L'évolution de la demande intérieure de machines montre que le secteur des biens d'équipement « s'auto-équipe » entre 1975 et 1981. Cette demande touche principalement les machines-outils (avant de chuter en 1982, les livraisons de ce secteur ont atteint, en 1981, 5 milliards de dollars), alors que la demande de machines spécialisées destinées aux industries de transformation (bois, papier, alimentation) a régressé.

L'analyse de la différenciation sectorielle de l'investissement permet de repérer les industries engagées dans ce processus de modernisation. Trois exemples sont significatifs :

- Dans le secteur textile, les firmes américaines ont entrepris la rénovation de la production de filature-tissage pour laquelle les investissements en nouveaux matériels se sont montés à 1,6 milliard de dollars en 1981. Cette industrie parvient à rétablir un solde commercial excédentaire.
- En revanche, dans la sidérurgie, où certaines grandes firmes connaissent de sérieuses difficultés financières, les investissements de modernisation ne sont plus à l'ordre du jour et tout renouveau industriel semble compromis dans un proche avenir.
- L'industrie automobile a consacré un effort important à la rénovation de ses équipements (le projet d'automatisation de General Motors porte sur une installation de quatorze mille robots d'ici à 1990). Les performances que réalisera l'industrie automobile auront cette année valeur de test.

(Lire la suite page 20.)

Le sauvetage de Motostandard : un test pour la gauche

(Suite de la page 19.)

Aussi la crise et le chômage ont-ils frappé Mâcon, avec retard certes mais juste six mois avant les élections municipales. *« Cela n'a pas posé de problème, car les gens ont vu que le conseil agissait pour l'emploi »*, dit M. Rognard. C'est, par exemple, avec des solutions locales sans recourir à Paris que Mölnlycke, une entreprise de matériel hospitalier, a pu s'installer.

Sans recourir à Paris : un rêve que l'on caresse aujourd'hui pour Motostandard. Sur ce dossier, la mairie s'est mobilisée. C'est que la connivence de la gauche a joué. Dès mai 1980, le responsable syndical, M. Jacky Perenom, qu'on surnomme « Peppone » dans les rues de Mâcon, alertait le maire, qui fut autrefois l'avocat de la C.G.T. La mairie a avancé l'argent pour que *« les Motostandard »* aient leur stand au dernier Salon international de la machine agricole. Résultats : 800 000 F de commandes pour une mise initiale de 200 000 F. C'est la *mairie* aussi qui a appelé en consultation un expert, M. François Wasservogel, un ancien de chez Renault, de l'écurie Pierre Dreyfus précisément. C'est la mairie encore avec le député P.S. de la circonscription, M. Jean-Pierre Worms, qui tire les sonnettes chez les camarades des cabinets ministériels. En vain jusqu'alors.

C'est que la connivence de gauche n'est pas exempte de contradictions. Pour les salariés en quête d'emploi, le *pouvoir, qui a la même couleur* à Mâcon qu'à Paris, doit trouver une solution. Les « amis » des cabinets, sollicités de toute part, tentent eux de résister à la tentation d'agrandir toujours plus l'infirmerie des entreprises en difficulté.

« Des soviets au management »

Il y avait l'image de Monet-Goyon. Il y a celle aujourd'hui de Motostandard, usine-pilote de la C.G.T. avec sept cents syndiqués, 96 % des voix et 92 % de votants aux *élections professionnelles*. Une sorte de Renault de Mâcon dont les éternuements faisaient craindre le rhume aux patrons des entreprises locales. Ceux-ci imputent volontiers à la combativité syndicale les difficultés de Motostandard. Il est vrai que, dans une entreprise où *« le président du directoire est rarement à Mâcon et où les deux directeurs généraux se neutralisent à peine aimablement »* (1), le syndicat exerce un pouvoir sans contre-pouvoir. Mais cette image des durs du syndicalisme est en train de changer.

On est passé *« des soviets au management »*, dit un observateur. Conscients que la perte d'emplois dans un secteur comme la mécanique est préjudiciable à la qualification de l'ensemble de la main-d'œuvre dans le bassin, tout en n'étant pas mécontents de la pilule infligée à l'adversaire cégétiste, les entrepreneurs locaux observent la mue de Motostandard.

« Vous vous voyez dans la peau d'un P.-D. G. ? » Militant depuis vingt ans, M. Jacky Perenom ne sursaute pas à la question. *« Vous savez, quand vous gagnez 5 000 F par mois et que, recevant un candidat à la direction générale, vous évoquez un salaire de 25 000 F, cela fait drôle. P.-D.G. ? Ça dépend. C'était clair pour les copains. Si c'est pour mener un projet politique au sens large, je m'y sens, à condition d'être entouré de gens compétents. Là où le patronat démissionne, il faut bien prendre des risques quand une entreprise s'avère viable. »*

Viable : nous y voilà. Les Mâconnais s'attendaient à des défilés avec pancartes et banderoles, une occupation dure de l'usine. Pas du tout. Les ouvriers licenciés ont travaillé à démontrer la viabilité de leur entreprise. *« L'expérience de 1970, où l'on s'est cassé la gueule, nous a servi. Nous n'avions pas de propositions. Cette fois, on a privilégié l'économique en parallèle avec la lutte. Si on veut agir sur l'emploi, il faut s'intéresser à l'économie. C'est une évolution qui se fait vite, depuis cinq ou six ans, au sein de la C.G.T. »*

La défense de l'emploi, c'est donc d'abord le maintien de l'entreprise en état de marche, c'est ensuite le redémarrage de fabrications françaises, même sur une petite échelle dans un secteur, le petit machinisme agricole, où les importations font la loi (2) : *« Au Salon de la machine, sur soixante-seize modèles de motoculteurs, neuf seulement étaient équipés avec un moteur de fabrication française. »*

Les atouts de Motostandard, selon MM. Perenom et Wasservogel, ce sont le savoir-faire des travailleurs et la réputation de la marque, une certaine reconversion vers d'autres produits et la reconnaissance que dans ce secteur atomisé des synergies sont possibles, notamment avec l'autre principal constructeur français, Bernard Moteurs (B.M.), filiale de la régie Renault, qui perd de l'argent et dispose d'ateliers désuets.

Des exemples : B.M. achète à l'étranger sa boîte de vitesses alors que Motostandard, qui *se vend bien*... à l'étranger, en a mis une au point. B.M. ne fait pas de tondeuses-débroussailleuses, alors que Motostandard en possède une. Motostandard achète ses moteurs quatre temps à l'étranger, alors que B.M. en dispose. A l'inverse, Motostandard fait des moteurs deux temps que la concurrence achète à l'étranger. Encore un exemple pour faire bon poids : B.M. commercialise des minitracteurs dont les châssis sont faits aux Etats-Unis. Chez Motostandard, un prototype de minitracteurs dort dans les cartons.

« On n'a pas voté pour cela »

Les ouvriers licenciés avaient envisagé de monter une société anonyme à participation ouvrière (SAPO) (3) pour mettre en œuvre leur plan *« de création et de reconversion » : simplification des* gammes; lancement de produits nouveaux comme les balayeuses industrielles; gains de productivité proposés par les travailleurs eux-mêmes, en fonction des postes et des pièces et, bien sûr, animation du réseau commercial. Ce plan devait permettre à l'entreprise de tourner pendant trois ans sans entraîner de pertes, avec une centaine de salariés... ou peut-être moins. Les ouvriers apportaient, sur leurs indemnités, trois millions et demi. Il en fallait douze autres, dont quatre en subventions pour amorcer la pompe des concours bancaires.

Ce plan, pas plus que les précédents présentés par l'ancienne direction de Gutbrod-France, n'a trouvé grâce aux yeux des fonctionnaires du CIRI, le Comité interministériel de restructuration industrielle. Il ne peut être viable, car il ne crée pas de bénéfices! Dès lors, plus de SAPO, mais une situation d'attente et la *création d'une Association pour* la préservation et le redémarrage de Motostandard, ouverte aux licenciés qui n'abandonnent pas tout espoir et aux collectivités locales aussi qui veulent bien les soutenir.

L'espoir existe, certes, et la rencontre récente entre M. Jacky Perenom et le président Mitterrand (*le Monde* du 24 mai) en est un indice. Mais les travailleurs sont amers : *« Le gouvernement avait l'occasion de montrer que le traitement d'un dossier industriel pouvait être différent, avec une logique de gauche. Nous avons calculé, par exemple, que nous rembourserions en deux ans et demi les prêts, rien qu'en payant des charges sociales. Il y a une logique globale d'équilibre financier qui dépasse le seul calcul de rentabilité d'une entreprise. Les fonctionnaires sont encore pas mal imprégnés des anciennes directives, et il y a un énorme décalage entre les déclarations — il faut fabriquer en France, il faut innover, il faut changer le dialogue dans les entreprises — et la réalité. »*

M. Jacky Perenom est parti. Il vide son sac : *« Le 10 mai, on n'a pas voté pour cela. Quand on parle de désillusion, j'en fais partie. Le tissu des P.M.E. fout le camp, et la réponse du CIRI, à travers Motostandard, m'inquiète. »*

Avec l'affaire Motostandard les pouvoirs publics avaient aussi l'occasion de montrer que politique industrielle et planification ne sont pas de vains mots pour la gauche. Voilà un secteur composé de petites et moyennes entreprises, et dont la balance commerciale est gravement déficitaire. Voilà une occasion de procéder à une restructuration d'un ensemble cohérent, à partir notamment d'une industrie des moteurs. Voilà des syndicalistes qui donnent leur accord, même au prix de licenciements, car, disent-ils, *« il y va de l'avenir de la branche, de la reconquête du marché intérieur et donc de l'emploi, alors que la casse des usines, entreprise par entreprise, est sans objet... »* Et voilà un comité interministériel dit « de restructuration » qui examine les dossiers industriels un à un. *« Et puis vous,* conclut M. Jacky Perenom, *pour parler de nous, vous venez sur place. Le fonctionnaire qui a pris la décision d'enterrer notre dossier n'a jamais mis les pieds à Mâcon. »*

JACQUES GRALL.

(1) Extrait du plan de création et de reconversion de Motostandard signé conjointement par l'ingénieur conseil M. Wasservogel, M. Perenom, secrétaire du C.E., le député et le maire de Mâcon.

(2) Sur le marché français des motoculteurs et motohoues, les importations représentent 61 % du total en 1982, dont 45,7 % pour les seuls Japonais (qui assurent 70 % des importations totales en valeur). Ce phénomène s'est amplifié au début de l'année 1983. Sur les dix-huit constructeurs français de motoculteurs, quatre ont déposé leur bilan depuis janvier 1982. Ils représentaient 47,8 % de la production française en 1981.

(3) Et non une société coopérative ouvrière de production, car le statut des SCOP est trop restrictif. Il ne permet pas de faire appel à des capitaux extérieurs.

Vers un renouveau industriel américain ?

(Suite de la page 19.)

Des mesures protectionnistes ont été prises pour permettre aux industries anciennes d'entreprendre la modernisation de leurs équipements. Ces mesures protectionnistes ont, jusqu'à présent, eu une efficacité inégale : les autorités américaines ont principalement favorisé des mesures bilatérales qui ont eu pour effet d'encourager la pénétration des produits en provenance des pays non touchés par les accords douaniers. *Dans le cas de la protection prise* à l'encontre du Japon pour les téléviseurs couleur, on voit rapidement percer sur le marché américain des nouveaux concurrents, notamment la Corée, Taïwan et Singapour. Au départ temporaires, certaines de ces mesures se sont prolongées. La perspective d'une reprise trop brutale des importations pousserait les autorités américaines à maintenir, voire à renforcer, leurs mesures protectionnistes. Les entreprises pourraient ainsi plus aisément reconquérir une partie de leurs parts de marché passées.

La protection défensive américaine a, en outre, favorisé l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire américain. Celles-ci sont d'autant mieux acceptées qu'elles contribuent au redressement des industries *en crise*, directement en créant des emplois et indirectement en stimulant les producteurs américains. L'investissement des entreprises japonaises, en particulier, va bien au-delà du simple apport de capitaux : ce sont de nouvelles technologies et de nouvelles formes d'organisation industrielle dont les firmes *américaines tendent de plus en plus* à s'inspirer. On observe d'ailleurs que celles-ci s'efforcent d'instaurer entre elles une véritable coopération industrielle, comme c'est le cas dans l'industrie de l'électronique professionnelle.

Les producteurs américains de l'industrie électronique consolident, ces dernières années, *leurs relations* industrielles. Une coopération plus grande s'est fait jour entre les producteurs de composants, d'ordinateurs et de matériel de télécommunications. La récession du début des années 80 a contraint les principales entreprises de la branche au rapprochement. Certes, celui-ci s'est fait sur la base de relations financières, mais surtout sur la base d'échanges de technologie, de savoir-faire ou de relations commerciales. I.B.M. n'a pris que 12 % du capital d'Intel, dont le dernier microprocesseur *équipe désormais les micro-ordinateurs* produits par I.B.M. Le mouvement de « dérégulation » engagé par l'administration Reagan a permis d'ouvrir certains marchés protégés comme celui des télécommunications. Plusieurs grandes firmes (I.B.M., Mitel, Digital, Sperry...) s'allient pour rechercher ensembles des normes communes, mais aussi, par exemple, des systèmes de liaisons par câbles entre ordinateurs et matériels de télécommunications qui *soient performants*. Cette vague de coopération industrielle nationale révèle la prise de conscience par les producteurs américains de l'intégration insuffisante de leurs structures industrielles face à la pression de la concurrence japonaise sur leur marché.

Cependant, alors que l'enjeu des *années 80 est celui du partage du* marché mondial, on voit de plus en plus se mettre en place des coalitions internationales d'entreprises sur la base d'échanges technologiques, de savoir-faire ou de réseaux de distribution complémentaires. Les accords récents comme ceux d'A.T.T.-Philips et d'I.B.M.-*Matsushita illustrent cette complémentarité*. Il semble difficile de dire aujourd'hui à quel partenaire profitera le plus ces accords, notamment lorsqu'ils lient le Japon et les États-Unis, dont les industries s'affrontent et s'attirent en même temps.

On perçoit ici toutes les potentialités de l'industrie américaine, dont les structures se sont considérablement modifiées en quelques années, au besoin en recherchant un effet de synergie avec des partenaires japonais. Tandis que les années 70 annonçaient une désindustrialisation américaine, les années 80 pourraient être celles du renouveau industriel.

ALAIN RICHEMOND et COLETTE HERZOG-RYBAK.

Dollar et compétitivité

LE rôle du dollar sur la *compétitivité industrielle américaine est asymétrique :* tandis qu'un dollar faible n'a permis, au cours des années 70, qu'un lent redressement du solde commercial de produits manufacturés, un dollar élevé entraîne rapidement une détérioration du solde que les profits *rapatriés* des filiales américaines à l'étranger ne suffisent plus aujourd'hui à compenser. En comparant, pour le secteur manufacturier, le taux d'exportation et le taux d'importation, on constate que l'ouverture de l'industrie s'est faite *en trois temps :*

● Entre 1963 et 1972, les importations de produits industriels progressent plus vite que les exportations. Le taux d'exportation passe de *4,2 % à 5 %*, tandis que le taux d'importation progresse de 2,7 % à 6 %. Cette évolution peut s'expliquer par la contrainte qu'a fait peser sur l'industrie un dollar surévalué.

● La dévaluation du dollar, puis l'instauration d'un régime de changes flottants ont ensuite permis de desserrer cette contrainte : entre 1972 et 1978, le déficit commercial manufacturier se stabilise et en 1979 et 1980, années où le dollar atteint *son niveau le plus bas et où la* croissance américaine est inférieure à celle des autres pays de l'O.C.D.E., le redressement observé est limité.

● La remontée du dollar en 1981 compromet ce redressement. L'année 1982 est à nouveau marquée par un lourd déficit commercial de produits manufacturés.

L'industrie américaine ne supporte pas durablement un dollar élevé. Pour réduire l'effet négatif du dollar sur la compétitivité industrielle, les autorités américaines pourraient élargir leurs mesures commerciales aux exportations, notamment en proposant des crédits plus favorables aux pays acheteurs. Cela reviendrait à mettre en *place, de facto, un double taux de change,* avec un dollar financier élevé et un dollar commercial plus avantageux pour les exportateurs américains. Cela limiterait momentanément les conséquences défavorables, pour les entreprises américaines, d'une politique monétaire restrictive, mais resterait sans effet sur les tensions internationales qu'occasionne un dollar élevé.

LA CONTROVERSE SUR LA T.V.A.

Précisions de M. Edgar Faure...

Dans « le Monde de l'économie » du 19 avril, M. Edmond Alphandéry, qui semble approuver l'inspiration générale de mes propositions, présente une objection technique qui lui paraît dirimante.

Le principe de ma suggestion étant de compenser (quoique par l'intermédiaire d'un mécanisme de relais) une diminution des charges *sociales des entreprises par une augmentation* de la T.V.A., il fait observer que, la T.V.A. ne frappant pas les produits à l'exportation, il faudrait, pour rétablir l'équilibre final de l'opération, prévoir une surcharge de la T.V.A. plus forte que celle qui correspondrait à la diminution de recettes afférente à la diminution des charges. *Dès lors, il ne serait pas* possible de compenser la hausse du prix à la vente par la baisse du prix de revient.

J'ai l'impression que M. Edmond Alphandéry néglige un autre élément du problème qui est corrélatif à celui qui retient son attention.

Il est bien exact, en effet, que la T.V.A. ne frappe pas les produits à l'exportation. Mais, en revanche, elle frappe les produits à l'importation. Nos importations seraient donc affectées d'un prélèvement complémentaire qui se traduirait par une recette fiscale. Etant donné que nos importations sont, hélas ! au moins égales à nos exportations, il m'apparaît que l'équilibre se trouve ainsi *garanti*.

...Nouvelle réponse de M. Edmond Alphandéry

L'observation de M. Edgar Faure me conduit à expliciter les effets en profondeur des modifications des parts respectives de la T.V.A. et des cotisations sociales dans les *prélèvements obligatoires*. Pour y voir clair, il faut, me semble-t-il, faire deux séries de distinctions :

● La T.V.A. touche tous les biens et services *vendus* en France (qu'ils soient produits en France ou importés de l'étranger), alors que les cotisations sociales touchent en revanche tous les biens et services *produits en France (qu'ils soient* vendus en France ou exportés à l'étranger).

● Je distinguerai ensuite le court terme du long terme. A court terme, on peut admettre en première approximation que les modifications de prix sont le résultat mécanique d'écritures comptables. A plus long terme, il faut faire entrer en ligne de compte le jeu des comportements, et en particulier la concurrence.

Supposons donc une baisse à *l'échelon* du pays de 100 des cotisations sociales financée par une augmentation de 100 de la T.V.A. A court terme, la baisse des cotisations sociales payées par les employeurs améliore leur excédent d'exploitation, tandis que la majoration de la T.V.A. financée par les consommateurs pèse sur les prix des produits vendus *en France. L'opération* est donc une incitation aux exportations (dont le coût de production diminue) contrebalancée par une *majoration* des prix des produits vendus en France.

Globalement, les comptes d'exploitation des entreprises s'améliorent à court terme, tout comme d'ailleurs les exportations, deux mouvements favorables dans la conjoncture française actuelle. Mais c'est le pouvoir d'achat du consommateur qui en fait les frais. Et si cette amputation se répercute sur le niveau de la demande intérieure, elle peut créer un mouvement de freinage de la production : ce dernier devrait même s'accompagner d'une aggravation du chômage si la stimulation des exportations est insuffisante pour compenser cet *effet déflationniste* (1). Telles sont bien d'ailleurs les conclusions que donne la simulation analysée dans le sixième rapport du Conseil des impôts relatif à la T.V.A., qui analyse les conséquences d'une hausse de deux points de la T.V.A. compensée par une baisse correspondante des cotisations sociales des *employeurs. L'excédent brut* d'exploitation des entreprises s'améliore, tout comme les exportations ; en revanche, le P.I.B. en volume baisse de 0,5 % et le chômage augmente de 34 000 par an.

A plus long terme, les effets sont plus difficiles à cerner. Les entreprises françaises ou étrangères dont les produits sont soumis à la concurrence sur le marché français seront, *en première approximation*, tôt ou tard conduites à revenir à leur profit antérieur. On peut donc accepter que les prix de ces produits retournent petit à petit à leur point de départ. Mais un certain nombre de produits importés (c'est le cas du pétrole) ou même de biens produits en France (électricité) qui ne subis*sent pas la loi de la concurrence* ne verront pas leur prix revenir intégralement à leur niveau antérieur.

On assistera donc là encore à une amputation partielle du pouvoir d'achat du fait de la majoration de certains prix, majoration qui peut contrebalancer (jusqu'à quel point ?) la relance par les exportations. En définitive, cette mesure s'analyse comme un allègement des charges des exportateurs supporté par les consommateurs français. Son *impact sur le commerce extérieur* serait particulièrement heureux dans la conjoncture française actuelle. Mais, en revanche, il l'est moins sur la production et sur l'emploi.

J'ajoute enfin que je n'ai pas examiné les effets sectoriels multiples qui ne manqueraient pas de se produire, en particulier du fait des disparités dans le rapport capital/ travail entre les entreprises. Dans cette optique de substitution des facteurs *de production*, cette *disposition* serait-elle à plus long terme favorable au travail qu'au capital ? Il me semble qu'on ne saurait être trop circonspect lorsqu'on s'engage dans ce type de raisonnement, car ces effets de substitution sont encore mal connus.

Certes, il est impossible, en l'absence d'un modèle complet intégrant tous les comportements, de pousser plus loin l'analyse. Mais la proposition de M. Edgar Faure a au *moins le mérite de poser* le problème. J'ose espérer que ma réponse rendra prudents ceux qui peuvent être séduits par la simplicité de cette thérapeutique.

(1) Car le pouvoir d'achat est touché pour un montant de 100, alors que la stimulation des exportations l'est à un niveau inférieur. Ou, plus précisément, pour une propension marginale à consommer de l'ordre de 0,6, la demande diminue de 60 du côté de la consommation alors que les exportations augmentent en valeur absolue d'un montant moindre. Et, en présence de cette contraction de la demande, il est peu probable que le surcroît du profit temporaire des entreprises déclenche une relance de leurs investissements.

Rassembler autour du socialisme

(Suite de la page 19.)

L'industrialisation a exigé un appel aux cadres, encore trop rares, assorti d'avantages supérieurs à ce qui se constate dans d'autres pays; le plein est fait, le chômage s'insinue : c'est cette évolution qui détériore leur position relative. Il faut reconnaître *que les artisans du bâtiment sont* touchés par le ralentissement de la construction et du second œuvre, et sans doute revoir les mesures qui ont contribué à une crise du logement. Mais il faut aussi bien faire connaître quels commerces ou quels services ont vu leurs revenus accrus par l'augmentation de la consommation, mieux informer la masse des salariés qui, éventuellement par des boycottages, contreraient les démonstrations abusives de ceux qui ont le plus profité. Il est bon d'enseigner au petit *commerce qu'il pourrait réduire* ses longues heures journalières de travail, par lesquelles il justifie ses marges, et obtenir des conditions plus favorables, devant la concurrence des grandes surfaces, en se groupant pour ses achats.

Épargne et fiscalité

Un domaine où la hausse des revenus pourrait aussi être obtenue par d'autres voies que la hausse des prix, c'est celui de l'agriculture. Une fois de plus les montants compensatoires n'ont pu donner lieu qu'à des marchandages, produit par produit et pays par pays. Une double logique devrait être réintroduite. Les protections des agricultures des pays qui ont réévalué peuvent être démantelées au rythme où le progrès de productivité maintiendra le revenu en compensant la baisse des prix. Et elles ne tiennent pas compte de l'économie réalisée sur les produits d'exploitation importés. Un correctif immédiat ne peut être récusé : une *taxe sur ces produits en cas de réévaluation*, une subvention à ces mêmes produits du côté de la dévaluation. S'il était refusé, la France pourrait saisir la Cour de justice contre un système qui, faisant fonctionner le marché à l'envers, viole les principes de concurrence inscrits dans le Traité.

L'*agriculture, au surplus, ne peut* être traitée comme un bloc. Les cultures de base sont la ressource des uns, un coût pour les autres : ainsi des céréales et de l'élevage. Et si le revenu moyen ne peut être maintenu que par les diverses aides des finances publiques, il faut aussi reconnaître que, à côté d'exploitation très *pauvres*, d'autres reçoivent quelques-uns des revenus les plus élevés du pays. Une *remontée* des prix français par un démantèlement *unilatéral* des *montants compensatoires* pourrait se négocier contre un changement des bases archaïques et injustes des impôts et cotisations agricoles.

La politique de la répartition ne repose pas seulement sur la confrontation et la conciliation des intérêts contradictoires. Elle possède ses instruments. Elle doit favoriser l'épargne, capable d'assurer une meilleure diffusion de la formation des patrimoines. Cette exigence met en question certains points des mesures récemment adoptées. Le relèvement du plafond du livret A, le cumul possible avec un livret industriel doté des mêmes avantages, ne vont ni à l'épargne longue ni à l'épargne populaire : ils offrent aux ménages aisés le moyen d'additionner des exemptions d'impôt qui peuvent devenir supérieures au SMIC. Les porteurs d'obligations que la tranche de revenus où *ils se situent conduit à opter pour le* prélèvement libératoire échappent à la contribution de solidarité et à l'emprunt forcé qui frappent les petits porteurs. Et l'on s'aperçoit que l'avoir fiscal, destiné à encourager la souscription d'actions, se retourne contre son objectif : les dividendes sont majorés de 50%, qui viennent ensuite *en réduction de l'impôt*. Le montant récupérable est fixe ; tout alourdissement du barème, toute contribution exceptionnelle, frappent des revenus fictivement accrus par rapport aux sommes encaissées.

L'épargne n'est pas la seule source, ni même la plus décisive, des patrimoines. On ne peut ignorer ni les héritages ni les plus-values. Il est anormal que, même corrigées pour l'inflation et pour le temps qu'elles ont mis à se former, ces dernières *soient traitées plus favorablement* que les revenus du travail. Quant à la fiscalité des successions, au lieu de *provoquer* une redistribution, elle fige la fortune dans les dynasties, et, par l'écart qu'elle introduit entre la ligne directe et les autres, elle abolit le droit de disposition ménagé par le code civil, elle assure contre toute concurrence celui qui s'est tout juste donné la peine de naître et, à défaut de l'héritier direct, entrave la reprise des entreprises. Tout doit être fait, y compris dans le remaniement du crédit, pour écarter les obstacles à la création d'entreprises ou à leur reprise par les plus compétents.

Et la décentralisation comme l'équilibre régional n'auront toutes leurs chances que si la réforme des *finances locales* commence par le changement des dotations d'Etat, qui permettent aux communes prospères de s'enrichir en attirant les activités par les taux d'impôt les plus bas, cependant que les plus pauvres sont condamnées à s'appauvrir.

Mener de pair la réduction des inégalités et la modernisation de l'économie, *assortir la gestion aux visées* d'avenir, c'est la chance d'une croissance sans inflation. On ne suggérera pas cette démarche à l'Amérique reaganienne, qui ne craint pas d'accoler les réductions d'impôts pour les plus riches et le renvoi de chômeurs à la soupe populaire. Mais on peut la proposer à la Communauté comme le moyen d'échapper au dilemme du déséquilibre ou de la déflation où les pays membres, au lieu de s'entraîner mutuellement, s'entravent les uns les autres.

Telle est l'action lucide qui réconcilierait les socialistes avec eux-mêmes, la politique avec ses principes, le pouvoir avec le peuple, et l'Europe avec la nation.

PIERRE URI.



La fin des titres en « papier »

A partir du 3 novembre 1984, les détenteurs de valeurs mobilières françaises ne pourront plus les conserver chez eux ou dans le coffre de leur banque sous la forme physique (formule imprimée de l'action ou de l'obligation). Ils seront tenus de les déposer en compte auprès de cette même banque, de leur agent de change ou de tout autre intermédiaire agréé, une inscription étant faite auprès de la Sicovam (Société interprofessionnelle pour la compensation de valeurs mobilières), qui gère déjà 1 400 millions de titres français. Cette « dématérialisation » généralisée des titres vise à moderniser une gestion lourde et coûteuse au profit d'un simple jeu d'écriture, grâce à un recours massif à l'ordinateur.

« *Tu seras étonnée de découvrir cette lettre dans mon coffre, sur un paquet de titres. Il eût mieux valu, peut-être, la confier au notaire, qui te l'aurait remise après ma mort, ou bien la ranger dans le tiroir de mon bureau. (...) Rassure-toi ; tu es d'ailleurs déjà rassurée : les titres y sont. Il me semble entendre ce cri, dès le vestibule, au retour de la banque. Oui, tu crieras aux enfants, à travers ton crêpe : « Les titres y sont ! »*.

Cette citation empruntée à François Mauriac dans *le Nœud de vipères* illustre bien l'importance si longtemps attachée par les détenteurs d'actions ou d'obligations à la détention physique de leurs titres, seule possession du « *papier* » pouvant matérialiser, à leurs yeux, une épargne qu'ils avaient tout au plus accepté, pour des raisons de sécurité, de confier, le plus souvent, au coffre de leur banque.

Peu à peu, les mœurs des « *petits porteurs* » ont évolué, du moins sur ce point, et la situation est aujourd'hui radicalement différente puisque près de 80 % à 90 % des titres émis sont déjà inscrits en compte. Cette opération a pour avantage de supprimer toutes les manipulations qui intervenaient une fois par an lors du détachement et du règlement du coupon — une activité encore pratiquée par quelques retraités qui passent un après-midi entier avec leurs ciseaux aux guichets de leur banque — ou à l'occasion des transferts de valeurs mobilières consécutifs à une transaction financière. Tout cela est à présent réalisé par simple jeu d'écriture entre les établissements financiers ou les agents de change concernés, étant bien entendu que l'ensemble des titres représentant ces virements de compte font l'objet d'un dépôt physique auprès de la Sicovam, qui continue à stocker les formulaires imprimés.

Le progrès réalisé est considérable. Ainsi, à l'occasion de la récente opération de nationalisation industrielle et bancaire, plus de 165 millions de titres ont été échangés en quelques semaines, ce qui a donné lieu, parallèlement, à l'émission de 11 *millions d'obligations* indemnitaires. Le simple transfert scriptural a donc permis d'éviter une longue et très coûteuse opération d'acheminement et de comptage de titres entre les différents intermédiaires financiers qui aurait mobilisé, à elle seule, un parc entier de camions !

Voilà plusieurs années que l'idée de « dématérialiser » complètement les valeurs mobilières a germé dans l'esprit des professionnels, et elle a donné lieu depuis plus de deux ans à de nombreuses études préparatoires entre les divers secteurs intéressés, les sociétés émettrices et les intermédiaires financiers, avant d'aboutir à un ensemble de textes (1) qui prennent toute leur signification après la publication, au *Journal officiel* du 3 mai 1983, du décret d'application de ces nouvelles dispositions, dont les principaux points sont les suivants :

● DÉLAIS :

La dématérialisation des titres entrera en vigueur dix-huit mois après la publication du décret d'application, ce qui correspond au 3 novembre 1984 (donc, en pratique, à compter du lundi 5 novembre de l'année prochaine). A partir de ce moment-là, les intermédiaires habilités inscriront en compte tous les titres au porteur qu'ils auront en dépôt. Cette procédure automatique n'exigera aucune intervention des propriétaires de ces mêmes titres puisqu'ils les ont déjà confiés, dans la quasi-totalité des cas, à ces mêmes intermédiaires.

Ensuite, les porteurs de titres « *vifs* » (matériellement représentés) auront trois ans et demi pour se conformer aux nouvelles dispositions. Passé ce long délai (dix-huit mois et trois ans et demi, au total), les titres qui n'auront pas été présentés à la « dématérialisation » (découverts, par exemple, à l'occasion d'un héritage) seront vendus et le produit de cette vente sera confié à la Caisse des dépôts et consignations, les ayants droit conservant toutefois la possibilité de demander à bénéficier de ce qui ne sera plus qu'une créance sur le produit de la vente effectuée et qu'ils devront faire honorer auprès de la Caisse des dépôts.

A l'issue de ce long processus, les titres qui entrent dans le champ d'application de cette réforme et qui seront alors représentés sous la forme scripturale d'une inscription en compte seront détruits selon des conditions qui n'ont pas encore été fixées, notamment pour les personnes qui souhaiteraient conserver quelques formules aux fins de collection privée. Cette destruction est rendue nécessaire par l'impossibilité où se trouveraient tant la SICOVAM que les sociétés émettrices de ces titres, ou encore les intermédiaires habilités, de conserver pendant dix, vingt ou trente ans du « *papier* » qui n'aurait plus aucune valeur de propriété, impliquant cependant des risques — et un coût — disproportionnés au regard de l'utilité qui pourrait en résulter.

● CHAMP D'APPLICATION

L'ensemble des valeurs mobilières émises sur le territoire français et soumises à la législation française seront « dématérialisées » passé ces délais, quel que soit leur émetteur et quelle que soit leur forme (au porteur ou nominative).

Sont donc concernées :

— les valeurs admises à la cote officielle ou à la cote du second marché des Bourses françaises ;

— les actions de SICAV ;

— les valeurs traitées sur un marché hors cote dès lors que les mouvements sont suffisants pour justifier une compensation par l'intermédiaire de la Sicovam.

● CONDITIONS

Deux cas de figure se présentent pour la transformation des titres « vifs » en inscriptions en compte :

1) Titres au porteur :

Aucune modification ne doit intervenir pour le propriétaire du titre puisque, dans la quasi-totalité des cas, ils sont déjà déposés auprès des intermédiaires financiers. Dix-huit mois après la publication du décret, donc à partir du 3 novembre 1984 comme indiqué précédemment, ces mêmes intermédiaires se contenteront d'inscrire en compte les titres au porteur qui sont en dépôt chez eux.

2) Titres nominatifs :

Les titulaires de certificats nominatifs qui, à la date de 3 novembre 1984, les auront maintenus en dépôt chez un intermédiaire habilité seront présumés vouloir conserver ces valeurs mobilières sous la forme de « *nominatifs administrés* ». Bien que ces titres soient pris en compte sous la mention de « *nominatifs purs* » chez l'émetteur (la société), ils continueront à être comptabilisés à titre provisoire chez l'intermédiaire (la banque ou l'agent de change) le temps nécessaire pour lui de retourner à l'émetteur, à titre de justification, les certificats nominatifs en sa possession.

● EXCEPTIONS

Comme toute règle celle-ci comporte des exceptions, et la liste des emprunts d'Etat et des emprunts des P.T.T. qui ne seront pas « dématérialisés » est la suivante :

— Emprunt d'Etat : 4 1/2 % 1973 à capital garanti ; 3 % 1945-1954 ; 3 % 1942-1955 ; 4 % 1941-1960 ; 3 1/2 % 1942-1952 ;

— Emprunt P.T.T. : 5 % 1964 ; 5,75 % 1965 ; 5,75 % 1966 ; 6,25 % 1967 ; 6,50 % 1968 ; 7 % 1969 ; 8,50 % 1970 ; 8,50 % 1971.

Au-delà de ces considérations très techniques, deux questions viennent à l'esprit : les droits de garde seront-ils réduits puisque la suppression définitive de la matérialisation physique au bénéfice d'une inscription en compte courant a pour but de simplifier le circuit et, donc, d'alléger les frais de gestion de titres ? Ces jeux d'écritures ne vont-ils pas s'opérer au détriment du secret qui doit normalement entourer ce type de transactions ?

Sur le premier point, les professionnels estiment que dans l'ensemble, les frais (droits de garde et commissions diverses), qui varient actuellement entre 0,20 % et 0,50 % selon l'établissement et l'importance du portefeuille, pourraient effectivement être réduits, mais dans de faibles proportions. A propos du recours massif à l'informatique, la Sicovam, qui est le grand artisan de cette longue mutation, tient à préciser qu'aucun fichier central des propriétaires de titres ne sera constitué, le rôle de cet organisme étant uniquement de gérer des masses de capitaux et non pas de chercher, sans possibilité de le faire, d'ailleurs, à identifier les détenteurs de valeurs mobilières. De toute façon, ajoute-t-on, les moyens d'investigation du fisc sont déjà largement suffisants si besoin est...

SERGE MARTI.

(1) Ces textes sont : l'article 94-11 de la loi de finances pour 1982 ; le chapitre II du titre II de la loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne ; le décret du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières et un autre décret de la même date relatif à la « loi Delors ».

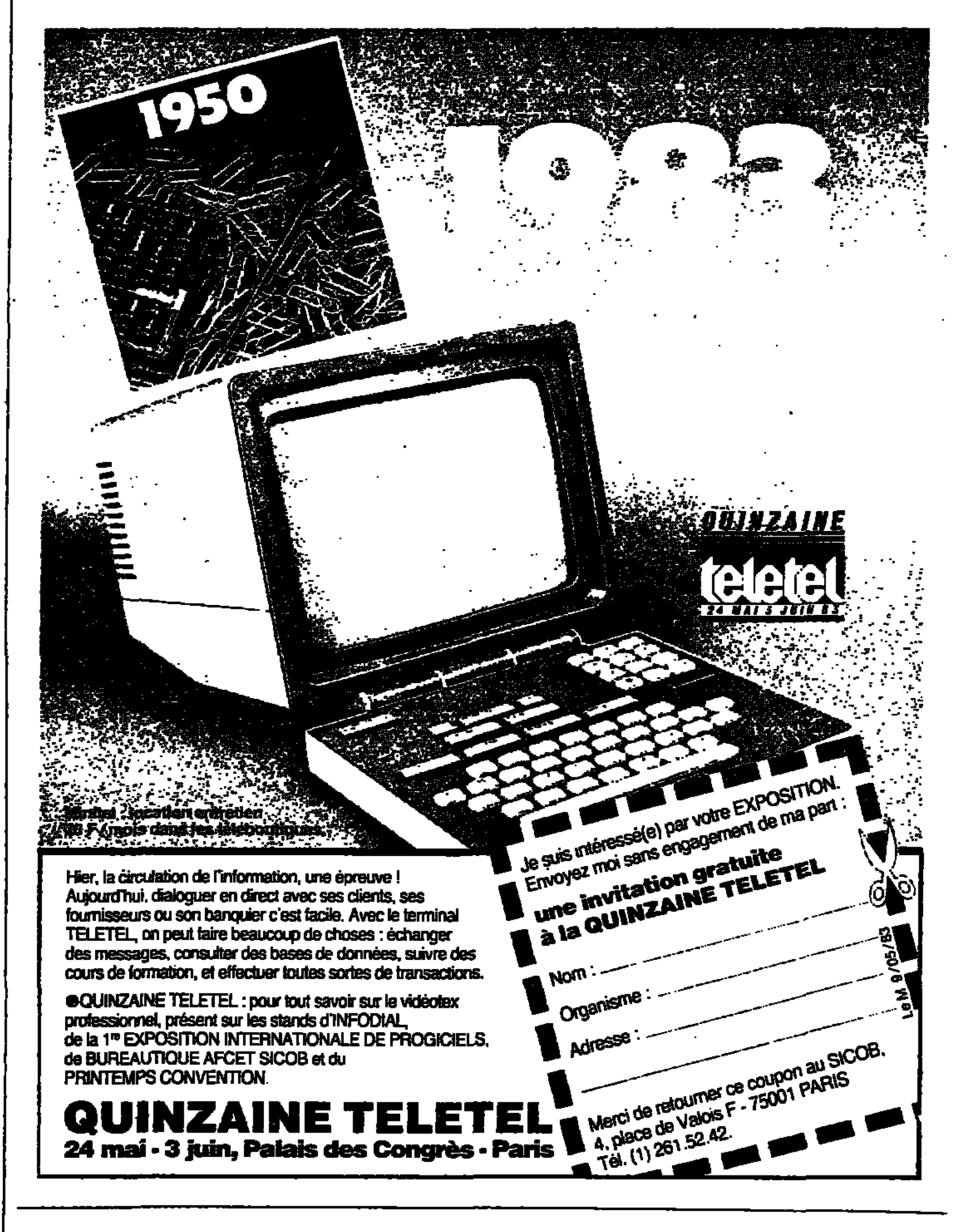
La Sicovam

CRÉÉE en 1949 sur les fondements de l'ancienne C.C.D.V.T. (Caisse centrale de dépôts et de virements de titres), la Sicovam (Société interprofessionnelle pour la compensation des valeurs mobilières) fonctionne sous la forme d'un régime *facultatif* de comptes courants de valeurs mobilières. Ce système permet d'éviter les échanges matériels du *papier* représentant les titres, la Sicovam procédant aux virements correspondants dans ses livres.

Cet organisme interprofessionnel a actuellement en dépôt environ 1,4 milliard de valeurs mobilières, ce qui représente près de 80 % des valeurs françaises cotées en Bourse. La quasi-totalité des actionnaires et des porteurs d'obligations confient à un établissement agréé la conservation et la gestion de leurs titres, mais on considère que 5 à 10 % des détenteurs de titres (selon qu'il s'agisse d'actions ou d'obligations) les conservent matériellement encore chez eux ou dans un coffre. *Ces papiers* sont appelés titres *vifs*.

La réforme en cours a pour but d'éliminer les titres qui existent encore physiquement pour les remplacer par de simples inscriptions en compte courant, comme cela se pratique depuis longtemps pour les bons du Trésor détenus par les banques. Toutes les formules imprimées seront par la suite détruites, ce qui dispensera la Sicovam de conserver les titres en dépôt, comme elle fait aujourd'hui dans vingt-trois établissements où elle loue des chambres fortes, outre ses propres installations au 52, avenue des Champs-Élysées, à Paris.

Avec ses deux cent trente salariés, la Société interprofessionnelle de compensation des valeurs mobilières entend poursuivre le développement du *titre scriptural* dont le succès dépasse les frontières de l'Hexagone, puisque successivement une quinzaine d'organismes spécialisés (notamment aux États-Unis, au Japon, en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas et en Suisse) ont mis au point un système calqué sur celui de la Sicovam et qui fonctionne à la satisfaction générale depuis trente-quatre ans.





Le Brésil, un partenaire commercial pour la France en Afrique

par GABRIEL COLO (*)

L'AFRIQUE, et notamment les marchés privilégiés francophones, constituent la seule zone à excédent structurel du commerce extérieur français ; or, la part française sur ces marchés se rétrécit à vue d'œil : entre 1975 et 1981, les pays de cette zone ont augmenté leurs importations globales de 113 %, tandis que les importations en provenance de la France ne se sont accrues que de 62 %.

Comment réagir à cette évolution ?

Dans le tiers-monde, et en particulier dans sa zone privilégiée d'Afrique, la France est surtout concurrencée par d'autres pays du tiers-monde, les pays dits néo-industriels. Un récent rapport (1) établit que 30 % des exportations françaises perdues par la France dans le tiers-monde entre 1973 et 1980 l'ont été au bénéfice des pays du Sud.

Un pays, le Brésil, fait partie du peloton de tête des nouveaux concurrents de la France en Afrique. Sa pénétration commerciale s'y accroît d'année en année : de 1971 à 1981, ses exportations y ont augmenté de 2 287 % (passant de 71 millions à 1 695 millions de dollars), tandis que l'augmentation de l'ensemble de ses ventes à l'étranger n'a été que de 702 % durant la même période ; d'où un accroissement de la part de l'Afrique dans les ventes brésiliennes à l'étranger, passée de 2,2 % à 7,8 %. Les produits et services brésiliens proposés en Afrique sont très divers : routes, barrages, logements et centres universitaires, sucreries, avions, locomotives, wagons, usine de traitement du soja, bateaux de pêche, usine éthanol combustible, voitures, etc.

Cet effort du Brésil envers le continent noir s'explique par quatre raisons :

● L'Afrique pour le Brésil est tout simplement le pays d'en face, et les nations de la côte occidentale africaine sont des « voisins d'outre-mer ».

● Le Brésil est le deuxième pays noir du monde après le Nigéria, et la *seule nation véritablement métisse.*

● Le Brésil a bâti sous les tropiques le plus important parc industriel du tiers-monde : ses produits ont été *conçus en fonction d'un environnement* difficile et dans des conditions climatiques voisines de celles de l'Afrique.

● *Last but not least,* ses crédits sont particulièrement compétitifs (par exemple dans le domaine des travaux publics).

Cependant, la percée croissante du Brésil en Afrique a beaucoup moins attiré l'attention de l'opinion française que celle de Cuba. Or, la présence brésilienne, et non celle de Cuba, risque dans un proche avenir de prendre une ampleur insoupçonnée.

Une base industrielle déjà considérable

1) Le poids industriel du Brésil fait de lui un concurrent potentiel autrement plus dangereux que, par exemple, la Corée. L'industrie coréenne correspond au quart seulement de l'industrie brésilienne. Celle-ci à elle seule équivaut en gros aux industries de la Corée du Sud, de l'Inde, de Singapour, de Taiwan et de Hongkong mises ensemble. Toutefois, le parc industriel brésilien, à l'inverse de la Corée, s'est constitué essentiellement à la faveur de son marché intérieur. Les exportations brésiliennes n'ont pris leur élan qu'au début des années 70. Elles dépassent aujourd'hui celle de la Corée, tout en ne représentant que 10 % de son P.N.B. *Si elles avaient atteint le niveau coréen — 30 % du P.N.B., —* leur montant se serait élevé en 1981 à 70 milliards de dollars au lieu de *23 milliards, c'est-à-dire l'équivalent* des exportations françaises de 1977.

Pourvue d'une telle base industrielle et prise à la gorge autant par le protectionnisme du Nord que par un marché intérieur en récession, l'industrie brésilienne pourrait bien se montrer particulièrement agressive pour exporter ses produits vers d'autres pays du Sud. Contraint par ses difficultés à rembourser une écrasante dette extérieure, le Brésil vient d'ailleurs de s'engager auprès du *F.M.I. à réaliser en 1983 un excédent* commercial de 6 milliards de dollars.

2) Les pays néo-industriels du *Sud-Est asiatique commercent* essentiellement avec le Nord. Le Brésil, en revanche, privilégie les pays du Sud : de 12 % de ses exportations en 1960, ces pays passent en 1980 à 39 %. Cette tendance est encore plus nette quand il s'agit du « continent d'en face », car si d'un côté les pays africains produisent les mêmes biens traditionnels que le Brésil, en revanche ils ont besoin de ses produits modernes qui, en prime, sont offerts déjà « tropicalisés ». Le *Brésil,* pour sa part, trouve en Afrique les quelques matières premières qui lui manquent (pétrole, phosphate, cuivre). Et la géopolitique ne fait *qu'accélérer le mouvement : les multinationales, notamment américaines,* craignent d'utiliser l'Afrique du Sud comme base de réexportation vers *les autres pays du continent.* C'est donc à partir du Brésil qu'elles envisagent de plus en plus de desservir les marchés africains.

3) Un autre atout *s'ajoute* à ces facteurs : les prix. Depuis 1970, des produits aussi variés que des autobus, des rails, des réfrigérateurs ou des radios peuvent être vendus à des conditions avantageuses. Autre indice favorable : le rapport investissement-accroissement de la production était en 1966-1973 de 2,1, tandis qu'en Corée il était de 2,5. Par ailleurs, l'ensemble des aides fiscales permettent souvent d'avoir des prix à l'exportation de 40 à 50 % *inférieurs aux prix de vente* usine.

Réaliser des accords de compensation

Fort de ces atouts, le Brésil *s'apprête à s'implanter en force en* Afrique. Mais d'autres nations sont également sur cette voie, tel le Japon, ou s'apprêtent à la prendre, comme la Corée ou l'Inde. Il est donc clair que la France sera de plus en plus sur la *défensive.* Les nations des deux régions nouvellement industrialisées, le Sud-Est asiatique et l'Amérique latine, ont de grandes chances de rejeter hors d'Afrique toute une partie de l'industrie française. Un regain d'agressivité des États-Unis ou du Canada, comme cela semble être le cas, ne ferait qu'accentuer le danger.

Se constituer en hérisson sur son « territoire » ne ferait que retarder les échéances. C'est pourquoi, au contraire, la France a intérêt à choisir un allié parmi les nouveaux concurrents, *lui cédant* de préférence à d'autres les positions qu'on devra de toute façon abandonner, et obtenant en échange sur son marché intérieur *ou par des actions conjointes sur des* pays tiers ce que, seule, elle n'a pu obtenir à ce jour. Le Brésil paraît être le meilleur candidat à ce titre de partenaire privilégié.

La lourde dette extérieure du Brésil l'oblige à n'acheter qu'aux nations susceptibles de lui prendre en échange des biens manufacturés. Le Canada (Spar Aerospace) a réussi à vendre au Brésil son satellite de télécommunications parce qu'il a été capable d'acheter en échange pour 250 millions de dollars d'équipements destinés à l'industrie du papier et de la cellulose.

Mais l'appétit brésilien de vendre à l'étranger se heurte à l'impossibilité croissante d'exporter en France. Car, le commerce Brésil-France étant en permanence défavorable à cette dernière (taux moyen de couverture CAF-FOB des quatre dernières années : 57,4 %), celle-ci aura du mal à ouvrir davantage son marché intérieur, même s'il y a là, de plus en plus, une condition *sine qua non* pour vendre des hélicoptères, des radars, des T.G.V., etc. Faute de débouchés en France, les exportateurs brésiliens sont tentés de plus en plus par l'Afrique francophone.

Or c'est précisément là qu'une issue paraît toute trouvée pour réaliser des accords de compensation. Elle consisterait à *envisager un* accord global par lequel on ouvrirait, de propos délibéré, les réseaux français en Afrique aux produits brésiliens. *En échange de quoi, on obtiendrait des « crédits d'importation »* au Brésil en faveur des produits français à technologie avancée. Une telle *ouverture sur l'Afrique se réaliserait,* autant que possible, sur des produits complémentaires des fabrications françaises ou, du moins, correspondant à des créneaux en train d'être perdus au profit d'autres concurrents, asiatiques ou non.

Une telle entente, malgré des risques indéniables, pourrait sans doute être le plus souvent favorable à la France. En effet, vendre des produits complémentaires aux siens, c'est faire davantage travailler les réseaux *commerciaux français. Céder* aux Brésiliens, et non aux Asiatiques, des créneaux en déclin, signifie avoir des chances d'obtenir des contreparties. Et *même, prendre* en main le cas échéant des filiales brésiliennes de *sociétés américaines* est préférable à voir venir leurs maisons-mères, car, ici aussi, on pourra s'attendre à des contreparties au Brésil, et évidemment pas aux Etats-Unis.

France et Brésil pourraient encore prospecter ensemble de nouvelles zones *géographiques au* Proche-Orient et dans le Sud-Est asiatique. Cela est envisageable avec un maximum de chances de succès avec le *Brésil, et plus difficilement* avec d'autres pays telles la Corée ou l'Inde. Ces derniers pays ont déjà une surconcentration de leurs activités sur ces régions, et notamment au Proche-Orient. Le Brésil, à l'inverse, n'y est pas présent, sauf en Irak. France et Brésil auraient donc plus à gagner qu'à perdre à *s'entendre* : *l'un économiserait du temps sur des* marchés pour lui inconnus, et l'autre aurait la possibilité de s'appuyer sur le plus grand pays à industrialisation *récente, afin de mieux affronter* les nouvelles puissances économiques d'Asie.

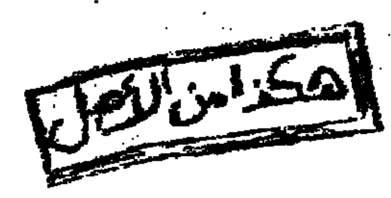
Plus importante encore que tous *ces faits, la coopération avec le Brésil* dans des pays tiers aiderait beaucoup la France à ne pas se voir rayée, à terme, de la liste de fournisseurs de ce pays continent. L'Allemagne, grâce à des investissements massifs réalisés depuis trente ans (deuxième position après les Etats-Unis), a pu créer une complémentarité efficace de son industrie avec celle du Brésil.

Les filiales brésiliennes de Bayer, Bosch, Volkswagen, etc., vendent à leurs maisons-mères les produits que *celles-ci ne sont plus capables* de fabriquer de façon compétitive. Ainsi, les importations allemandes en provenance du Brésil sont constituées *pour environ 50 % de produits manufacturés* (70 % pour l'Angleterre), tandis que ce chiffre n'est que de 25 % pour la France (et encore, il s'agit surtout de semi-manufacturés). Car la France n'est que le sixième ou septième investisseur étranger selon les années, et tout indique qu'elle restera à ce rang éloigné. Les chances donc que l'industrie brésilienne prenne par ce biais davantage d'appui sur celle de la France sont voisines de zéro.

Une complémentarité entre les deux industries — condition inéluctable des futures ventes françaises — pourrait se développer sur des *marchés tiers. Le Brésil achètera* de façon croissante à la France des produits à technologie avancée dans la mesure où les produits brésiliens à technologie *intermédiaire* pourront toujours davantage s'intégrer aux ventes françaises à des tierces parties.

(1) Voir rapport Ventejol, présenté le 10 mai 1982.

(*) Conseil en développement international.



هكذا من الأصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
leader dans sa spécialité
recherche pour son siège Paris

directeur des services comptables

• Ce collaborateur de haut niveau sera attaché à la Direction Générale administrative et financière, et prendra en charge la coordination des procédures financières et comptables du Groupe, en vue de conforter l'homogénéité et la performance du système, et d'élaborer des synthèses destinées à la D.G.

• DECS minimum + ICG ou Écoles de Gestion. Expérience d'expert comptable ou d'audit en Cabinet. Maîtrise de la comptabilité analytique en milieu industriel. Dialogue constant avec les informaticiens. Management d'une équipe hautement compétente. Age minimum 35 ans.

Adresser Curriculum-Vitae s/réfer. 167, à
LPA - GENEVAY
11, square Jasmin, 75016 Paris.

P.R.B.



Secrétaire général — 300.000 F

Cet organisme, établissement public industriel et commercial (environ 300 personnes), spécialisé dans la recherche appliquée recrute son secrétaire général. Véritable second du directeur général pour la gestion et l'administration de l'organisme, il assurera personnellement la direction des affaires sociales et supervisera l'ensemble des services fonctionnels : finances-comptabilité, administratif, juridique - propriété industrielle, services techniques généraux. Il dirigera globalement une soixantaine de personnes. Ce poste conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur (ingénieur ou ayant l'expérience d'un contexte scientifique et technique), âgé d'au moins 40 ans, possédant de larges connaissances des problèmes sociaux, administratifs et de gestion acquises par exemple dans la direction d'un établissement, d'une filiale ou dans un poste de secrétariat général similaire. Il devra pouvoir s'intégrer avec aisance dans un milieu scientifique comprenant de nombreux ingénieurs et techniciens supérieurs. La rémunération annuelle, de l'ordre de 300.000 francs sera fonction de l'expérience. Ce poste est situé en grande banlieue sud de Paris. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2401M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur commercial — 300.000 F

Systèmes électroniques - La filiale française d'un important groupe américain, spécialisée dans la commercialisation de systèmes de protection électronique contre le vol clientèle, leader incontesté sur son marché, et connaissant une croissance soutenue, recherche son directeur commercial. Basé à Paris, et placé sous l'autorité du directeur général, il sera responsable du développement commercial de la société, assisté d'une équipe d'hommes qualifiés (chefs des ventes et ingénieurs commerciaux) qu'il contrôlera et dynamisera. Outre les fonctions classiques de direction commerciale, sa mission sera celle d'un homme de terrain rompu à la négociation de haut niveau, principalement dans le milieu de la distribution et il sera chargé de la coordination des actions des départements logiciel et technique. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 32 ans minimum, de formation supérieure commerciale, ayant exercé avec succès une fonction analogue, dans le secteur informatique, électronique... La connaissance de la distribution et de la vente d'un concept financier constituerait un atout et celle de l'anglais est vivement souhaitée. La rémunération annuelle de l'ordre de 300.000 francs (constituée d'une partie variable) sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat et d'excellentes perspectives d'évolution pourront être offertes. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R9007M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Super directeur usine Normandie frais et surgelé obligent...

Même si vous n'avez jamais «fait de viande», vous allez devenir le responsable d'un de nos centres de production. Celui de Normandie (50 T/jour, des produits finis de pointe dans la viande). Votre expérience et vos caractéristiques personnelles de dirigeant comptent davantage que votre compétence en agro-alimentaire. Directeur d'usine, vous savez être l'homme des relations humaines, de l'organisation, de la qualité, de la gestion, de la logistique et des relations extérieures. Vous savez aussi bien coordonner la marche de l'établissement en fonction des nécessités commerciales, que motiver votre encadrement et veiller sur le terrain aux détails qui font la qualité, la rentabilité et les bonnes conditions de travail.

Un beau métier que celui qui consiste à préparer le steak quotidien de nos concitoyens, celui d'aujourd'hui et celui de demain. Une belle usine (250 personnes, 400 à terme). D'importants investissements à réaliser dans les prochains mois et les prochaines années pour concrétiser la recherche et l'étude de développement menés par l'entreprise, un des leaders de cette jeune profession.

Parce que vous êtes un décideur qui aime le pouvoir, vous prendrez totalement en charge votre unité. Comme vous êtes également un réalisateur qui aime conduire le changement et préparer le futur, vous vous intégrez intelligemment dans l'équipe du siège. Très compétent, vous serez évidemment très bien rémunéré... Votre profil : la quarantaine alerte et dynamique et une formation d'ingénieur : Agro, Agri, Ensia ou n'importe quelle autre. Et si vous n'avez pas de diplôme, mais une bonne expérience, vous aussi, vous écrivez aux conseils en recrutement de SIRCA. Référence 314 930M. Confidentialité garantie.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

L'Institut Français de Gestion, groupe IFG, est leader sur son marché. Le directeur général recherche son directeur administratif et financier.

Il a plusieurs domaines de responsabilités :
- service administratif,
- service comptable et contrôle de gestion,
- gestion de la trésorerie et relations avec les banques,
- service achats.

Il participe par ailleurs à la mise en place d'une informatique de gestion. Rattaché au directeur général, il est membre du comité de direction. Pour ce poste évolutif à moyen terme, nous souhaitons rencontrer un professionnel de formation ESCAE, ICG, DECS... possédant une expérience confirmée dans un service administratif et financier, justifiant de bonnes connaissances en gestion d'entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 13618 K, à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Informatique

Directeur « études et développement »

Nous sommes un important groupe de production et distribution dans le domaine de l'audiovisuel (proche banlieue).

Notre **service informatique**, d'une cinquantaine de personnes est équipé de **2 IBM 4341** dans un environnement de **télétraitement avec CICS et base de données.**

Dans le cadre de notre expansion, nous créons le poste de **Directeur des Etudes.**

Sous la responsabilité de notre Directeur Informatique, il sera chargé **de coordonner et superviser le développement et la réalisation d'importants projets** (administration, gestion de production, gestion commerciale).

Ingénieur Grande Ecole de formation, le candidat que nous souhaitons rencontrer justifiera d'une **expérience similaire d'au moins 5 ans.**

Son expérience de la direction des hommes devra lui permettre d'**encadrer et stimuler l'équipe des études** (20 personnes).

Homme de contact mais aussi organisateur, il devra élaborer et mettre en place des stratégies.

Ce poste conviendrait à un informaticien de haut niveau, motivé par le management et l'organisation.

Liée à l'expérience, la rémunération sera de l'ordre de 250 000 F +.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence LM/DE à notre Conseil Michèle DAIN - ECL recrutement - 55, rue Hermel 75018 PARIS.



MEDIA BA

SUPERMARCHES



recherchent

directeurs

Si vous aimez le commerce et la gestion,
si vous voulez animer une équipe d'une vingtaine de personnes avec de réelles responsabilités,
si vous avez le niveau BAC, BTS, DUT ou une expérience de la distribution, nous avons des postes disponibles immédiatement.
Nous vous offrons une formation adaptée à l'entreprise et une possibilité d'avenir au sein du Groupe

COMPTOIRS MODERNES
(Région Parisienne, Nord et Nord-Est de la France).

Ecrivez-nous une lettre manuscrite avec C.V. et photo s/réf. 1/M à :
RECRUTEMENT STOC
BP 9 - 77101 MEAUX



AFRIQUE FRANCOPHONE

Nous recherchons d'urgence pour la principale brasserie d'une filiale africaine d'un groupe européen, un responsable pour le poste de:

DIRECTEUR TECHNIQUE DE BRASSERIE

Solidement expérimenté, doté de réelles qualités humaines, il aura la responsabilité de toute la gestion technique tant pour la fabrication que l'entretien d'une brasserie d'une capacité de 100.000 hls/mois. Il veillera au bon entretien des installations, maintiendra la qualité des produits fabriqués en respectant les normes imposées, assurera la contraction des prix de revient (freintes, consommations, productivité...), gérera ses stocks...

Agé de 35 ans au minimum, il sera de formation de type ingénieur spécialisé en brasserie et aura acquis une expérience de plusieurs années dans une fonction analogue. Une connaissance de l'Outre-Mer constitue un avantage.

Outre un salaire intéressant, de réels avantages vous seront garantis.

En toute discrétion, adressez sans délai votre curriculum vitae à:

UNIBRA s.a. service personnel
av. des Arts 40 - 1040 Bruxelles - Belgique

Nous sommes une
SSCI d'importance nationale,
en forte expansion, organisée en 7 agences régionales autonomes, spécialisée dans les prestations informatiques et la vente de progiciels de gestion opérationnels sur systèmes IBM, nous recherchons :

2 DIRECTEURS D'AGENCE

• **PARIS CENTRE** dont l'actuel Directeur doit être promu à d'autres fonctions.

• **REGION NORD,** agence à créer.

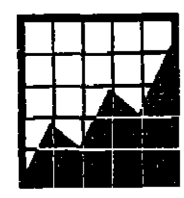
Leur mission après formation à PARIS en position d'adjoint comportera : • l'animation de l'équipe commerciale • le contrôle et la coordination des équipes techniques • la gestion du Centre de Profit (objectifs).

Nous souhaitons rencontrer des candidats(tes) ayant le profil suivant : • plus de 30 ans • très bonne connaissance de la gamme IBM ex DSGD • manager et commercial • comportement direct et autonome • expérience du terrain, de l'animation et de la gestion

SCRIBE 4. avenue Hoche 75008 PARIS

est mandatée pour recevoir votre candidature

Organisation et Publicité



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

LES MAISONS BRUNO PETIT

LE PRÉSIDENT

Monsieur,

Le Groupe que j'ai fondé il y a 10 ans se porte bien. Avec plus de 3000 maisons construites par an, nous sommes parmi les tout premiers constructeurs de maisons individuelles.

Pour notre région NORD-OUEST (CHERBOURG, PARIS, LILLE), je recherche un Directeur Régional.

Très autonome, il dirige sa région, choisit et anime son personnel, arbitre et décide. Il est à la tête d'une véritable entreprise de 500 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de 250 millions de Francs. Il est secondé dans sa mission par une équipe de Cadres expérimentés et efficaces.

Il *n'est pas* indispensable que vous connaissiez notre métier pour réussir. J'attends de vous des qualités de gestionnaire et d'animateur plus qu'une formation ou une expérience spécifique.

La rémunération est élevée.

J'attends personnellement votre réponse.

Ivan BRUNO PETIT

LA MARTINIÈRE . 21, RUE DES CAPUCINS. 92190 MEUDON . TÉL. 534.75.05

Organisation et Publicité

L'Association du Lotissement d'Avoriaz et L'Office du Tourisme recrutent

LE DIRECTEUR DE LA STATION D'AVORIAZ

Ce poste de Directeur comporte deux fonctions :

1 - **Office du Tourisme :** accueil, information (radio, etc.), syndicat d'initiative, animation sports et loisirs, relations publiques.

2 - **Exploitation technique de la station :** transports, entretien, déneigement, etc.

Agé de 30 ans minimum ; homme de terrain, ayant l'expérience de la direction d'une équipe ; homme d'analyse et de synthèse, il devra être capable de préparer les éléments permettant aux différentes instances de se prononcer : homme de décision et d'autorité, de dialogue et de sens politique, il devra vivre sur la station toute l'année. Anglais souhaité.

Envoyer c.v., photographie et prétentions sous référence 600/M à:

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 *PARIS.*

Discrétion assurée.

---

financial controller

Vous êtes un entrepreneur et vous voulez participer au démarrage de la succursale française d'un Groupe Californien jeune, à croissance rapide, et pionnier dans son domaine. Son activité, la distribution en 24 heures de fournitures et d'accessoires pour l'informatique (câbles, connecteurs, supports magnétiques etc...).

Vous mettrez en place et aurez personnellement en charge tous les aspects de la fonction (trésorerie, budgets, contrôle de gestion, reporting, comptabilité etc...), et constituerez progressivement votre équipe au fur et à mesure du développement de la société.

Pour réussir dans le poste, vous possédez une formation supérieure complétée par un passage dans un Cabinet d'audit international et deux à trois ans d'expérience de Controller dans une multinationale américaine. Vous êtes un organisateur, vous avez un esprit d'équipe et d'entreprise. Vous parlez anglais couramment. La première implantation en France se situera dans la zone internationale de ROISSY où vous serez basé.

Pour un candidat de valeur, le package de rémunération sera très incitatif.

Adressez votre C.V. avec salaire actuel sous réf. 8926-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

LA VILLE DE LORIENT

Recrute un

DIRECTEUR DE SERVICE ADMINISTRATIF

Pour exercer les fonctions de directeur de l'Education, de la jeunesse et des sports.

Responsable de la coordination de l'action de la ville dans le domaine éducatif, il sera chargé à ce titre des questions d'enseignement et de formation professionnelle, ainsi que des activités socio-éducatives, post et péri-scolaires.

Adresser candidature et curriculum vitae détaillé à Monsieur Le Député-Maire de LORIENT, pour le 20 juin 1983, dernier délai.

Recherche pour

DIRECTION

RAYON PLONGÉE

Jeune homme avec réf. Ciales et parfaite connaissance de la

PLONGÉE SOUS-MARINE

Env. C.V. et prét. salariales : MAZURA MARINE Face au 36, quai A. Le-Gallo 92100 Boulogne.

---

directeur des achats 230.000+

Nous sommes une très importante société agro-alimentaire et recherchons aujourd'hui notre Directeur des Achats. Ce collaborateur devra gérer un budget de 150 Millions de francs et diriger un service de 5 personnes : approvisionnement - contrôle - gestion de stock. Il contactera et négociera personnellement avec nos fournisseurs d'arômes, d'emballages et de carburants. A terme, il se verra confier les achats de nos matières premières. C'est un spécialiste de la fonction achats que nous voulons recruter, ayant si possible l'expérience des achats dans le secteur agro-alimentaire. Nous voulons un candidat à fort potentiel capable d'évoluer avec notre entreprise. Une bonne pratique de l'Anglais serait appréciée. Le poste est à pourvoir à 120 km au Nord de Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. A 218.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

---

futur directeur commercial

LES TISSAGES DE GRAVIGNY

Nous sommes une division de la S.A. DECROIX (B.T.B. ...) spécialisée dans la création, la fabrication et la commercialisation de tissu d'ameublement haut-de-gamme. Nous recherchons un Cadre Commercial qui, directement rattaché à la Direction Générale, participera à l'élaboration de la politique commerciale et se verra confier le développement des ventes auprès de nos clients, éditeurs - grossistes répartis dans le monde entier. Ce collaborateur participe, en liaison avec l'atelier de création, à la mise au point de nouveaux tissus, et conseille ses clients dans la sélection des produits. Ce poste convient à un homme de 35 ans minimum, ayant une expérience de vente de produits de luxe semi-finis (tissus d'ameublement, habillement, cuirs, etc.) auprès d'une clientèle internationale, sachant parler Anglais et si possible Allemand, et capable de seconder étroitement le Directeur Général. Le poste est basé à PARIS, mais nécessite de nombreux déplacements de courte durée.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A.235.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

Notre client : société espagnole des Éditions SUSAITA, nous sommes leaders en Espagne dans le domaine du livre d'enfant. Par nos filiales en Colombie et à Saint-Domingue, et grâce à notre forte représentation sur toute l'Amérique du Sud, notre Groupe est solide et poursuit son expansion. Nous recherchons aujourd'hui un

JEUNE PROFESSIONNEL DE L'ÉDITION pour

CRÉER NOTRE FILIALE FRANCE LIVRES D'ENFANTS

Le poste : après formation en Espagne, le responsable devra implanter les ventes en France, en Suisse et en Belgique, de l'édition française de nos produits, tant auprès de la distribution traditionnelle qu'auprès des magasins spécialisés et grandes surfaces. Il devra constituer, animer et contrôler son équipe et sera responsable de la tenue d'objectifs dynamiques.

L'homme (la femme) que nous recherchons :
possède un solide niveau de culture générale. C'est un professionnel du Livre et il connaît bien, pour les avoir pratiquées, les différentes formes de distribution. De langue maternelle française, il a de solides connaissances en espagnol.
Rigoureux et efficace dans son activité, il sait aussi être direct et peu formel dans ses relations avec la jeune Direction de notre Groupe à taille humaine

Pour vous rencontrer :
Si vous êtes celui (celle) que nous recherchons, veuillez faire parvenir votre dossier (CV, photo et rémunération actuelle), sous référence 42.268 LM à MERCURI URVAL – Serrano 6 – E. MADRID 1 – ESPAGNE.

Mercuri Urval

HAVAS CONTACT

COOPÉRATIVE AGRICOLE

Céréales — Approvisionnement

C.A. 260 millions de francs
Collecte céréales : 1,2 million de quintaux

Cette entreprise, qui possède de larges possibilités de développement, est située dans une grande ville du Nord de la France.

DIRECTEUR

qui remplacera le titulaire actuel à son prochain départ à la retraite.
Cette fonction importante exige un homme de premier plan diplômé d'une grande école ou autodidacte confirmé.
Excellent gestionnaire, il sera capable d'être à l'écoute des adhérents et de penser au développement de la coopérative.

Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

Ecrire à

« ACTUALITÉS AGRICOLES »

12, rue du Colonel-Driant — 75001 PARIS





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

conseiller les entreprises qui recrutent...

la petite annonce d'offres d'emploi est une Technique de communication : si elle transmet au premier chef un besoin en ressources humaines, elle est aussi porteuse de l'identité de l'entreprise auprès du public.
Nous, bureau lyonnais de la première Agence de publicité de recrutement, sommes en croissance de 50 % en 1983. Pour étoffer une petite équipe très performante, nous recherchons un

responsable de développement

A l'aise dans le tissu de la région Rhône-Alpes, il développera notre image et nos services auprès des chefs du personnel et des chargés de recrutement.
Connaître la presse régionale, mettre sa « patte » à la rédaction d'une annonce, acquérir le sens graphique et, surtout, comprendre le profil des postes à pourvoir deviendront très vite son pain quotidien.
Alors, vous qui êtes un jeune diplômé, qui aimez les contacts et allez vite à l'essentiel, vous pouvez nous rejoindre.

S'il vous tente d'en parler d'avantage, nous vous remercions d'adresser votre candidature avec photo et prétentions à, sous référence 71011

CONTESSE LYON 74, rue Béchevelin 69363 LYON CEDEX 07.

digital

Nº 1 de l'informatique interactive

Notre centre de réalisation de Systèmes Spéciaux a acquis une compétence Européenne dans le domaine des Télécommunications et se développe sur de nouveaux marchés.

Chefs de produit (HouF)

Ils sont responsables d'un produit commercialisé sur toute l'Europe : études de marchés, évaluation d'investissement, politique de prix, plan de promotion, suivi de rentabilité.
Ils ont plusieurs années d'expérience informatique, si possible en télécommunications et ont eu une responsabilité d'affaires ou de projet.

REF M 43,

Ingénieurs d'avant vente (HouF)

Ils assistent les Ingénieurs commerciaux dans l'élaboration des propositions, des cotations et des configurations pour les produits à vocation Télécom.

Ingénieurs de formation, ils ont plusieurs années d'expérience dans le domaine du Hardware ou des systèmes informatiques.

REF M 42,

Ces postes situés à Annecy peuvent nécessiter des déplacements à l'étranger.
Il est indispensable de bien parler l'anglais.

Merci d'adresser votre CV sous la REF. choisie à Johanna Guillon, Département du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Z.I. Les Glaisins, 74000 Annecy.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DE L'INSPECTION

350.000 F +

Banque Corporative du Bâtiment et des Travaux Publics - B.T.P. - (400 personnes - 12 Agences), recherche pour son siège à PARIS, un Directeur de l'Inspection.
Directement rattaché au Président, il dispose d'une équipe d'une vingtaine de personnes pour assumer une double mission d'assistance technique et de surveillance.
A ce titre, la Direction de l'Inspection coopère avec les Directions d'Exploitation en matière d'engagements (délégation conjointe) de prises de garanties et de formation technique des agents. Elle a la responsabilité des affaires spéciales (délicates ou pré-contentieuses).

La mission de surveillance quant à elle, couvre l'inspection et le contrôle de l'ensemble des services du siège et des agences. Elle bénéficie des compétences les plus étendues pour la vérification du bon exercice des délégations en matière d'engagements et de gestion décentralisée.

Membre de l'équipe de Direction, le Directeur de l'Inspection participe à l'élaboration de la politique générale de la Banque et au suivi des réalisations.

La personne recherchée, titulaire d'un diplôme d'études supérieures, doit être âgée de plus de 40 ans et avoir une expérience bancaire d'au moins 15 ans dont l'essentiel dans une fonction Inspection à un niveau élevé.

La préférence sera donnée à un candidat connaissant le milieu du B.T.P. et apte à concilier l'autorité de sa fonction avec le sens du dialogue nécessaire à l'animation d'équipes.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre et CV) sous réf. 3459 à **mcg carrières** *48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS*

Ingénieur Soudeur

Très importante société industrielle à vocation internationale,
notre activité concerne la fabrication d'éléments électronucléaires.

Responsable de la Préparation Technique des Interventions exécutées sur les Sites

Outre le choix des processus et procédés, cet Ingénieur sera chargé d'une mission de conception, de mise au point et de qualification des équipements.
La fonction implique des contacts tant au sein de l'entreprise qu'à l'extérieur avec les fournisseurs notamment.

Ce poste basé en **BOURGOGNE** convient à un **Ingénieur Mécanicien** diplômé ayant des compétences en soudage. Une formation ESSA est appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 80113 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL ALSACIEN
recherche un

Chef de personnel usine

250 000 F +

Relevant du Directeur de l'établissement principal, il sera en liaison fonctionnelle étroite avec le Directeur des Affaires Sociales. Dans un contexte de restructuration d'ensemble de la Société, il sera chargé de réorganiser le service du personnel pour le rendre complet et efficace.

Ses objectifs à court terme seront principalement :
- mettre en place des moyens informatiques de gestion, y compris l'obtention des chiffres figurant au bilan social d'établissement,
- prendre des contacts personnels directs avec l'encadrement et le personnel d'exécution afin de se tenir à l'écoute des préoccupations et insatisfactions éventuelles,
- établir avec les représentants légaux du personnel des relations étroites conformes à la politique sociale définie par la Direction.

Ce poste, incluant tous les aspects principaux de la gestion de personnel (recrutement, droit du travail, formation, services sociaux, etc.), ne peut convenir qu'à un professionnel confirmé de la fonction. Cependant, une formation et/ou une expérience initiale d'ingénieur seront appréciées. Une expérience du milieu socio-professionnel alsacien serait un atout.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/CPA/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



ROUSSELOT

recherche pour l'une de ses Divisions

SON DIRECTEUR DE L'ÉQUIPEMENT

35 ans minimum

FORMATION :
Arts et Métiers ou Grande Ecole d'Ingénieur polyvalente.
Parfaitement bilingue anglais, bonnes notions d'allemand appréciées.

EXPÉRIENCE :
Une dizaine d'années dans le secteur de l'engineering ou comme ingénieur travaux dans une usine de la chimie fine ou de l'agro-alimentaire lui auront donné une réelle compétence en matière de génie chimique, thermique et automatismes industriels.

FONCTION :
En relation directe avec le Directeur Technique, ce cadre de haut niveau aura à analyser la situation de 11 établissements en France et à l'étranger – à proposer toutes les améliorations nécessaires – à établir les projets d'investissements et des gros travaux – à suivre les réalisations. Il sera par ailleurs conseil sur un plan technique pour les problèmes d'économie, d'énergie, de pollution...

Si cette réelle opportunité vous intéresse, adresser votre C.V. et rémunération souhaitée à : ROUSSELOT S.A., Direction du Personnel, B.P. 26608 - 75360 Paris Cedex 08.

IMPORTANTE SOCIETE
fabriquant matériel électrique
PARIS, recherche

DIRECTEUR REGIONAL

(basé à PARIS)

Dynamique, meneurs d'hommes, il dirigera sur sa région son équipe commerciale.

Clientèle visitée : grossistes, installateurs, prescripteurs.

Une bonne expérience dans ce domaine sera un atout supplémentaire.

Salaire motivant, voiture fournie.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 71543, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE
dans le négoce de produits
ABRASIFS et DIAMANTÉS
depuis de nombreuses années – actuellement en pleine expansion – recherche pour son département « industrie »,

DIRECTEUR DES VENTES

produits diamantés et abrasifs, pour l'ensemble du territoire français.

- Basé à PARIS ;
- Expérience technico-commerciale des produits diamantés et abrasifs indispensable :
- Libre très rapidement ;
- Anglais, écrit et parlé souhaité ;
- Déplacements province fréquents ;
- Fixe X 13 mois, plus intéressement.

Envoyer C.V. manuscrit, avec photo et prétentions. Réf. PA 7 à Marketing et Communication, 6, rue Picot, 75116 PARIS.

Agence de Publicité
HAVAS CONSEIL
recherche

DIRECTEUR (TRICE) D'ÉTUDES

Autonome sur études qualitatives et quantitatives.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une expérience en agence de publicité de 4 années maximum, et capables d'intervenir sur des dossiers de communication institutionnelle

Envoyer CV et prétentions à HAVAS CONSEIL Service du personnel 135, Av. Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY S/SEINE

DIRECTEUR FINANCIER

UNE ANNONCE VOUS CONCERNE
VOIR PAGE DES MARCHÉS FINANCIERS

CENTRE D'ETUDES JURIDIQUES LYON
recherche pour son service consultations

UN JURISTE

pour traiter problèmes de
CONSTRUCTION, URBANISME, COPROPRIETE
expérience nécessaire -
Rémunération suivant compétence.

Envoyer CV et prétentions à CRIDON - 59 bis rue de Créqui - 69006 LYON

CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST

Banque Régionale



groupe cic

recherche
pour son CENTRE INFORMATIQUE
orienté Télétraitement et Bases de Données (MVS, IMS, VTAM)

- **Analystes programmeurs**
- **Superviseurs de réseau** Niveau D.U.T.
- **Chefs de projet**
  Niveau ingénieur ou MIAGE débutants ou 2 ans d'expérience

Postes à pourvoir à Nantes.
Adresser candidature, curriculum vitae et prétentions
CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST
Direction du personnel recrutement
4 rue Voltaire. 1 X 44040 NANTES Cedex

F.F.F. — LA BASSE SEINE
groupe immobilier, S.A. d'H.L.M. d'importance nationale 1100 personnes, cherche pour son agence du HAVRE

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES

chargé de la maîtrise d'ouvrages, d'opérations locatives et en accession.

Sa mission s'étendra de la recherche foncière à la livraison des logements.

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur auront acquis pendant plusieurs années une expérience effective de la maîtrise d'ouvrages dans tous ses aspects juridiques, financiers et techniques.

Envoyer C.V. détaillé au F.F.F.
GROUPE FFF 159, rue Nationale 75640 PARIS Cédex 13
Les candidats seront reçus au Havre.

LA SECURITE D'UN PLACEMENT FAMILIAL

MOYENNE ENTREPRISE
LOCATION VÉHICULES UTILITAIRES
GRENOBLE 38
recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL

Formation ESC (distribution – marketing) ou équivalent. Expérience souhaitée 2 à 3 ans mais non indispensable. Notions informatique. Expérience ou au moins goût certain pour les contacts personnels à haut niveau. Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions s/réf. nº 703 à :
CABINET COLOMB PAYEN
36, avenue Maréchal Randon, 38000 GRENOBLE – Discrétion absolue rép. ass. si enveloppe avec adr. jointe.

MOYENNE ENTREPRISE
LOCATION CAMIONS
GRENOBLE 38
Recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Formation ESC Finance-compta ou équivalent. Expérience souhaitée 2 à 3 ans mais non indispensable. Bonnes notions informatique, droit (social, fiscal, commercial), organisation administrative, envoyer C.V. manuscrit photo et prétentions s/s. nº 702 à :
CABINET COLOMB-PAYEN
36, avenue Maréchal-Randon, 38000 Grenoble.
Discrétion absolue rep. ass. si enveloppe avec adresse jointe.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
Est de LYON
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et COMPTABLE

Sa mission consistera notamment en :
- Le suivi de la comptabilité ;
- La responsabilité de l'administration ;
- La gestion du personnel.

Une expérience réussie dans ce domaine de responsabilités est indispensable.

Rémunération annuelle : 150.000 F +

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo à I.F.C., 2, rue Carry, 69003 LYON réf. 24.05.83.
Seuls les dossiers complets seront étudiés.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Ingénieur développement microprocesseur — 180.000 F

Saône-et-Loire - Une importante société française, très réputée dans son secteur, et spécialisée *dans la fabrication et la vente de biens de grande consommation*, recherche un ingénieur développement microprocesseur. Directement rattaché au responsable du département recherche et développement de matériels nouveaux, il sera dans un premier temps chargé de la conception et de la réalisation d'applications industrielles dans un contexte d'automatisation organisée autour d'un microprocesseur 16 bits, puis investi de la responsabilité globale du développement de ce microprocesseur. Il animera alors une petite équipe d'ingénieurs et techniciens et sera l'interlocuteur privilégié des divers responsables des projets en cours. Ce poste s'adresse à un candidat *âgé de 27 ans minimum, de formation ingénieur (ESE, ENSEEIHT, INSA...)* justifiant de 2 à 3 ans d'expérience en milieu industriel et présentant une bonne maîtrise d'un assembleur micro (Z 8000 - M 6800 - INTEL 8085) et du langage C. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 180.000 francs. Écrire à J.M. JACLOT Réf. A/R9009M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable développement des ressources humaines — Rhône-alpes

Futur directeur des relations humaines et sociales - Cette société, filiale d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits professionnels et grand public, recherche un *responsable du développement des ressources humaines. Dépendant de la* direction générale, il aura pour mission de concevoir et de mettre en œuvre une politique sociale dynamique. Son action portera plus particulièrement sur la gestion des ressources humaines, la communication, la formation, les relations sociales et ceci en liaison étroite avec l'ensemble de l'encadrement. Cette opportunité de carrière s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, ayant acquis une première expérience de la fonction, idéalement dans un secteur industriel, dans laquelle il aura participé à la mise en œuvre d'une politique originale liée à des objectifs de progrès. Les qualités de contact sont importantes pour réussir dans cette fonction. La connaissance de l'anglais est très souhaitée. La réussite dans ce poste permettra une évolution vers la direction des relations humaines tant au sein de la société, que dans le groupe. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et au potentiel du candidat retenu. Écrire à M. LE GOUEFF. Réf. A/3738M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Le centre technique des industries mécaniques

recherche

DELEGUE REGIONAL

EN NORD - PAS DE CALAIS
basé à DOUAI

INGENIEUR MECANICIEN

DIPLOME

Chargé des relations d'aide technique aux entreprises de la mécanique et des liaisons avec les instances régionales et organismes locaux de recherche et d'enseignement.

Ce poste aux larges responsabilités exige des qualités de contact et de dynamisme ainsi qu'une solide expérience acquise dans des directions techniques (BE et fabrication) d'entreprises mécaniciennes.

Adresser C.V., photo et prétentions à
CETIM, Service du Personnel
52, Avenue Félix Louat
60304 SENLIS Cedex.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Notre Groupe recrute

RESPONSABLE VENTES TEXTILES A L'ETRANGER

Nous sommes un grand Groupe de distribution et nous créons, pour l'une de nos Sociétés leader de son marché en France, le poste de Responsable des ventes textiles à l'étranger.

En effet, un nombre important de nos produits sont conçus par nous et nous voulons les commercialiser tant en Europe qu'en Amérique, notamment par l'installation de magasins en franchise.

Le collaborateur que nous cherchons aura pour mission de recruter des franchisés et des clients à l'étranger. Il sera aidé par l'ensemble de nos services et devra avoir beaucoup d'allant et de méthode.

Bien-entendu, la pratique de l'anglais est indispensable. La pratique d'une autre langue étrangère serait appréciée.

ASSISTANTE D'ACHAT

Notre service d'achats recrute une assistante d'achat ayant au moins 3 ou 4 ans de pratique dans les achats ou la vente d'articles d'enfants (layette ou confection enfant ou mobilier ou puériculture).

Le poste nécessite :

- l'amour des chiffres pour participer à la mise au point de nos assortiments *et suivre notre programme de commandes* et nos stocks,
- un goût très sûr pour participer à la création et à la sélection des produits.

Une excellente présentation et un bon contact humain, pour les rencontres avec nos fournisseurs français ou étrangers, sont nécessaires.

La pratique de l'anglais et, si possible, d'une autre langue étrangère est indispensable.

Pour ces deux postes envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions s/réf. 1775 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Responsable des Ventes
Futur Directeur de la Filiale — Suisse

Le groupe international (45.000 personnes) dont nous faisons partie, fabrique et commercialise des produits dont certains ont acquis une notoriété mondiale sur des marchés aussi diversifiés que la pharmacie, la parfumerie, l'agriculture et le *bâtiment. En Suisse, notre filiale est chargée de distribuer un produit très réputé* destiné à la décoration et au marché du second œuvre du bâtiment. Nous sommes une toute petite équipe disposant d'une grande autonomie. Nous avons réussi notre implantation, nous voulons maintenant nous développer et porter notre part du marché à la hauteur de notre réputation. Le Responsable des Ventes que nous recherchons *animera le réseau de distribution déjà existant qu'il étendra sur tout* le territoire et développera les relations avec les clients directs, les architectes, décorateurs et prescripteurs. Il devra être en mesure d'accéder rapidement à la direction générale de la filiale. Le candidat retenu, âgé d'une trentaine d'années, de formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent), *s'exprimant couramment en français et en allemand (et si possible en anglais),* aura acquis une expérience commerciale réussie de plusieurs années. Il est assuré de trouver dans notre groupe des perspectives de carrière intéressantes. Ce poste est situé à proximité de Zurich. La rémunération très motivante devrait satisfaire un candidat ambitieux et dynamique.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 306243 à ORION, 35, rue du Rocher 75008 Paris qui vous garantit réponse et discrétion.



Impodante Banque Régionale du CENTRE OUEST recherche pour son service «Engagements» un

Analyste Financier

Le développement rapide de notre secteur «FINANCEMENT DES ENTREPRISES» nous conduit à rechercher un cadre expérimenté pour lui confier les tâches suivantes :

- *les contacts commerciaux avec les dirigeants des PME - PMI,*
- *l'analyse des dossiers de financements avec propositions de décision et suivi des risques,*
- *l'étude de financement de projets divers avec/ou sans support client.*

La réussite dans ces fonctions exige :

- *formation théorique et expérience technique supérieures, comptables et financières (Université ou Ecoles + DECS au moins),*
- *expérience bancaire dans un service d'engagements de 2 à 3 ans au moins.*

Ce poste est à pourvoir dans une ville universitaire du CENTRE OUEST ; région très agréable.

Merci d'adresser votre CV + photo + rémunération actuelle sous référence 4244 M à racg carrières 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE MINIERE
recherche pour son exploitation au
NIGER

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN expérimenté

Pour lui confier les responsabilités suivantes :
— exploitation et maintenance des installations de production et de distribution d'électricité, d'air comprimé et d'eau,
— maintenance des matériels électro-froid, électro-ménager et téléphonique.

Une expérience de plusieurs années à un poste similaire est indispensable.

Contrat expatrié avec de nombreux avantages : vie en famille, écoles, 2 mois de congé pour 10 mois de séjour.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV et photo sous No 71447 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

Pour séjour
Afrique sahélienne

AGRO-PÉDAGOGUE

5 ans minimum d'expérience africaine. Libre immédiatement.

Résidence dans la capitale. Avec de nombreuses missions dans l'intérieur du pays.

Contrat pour 1 an minimum avec organisme para-public français.

Adresser d'urgence c.v. détaillé s/réf. 2732 à Axial Publicité, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

MULTINATIONALE AMÉRICAINE

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Lieu : ABIDJAN

Formation : A.M. ou équivalent. Age minimum 30 ans, langue anglaise courante, expérience minimum 5 ans technico-commercial, produits industriels, si possible produits pétroliers. Rémunération selon expérience. Envoyer c.v. + photo sous réf. 3561 (M)

à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

Ingénieurs informaticiens

IMPORTANTE SOCIETE
D'INGENIERIE INFORMATIQUE

recherche

Des ingénieurs spécialisés dans les domaines techniques et industriels, désireux de participer à son développement dans la
région Grenobloise

Nous intéressent particulièrement les chefs de projets confirmés, les ingénieurs expérimentés.

Adressez votre C.V. sous réf. 7479 mentionnée sur l'enveloppe à Média-System : 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

média-system

cofreth compagnie française d'exploitation thermique

Filiale de la Lyonnaise des Eaux, nous sommes une des plus importantes entreprises françaises spécialisées dans la maintenance et l'exploitation d'installations thermiques (2 500 personnes, CA 1 milliard).
Notre volonté d'exportation nous amène à vouloir nous implanter en

ARABIE SAOUDITE

où existe un fort marché potentiel. Nous recherchons

UN INGENIEUR THERMICIEN OU ELECTROMECANICIEN

avec plusieurs années d'expérience en climatisation.

Il aura à prospecter et à exécuter des marchés en conditionnement d'air en collaboration avec les services techniques de Paris et un partenaire saoudien. L'objectif est de créer à terme une filiale avec cette société saoudienne et de constituer sur place une unité de travail.

Le candidat recherché devra posséder, en plus de ses compétences techniques, des aptitudes commerciales à haut niveau, le goût des responsabilités, de l'autonomie et une certaine mentalité de pionnier.

La mission offerte peut déboucher sur des possibilités de carrière au sein *de la société. L'anglais lu, parlé et écrit est indispensable.*

Adresser CV, photo sous référence M306 à Charles RAYNAUD

SOLARA *recrutement*
17 Quai de Grenelle - 75015 PARIS.
Discrétion assurée.

SOURCES

Dans le cadre de la coopération technique française au Sénégal
Organisme public des Sociétés d'État

Recherche :

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ

- \+ Diplôme grande école de commerce
- \+ Expérience 5 ans minimum Audit et si possible contrôle de gestion pour
- – Direction et animation équipe de 10 réviseurs comptables Sénégalais et Français.
- – Organisation, supervision et exploitation missions d'Audit confiées à des cabinets spécialisés :
- – Contrat ministère français de la coopération – 2 ans-renouvelable, et possibilité contrat pour le conjoint (si fonctionnaire enseignement).
- – Rémunération nette attractive + logement.

Poste à pourvoir en octobre 1983
Interview à prévoir en juin à Paris sur convocation, adresser avant le 20 juin 1983 C.V. complet à :

M. GEVET – B.P. 9024 – DAKAR (Sénégal).

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Filiale
d'un Groupe Français
de construction mécanique
recherche
pour l'une de ses usines
d'une ville agréable du NORD

jeune ingénieur

AM ou équivalent

28 ans minimum, dynamique ayant un grand sens des responsabilités.

- Ayant déjà un début d'expérience en unité de fabrication mécanique pour assister le Directeur de l'usine dans les problèmes de fabrication.
- Evolution à très court terme vers responsabilité totale de la production (fabrication, méthodes, planning)
- Grandes possibilités d'évolution dans le groupe vers un poste de Directeur d'usine ou poste à hautes responsabilités.
- Logement possible.

Envoyer CV + photo et prétentions sous référence 43934 à
projets publicité
12, rue des Pyramides
75001 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE BANQUE

recruta pour son réseau de Province

CADRES EXPLOITANTS COMMERCIAUX

(cl. V minimum)

Formation Ecoles de Commerce, Université, I.E.P. ou qualification professionnelle sanctionnée par I.T.B.

Les candidats devront justifier d'une expérience minimum de 6 années acquise dans un département d'exploitation bancaire national.

Les postes à pourvoir ouvrent une possibilité d'accession aux fonctions de Sous-Directeur de Siège dans d'importantes villes de Province.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 70890
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.



Telemecanique

les solutions de progrès

recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR ELECTRONICIEN

POUR DEVELOPPEMENT ALIMENTATIONS A DECOUPAGE

MISSION :
Il viendra renforcer une équipe spécialisée de 4 à 5 personnes de haut niveau.
Pour chaque produit qui lui sera confié, en relation avec les autres services techniques, il devra :
- A partir d'un cahier des charges : étudier, concevoir, dimensionner et mettre au point la maquette.
- Mener la réalisation des prototypes ainsi que leurs essais.
- Suivre le passage en production.

PROFIL :
- Titulaire BTS ou équivalent - très bon niveau théorique et pratique
- Attiré par l'Analogique et la Compréhension physique des phénomènes
- Expérience dans la fonction d'environ 3 ans
- Anglais technique - lu indispensable.

Adresser CV + photo + diplomes à TELEMECANIQUE ELECTRIQUE
Direction du Personnel - Route des Lucioles
06565 VALBONNE sous réf. SE/JLA/19-05.



glaces et sorbets

Chef des marchés nationaux
Toulouse

L'ULPAC - Union Laitière Pyrénées Aquitaine Charentes - est le premier groupe laitier du Grand Sud Ouest avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard, 15 établissements et 2000 personnes. En 1982, notre DEPARTEMENT CREMES GLACEES PILPA a réalisé une progression de chiffre d'affaires de près de 50 %.

Nos objectifs sont ambitieux et parmi eux le développement de nos relations avec les Centrales d'Achats qui représentent déjà 80 % de l'activité. Nous recherchons le candidat qui, en liaison directe avec le Directeur de la Société, participe aux négociations et en assure le suivi. Il doit donc avoir une bonne formation et faire état d'une expérience commerciale réussie dans la Grande Distribution Alimentaire.

Un produit jeune en plein développement, un Groupe de grande notoriété, la responsabilité nationale d'un secteur commercial... et la qualité de vie en MIDI PYRENEES, sont autant d'atouts attractifs pour un professionnel du niveau requis.

Il vit donc à TOULOUSE mais se déplace fréquemment.

Merci d'adresser votre dossier avec photo et rémunération souhaitée sous référence 83053M à

marie-françoise lautrec lepy
conseiller d'entreprise

35, rue des couteliers • 31000 toulouse

Discrétion et réponse assurées

Nous sommes une Société agro-alimentaire, située dans le Sud-Ouest, nous réalisons un CA de 80 millions de Francs, nous recherchons notre

Responsable Administratif

Nous lui confierons la responsabilité de :
- la gestion budgétaire,
- la gestion financière,
- la comptabilité générale,
- la comptabilité analytique,
- la gestion du personnel,
- l'informatique.

Il dirigera une équipe de cinq collaborateurs. Ce poste conviendra à un candidat de formation supérieure pouvant justifier d'une expérience de 5 à 7 ans dans une PMI, une PME ou un cabinet d'expertise et ayant une bonne connaissance des divers aspects de la fonction administrative. Les relations permanentes avec les Etats-Unis nécessitent une bonne connaissance de l'Anglais.
Nous offrons une ambiance de travail dynamique, une rémunération motivante, des possibilités de carrière au sein d'un groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 357 RT à

SCOTI 33, rue de Miromesnil 75008 Paris
Discrétion assurée.

média-system

Crouzet recrute ses ingénieurs de demain

Ingénieur assurance produits (aérospatial)

Notre Division Aérospatial souhaite intégrer un ingénieur électromécanicien dans son service qualité-fiabilité. Au sein d'équipes-projets développant des produits ou systèmes mécaniques ou électromécaniques embarqués sur aéronefs ou satellites, il veillera à la mise en place des mesures et outils d'assurance-qualité et fiabilité. Cet ingénieur devra avoir complété sa formation de base par de bonnes connaissances en électronique et en informatique. Une expérience de deux à cinq ans en assurance qualité-fiabilité sera fort appréciée et pourra permettre une rapide évolution dans le groupe.
(Réf. 3369)

Ingénieur d'Etudes (commutation)

Notre Division Composants d'Automatismes crée un poste d'ingénieur électromécanicien afin de compléter l'équipe responsable de l'étude et du développement de nouveaux produits dans le domaine de la commutation (composants pour l'aéronautique, les techniques nucléaires, les environnements sévères... : interrupteurs étanches et hermétiques, disjoncteurs thermiques...).
Ce poste permet de participer à l'ensemble du développement d'un produit jusqu'à la phase d'industrialisation.
Il offre de réelles perspectives d'évolution pour un candidat disposant impérativement d'une expérience d'au moins cinq ans en service études.
(Réf. 3536)

Ingénieur méthodes (électronique)

Notre division Composants d'Automatismes développe son département Commande Electronique (produits destinés aux automatismes industriels).
Elle crée un poste d'ingénieur méthodes à qui sera confiée la réalisation de l'industrialisation de nouveaux produits. Intégré à une équipe-projet, il sera partie prenante dès la conception.
Une premiere expérience des technologies électroniques pourra constituer un atout intéressant pour ce poste.
(Réf. A 20)

Responsable assurances produits (électronique)

Dans la direction qualité de notre Division Composants d'Automatismes, nous créons ce poste et souhaitons le proposer à un ingénieur électronicien. Ce responsable accompagnera le développement des produits "commande électronique" en veillant à ce que tous les aspects concourant à la qualité soient pris en compte.
Une expérience de la conception de produits électroniques à base de microprocesseurs sera un atout essentiel pour réussir dans cette fonction.
(Référence 3487)

Postes à pourvoir à Valence



Crouzet®

Adresser votre candidature en précisant la référence (lettre, C.V., photo, prétentions) à : Crouzet S.A. - Direction du Personnel, 26027 Valence cedex (les entretiens auront lieu à Valence les frais de déplacements étant remboursés).

Oui, il y a en FRANCE des PME qui se développent et misent sur l'innovation :

DUVIVIER DUREV

un des premiers Fabricants français de Literie, crée le poste de

RESPONSABLE SERVICE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT

Basé en POITOU

Missions :
- Rechercher et suivre, en France et à l'Étranger, les tendances du marché et les évolutions techniques des produits ; en faire l'analyse et proposer des orientations.
- Faire évoluer la conception technique des produits existants ; élaborer et mener les nouveaux projets, jusqu'aux prototypes.
- Susciter, entretenir l'esprit d'innovation dans l'Entreprise.

Profil :
- Formation technique (B.T.S., I.U.T., ...).
- Expérience en Services Études et/ou Fabrication de produits Grand Public.
- Compétences en analyses Marketing ou en gestion de produits.
- **Anglais demandé**, allemand ou espagnol apprécié.
- Mobilité (Foires et salons internationaux).

Une définition de poste sera adressée aux candidats intéressés, qui doivent écrire à

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Département Conseil, 25, rue François-Iᵉʳ, 75008 Paris

Importante Société Française (6.000 pers.) recherche urgent pour usine NORD

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

responsable cellule informatique
Connaissant MINI 6 appréciée mais non obligatoire.
TÉL. : 265-50-12.

GRENOBLE
Le Département Central Informatique

d'un groupe industriel français d'envergure internationale se situant parmi les leaders mondiaux de son secteur d'activité, recherche

INGENIEUR-SYSTEME OS/VS1

Issu d'une école d'Ingénieur, il maîtrise parfaitement CICS et si possible DL1. Avec une expérience de 3 à 4 années, il possède éventuellement une approche de MVS.

Le Département Informatique Central est largement impliqué dans le développement des activités du groupe : il joue un rôle moteur dans la politique de décentralisation de l'Informatique des unités et des filiales.

Spécialiste Système certes, mais aussi homme de communication, vous souhaitez donner une dimension nouvelle à votre savoir-faire alors :

Merci d'adresser votre C.V. détaillé et vos souhaits de rémunération sous réf. 58/1 à CONTESSE Publicité 74, rue Béchevelin 69363 LYON Cedex 07.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Rhône-Alpes

5 INGENIEURS

Filiale de l'un des tous premiers groupes multinationaux français avec 4 000 personnes, 5 usines (4 en Europe, 1 aux USA) nous sommes le premier fabricant européen, le troisième mondial dans notre spécialité : matériaux composites destinés aux industries des matières plastiques et du textile.

INGENIEUR CHIMISTE FORMULATION

Pour mettre au point avec son équipe de recherche (7 personnes) des formulations pour les produits nouveaux (réf. M5428 B)

INGENIEUR CHIMISTE POLYMERES

Il est chargé de la mise au point des produits nouveaux : études de formulation adaptées à chaque application (polymères souvent synthétiques) (réf. M 5428 C)

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs d'une grande école de chimie (Paris, Strasbourg, Bordeaux, école d'application des hauts polymères...), pour le poste formulation, une thèse de doctorat de troisième cycle dans le domaine des revêtements de surface ou des études d'interface.

INGENIEUR DE RECHERCHE PROCEDES

Il anime une équipe de 3, 4 personnes chargée des études de base du fibrage afin d'améliorer le procédé, et une équipe de 3, 4 personnes chargée de la conception puis des méthodes de fabrication des produits nouveaux (réf. M 15428 D)

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT PROCEDES

Il sera responsable de la mise au point au stade pilote des procédés nouveaux et de la transposition de ces procédés dans les diverses usines du groupe (réf. M 15428 E).

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs débutants (Centrale, Mines, AM...) ou ayant une première expérience industrielle plus particulièrement orientée vers les problèmes de mesures physiques et/ou vers des problèmes de thermique.

INGENIEUR ELECTRICIEN/ELECTRONICIEN

Il est chargé, au sein du centre de recherche et de développement, de la conception des prototypes de machines et de nouvelles installations.
Il prend en charge l'automatisme et l'informatique de process y compris l'instrumentation des procédés.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une école du type ESE section électronique, ISEP, ENSEM section électronique et automatismes, ENSERG, ENSERB, ENSEEC... (réf. M 15428 F)

Pour 5 postes d'ingénieurs, l'anglais est nécessaire et la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

L'implantation d'un centre international de recherche dans une région agréable, l'utilisation de technologies de pointe, un travail en équipe et les réelles possibilités de développement et d'évolution sont de nature à intéresser des personnalités de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. choisie, à

EGOR RHONE-ALPES Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient 69431 LYON CEDEX 3 ou à **EGOR INDUSTRIE** 63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system



PA

asfor compagnie française des aciers spéciaux

Ce groupe, qui est spécialisé dans la production d'aciers fins de haute qualité, réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 2 milliards de francs et vend annuellement 500.000 tonnes d'aciers spéciaux, *dont plus de 50% à l'exportation.* De très importants investissements ces dernières années lui ont permis de se doter des outils parmi les plus modernes, à l'échelle mondiale. C'est dans ce cadre qu'il crée pour son usine de Dunkerque (2.800 personnes) des postes de :

Ingénieur maintenance électrique

Responsable, au sein du service électrique, d'une équipe d'une trentaine de personnes, il sera chargé de l'entretien électrique du secteur laminoir. Ses interventions se situeront au niveau d'un matériel très diversifié, allant des grosses machines tournantes aux automates programmables. A moyen terme, une évolution professionnelle est déjà envisagée. Ce poste convient à un Ingénieur électricien (ESE, ESME...) ou plus généraliste (AM, ICAM, IDN...) possédant si possible une première expérience de 5 - 6 ans dans la fonction. Réf. A/4640M

Chef de projet informatique - comptabilité

Rendant compte au responsable des études, et en liaison directe avec les utilisateurs, il sera chargé de développer et de coordonner les applications en matière de comptabilité générale et analytique, et animera une petite équipe d'analystes programmeurs. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, bénéficiant d'une formation en informatique de gestion (type MIAGE, ESC ou maîtrise de gestion + informatique...) et si possible d'une expérience minimum de 3 - 4 ans dans un service comptabilité. *La connaissance du matériel IBM serait appréciée.* Réf. A/4641M

Chef de projet informatique - contrôle de production

Au sein du même service, mais dans une unité indépendante, il sera chargé de développer les traitements informatiques en temps réel, relatifs au contrôle de production. Il sera secondé en cela par une petite équipe d'analystes programmeurs. Ce poste intéresse un jeune ingénieur (AM, ICAM, ISEN, HEI...) ayant acquis au cours de sa formation, ou lors de sa première expérience, de solides connaissances en informatique, de préférence au niveau des mini-ordinateurs. Réf. A/4642M

Pour ces postes, les rémunérations retenues, motivantes, seront essentiellement fonction de la valeur et de l'acquis des candidats. Ecrire à CH. SANCHEZ.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE DE PRÉCISION située à 200 km de Paris recherche pour son service Études et Développement

INGÉNIEUR AM OU ÉQUIVALENT

Ayant 2 à 3 ans de pratique. Anglais souhaité.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 3.547 à : *PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09,* qui transmettra.

VENDRE DES SERVICES

Importante société recherche pour son agence du HAVRE

RESPONSABLE D'AGENCE H./F.

Il (ou elle) doit :
- *Rechercher et conquérir* personnellement des clients nouveaux par une prospection sur le terrain ;
- Entretenir la clientèle existante.

Il (ou elle) est responsable de son agence et de l'obtention des objectifs, de la qualité du service rendu à la clientèle.
Il (ou elle) est titulaire d'un BTS *ou d'un DUT et a déjà une première expérience commerciale* dans la région havraise.

Nous offrons salaire fixe, plus un pourcentage lié au résultat, frais remboursés.

Position cadre.

Ecrire lettre manuscrite avec c.v. + photo + prétentions sous réf. 018 à LEVI-TOURNAY, 104, rue Garibaldi, 69006 LYON.

IMPORTANTE BANQUE
recrute pour son réseau de Province

CADRES EXPLOITANTS COMMERCIAUX

(cl. VII minimum)

Formation Grandes Ecoles de Commerce, Université, I.E.P.

Les candidats devront justifier d'une solide expérience acquise dans un département d'exploitation bancaire national.

Les postes à pourvoir ouvrent une possibilité d'accession rapide aux fonctions de *Directeur de Siège dans d'importantes villes de* Province.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 70888
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

---

ingénieurs informaticiens votre avenir en Rhône-Alpes

Sopra, l'un des premiers groupes français d'ingénierie et de services informatiques, poursuit son expansion rapide dans la région Rhône-Alpes (Annecy, Grenoble, Lyon.).

Notre métier : concevoir et réaliser les systèmes informatiques de nos clients en nous appuyant sur la maîtrise des techniques avancées de l'informatique.

Vous êtes un chef de projet, un architecte de logiciel expérimenté, un jeune ingénieur avec une formation informatique.

Vous souhaitez travailler dans un groupe de taille nationale jeune et dynamique *privilégiant l'initiative et l'évolution.*

Vous voulez être à la pointe des techniques informatiques et participer à des projets alliant minis, réseaux, bases de données.

Votre avenir est chez nous, écrivez-nous en joignant photo, CV et prétentions sous référence 530 à Sopra Recrutement 90 rue de Flandre - 75019 Paris.

SOPRA. Constructeur d'informatique

média-system

De Dietrich

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Notre groupe (4700 pers.) est solidement implanté en Alsace. Notre vocation : les constructions ferroviaires et de génie chimique, les équipements ménagers et thermiques.
Pour étoffer notre Service Informatique (25 pers.), nous souhaitons nous adjoindre un chef de projet. Nous sommes équipés d'un CII-H.B. 64/40 et disposerons sous peu d'un DPS 7/60.
Vous avez un diplôme d'ingénieur ou une formation universitaire, complétée par une expérience en informatique de gestion, dans une entreprise industrielle.
Rattaché au chef de service informatique, vous aurez à analyser les besoins des différentes unités du Groupe, établir le cahier des charges, mettre en place les nouvelles applications, en suivre la réalisation.
Une compétence technique indiscutable doit vous permettre de vous imposer vis-à-vis des différents utilisateurs que vous devrez faire participer étroitement au développement de l'informatique.
Le poste est à pourvoir à 50 km de Strasbourg.



Paris - Lille - Strasbourg

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence B.891 M à Danielle Jalbert.

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

YR Yves Rocher

2 JEUNES COMPTABLES SANS MANCHETTES...

La qualité des hommes et des structures précède, accompagne et prépare la qualité de notre constant développement : CA proche de 2 milliards.
Nous recherchons pour LA GACILLY en Morbihan (2000 personnes) 2 excellents techniciens rodés par quelques années de cabinet ou d'entreprise, capables de réfléchir et d'organiser, capables *aussi d'animer un groupe de 10 à 20 personnes. Plus une envie* de ne pas s'endormir : à 28/30 ans, vous ne cherchez pas votre bâton de maréchal...

Merci d'adresser, sous identification 874, un dossier d'emblée très complet (CV, références, photo, indication de salaire)

EN BRETAGNE

CEIP Conseil d'Entreprise, 56270 PLOEMEUR

GROUPE VICTOIRE

Un des tous premiers groupes d'assurances recherche pour son centre maladie à LILLE

1 CHEF DE BUREAU

- *Il sera l'adjoint du Chef de Centre*
- Aura des responsabilités essentiellement techniques (maladie) et administratives (Personnel)
- Devra maîtriser la branche maladie
- Sera titulaire d'une licence ou d'une maîtrise ou éventuellement d'un IUT
- Interêt pour l'informatique indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. CB
GROUPE VICTOIRE - Mme IMBERT
52, rue de la Victoire 75009 Paris

Publicités Illustrées

ORDURES SERVICE

Première entreprise française d'enlèvement et de traitement des déchets industriels et ménagers - 7 Agences Régionales.

Dans le cadre du développement de l'Agence de Reims, *le Directeur Régional crée un poste de*

Contrôleur de Gestion

Son rôle :
- le contrôle et l'analyse des états comptables et de gestion (pour la plupart informatisés) ;
- l'étude prévisionnelle et le suivi comparatif des budgets et des rentabilités d'investissement.

Les conclusions de ses observations viseront à améliorer et dynamiser la rentabilité de l'Agence.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions + photo indispensable, sous réf. : 4/RS/857, à :

Cabinet Conseil Chantal Gentilhomme
qui vous garantit toute discrétion

CG

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

---

cadre contrôle budgétaire à Reims

Importante société commerciale et industrielle recrute un diplômé ESC ou équivalent.
Il participera plus particulièrement à l'élaboration des différents budgets et sera chargé de leur suivi, ainsi qu'à la mise en place du contrôle budgétaire.
Il devra s'adapter très vite aux structures de l'entreprise pour s'intégrer dans une équipe de 10 personnes. Une connaissance de l'informatique sera très appréciée.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Projets Publicité 12, rue des Pyramides 75001 Paris, en rappelant la référence 44061.

SOPAD Nestlé recherche un

CHEF SERVICE AGRICOLE

Chargé de la supervision du rayon laitier d'une usine située au Nord-Est de Reims, il assurera l'organisation et la rationalisation de la collecte du lait.

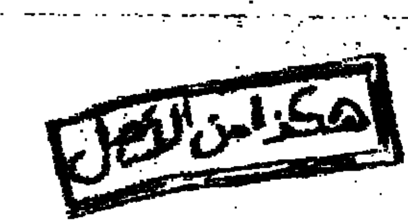
Avec son équipe de conseillers, il apportera une assistance technique aux producteurs laitiers dans les domaines de la productivité et de la qualité.

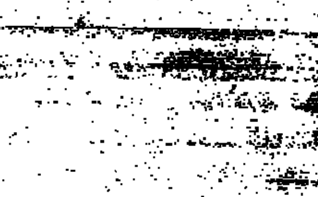
Cette activité conviendrait à un

INGÉNIEUR AGRO

ayant une bonne connaissance du milieu agricole acquise si possible par plusieurs années d'une expérience professionnelle similaire.

Adresser curriculum vitae détaillé à SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

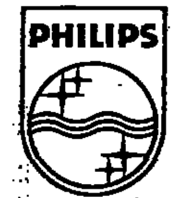
PHILIPS
Data Systems

ingénieurs technico-commerciaux

Formation supérieure, première expérience dans un environnement de grands systèmes et de réseaux : vous avez confirmé votre goût des contacts humains et vous savez que l'anglais et de courts déplacements sont attachés à la fonction.

Vous serez responsable de l'ensemble des prestations auprès de nos clients. Votre rôle : participer à l'expansion de nos produits par l'analyse des propositions et leur implantation.

Votre action bénéficiera du soutien technique et logistique du premier constructeur européen de l'électronique. Sur le plan personnel, notre effort constant de formation vous permettra d'améliorer vos performances, en restant toujours à la pointe du progrès technologique.



Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. en précisant vos prétentions à PHILIPS DATA SYSTEMS, Direction du Personnel, 5, Square Max Hymans 75741 PARIS CEDEX 15.

CONTESSE

Demain, 25 % d'électronique dans l'automobile...

Dès aujourd'hui, la direction technique d'un grand groupe y travaille avec passion et recherche un

Chef de projets études systèmes équipements

Vous avez une formation ingénieur électronicien ou universitaire et vous êtes ingénieur d'études confirmé. Peut-être avez-vous déjà eu la responsabilité complète d'un projet.

Nous voulons vous en confier plusieurs, faisant appel aux domaines suivants :
- acquisition et transmission de données,
- micro-processeurs et techniques digitales,
- techniques de commutation de la puissance,
- technologie des composants,
- programmation en langage machine et langages évolués.

Les systèmes que vous étudierez sont d'un haut niveau de sécurité et de fiabilité et tiennent compte avec réalisme des contraintes de prix.

Vous êtes d'esprit curieux et ouvert aux techniques diverses. Vous appréciez l'enrichissement que procure un travail en équipe.

Le poste que nous proposons, situé en banlieue de Paris, ouvre de très bonnes possibilités d'évolution au sein de ce groupe, doté de puissants moyens. Anglais nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 1/ESE/LM à notre Conseil.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

JEUNES INGENIEURS
INFORMATICIENS-ELECTRONICIENS

Fondé en 1968 dans un esprit résolument novateur, nous sommes les pionniers du marché des microprocesseurs.
En 1971, nous lançons les systèmes mémoires et par la suite, de la technologie «LSI» à la «VLSI» nous étendons notre activité à **la micro-informatique pour aboutir à la création d'un ligne complète de systèmes micro-informatique.**
Aujourd'hui, nous avons 22000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un CA de 900 Millions de dollars en 1982. Intel Europe représente 30 % du CA de Intel Corporation.
Dans le cadre du démarrage d'un département de vente de systèmes micro-informatique et du développement de notre département électronique nous proposons à de jeunes ingénieurs diplômés de rejoindre nos équipes de RUNGIS (Banlieue Sud), Siège de la région France, dans les fonctions :

Ingénieurs d'application **Ingénieurs technico-commerciaux**

Les différentes spécialités leur seront ouvertes après une formation très complète de 6 mois en France et à l'étranger sous la direction d'un chef de département. Perspectives d'évolution en France et à l'étranger.

Ecrivez pour un rendez-vous à la Direction du Personnel, 5 place de la Balance, Silic 223, 94528 - Rungis Cédex.



média-system

LCT
Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

ingénieurs grandes écoles
ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

• pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▶ ingénieurs électroniciens
débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. C

▶ ingénieurs logiciel temps réel
débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en **rappelant la référence du poste, à LCT** - BP 40 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME
recherche

LE RESPONSABLE DE SA COMPTABILITE GENERALE

Le poste implique une expérience d'au moins 5 ans en entreprise.

Le candidat aura une formation BTS ou un niveau DECS.

Il participera à la mise en plan de la comptabilité sur nouvelle informatique.

En outre, il collaborera à l'élaboration du budget et en assurera le contrôle.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel, SODERN 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES

L.M.T.
RADIO PROFESSIONNELLE
souhaite, pour le développement de son laboratoire de recherches

RADARS

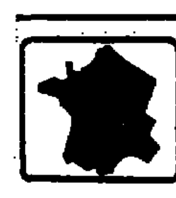
rencontrer des **INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES** ayant acquis 5 ans d'expérience dans les techniques des Radars, et en particulier dans le Traitement de Signal électronique, analogique, numérique.

Participation déterminante dans les études avancées de Systemes Radars.

Prière de faire parvenir votre candidature à LMT-RP-Gestion des cadres, 46, quai Alphonse-le-Gallo, 92103 BOULOGNE.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Banque Populaire de Saône et Loire et de l'Ain, siège MACON recrute son

Responsable relations internationales

chargé de l'activité étranger de la banque, le candidat aura à la développer auprès des entreprises de la région :
- conseil des exploitants et des entreprises,
- montage et suivi des opérations et des financements,
- gestion des engagements (80 Millions),
- relations avec organismes français et étrangers,
- animation d'une équipe (7 personnes).

Si cette offre vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) au D.R.H. - 106, route du KM 400 - 71009 MACON.

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION
(CA supérieur à 1 milliard de francs)
RÉGION OUEST – RECHERCHE POUR RENFORCER SA STRUCTURE

2 CADRES COMPTABLES
BON NIVEAU – DYNAMIQUES

Ayant une bonne expérience des comptabilités clients et fournisseurs dans des entreprises importantes.

Adresser C.V. + photo sous nº 264.973 M à : RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Pour faire face à l'expansion de son département export situé dans la région parisienne

KNOLL INTERNATIONAL FRANCE

recherche 3 professionnels :

UN CHEF DE PROJETS
Capable d'analyser et de répondre à des appels d'offres sur projet « CLÉ EN MAIN » (recommandations sur moyens de transport, montage et agencement, achats extérieurs, etc.)

UN ARCHITECTE D'INTÉRIEUR
Capable étudier et superviser l'aménagement intérieur complet d'un bâtiment (mobilier, plafonds, sols, cloisons, éclairages, accessoires, etc.).

UNE SECRÉTAIRE DE HAUT NIVEAU
Grande expérience si possible dans même branche d'activité, sens commercial, rapide, capable de mener plusieurs dossiers de front.

Tous ces postes nécessitent une excellente pratique de l'anglais et du français, la capacité de travailler rapidement et de faire preuve de créativité.

Le chef de projets et l'archtecte intérieur devront avoir **la possibilité de voyager loin et souvent** (Afrique, Moyen-Orient, etc.)

Envoyer C.V., photo, prétentions à : B.P. nº 746 – 95004 à CERGY.

Notre société (CA 100 MF) recherche pour son siège proche BESANÇON :

Chef de service comptable

pour prendre en charge la comptabilité générale et analytique ainsi que la tenue des tableaux de bord.

Mission : reponsabilité de la réalisation du bilan, du suivi des prix de revient - participation au montage des dossiers en vue de financement tant pour notre entreprise que pour des entreprises avec lesquelles nous sommes amenés à être en relation.
Profil : formation DECS ou équivalent - expérience milieu industriel de quelques années à un poste similaire - connaissance du traitement informatisé souhaité.

Merci d'adresser votre c.v., photo et prétentions s/réf. M1 à la SCEIP, que nous avons chargée de notre recrutement.
SCEIP - 28, rue de la République - BP 391 - 25018 Besançon Cedex.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour le Département Caoutchouc de l'un de ses établissements, situé à 100 km de Paris

responsable de production

Rattaché au responsable du Département, il aura pour mission de superviser l'ensemble des opérations de fabrication et d'entretien des deux ateliers (140 personnes).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur, de formation A.M. ou équivalent, possédant une expérience de quelques années en production et/ou service méthodes ou entretien.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 4939 à :

PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE

soucieuse d'une bonne qualité de vie au travail recherche pour une unité de production située à 80 km au Nord de Paris un

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

- Formation supérieure indispensable.
- Fortement motivé par la fonction personnel et les activités de communication.
- Homme d'idées et d'action.

Il prendra en charge, dans un premier temps, le service de gestion administrative du personnel. Réelles possibilités d'évolution pour une personnalité entreprenante et novatrice.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et photo sous la réf. 7531 (mentionner sur envoi) à Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

média-system

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE
recherche

AUDITEUR CONFIRMÉ

5 ans d'expérience bancaire indispensable. Bonne connaissance de la langue exigée.

Envoyer C.V. et prétentions sous Nº T 040.556.M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2ᵉ.

LE CONTROLEUR EUROPÉEN DE LA DIVISION DE PRODUCTION

D'UN GROUPE INTERNATIONAL DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

recherche son

CONTROLEUR ADJOINT (PARIS)

La Division Européenne de la production, récemment créée, contrôle les 4 usines de ce groupe (ESPAGNE-FRANCE-ROYAUME UNI) qui fournissent les six sociétés opérant en Europe.

LE CONTROLEUR ADJOINT,

aura comme missions prioritaires la mise en place de méthodologie de calcul et de suivi des prix de revient, ainsi que la généralisation et le perfectionnement d'un système informatique européen de gestion de production. Il sera également en charge de la supervision de toutes les opérations comptables et financières, du budget et des investissements de la section française.

LE POSTE EST A PARIS,

siège de l'Etat Major Européen. Il est offert à un candidat de formation supérieure ayant pratiqué le contrôle de gestion *usine et une responsabilité financière dans un milieu* industriel et international. C'est soit un Ingénieur ayant complété sa formation dans le domaine de la gestion, soit un gestionnaire connaissant la production. Dans les deux cas, la pratique comme utilisateur de l'informatique de gestion de production est indispensable *de même* que le bilinguisme total anglais/français.

EMF



Adresser C.V. manuscrit sous référence 8500 à EUROMEDIA 48, rue de Provence 75009 Paris qui transmettra.

CHEF DE PRODUIT MARKETING GRANDE CONSOMMATION

L'UNE DES FILIALES EN FRANCE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche

POUR LA DIRECTION DU MARKETING

UN JEUNE CHEF DE PRODUIT

- **LES CHEFS DE PRODUIT** sont responsables du plan Marketing pour leurs gammes : tests, études de marché, planification et relation avec la fabrication européenne, prix, publicité, promotion et suivi des ventes. Rattachés à des Chefs de Groupe de la *Direction du Marketing, ils sont intégrés à une structure européenne* très motivante qui offre des responsabilités et des possibilités d'évolution intéressante.
- **LES CANDIDATS** ont une formation supérieure de type commercial. Compte tenu de leur première expérience d'environ 2 ans comme Assistant ou Chef de Produit Junior dans une société internationale (biens de grande consommation) ils *souhaitent* affirmer leur compétence professionnelle avec une nouvelle étape de leur carrière. Ils sont bilingues. (Français-Anglais).

Les Sociétés en France. (CA 400 MF - 3 usines - leaders renommés dans le secteur des loisirs). l'implantation européenne et l'importance du groupe font de cette offre une réelle opportunité.



Adresser C.V. manuscrit sous référence 7800 à EUROMEDIA 48, rue de Provence 75009 Paris qui transmettra

EMF

CILAS Alcatel

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS (300 personnes - CA de 130 millions de francs) spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optronique, recrute

ingénieur II

Formation électronicien

POUR SECTEUR CIVIL ET MILITAIRE

INGENIEUR II

avec une expérience de 5 ans minimum. **Une connaissance en optique et mécanique sera appréciée.** Une grande habitude de la rédaction de rapports, notices et documents techniques (matériels électroniques et systèmes laser) *sera un atout.*

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Mme SUSINI - Chef du Personnel de CILAS Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS.



recherche pour sa Direction Informatique à St Quentin en Yvelines (78)

Ingénieurs Débutants — réf. D 53

X, Centrale, Mines, Ponts, ESE, ENST ... (option informatique appréciée).

Ingénieurs Conseil — réf. D 54

intégrés à une équipe d'ingénieurs consultants, ils seront chargés d'animer et de coordonner des actions d'assistance technique auprès des Caisses Régionales touchant les domaines de l'informatique et de l'organisation. Ces postes conviendraient à des ingénieurs possédant déjà une expérience de conseil dans ces domaines.

Chef de Projet Vidéotex — réf. D 55

Nous recherchons un spécialiste de haut niveau pour maîtriser l'ensemble des projets vidéotex. *Une formation supérieure, une expérience de l'encadrement et une* connaissance du vidéotex et des réseaux sont les atouts indispensables pour bien tenir ce poste. La connaissance des mini ordinateurs et/ou de la norme ARCHITEL seraient des atouts supplémentaires. Il faut enfin des qualités de contact car c'est aussi un homme de relations.

Chef de Projet — réf. D 56

pour prendre en charge la réalisation d'un projet (de la conception au lancement) s'intégrant dans un ensemble plus vaste d'applications bancaires : titres, international, dépôts etc ... Ces postes demandent une formation *supérieure et une expérience de 5/6 ans en informatique.* Des connaissances particulières en traitement temps réel et/ou mini ordinateurs seraient appréciées.

Ingénieurs Informaticiens — réf. D 57

(réseau télématique multi-usages).
Ils participeront à la réalisation de logiciels réseaux dans un contexte hétérogène et assureront la mise en place de l'environnement de programmation nécessaire. Ces postes conviendraient à des ingénieurs possédant une expérience sur les systèmes temps réel et une pratique de langages haut niveau (Pascal, C ...).

Ingénieurs Informaticiens — réf. D 58

pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'au lancement ... développement sur ordinateurs de grande puissance (AMDHAL - V7 et V8) avec plusieurs centaines de terminaux : temps réel (CICS), temps partagé (APL), infocentre ... Evolution possible vers réseaux et micros ... Ces postes conviendraient à des ingénieurs Grande Ecole ou Doctorat possédant au moins 3 ans d'expérience.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la référence à : **CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune**

Sopra : à l'écoute du talent

De la SSCI classique, créée il y a 14 ans, à l'ingénierie informatique, notre métier a profondément évolué. Aujourd'hui SOPRA conçoit et développe des systèmes d'information de haut niveau technologique.

Pour leur offrir de réelles opportunités et une trajectoire différente, SOPRA souhaite rencontrer des professionnels expérimentés dans les domaines :

Ingénierie Spécialisée, Réseaux, Banques...

Si vous êtes de ceux-là, et que vous n'aimez pas diffuser votre CV à tout vent, faites personnellement connaissance avec SOPRA qui n'aura plus de secret pour vous. A la Direction des Relations Humaines, Anne Le Baraillec, dans la plus grande discrétion, sera à votre écoute le mardi de 9 h à 12 h au 203.23.32.

SOPRA.
Constructeur d'informatique

média-system

---

mettre en place le nouveau plan comptable et optimiser la comptabilité générale

adjoint au responsable de la comptabilité générale HF

200 000 F

Un groupe industriel recherche, pour son siège à Paris, l'adjoint du responsable de la comptabilité générale.

Il a pour missions :

– dans un premier temps de mettre en place le nouveau plan comptable,
– puis très vite, d'établir les comptes de la Société-mère (un milliard de francs). A ce titre, il anime et forme aux méthodes modernes de la comptabilité le personnel du service qu'il dirige (comptabilité centrale) ; il noue également des relations permanentes avec les responsables de la comptabilité des unités décentralisées (une dizaine) afin d'améliorer, par des actions de conseil, la qualité de leurs prestations.

Ce poste intéresse un comptable diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce + DECS), 35 ans minimum, ayant acquis son expérience dans un groupe industriel. Il maîtrise bien les questions fiscales mais c'est également un bon animateur, doué de qualités pédagogiques et d'un esprit d'innovation.

La rémunération tiendra compte de l'expérience du candidat.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER sous la référence 308 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach 75017 paris



membre de syntec

HAVAS CONTACT

INFORMATIQUE ET INGÉNIERIE

La Division INFORMATIQUE ET INGÉNIERIE de CAP SOGETI LOGICIEL – première société française *de prestations intellectuelles en informatique – intervient essentiellement dans la conception et la* réalisation de grands projets "clé en main".

Sa participation croissante aux plus importantes réalisations technologiques actuelles la conduit à recruter des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

– 1 à 5 ans d'expérience –

désireux d'**acquérir ou approfondir** des compétences en

- **Architecture de réseaux et protocoles,**
- **Automatismes – contrôle de processus,**
- **Applications temps réel sur minis ou microprocesseurs,**
- **Logiciel de base.**

Leur évolution à moyen terme est assurée par le développement rapide de nos activités sur des projets novateurs et motivants.

La croissance du groupe CAP GEMINI SOGETI en France et aux U.S.A. leur ouvrira par la suite de larges perspectives de carrière.



Un dossier de candidature est à adresser à Robert NOELL. CAP SOGETI LOGICIEL 5, rue Louis Lejeune 92128 Montrouge Cedex.

HAVAS CONTACT



Première transformation de l'acier — Région de beauvais

Membre d'une entreprise de réputation internationale, cette société (chiffre d'affaires de l'ordre de 400 millions de francs - effectif d'environ 600 personnes), leader dans son domaine de fabrication et commercialisation de profilés à froid, recherche deux ingénieurs pour seconder le directeur de production de son usine située à quelques kilomètres de Beauvais.

Futur responsable de production

Sous l'autorité de l'actuel directeur de production, qu'il assistera dans un premier temps en position d'adjoint, il coordonnera les activités de production (300 personnes). Il assurera la mise en œuvre de la politique définie en maintenant les niveaux requis, les coûts, les délais, dans un contexte de motivation générale. Ce poste convient à un ingénieur diplômé, disposant d'une expérience significative de cinq années en fabrication métallurgique ou sidérurgique, qui verrait dans cette opportunité une promotion et un épanouissement professionnels. La rémunération tiendra compte de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2400M

Jeune ingénieur production

Après une première phase de connaissance de l'entreprise, cet ingénieur aura pour missions essentielles l'amélioration de productivité des différents secteurs de production, la coordination d'actions d'ensemble, ainsi que la bonne tenue des éléments concourant à la gestion de cette production. Ce poste évolutif intéresse un jeune ingénieur mécanicien diplômé (Centrale - Arts et Métiers - ENSI...), débutant, ou disposant d'une première expérience professionnelle dans un secteur comparable. Le contexte d'autonomie et de politique par objectifs requiert aisance naturelle dans les contacts humains et capacités d'adaptation. La rémunération sera motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2391M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Par sa capacité d'innovation et de réaction aux évolutions de l'environnement économique, ce groupe français a pu devenir le premier organisme financier privé d'europe. Il intervient dans le financement des équipements des entreprises, des équipements des ménages, de la construction. Son service central du personnel, important et structuré, harmonise la gestion des ressources humaines au sein des différentes sociétés du groupe et recherche pour Paris :

Jeune diplômé grande école

Intégré dans un premier temps au service études, il participera à la réflexion sur la mise en œuvre des nouvelles politiques sociales. Puis, au sein d'autres services, il appréciera les différentes composantes de la gestion des ressources humaines. Il sera enfin appelé à prendre des responsabilités importantes au sein de la fonction personnel. Cette réelle opportunité s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, 3ᵉ cycle universitaire) intéressé par la dimension humaine dans l'entreprise et désireux de développer une carrière de haut niveau. Si possible, une première expérience lui aura permis de compléter sa connaissance de l'entreprise et d'affirmer sa personnalité. Réf. A/2402M

Responsable de recrutement

Intégré à un service de 5 personnes, il sera personnellement responsable de toutes les opérations de recrutement et d'orientation d'un ensemble de sociétés du groupe : de l'analyse des besoins à la recherche, la sélection et l'intégration de candidats. Ce poste très complet s'adresse à un(e) candidat(e) âgé(e) d'au moins 25 ans, de formation supérieure (D.E.S.S. de psychologie industrielle, maîtrise de sciences humaines...) disposant si possible d'une première expérience dans la gestion des ressources humaines.

Pour ces 2 postes, la rémunération de départ, à laquelle il faut ajouter un certain nombre d'avantages sera fonction de l'expérience des candidats retenus. Ecrire à B. COULANGE. Réf. A/2403M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

L.I.A.

recrute...

pour un de ses commettants installé dans la proche banlieue Est de Paris, spécialisé dans la conception, la réalisation et la commercialisation de biens d'équipements de technologie évoluée.

UN DIRECTEUR INDUSTRIEL

300.000 F +

Ingénieur diplômé, ayant au moins 15 ans d'expérience professionnelle apte par ses références à organiser, commander et contrôler l'activité industrielle de la société qui regroupe les fonctions suivantes :

- Ordonnancement, lancement, planning.
- Études et prototypes.
- Méthode usinage et montage.
- Fabrication mécanique électrique et électronique.

UN CONTROLEUR DE GESTION

200.000 F +

Diplôme E.S.S.E.C. ou équivalent. Expérience du contrôle de gestion en société industrielle apte à prendre ultérieurement les fonctions de Secrétaire Général.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : L.I.A.
21, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.



ORGANISATION
TRAITEMENT DE L'INFORMATION

recrute

4 INGÉNIEURS INFORMATICIENS

(2 INGÉNIEURS-CONCEPTEURS
2 INGÉNIEURS D'APPLICATIONS)

5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- Travail en équipe avec des ingénieurs en organisation.
- Sens des responsabilités.
- Rémunération élevée en rapport avec le haut niveau de qualification souhaitée.
- Diplômés grandes écoles ou universitaires et quelques années d'expérience.
- Les analystes-programmeurs débutants sont également acceptés. Après formation complémentaire, ils seront appelés à s'intégrer aux équipes avec bonnes perspectives d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. + photo à SIGMA-CONSEIL,
12, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

IMPORTANT CABINET
D'EXPERTISE COMPTABLE
PARIS-8ᵉ, recrute

COMPTABLES

TRÈS QUALIFIÉS(ÉES)
et EXPÉRIMENTÉS(ÉES)

Titulaires du **DECS**

Envoyer c.v., photo et prétentions à Mme GRUNHUT,
16, avenue de Friedland, 75008 PARIS.



Biens d'équipement — Proche banlieue sud

Réputée dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement lourd concernant essentiellement des procédés de soudage élaborés, cette importante société industrielle basée dans la proche banlieue sud de Paris (environ 1.000 personnes, chiffre d'affaires de l'ordre de 450 millions de francs) recherche deux collaborateurs qui renforceront sa structure " achats ".

Responsable sous-traitance

Sous l'autorité du chef des achats et animant une petite équipe pour un budget approximatif de 40 millions de francs, il participera à l'élaboration de la politique " sous-traitance " (création de catalogues, suivi de la législation...), assurera tant pour la France que pour l'étranger la recherche de nouveaux interlocuteurs, et mettra en œuvre, dans un contexte de soutien informatique important, l'organisation et le fonctionnement de cette activité. Le respect des coûts et délais, et l'efficacité du service, impliquent de nombreux contacts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société. La pratique courante de la langue anglaise est requise pour cette fonction qui nécessite également une disponibilité pour les déplacements. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 33 ans, ingénieur diplômé ou de formation équivalente, disposant d'une expérience significative en achats et sous-traitance, dans le domaine industriel des fabrications mécaniques générales. La rémunération saura motiver un candidat de valeur. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2395M

Acheteur industriel

Dépendant du responsable d'achats " équipements-matières ", et assisté de deux personnes pour un budget avoisinant 30 millions de francs, il négociera avec les fournisseurs français et étrangers les achats des matières premières ou consommables, des demi-produits, des équipements de tuyauterie, du matériel manufacturé, des composants divers et des fournitures courantes. D'autre part, il aura pour souci permanent l'analyse des fournisseurs, présents ou potentiels, de même que la fiabilité de sa gestion dans un environnement informatique important. Le caractère international de la fonction implique une très bonne pratique de la langue allemande et, si possible, de la langue anglaise. Nous recherchons un candidat âgé d'au moins 28 ans, de solide formation générale (BTS, DUT ou équivalent), possédant une expérience convaincante de quelques années dans le domaine des achats de produits techniques. La rémunération saura tenir compte de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2396M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES (38 Banques Régionales Coopératives, 3 organismes centraux, 28.000 collaborateurs) recherche pour son ***Département Hommes et Structures à PARIS***

Un cadre expérimenté

en matière de

Gestion prévisionnelle de personnel

Il aura pour mission d'élaborer des méthodes de gestion prévisionnelle de personnel (évaluation des performances, du potentiel, planification des besoins, des carrières, classification des emplois ...) de les promouvoir au sein du Groupe et d'aider les Banques Régionales à les mettre en œuvre. Il participera activement au traitement des mutations des cadres (3.500 dans le Groupe) et au développement d'études prospectives.

Ce poste convient à un candidat :

- *diplômé de l'enseignement supérieur,*
- *ayant une expérience professionnelle de 5 à 10 ans acquise au sein de la Direction de Personnel d'une entreprise ou dans un Cabinet Conseil,*
- *ayant élaboré et mis en place des méthodes et outils performants de gestion prévisionnelle,*

Les qualités propres au métier de Conseil sont indispensables. La connaissance du secteur bancaire est un atout supplémentaire.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V., photo et indication de la rémunération actuelle sont à adresser sous référence 52 à Monsieur CASTETS.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

Le centre de formation des personnels communaux
(ÉTABLISSEMENT PUBLIC)

recrute

UN(E) INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE

MISSION :
Sa mission portera sur plusieurs projets (gestion comptable, informatisation des délégations régionales...) de la conception à la programmation.

QUALITÉS REQUISES :
Autonomie, initiative, sens des responsabilités, goût des contacts.

COMPÉTENCES TECHNIQUES APPRÉCIÉES :
- connaissances micro-ordinateur ;
- compétence réseau, connaissance V.M./C.M.S.

ATOUTS SUPPLÉMENTAIRES :
- la connaissance du milieu communal (comptabilité M. 12, statut...).
- Intérêt pour les méthodes d'analyse fonctionnelle.

PROFIL :
- Ingénieur diplômé (spécialité informatique...), MIAGE, D.E.A.
- Compléments en gestion des entreprises (D.E.S.S., D.E.A., I.A.E., I.N.S.E.A.D...) appréciés.
- Expérience de 2 à 4 ans.

RÉFÉRENCES :
C.V. + photo + prétentions à adresser à :
M. le Président du Centre de Formation des personnels communaux.
146, bd de Grenelle, 75737 PARIS Cedex 15.

Délai limite de dépôt des candidatures
15 JUIN.

FILIALE GROUPE INDUSTRIEL

recherche

INGÉNIEUR

(X, Mines, Ponts, Centrale, ...)
Pour prendre en charge le développement d'une activité de conseil dans le domaine de l'énergie (banques de données et services connexes).

ÉCONOMISTE

Pour participer à des travaux d'analyse industrielle et assurer la réalisation d'études sectorielles.

Pour ces deux postes, une première expérience professionnelle est souhaitée. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Prière d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), sous nº T 040.422 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

S.A. GRETAG-CX

UN DES LEADERS MONDIAUX
DANS LE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE
DE POINTE, FILIALE DU GROUPE CIBA-GEIGY

RECHERCHE SON

RESPONSABLE DU SERVICE TECHNIQUE

Ce poste exige :
- Une expérience d'au moins 5 ans en informatique Hardware et Software ;
- Une expérience similaire en mécanique et micro-mécanique ;
- Une expérience d'au moins 2 ans dans la gestion d'un service et le management d'une équipe ;
- Allemand et/ou anglais exigé.

Poste à pourvoir à Rueil-Malmaison.

Lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions :
S.A. GRETAG-CX, SERVICE DU PERSONNEL
8, rue Lionel-Terray, 92500 RUEIL-MALMAISON.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT BANCAIRE

recherche pour animer une équipe de spécialistes

ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE RECOUVREMENT

DANS LE SECTEUR DES BIENS D'ÉQUIPEMENTS.

De formation juridique, il pourra justifier d'une première expérience dans le **contentieux de recouvrement.**

La connaissance de l'anglais serait une atout supplémentaire.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. AT M 60061 à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

FONCTION PERSONNEL DEUX POSTES DEUX CARRIERES

UN CHEF DU PERSONNEL UN JEUNE ADJOINT

UN CHEF DU PERSONNEL - A PARIS

S'il a ce titre, c'est qu'il doit avoir le tempérament d'un chef. Il sait que conseiller les responsables opérationnels, c'est s'engager avec eux et que gérer le personnel n'est pas seulement une fonction administrative. C'est un homme mûr -de 30 à 40 ans- qui connaît l'aspect technique de la fonction -droit social, gestion administrative- mais qui sait le dépasser pour participer de plain-pied à la direction de l'entreprise. Le fait d'avoir assumé des responsabilités opérationnelles (dans la production par exemple) n'est pas un handicap, au contraire ! Notre entreprise est une entreprise de main d'oeuvre - 12000 personnes. Les hommes y sont vrais et exigeants. Elle est en développement régulier - et amorce une diversification très prometteuse.

UN JEUNE ADJOINT - A 90 KM SUD DE PARIS

Un autre contexte : Une des sociétés industrielles -650 personnes- d'un important groupe international. Un directeur du personnel recherchant son assistant pour l'associer à tous les aspects de la formation (gestion, formation, recrutement, études, etc...).
Il a une toute première expérience de la fonction -1 à 2 ans- Mais un jeune diplômé -option personnel- a aussi ses chances.
Une bonne opportunité pour un jeune de se développer dans un groupe dynamique, pratiquant la décentralisation, de prendre contact avec la réalité du terrain, tout en ayant la certitude de pouvoir vivre une véritable politique sociale au sein d'une équipe de professionnels de la fonction.

Adressez votre candidature -en précisant bien le poste qui vous intéresse- en joignant une photo et en indiquant votre rémunération actuelle à notre conseil, Philippe Gombeaud Copers- 1 rue Moncey 75009 Paris. Vous rencontrerez les responsables de l'entreprise dès le premier contact.

COPERS

média-system

Ingénieurs d'affaires

CHAUFFAGE - CLIMATISATION

Filiale d'un groupe français à vocation internationale (3 milliards de C.A.), nous sommes spécialisés dans la conception et l'installation d'equipements thermiques à usage collectif et industriel. Nos chantiers sont répartis sur le territoire national et grâce à nos techniques de pointe nous maîtrisons l'énergie : eau surchauffée, économies d'énergie, reconversion charbon, géothermie. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons deux ingénieurs d'affaires. Leur mission est de définir et de coordonner la réalisation de plusieurs chantiers depuis le projet jusqu'aux essais de fonctionnement. Gestionnaires et organisateurs, ils élaborent les programmes de travaux ; sous-traitance, approvisionnement en matériel, respect des délais. Ils sont responsables du niveau technique et de la rentabilité des réalisations. Hommes de terrain ils encadrent une équipe de techniciens, assurent les R.V. de chantier en coordination avec les services internes. *Ces postes d'envergure requièrent une expérience* similaire de chargés d'affaires acquise dans le secteur de l'ingéniering, du bâtiment second-œuvre, de l'installation climatique ou thermique. Ils seront confiés à des ingenieurs expérimentés âgés de 30 ans minimum.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6342 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SITB est l'une des premières Sociétés de Services et de Conseil en Informatique françaises. 30 ans d'expérience. 500 personnes. C.A. 150 MF (+ 28 % en 82). Leader dans un domaine de haute technicité : le secteur Banques, Finances, elle poursuit son développement sur différents axes : Télétraitement, Réseaux, Logiciels, Conseil...

Jeunes Ingénieurs

DIPLOMES GRANDES ECOLES

si l'INFORMATIQUE DE GESTION vous attire et si vous êtes décidés à vous lancer à fond dans cette nouvelle voie, nous sommes prêts à miser sur vous.

A votre entrée dans la Société, en Septembre 83, vous suivrez une formation complète et rémunérée aux techniques de base de l'informatique avant d'être intégrés à une équipe d'études.

Votre participation à des projets vous permettra alors d'acquérir des connaissances «pointures».

Ayant fait vos preuves vous pourrez ensuite évoluer vers des fonctions de Chef de Projet, Ingénieur Système, Conseil... la rapidité de votre progression dépendra principalement de vous.

Lieu de travail permanent : Paris Centre.

Adresser dossier de candidature sous réf J.D. 583 M à Mme Peronnin SITB 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris.

INTERGRAPH FRANCE

Leader de la C.A.O.

RECHERCHE POUR SON SERVICE APRÈS-VENTE

INGÉNIEURS LOGICIELS

POUR MISSIONS SUIVANTES :

- Installation de logiciels en clientèle.
- Mise en place et suivi des systèmes installés.
- Assistance aux utilisateurs.

Déplacements en Provence de courte durée.

Expérience sur matériel DIGITAL VAX souhaitée.

Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :
INTERGRAPH FRANCE

Tour Les Mercurials, 40, rue Jean-Jaurès
93170 BAGNOLET.
A l'attention de Mme HAIK.

Adjoint à la Direction des Ressources Humaines

Hewlett-Packard France recherche, dans le cadre du développement de sa Direction des Ressources Humaines, un Ingénieur de formation + 3e cycle Ressources Humaines ou Ecole Supérieure de Commerce + Formation complémentaire.

Cet adjoint sera plus spécifiquement chargé dans un premier temps du recrutement du personnel cadre de la Société soit : de la définition des besoins, présélection des candidats, contrôle du suivi du recrutement, de l'intégration des candidats au sein de Hewlett-Packard France, et assistera le Responsable des Ressources Humaines dans toutes ses actions.

L'intégration aura lieu au Siège Social à *Evry*, durant 1 an. En fonction des résultats obtenus, il peut être envisagé pour le candidat de devenir responsable du recrutement d'une zone de l'entité vente de H.P. France.

Une première expérience de 3 ans minimum dans une fonction analogue en cabinet ou en entreprise est exigée.

Ce poste peut déboucher ensuite sur des fonctions élargies dans le cadre du personnel et des Ressources Humaines, ou constituer un mode d'entrée dans la société vers d'autres fonctions à responsabilités administratives ou commerciales.

Les personnes motivées peuvent envoyer leur dossier de candidature, à Gérard Kloppel, Direction des Ressources Humaines, Hewlett-Packard France, 91947 Les Ulis Cédex, sous réf. 064.



média-system

Société proche banlieue Ouest
Technologie de pointe en
Electronique appliquée
recherche

REDACTEUR TECHNIQUE

HF

Expérimenté pour manuels

- Catalogues illustrés
- Techniques d'utilisation
- Réparations.

Anglais souhaité.

Envoyer C.V. et prétentions à N. 3097
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd
Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

Paris

200 - 220 000 F — **Signalisation industrielle**

Une société française occupant une position de leader dans le domaine de la signalisation, recherche UN CHEF DU SERVICE TECHNIQUE. Sous l'autorité du directeur adjoint à une division, et à partir des orientations qui lui auront été fournies, il sera entièrement responsable des études et du développement de systèmes et équipements de télétransmission et télésignalisation mettant en oeuvre des techniques de pointe dans les domaines de l'acoustique, de l'électronique, de l'opto-électronique,... Il gèrera et dirigera un service d'une quinzaine d'ingénieurs et techniciens. Il assurera les relations avec les autres services de la société et avec l'usine située en province. Il sera responsable de la qualité. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, obligatoirement ingénieur de formation, possèdera plusieurs années d'expérience en matière d'étude et développement de produits nouveaux faisant appel impérativement à l'électronique et si possible à l'acoustique. La connaissance de l'anglais est indispensable.
Ecrire sous référence 598/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

SOCIETE EN FORTE EXPANSION EN FRANCE ET A L'ETRANGER

Leader européen dans le domaine de l'ultra-filtration de l'air et des gaz
(300 personnes, 170 MF CA, filiale aux USA)
affiliée à groupe multinational français
recherche pour son siège social
à La Garenne Colombes (92)

ingénieur commercial export

Anglais courant, Allemand souhaité. Expérience vente biens d'équipements industriels. Le candidat se verra confier, après période de *formation* l'entière responsabilité du marché des industries nucléaires et connexes à l'exportation.
Il aura la charge de la prospection, du suivi commercial et du développement avec la *mission d'accroître la pénétration* de la Société sur les marchés étrangers.
Déplacements fréquents de courtes durées en Europe. Poste évolutif.

Adresser C.V. et prétentions sous no 56.970,
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris.

P.R.B.

IMPORTANTE SOCIETE - (CA 6 milliards de F.)
recherche pour son siège proche-banlieue Ouest

TRESORIER D'ENTREPRISE

Minimum 30 ans

ayant acquis une expérience confirmée en matière de :
— gestion des flux en valeur et vérification des décomptes bancaires
— placement des excédents de trésorerie, notamment en obligations
— négociation des conditions bancaires
— demandes de crédits à long ou à moyen terme.

Sans être nécessaire, une certaine pratique de la Trésorerie Internationale et des crédits à l'exportation constituerait un atout.

Un passé bancaire serait apprécié.

Adresser C.V. manuscrit, photo et téléphone sous réf. 71466
à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

La Générale Informatique et d'Exploitation,
filiale du second groupe français d'assurance,
recherche plusieurs

Miage débutants

Maîtrise d'informatique

Après formation à nos techniques vous participerez au développement des systèmes informatiques de gestion du groupe, sur des matériels informatiques de **très grande puissance** utilisant des bases de données et un important réseau de **télétraitement** (actuellement 4 IBM 3081, 13.10[10] octets en ligne sur disques, 1500 terminaux répartis en France, *IMS/DL1, TSO, MVS*).
Vous pourrez évoluer rapidement vers des responsabilités d'encadrement.

GIE GÉNÉRALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

Adressez lettre, C.V., prétentions sous réf. M 225 à
GIE - Direction du Personnel
Tour Franklin, 92081 Paris La Défense Cedex 11
Discrétion assurée.

Société d'Audit et de Commissaire aux Comptes
PARIS-8e

recherche

CHEFS DE MISSION ET RÉVISEURS

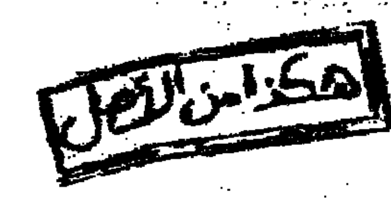
- Diplômés de l'enseignement supérieur.
- Ayant acquis en cabinet une expérience pratique de la révision.

Evolution rapide si motivés.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
P.G.A. 2, avenue Hoche, 75008 PARIS.

Assurance Jeunes Ingénieurs

Le département «Risques industriels» d'un des premiers groupes français d'assurances propose deux postes d'ingénieurs conseils. Après une période de formation approfondie, leur rôle consistera à : - évaluer sur le terrain des risques entreprise (incendie et autres dommages), - proposer des plans de prévention et des tarifications compétitives et réalistes, - suivre la politique de prévention des entreprises clientes. Pour réussir dans ces postes, en plus de la rigueur inhérente au métier d'ingénieur, il est nécessaire d'avoir un excellent contact et le goût des négociations commerciales. *Les perspectives d'évolution dans le groupe* peuvent être très intéressantes. Les postes sont basés à Paris La Défense, mais de fréquents déplacements sont à prévoir sur toute la France. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire souhaité sous référence 137 F à CHB - 5 rue Lincoln - 75008 PARIS.



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

COMSIP ENTREPRISE Contrôle Bailey

2700 ingénieurs - 38 filiales à l'étranger
12 milliards de commandes en 1982 (dont 7 à l'export)

Nous recherchons des :

Ingénieurs informaticiens

pour développer les logiciels du contrôle industriel : régulation - automatisation - optimisation des procédés.

Ingénieurs de développement

en électronique industrielle et en électrotechnique pour participer à la conception et la réalisation des automatismes dans les grands contrats du contrôle industriel, en France et à l'étranger.

Nous vous invitons à contacter le :

Service des Ressources Humaines : 13 rue Antonin Raynaud 92309 Levallois Perret.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Innovateur et gestionnaire

Ingénieur conseil en grands projets industriels

HF

Ingénieur Grande Ecole (X, Mines, ECP, AM...) après quelques années d'expérience comme *gestionnaire de projets industriels, dominant les techniques de gestion*, de planification, d'estimation, de suivi et de contrôle de projets, vous désirez mettre en œuvre des idées personnelles et élargir vos responsabilités au contact d'entreprises industrielles nouvelles et diversifiées. La Division Organisation Industrielle de la CEGOS vous offre, à Paris, une structure d'accueil pour exercer à la fois en équipe et de façon autonome des fonctions qui pourront représenter un enrichissement professionnel exceptionnel et un tremplin dans votre carrière. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé sous référence 236 à P. SCHUTZ, Directeur des Ressources Humaines, CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Filiale du C.E.A. recherche un

Jeune ingénieur pour son laboratoire de production

D'excellent potentiel, il devra, après une période probatoire, être en mesure d'assumer la responsabilité du laboratoire et de diriger une équipe de 12 personnes.
Ce laboratoire effectue les contrôles de production (métallographie - chimie) et prend en charge les actions de développement liées aux procédés de fabrication et aux produits. Il doit être en mesure de réaliser certaines études et expertises à la demande de clients extérieurs.
Nous recherchons pour ce poste un ingénieur physico-chimiste, de préférence titulaire d'un DEA ou d'un doctorat en science des matériaux, ayant si possible, 2 à 3 ans d'expérience de laboratoire. Langue anglaise appréciée.
Lieu de travail : **ANNECY.**
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73675M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

---

groupe tests

Futur responsable de publication

HF

N°1 de la presse informatique - 100 millions de F de CA en 1982 - nous éditons actuellement une quinzaine de publications. Nous cherchons, pour une de nos revues grand public un jeune diplômé (HEC, ESSEC ou équivalent) qui, après une première expérience dans l'édition ou la publicité, souhaite devenir un véritable homme de presse dans le domaine des technologies nouvelles. Ses qualités de contact, son esprit créatif, son sens de la rigueur et de la gestion lui permettront rapidement de maîtriser les différents aspects du poste : publicité, promotion, diffusion de la revue, et contribueront à conserver à celle-ci sa place de leader. Nous offrons un travail passionnant, un poste évolutif à un candidat ayant des capacités d'encadrement et d'animation d'une équipe. Adresser lettre man., CV détaillé, photo et prêt à Michèle RUDLOFF sous la réf. 1037/M, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

ASSOCIATION LOI 1901

recherche un

CHARGÉ INFORMATIONS ET ÉTUDES

Ayant quelques années d'expérience dans la rédaction et la mise en page.

Possédant une sérieuse formation en économie ; avec l'aide de 2 collaboratrices, il aura pour mission de faire vivre au travers d'une revue, et pour un public de professionnels du bois, toutes les questions économiques et commerciales relatives à ce secteur d'activité.

Il sera amené à effectuer régulièrement des enquêtes et des études spécifiques.

Si vous avez une expérience similaire, envoyer votre lettre de candidature, c.v. et prétentions sous nº T 040.478 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Chef de produits

Produits de grande consommation

Notre Division « Grand Public » (Scotch, Scotch Brite, etc.) souhaite intégrer dans sa structure marketing, un jeune collaborateur de formation supérieure commerciale, HEC - ESSEC - ESC Paris/Province ou école de commerce équivalente.

Son enthousiasme et sa motivation lui permettront de mener à bien l'ensemble de ses actions.

Si vous avez bénéficié d'une première et brève expérience Marketing, vous nous intéressez pour pourvoir un poste large en perspectives d'avenir, ou bien si votre expérience est plus riche, nous vous intégrerons dans un poste vous permettant de la mettre à profit.

Afin d'étudier ensemble les opportunités offertes par notre société et en préalable à un entretien, Francis SOULET, tout en vous précisant que l'anglais est indispensable, vous remercie de lui adresser une lettre manuscrite + C.V. + photo + niveau de rémunération actuelle.

Francis SOULET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence FS/9.

3 M FRANCE
Département des Relations Humaines
Boulevard de l'Oise
95006 CERGY CEDEX.

3M

MEDIA BA

Important groupe pharmaceutique français

recherche son

Chef des services comptables

Assisté d'une équipe de 30 personnes, il assurera la comptabilité générale pour les sociétés du Groupe (5 sociétés) et contrôlera la comptabilité de certaines filiales (Angleterre, Etats-Unis, etc...).
Le poste est très intéressant par sa diversité et l'ampleur de son champ d'action.
Il implique de solides connaissances en fiscalité, en informatique et une bonne pratique de l'anglais.
Si vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (Sup de Co, ESSEC, etc...), si vous êtes titulaire du DECS et si vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire, adressez votre candidature s/réf. 8192/M à notre conseil, SELEPHAR, qui vous assure une totale discrétion
77, rue du Chateau 92103 Boulogne

Sélephar

Publival

TOSHIBA

recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- 5 ans d'expérience SEMI-CONDUCTEURS.
- Solide formation technique.
- Anglaise indispensable, allemand souhaité.

Adresser c.v. et prétentions à
Madame DIEUCHO TOSHIBA
tour Neptune Cedex 20
92086 PARIS LA DÉFENSE.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

DIVISION BUREAUTIQUE
Département Disque Optique Numérique

recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
CENSA, X GRENOBLE OU ÉQUIVALENT

Sa formation et son expérience en électronique et informatique lui permettront de prendre en charge la préparation et la formation des utilisateurs à la maintenance de périphériques d'ordinateurs.

C'est une création de poste qui conviendra à un candidat désireux d'acquérir une grande autonomie évoluant vers des fonctions commerciales de très bon niveau.

Ce poste implique une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Une expérience professionnelle acquise chez un constructeur serait appréciée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et C.V. à Chantal BLONDET, Responsable du Personnel Division Bureautique THOMSON CSF, 5/7, rue de Milan, 75009 PARIS.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT

Notre Groupement Systèmes d'Informatique recherche pour la constitution d'équipes de développement de logiciels mixtes : DPS-7 (GCOS 64)/micro-ordinateurs (Unix, CP/M, etc...) des

INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation Grandes Ecoles (ou équivalent), ils auront une ou deux années d'expérience.
Ils seront chargés du développement d'interfaces intégrés informatique/micro-informatique. Les travaux impliqueront la mise en oeuvre des techniques suivantes : télécommunications, bases de données, applications, progiciels micro et systèmes.
Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 121 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



LA DIRECTION FINANCIERE
ET DE CONTROLE DE GESTION
propose deux postes à de

JEUNES FINANCIERS

Cadres de premier plan, à fort potentiel d'évolution, vous avez une formation **HEC, ESSEC, ESCP, CENTRALE, X...** et un à trois ans d'expérience en gestion financière.
La Compagnie vous confiera des responsabilités successives dans différents domaines financiers, en commençant par la fonction "Prix et Conditions de vente".
Ces postes impliquant un travail rigoureux, varié et des contacts à haut niveau devraient vous permettre d'évoluer vers des fonctions de management. Ils sont à pourvoir à PARIS et nécessitent une très bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature à IBM France - (Référence H 05 M) - Département Recrutement - Orientation - Conseils - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS

Orientation et Publicité



Porte Maillot

CHEF COMPTABLE
HF

UGC est un important groupe d'exploitation et de distribution de films. La seule activité exploitation avec 156 écrans répartis en 33 complexes sur l'ensemble du territoire réalise un Chiffre d'Affaires de plus de 500 millions de francs.
Le développement de l'entreprise la conduit à structurer son service comptable en créant un poste de chef comptable.

Le titulaire du poste prend en charge l'ensemble des services comptables (comptabilité générale et analytique, comptabilité des différentes sociétés du groupe, compte d'exploitation par film, trésorerie, fiscalité). Rattaché à l'expert comptable, directeur des services comptables et financiers, le cadre recherché anime 30 personnes dont 3 chefs de service et 2 chefs de groupe.

pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel âgé de 30 ans minimum, de formation DECS ou équivalent, familier de l'informatique. Responsable, il justifie surtout d'une expérience significative de responsabilité d'un service et est intéressé par le secteur du cinéma.

Le poste basé Porte Maillot, le niveau de rémunération non inférieur à 200 000 F et les perspectives du groupe sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 3858 A, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média system

IMPORTANTE ENTREPRISE

recherche
pour des postes à durée limitée

DES TRADUCTEURS TECHNIQUES CADRES

• Les sujets à traduire d'anglais en français, traitent de l'informatique (matériels et logiciels). La traduction se fera à l'écran, à l'aide d'un éditeur. La formation à cet éditeur sera assurée.
• Qualités requises : très bonne rédaction en français ; bonnes connaissances de l'anglais lu ; formation ingénieur souhaitée.
• Durée des contrats : 6 mois ; lieu de travail : Paris La Défense.
Adresser lettre de candidature et curriculum vitae sous référence TTM 1 à MASH, 110 rue de Richelieu 75002 Paris qui transmettra.

MASH

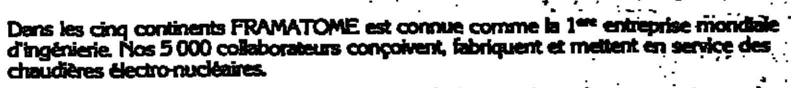
Une importante organisation professionnelle
recherche pour Paris le

RESPONSABLE
de son
INSTITUT DE FORMATION

- Il sera diplômé d'enseignement supérieur
- Il aura au minimum 3 ans d'expérience à un poste à responsabilités en entreprise industrielle ou commerciale et une expérience de la formation.
  Une expérience de conseil en organisation et/ou gestion serait également appréciée.
- Il devra diriger l'Institut (potentiel d'environ 100 000 salariés), participer à la définition de la politique de formation de la profession et apporter aux Chefs d'entreprise les moyens d'évoluer et de s'adapter au présent et au futur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel à N. 2931 - PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.





Participez à nos réalisations en ingénierie nucléaire

Dans les cinq continents FRAMATOME est connue comme la 1ère entreprise mondiale d'ingénierie. Nos 5 000 collaborateurs conçoivent, fabriquent et mettent en service des chaudières électro-nucléaires.

Cette maîtrise de l'énergie et des techniques, nous la devons à la très haute compétence de nos équipes ainsi qu'à leurs qualités humaines, ciment des grands projets.
Aujourd'hui nous recherchons pour notre division travaux au siège et sur les chantiers, les interlocuteurs de nos clients et fournisseurs.

Ingénieurs et techniciens

(Electronique, Electrotechnique, Régulation, Mécanique, Chaudronnerie).
débutants ou avec une première expérience en : fabrication, pétrochimie, réalisation de grands complexes industriels.

Ils auront pour mission de :
- **Rédiger** les spécifications et les procédures.
- **Procéder** aux contrôles sur les matériels reçus de nos fournisseurs.
- **Superviser** le montage des chaudières.
- **Procéder** aux essais et à la mise en service.
- **Former** le personnel d'exploitation de nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 3801 à Framatome Département Recrutement - Tour Fiat, 1 place de la Coupole 92084 Paris La Défense Cédex.

FRAMATOME

média-system

LA BANQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE
recherche pour son service études

1 CADRE
formation économique et financière

(HEC, ESCP, IEP de préférence admissible ENA)
- expérience professionnelle,
- aptitude au travail en équipe,
- goût des contacts humains et des responsabilités.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3087 PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris

Un jeune ingénieur R&D innovateur et pragmatique

Pour faire évoluer technologiquement nos produits et aider à maintenir notre position de leader dans le domaine du chauffage, c'est en effet d'idées et de réalisme dont nous avons besoin. Voir la concrétisation industrielle de ce que vous avez conçu, c'est une joie professionnelle que nous souhaitons pouvoir vous offrir.

3 000 personnes, filiale d'un puissant groupe français, nous abordons tous les types d'énergie (gaz, électricité, pompes à chaleur, solaire) et utilisons des techniques diversifiées : mécanique, thermo-dynamique, électronique, entre autres... Votre spécialité à vous, c'est l'électromécanique. Vous serez en charge de la partie «composants» des appareils : régulation, pompes, moteurs... En liaison permanente avec le bureau d'études, l'atelier protos, les usines et les fournisseurs extérieurs de matériel électrique et électronique, vous serez le garant de l'évolution des performances des composants. A l'ordre du jour, citons deux problèmes actuels à vous mettre sous la dent : économie d'énergie et progrès en acoustique. L'aspect «recherche» est indissociable de la phase «mise au point» que vous conduirez avec l'assistance d'une équipe de 3 DUT rodée et compétente.

Ingénieur électromécanicien diplômé (INSA, ENSI Grenoble, Nancy et Toulouse, ESIEE, UTC, SUDRIA...), vous êtes dans les premières années de votre carrière et prêt à vous investir dans un job où votre curiosité et votre dynamisme trouveront à s'exprimer. Par ailleurs, vos contacts avec les fournisseurs étrangers et la fréquentation des salons professionnels vous fourniront de nombreuses occasions de pratiquer votre anglais. *Le poste est situé au siège, à Paris Est. Merci d'écrire sous référence 355 903 M à notre conseil SIRCA qui nous assiste dans cette recherche.*



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'œuvre et réalisateur :
• de réseaux de transmission de données : 1er fournisseur mondial de réseaux publics...
• de grands systèmes télématiques : annuaire électronique...
• de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire.
Une implantation nationale et internationale : 1200 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.

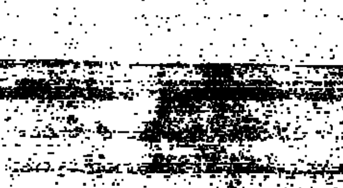
Recherche dans le cadre de son expansion

INGÉNIEURS LOGICIELS
DEBUTANTS, FORMATION GRANDES ECOLES

Plusieurs postes vous sont proposés en fonction de vos affinités dans les domaines suivants :
- réseaux de transmission de données par paquets,
- commutation de messages,
- systèmes télématiques,
- systèmes temps réel.

Envoyer C.V. et prétentions
SESA, 30 Quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX
Préciser réf. sur enveloppe : 59 LM







COFRATEL

Membre du Groupe INTERTEL Informatique diffuse une gamme d'ordinateurs de gestion multi-postes, multi-tâches (calculateur type 990/10, operating system DX10).
Afin d'accentuer notre expansion nous recrutons

un analyste programmeur confirmé

SA MISSION :
- Appui technique aux commerciaux en avant-vente.
- Négociation avec les S.S.C.I. Contrôle de qualité des logiciels.
- Chiffrage des propositions commerciales.

Installation et suivi des systèmes vendus en clientèle.

PROFIL :
- Connaissance approfondie du COBOL ANS 74 et du BASIC sous CPM.
- Expérience acquise en S.S.C.I. (3 ans minimum).
- Le poste est à pourvoir à PARIS.

Adresser CV à Monsieur A. BERQUEZ
COFRATEL
17, rue Henri-Bocquillon - 75015 PARIS

Important fabricant de biens d'équipements électroniques (2 usines - 500 personnes), spécialisé en ROBOTIQUE et INFORMATIQUE, recherche pour son usine proche de CRETEIL (94), un INGENIEUR

CHEF DE FABRICATION

Responsable de la production et de sa rentabilité, il coordonne un ensemble de services bien en place (devis, méthodes, ordonnancement, fabrication, plateformes, etc...) et anime cette unité de 150 personnes.

Ce poste conviendrait à un homme d'expérience et de terrain (30 ans minimum) ayant une formation de base électronique, faisant preuve d'efficacité dans la gestion des productions et d'aisance dans les relations.

Evolution vers un poste de Directeur des Fabrications.

Rémunération de l'ordre de 170.000/an.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé, sous réf. 373 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

---

digital
Nº 1 de l'informatique interactive

Spécialiste marketing de services

pour notre département Logiciel à Rungis

Il (elle) aura pour objectif d'introduire auprès de nos utilisateurs de nouveaux types de services.
Il (elle) fournira un support à nos ingénieurs pour la vente de contrats de Support Logiciel.
Il (elle) négociera lui-même les contrats les plus importants.

Pour ce poste évolutif, une formation marketing jointe à une expérience professionnelle de 2 à 3 ans en milieu informatique et la connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Ecrivez sous REF M 44 à Paul Boulad,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2, rue Gaston Crémieux 91004 Evry Cédex.

---

digital
Nº 1 l'informatique interactive

Une croissance de 35 % l'an, 1200 personnes en France, un C.A. de 837 MF en 82.

Directeur des systèmes informatiques (H ou F)

Il définira et mettra en place une stratégie de l'information (informatique, bureautique, télécommunications...) pour l'ensemble de la filiale : définition et intégration des plans informatiques des différentes directions, optimisation des ressources d'exploitation, compatibilité des systèmes, développement des réseaux télécom...

Le candidat à ce poste de haut niveau devra posséder une expertise technique étendue. Excellent organisateur et gestionnaire, il a déjà dirigé des équipes importantes et prouvé ses capacités à communiquer et à convaincre. L'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser votre CV sous la REF. M 38 à Dick Wakeford,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

---

digital
Nº 1 de l'informatique interactive

poursuit sa croissance en matière de conseil et de développement logiciel :

Ingénieurs logiciel ordinateurs personnels

Conseil auprès de nos clients, vous apportez un support technique à nos ingénieurs commerciaux. Vous avez une formation universitaire ou Grande Ecole. Vous avez quelques années d'expérience en tant qu'ingénieur Système sur CPM et/ou MS/DOS, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais technique.

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

Ecrivez sous la REF. M 41, à Michel ELKESLASSY,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
18, rue Saarinen, Silic 225, 94528 Rungis Cédex.

---

digital
Nº 1 de l'informatique interactive

Nos effectifs ont triplé en 5 ans. *Notre chiffre d'affaires double tous les* 2 ans. Nous sommes aujourd'hui 1200 personnes en France.

Responsable de personnel

Rattaché au Directeur du Personnel, vous assumerez l'ensemble des responsabilités de la fonction pour notre Siège Social à Evry : recrutement, gestion du personnel, relations avec les représentants du personnel et les administrations.

Les rapports privilégiés que vous aurez avec les Directions implantées au Siège Social vous amèneront également à intervenir comme conseil en organisation-développement.

De formation supérieure, vous avez 30 à 35 ans et un minimum de 5 ans d'expérience de la fonction personnel. Vous avez fait preuve de réelles qualités d'écoute, de contact, de disponibilité, d'initiative et de créativité. Un bon niveau d'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre CV sous REF. M 37 à Jean-Paul Verdu
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136 91004 Evry Cédex.

BDA
DE BOIS, DIETERLE ET ASSOCIES

Nous sommes un cabinet de 350 personnes. Nous représentons TOUCHE ROSS INTERNATIONAL l'un des huit grands de l'Audit et du Conseil dans le monde (plus de 22.000 personnes dans 360 bureaux et 84 pays).

Nous recherchons pour faire face à notre expansion, pour PARIS et LYON des

AUDITEURS CONFIRMES SENIORS - SUPERVISEURS

Nous offrons :
- Une formation à nos méthodes de travail ;
- une expérience professionnelle variée au contact de grandes et moyennes entreprises industrielles, commerciales et financières ;
- des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation : informatique, techniques bancaires, consolidation, fiscalité ; formation à l'étranger...) ;
- une intégration au sein d'équipes dynamiques ;
- la référence d'un important cabinet français associé à une structure internationale.

Les postes à pourvoir conviendront à :
des diplômés de grandes écoles : HEC, ESSEC, ESCP ou ESC ou équivalent, possédant 3 à 5 ans d'expérience d'audit externe ou interne.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous entretenir de votre **PLAN de CARRIERE**, et vous demandons de nous transmettre votre curriculum-vitae et une photo à

B.D.A. - Direction du Personnel
185, avenue Charles de Gaulle - 92521 NEUILLY SUR SEINE Cédex.

---

digital
Nº 1 de l'informatique interactive

Une croissance de 35 % l'an, 1200 personnes en France, un CA de *837 MF* en 82.

Controller

Rattaché au Directeur Financier, il est responsable des Services Comptables de la filiale : comptabilité générale et analytique, comptabilité intercompagnies, fiscalité, relations avec les auditeurs internes et externes...

De formation supérieure (niveau expertise comptable plus MBA), il possède une connaissance approfondie des comptabilités françaises et *américaines, acquise dans une grande firme internationale, il parle* couramment l'anglais.

Ce poste important et évolutif conduira rapidement à des responsabilités de très haut niveau. Un fort potentiel y est indispensable.

Merci d'adresser votre CV, sous REF. M 39 à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2, rue Gaston Crémieux, BP 136, 91004 Evry Cédex.

---

digital
Nº 1 de l'informatique interactive

Analystes financiers

Ils assistent les Directions Opérationnelles dans leurs responsabilités budgétaires : planifications, contrôles, reporting financiers, analyse et suivi de rentabilité.

Au sein de la Direction Financière, ils proposent et développent de nouvelles procédures et veillent à la bonne application des standards financiers.

Dans ces activités, ils peuvent être amenés à diriger des analyses comptables.

Diplômés d'écoles de commerce ou équivalent, ils possèdent une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire d'une multinationale. L'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser votre CV, sous REF. M 40 à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2, rue Gaston Crémieux, BP 136,
91004 Evry Cédex.

LA FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
Leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, recherche un

acheteur

Ce poste, doté de larges responsabilités, conviendrait de préférence à INGENIEUR GRANDE ECOLE, 30 ans minimum, possédant si possible une première expérience de la fonction achat et une très bonne connaissance de la langue anglaise.
Le poste est à pourvoir rapidement à Paris-La-Défense.

Adresser candidature, C.V., photo sous référence 7464 (mentionnée sur l'enveloppe) à :

MEDIA-SYSTEM
Emplois et Carrières
104, rue Réamur 75002 Paris.

Importante société recherche pour seconder le chef de son service

contrôle de gestion

un cadre de formation supérieure possédant quelques années d'expérience dans un service contrôle de gestion.
Pratique de l'informatique souhaitée.

Lieu de travail : siège social à Paris.

Salaire annuel de l'ordre de 130 000 F.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf 4863. à Média-System. 104 rue Réaumur 75002 Paris

média-system

Ingénieur métallurgiste

Paris-La Défense

Importante entreprise française d'ingénierie (La Défense), nous réalisons des ensembles industriels de très grande *dimension intégrant* des développements technologiques avancés.

Vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en **LABORATOIRE DE RECHERCHE.**

Nous vous offrons d'initier et suivre nos actions de Recherche et Développement relatives aux aciers *inoxydables afin de développer* nos compétences dans ce domaine.

Pour les études qui vous seront confiées, nous vous demanderons d'établir, en collaboration avec nos équipes et les laboratoires associés, des dossiers de synthèse et d'en présenter les conclusions aux clients et aux autorités de sûreté.

La pratique de l'anglais technique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2549/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

BANQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE
Nanterre (Préfecture)
rech. pour sa division des concours aux promoteurs :

1) **un CHARGÉ D'ÉTUDES**

DE DOSSIERS DE CREDITS PROMOTEURS

Le candidat devra de préférence avoir une expérience confirmée dans une banque immobilière.

2) **un TECHNICIEN**

ayant une formation de «METREUR VERIFICATEUR» ou similaire, chargé de l'étude des devis, des dossiers et des visites de chantiers.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3101
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

FONCTION PERSONNEL secteur bancaire

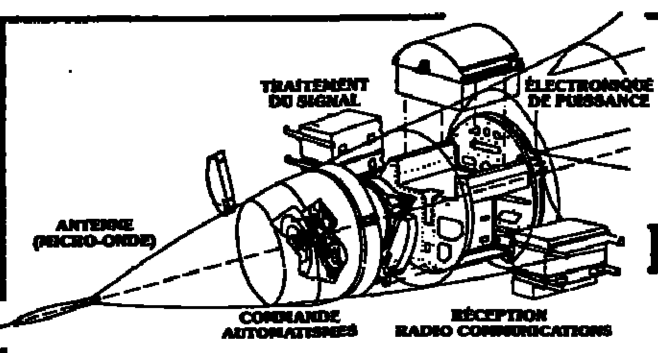
Diplômé(e) d'enseignement supérieur, âgé(e) de 30 ans environ, vous justifiez d'une expérience de 5 ans de la fonction personnel.

Un grand groupe bancaire international vous propose d'élargir cette expérience en assistant le Directeur des Relations Humaines sur des projets variés au siège et dans des filiales étrangères *(voyages fréquents).*

Quelques années de carrière réussie permettront de postuler à des postes de responsabilités dans un groupe en rapide expansion.

Adresser C.V. + photo sous réf. 7346/MI à :
A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

Département RCM de THOMSON-CSF, nous concevons et réalisons des Radars et des équipements de Contre Mesures aéroportés.
Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement permettent à RCM d'occuper une place de premier plan.
Nous proposons à de jeunes ingénieurs des responsabilités à la fois évolutives et variées dans les activités suivantes :

SYSTÈMES RADARS

– DÉFINITION et INTÉGRATION de SOUS SYSTÈMES.
Harmonisation avec l'ensemble des équipements aéroportés - Maîtrise d'œuvre Radars.
– ÉTUDES THÉORIQUES DE PROJETS.
Prospectives, modélisation, simulations.
– DÉFINITION-RÉALISATION D'ESSAIS au sol et en vol.

ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

– TRAITEMENT DU SIGNAL.
– MICRO-ONDES, propagation, antennes : formation complémentaire assurée.
– ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE.
– CONCEPTION DE CIRCUITS INTÉGRÉS.
– PHÉNOMÈNES COMPATIBILITÉ ÉLECTROMAGNÉTIQUE.

Une ou plusieurs de ces activités correspondent à vos compétences.
Nous vous proposons de rejoindre nos équipes au sein d'une grande entreprise pratiquant une activité industrielle sophistiquée avec une très grande rigueur technique.

THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM
Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette
92242 MALAKOFF CEDEX.



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT

SOPAD Nestlé

recherche

un

INGÉNIEUR de formation MÉCANIQUE

Au sein du Service Conditionnement Emballage, au Siège Social (Paris - La Défense), il deviendra, après formation, le

Responsable de la conception des Emballages Métalliques et du parc machine correspondant.

Dans l'équipe actuelle, il sera particulièrement chargé de définir les emballages et les machines de conditionnement pour les différents produits et usines, en liaison étroite avec les départements commerciaux et techniques et les usines. Ceci implique des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Son niveau de responsabilité exige qu'il ait déjà quelques années d'expérience industrielle. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions sous référence REM à : SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE (91) MASSY

recherche pour sa direction des études

réf. 23/41

ingénieurs logiciels

2 à 5 ans d'expérience, motivés par la conception d'outils de génie logiciel.
Des connaissances en logiciel de base sur mini-ordinateur seraient appréciées.

réf. 37/52

ingénieurs logiciels

TEMPS RÉEL
pour applications s/microprocesseurs.
Débutants ou première expérience.

réf. 43/77

analystes-programmeurs

CONFIRMÉS
pour applications s/microprocesseurs.

Écrire avec C.V. et prétentions en précisant référence du poste
Direction des Affaires Sociales, B.P. 74 - 91301 MASSY Cedex

Le Centre de Traitement Informatique de THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC

recherche

CHEF DE PROJET

Ce centre informatique (120 personnes) met en œuvre un IBM 30 33 sous OS (MVS, IMS, DL1), 350 terminaux et 12 ordinateurs répartis.

Nous souhaitons intégrer un CHEF DE PROJET ayant déjà eu une expérience de dessin de bases de données DL1.

Nous vous confierons la responsabilité :
- de la gestion des bases de données et du suivi de leurs performances.
- de la supervision du gestionnaire des données et du responsable du Contrôle Qualité des projets.

Diplômé d'une ÉCOLE d'INGÉNIEURS ou de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, nous vous offrons un poste évolutif.

Ce poste est situé au Pont de Saint-Cloud.

Pour un premier contact, adressez CV, photo et prétentions, sous référence 808/M à notre Conseil :
ALPHA CDI – 181, avenue Charles-de-Gaulle – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.



THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

HAVAS CONTACT

Juriste d'entreprise, seul avec tous.

Quatre ou cinq années en cabinet ou en entreprise vous ont permis de roder vos connaissances théoriques et d'acquérir une réelle compétence en droit des affaires. Vous vous sentez mûr aujourd'hui pour larguer les amarres et aborder un poste de synthèse, où vous pourrez faire la preuve de votre autonomie.

Cette société industrielle de 3000 personnes, filiale d'un puissant groupe français, vous propose de prendre une fonction multi-facettes qui fait appel aux disciplines juridiques les plus variées : droit des sociétés, droit des contrats, droit commercial, droit social... Dans ce poste délicat et passionnant sont exigées, à un degré élevé, des qualités telles que sens des responsabilités, conscience professionnelle, discernement et discrétion. Un grand nombre de dossiers seront initiés et suivis par vous-même, mais vous passerez aussi beaucoup de temps en conseil et consultations auprès des différents responsables opérationnels.

Seul juriste dans l'entreprise, donc, mais avec la sécurité de pouvoir trouver échanges et appui auprès des structures juridiques plus étoffées de la maison mère. Une opportunité à saisir pour celui, ou celle, prêt à s'investir dans des responsabilités exigeantes. Ecrire sans attendre sous référence 585 929M aux consultants du cabinet SIRCA, qui se feront un plaisir de compléter votre information. Localisation du poste : toute proche banlieue Est de Paris.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC



Le centre technique des industries mécaniques

recherche
POUR SON DEPARTEMENT CALCUL

INGENIEUR MECANICIEN

GRANDE ÉCOLE OU EQUIVALENT

Débutant ou 1ère expérience.

Spécialisé dans le domaine du CALCUL DE STRUCTURES.

Il assurera le développement et la maintenance de logiciels sur micro-ordinateurs.

Il devra à court terme être capable de prendre en charge la responsabilité complète d'un progiciel.

Anglais apprécié.

POUR SON SERVICE TRAITEMENTS THERMIQUES

JEUNE INGENIEUR MATERIAUX

MINES, INSA, ECL ou équivalent

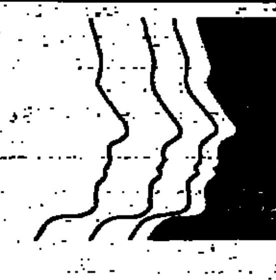
Il sera chargé de la réalisation d'études à caractère appliqué dans le domaine des traitements thermiques des métaux et du transfert des résultats de ces études en milieu industriel.

Une première expérience en recherche dans ce domaine serait appréciée.

Connaissance de l'allemand et/ou anglais souhaitée.

Ces 2 postes sont basés à SENLIS (60).
Service de cars assuré depuis Paris.

Adresser CV, photo et prétentions à CETIM - Département du Personnel
B.P. 67 - 60304 SENLIS.



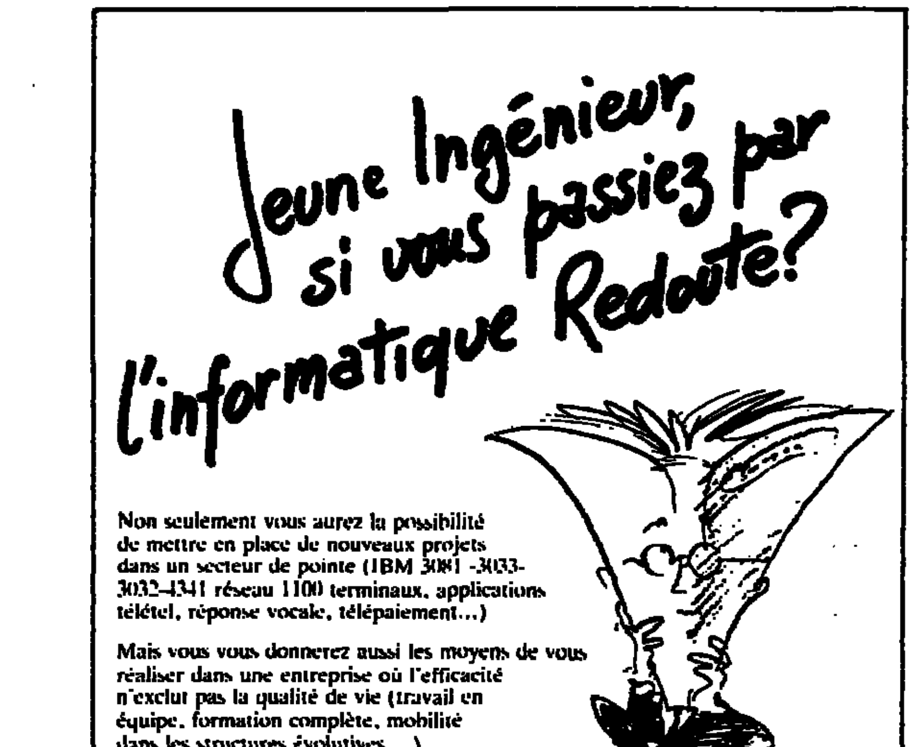
Bureau d'étude très performant sur son secteur : pétrole, pétrochimie, nucléaire, recherche un **Ingénieur Technico Commercial**. Directement rattaché au dirigeant il sera chargé de la recherche de nouveaux marchés, de la diversification et participera ainsi au développement de l'entreprise. C'est un homme de formation supérieure IFP Chimie de Nancy - Paris ou Lille dont la réussite dans une fonction similaire manifeste la capacité à établir et maintenir des contacts au plus haut niveau et à négocier - il sait travailler en anglais.

Ce poste amènera un candidat de valeur s'impliquant totalement dans la société à prendre ultérieurement des responsabilités de direction.

Merci d'écrire sous la référence 304161-M à :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS. — Tel. 544.38.29.



Non seulement vous aurez la possibilité de mettre en place de nouveaux projets dans un secteur de pointe (IBM 3081 -3033-3032-4341 réseau 1100 terminaux, applications télétel, réponse vocale, télépaiement...)

Mais vous vous donnerez aussi les moyens de vous réaliser dans une entreprise où l'efficacité n'exclut pas la qualité de vie (travail en équipe, formation complète, mobilité dans les structures évolutives....)

Merci d'adresser votre candidature sous référence 83.16.15 à Bernard DESTREBECQ.
57 rue de Blanchemaille
59100 ROUBAIX.



SYNTHELABO BIOMEDICAL
recherche pour PARIS

UN CHEF COMPTABLE

pour prendre en charge :
- l'établissement des bilans et comptes d'exploitations mensuels ;
- la liaison avec les services informatiques ;
- les déclarations fiscales et sociales ;
- la préparation d'un certain nombre de consolidations comptables ;

D'un niveau minimum B.T.S., les candidats posséderont une expérience de 4 à 5 ans dans un poste similaire, et des qualités humaines de commandement leur permettant d'animer un service d'une dizaine de personnes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
D. VOLTZ – 22, avenue Galilée
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

HANSEN Conseil en Management

spécialiste des problèmes d'acquisition, de motivation, de développement et d'efficacité des RESSOURCES HUMAINES, recherche

2 Consultants de haut niveau

Nous leur offrons, au sein d'une équipe dynamique et de taille encore réduite :
- des possibilités de réalisation, de responsabilité et de développement qui mobiliseront leur créativité et leur compétence ;
- une rémunération attractive et un intéressement aux résultats pouvant à terme déboucher sur une participation au capital ;
- le soutien d'un groupe international en expansion, offrant des possibilités de carrière internationale.

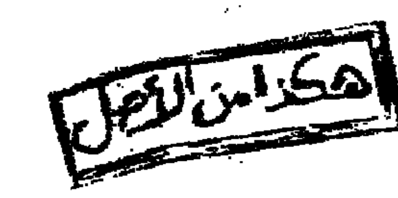
Nous demandons aux candidats :
- une formation supérieure ;
- 10 années d'expérience professionnelle dont 3 au moins dans le conseil. Cette expérience peut être soit celle d'un **généraliste de la fonction personnel**, soit celle d'un **spécialiste (recrutement, formation, rémunération...)** ;
- les aptitudes nécessaires pour convaincre et conseiller des directions générales ;
- un haut niveau d'exigences et d'ambition professionnelle, justifié par des réalisations.

Nous garantissons la confidentialité de votre candidature à adresser avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous référence H/LM à

38, rue de Lisbonne
75008 PARIS

Hansen

MEDIA BK





La Branche Presse du groupe Hachette recherche pour une de ses filiales – 100 millions de CA, une équipe jeune et mobile – éditrice de journaux de loisirs un

Chef comptable

Rattaché au Directeur Financier, basé à Neuilly, vous animerez une équipe de 5 personnes.

Vous aurez particulièrement à mettre en place l'informatisation des procédures et de l'organisation en liaison avec celle des autres unités du groupe.

Votre expérience professionnelle dans la presse ou la distribution, 3-5 ans, votre niveau, DECS au minimum, vous permettent de maîtriser tous les aspects de la comptabilité.

Votre polyvalence et vos qualités d'encadrement sont la plus sûre garantie de votre réussite et, bien entendu, de votre évolution dans le groupe.

Adressez-nous un dossier complet (lettre manuscrite + CV + rémunération actuelle) à *Hachette*, Service Gestion des Cadres sous référence 148, 12 rue François 1er 75008 Paris.



RECRUTE

Pour son département Informatique et Organisation

— UN INGÉNIEUR
Plan qualité informatique
— UN INGÉNIEUR
Schéma directeur informatique

Ces deux personnes justifieront d'une expérience d'au moins 3 ans dans les domaines cités.

Pour ces postes une excellente capacité d'interview et d'animation est indispensable.
Perspective : création de méthodes et de produits au service de la qualité des logiciels.

Faire parvenir C.V. à CR2A
22, rue d'Arras – 92000 NANTERRE
Réponse assurée

DUN & BRADSTREET FRANCE

Leader mondial de l'Information Commerciale

COMMERCIAL COLLECTION DIRECTOR

100 Millions de CA - 500 personnes - Une expansion constante, des bénéfices, nous sommes la filiale française d'un grand groupe américain de Services à Paris.

MEMBRE DU COMITE DE DIRECTION rattaché au P.D.G. vous aurez à définir et à conduire pour cette activité de Recouvrement de Creances, la stratégie de développement et la politique commerciale (une Force de Vente de ± 10 personnes), l'organisation et le contrôle de la production (± 30 personnes).

HEC, ESSEC, ESCP ... vous avez une solide expérience des affaires rodée dans une société multinationale, maîtrisant l'anglais et les outils informatiques.

Fin Gestionnaire, vous êtes un OPERATIONNEL qui aimez vous mesurer à vos résultats : Manager, vous avez le sens de la communication et de la direction des hommes.

Si vous désirez saisir l'opportunité de rejoindre un grand groupe, adressez dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) à Françoise POLI, DUN & BRADSTREET - Direction du Personnel - 17, avenue de *Choisy - Le Palatino - 75013 PARIS.*

JEUNES DIPLOMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

Vous venez de terminer des Études Superieures votre formation et votre goût du concret vous portent a contribuer au developpement des **Petites et Moyennes Entreprises.**

Nous avons sur Paris Ile-de-France un marché dynamique de PME *qui demande des interlocuteurs efficaces, de haut niveau.*

Ensemble examinons nos possibilités de collaboration et de reussite



Envoyer votre lettre avec C.V. et photo a :
Direction PME 8.800
18. Quai de la Rapee - 75012 PARIS

BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPOTS

bleu

P.M.I. ÉLECTRONIQUE EN PLEINE EXPANSION ACTUELLEMENT A MONTROUGE PUIS ORSAY DÉBUT 1984
recherche

UN CHEF COMPTABLE

Homme 35 ans minimum. DECS.

Expérience exigée :

Encadrement d'un service comptable, application informatique, gestion administrative du personnel.
Salaire annuel : 150.000 F.

Écrire à : JURIS-AUDIT,
M. KREMER, 19, rue Vivienne, 75002 PARIS.

Contrôle de gestion
L'homme du directeur général

180.000 F +

Société de distribution, 900 points de vente, C.A. + de 3 milliards. Travaillant pour le compte et sous le contrôle de la Direction Générale, il se verra confier une double mission : il définira et mettra en place les procédures comptables et administratives, il développera le contrôle de gestion et le contrôle budgétaire afin d'en faire des outils de gestion véritablement opérationnels.

Nous souhaitons rencontrer un gestionnaire de formation supérieure E.S.C , D.E.C.S. et justifiant d'une expérience probante de quelques années en entreprise ou cabinet d'audit.
Marc Galopin traitera les dossiers confidentiellement s/réf. 683 - CLM

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15



JOBIN YVON
Division d'INSTRUMENTS S.A.
Filiale d'un grand groupe industriel français recherche pour son LABORATOIRE DE CHROMATOGRAPHIE PREPARATIVE en banlieue Sud

un ingénieur chimiste

Il assurera :
- en liaison avec les services commerciaux, LES DEMONSTRATIONS CLIENTS (FRANCE-EXPORT),
- en collaboration avec des laboratoires extérieurs, LA MISE AU POINT DES APPLICATIONS ET LA REDACTION DES FICHES TECHNIQUES.

Quelques années d'expérience dans cette technique et anglais exigés.

Adresser C.V., prétentions et photo à :
JOBIN YVON . Affaires Sociales - réf. APC
16 - 18 rue du Canal
91163 LONGJUMEAU Cédex

Jeune diplômé
d'école supérieure de commerce

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce + DECS et vous avez acquis une première expérience professionnelle.
Notre société (C.A. 350 MF, 500 personnes) implantée à Paris, vous propose de prendre, *à court terme, la responsabilité de son* service comptabilité.
Appelé à succéder au titulaire actuel du poste, retraitable, vous devrez (assisté d'une équipe d'une vingtaine de personnes) *assumer la comptabilité générale et analytique et la gestion de* la trésorerie.
Vous serez, en outre, le conseil de la Direction en matière de gestion financière et participerez à l'élaboration des prévisions.
Possibilités de développement de carrière au sein du groupe pour candidat de valeur.
Si vous êtes intéressé, adressez lettre manuscrite et C.V. sous référence 2952 à notre conseil

ID IMPACT DEVELOPPEMENT
Monceau Commercial Building
38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS

CSNCR

Publivel

Nous sommes un grand constructeur de

mini, micro et péri - informatique

avec une orientation «télécom» et dont la division «Grandes Affaires» connait une forte expansion exigeant la recherche très confidentielle d'un ingénieur d'affaires

commercial «top niveau»

Basé à Paris, vous avez déjà une solide expérience de vente à haut niveau, soit aux administrations, soit aux banques, soit à de très grands groupes privés ou publics.
Vous serez donc rapidement opérationnel et autonome dans la double fonction de chasseur et d'éleveur dont vous aimeriez tirer des satisfactions intellectuelles et financières.



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 69221 M.

---

ingénieur système
DEBUTANT

Nous sommes un important Groupe Industriel spécialisé dans les technologies de pointe. La Direction Informatique renforçant l'equipe systeme de son centre en pleine expansion recherche un

INGENIEUR SYSTEME
débutant ou jeune confirmé

avec une formation Grande Ecole, **D.E.A., maîtrise d'informatique** ou equivalent ou justifiant d'une première expérience au service Etudes et Programmation et voulant

évoluer vers la fonction système

dans un environnement **IBM** haut de gamme **3033, AS 7000, 4341 (MVS, TSO, VSPC, CICS)** et un réseau de plus de 500 terminaux. Il aura pour mission la gestion de l'environnement **MVS**, le choix et les tests de nouveaux logiciels.

formation assurée

Envoyer C.V., photo et salaire actuel, sous référence 32.22/IS/543 à Madame JACOB, ADEQUATION, 62-64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
650 personnes - 200 M.F. de C.A.
recherche

CADRE ADMINISTRATIF

pour assurer dans le cadre du Service des Marchés les fonctions suivantes :
- gestion des contrats
- facturation suivant avancement des travaux
- révisions de prix
- gestion des comptes clients.

Minimum 5 ans d'expérience.
Lieu de travail : St Cloud

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3095 - PUBLICITÉS RÉUNIES 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra

---

Une Importante Institution financière nationale
recherche

Un Adjoint au Contrôleur de Gestion

pour l'ensemble de ses filiales de **Crédit Bail.**

Ce poste s'adresse à un jeune cadre qui a passé au moins 2 ans dans un cabinet d'audit ou en entreprise dans un poste similaire.

Une bonne connaissance de l'informatique en tant qu'utilisateur est nécessaire.

Formation souhaitée : E.S.C., I.E.P., complétée par le D.E.C.S. ou équivalent.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **GV7** à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

Levi Tournay

UNE TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
située à PARIS (Quartier Saint-Lazare)
recrute pour sa Direction Financière

Adjoint au service trésorerie

De formation supérieure commerciale, ESC ou équivalent, option comptable.
Première expérience bancaire appréciée.

De larges possibilités d'évolution de carrière sont offertes.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions à Société EUREST - Service Recrutement 14, rue d'Athènes 75009 PARIS.

J.R.P.

Importante Société Industrielle, Filiale Française d'un Groupe International
recherche

son responsable APRES-VENTE

- Homme de contact et de dialogue, il saura motiver le réseau de distribution pour une politique de services.
- Il élaborera l'ensemble des moyens de mesure et de contrôle de l'activité «Aprés-Vente».
- Il définira l'organisation administrative et informatique propre à assurer la gestion de cette activité.

Le candidat retenu aura quelques années d'expérience dans une fonction similaire ou dans une fonction marketing d'une Société de Services.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 7234/MI à :
AMP - 40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS (qui transmettra)

Notre Réseau Commercial renforce ses équipes à Paris et en Province et recherche des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
DEBUTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) vous souhaitez travailler dans un contexte technique informatique où le conseil et les *contacts-clients sont aussi présents.* Nous vous confierons le rôle de support technique à la vente (élaboration de propositions techniques, démonstration en avant-vente, réalisation de projets lors de *démarrages en clientèle).* Pour vous familiariser à nos produits et au métier, nous vous assurons une formation qui débutera en Septembre et qui vous permettra d'intégrer les unités opérationnelles.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 284 M à . Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATION TELEPHONEE

Duolite International s.a.

leader mondial Echangeurs d'Ions

mission :

RESPONSABLE DE VENTES

FRANCE

Nous fabriquons et commercialisons des produits intéressant grand nombre d'industries.

Ce poste comprend des fonctions commerciales et techniques. Il implique votre participation au niveau des choix et des décisions.

Pour poser votre candidature, nous vous demandons de posséder une formation d'INGENIEUR CHIMISTE, d'être âgé de 25 ans minimum et bilingue anglais.
Une expérience de 1 à 5 ans dans le traitement de l'eau ou dans la vente de produits ou procédés chimiques serait appréciée.

Si ce profil est le vôtre, nous vous invitons à prendre connaissance d'une information complémentaire sur notre entreprise et sur ce poste en appelant, de 8 à 19 heures, le 609.95.95. en précisant la référence 201.

Vous pouvez également adresser votre dossier sous réf. 201 à
DUOLITE INTERNATIONAL
Département des Ressources Humaines
B.P. 8 - 107, rue Edith-Cavell - 94400 VITRY-SUR-SEINE.

Emplois et Entreprises

Un des premiers Groupes du Tertiaire
crée un poste

auditeur interne

CHARGE :
- d'effectuer dans nos établissements de Province des missions de contrôle portant sur l'ensemble de leurs domaines d'activités aussi bien sur l'aspect technique que sur les procédures.
- d'évaluer les incidences comptables et financières d'anomalies et de procéder à des recommandations.
- de suivre la mise en œuvre et l'évolution du plan informatique afin d'adapter les contrôles aux nouvelles procédures.

A terme il doit être capable d'assurer l'animation et la responsabilité d'une petite équipe.

Pour ce poste, aux larges perspectives d'évolution, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une grande école. Une première expérience réussie d'environ 2 ans et la pratique de l'Audit de procédures administratives seront appréciées.

Ce poste basé à PARIS implique de fréquents déplacements en province.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. 70982 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

MEESCHAERT

Dans le cadre du développement de notre service GESTION notre Société de Gestion Financière recherche

UN ASSISTANT DE GESTION HF

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur :
Maîtrise de Sciences Economiques ou Ecole de Commerce

Après une période d'intégration, il prendra en charge, à l'aide d'outils informatiques, l'exécution d'achats ou de ventes de titres sur un ensemble de portefeuilles de valeurs mobilières.

Progressivement il participera à la gestion de Fonds Communs de Placement. Il travaillera en étroite collaboration avec le Responsable du service Gestion, et il lui sera donné toute latitude pour mener à bien sa mission dans le respect d'un cahier des charges.

Nous souhaitons rencontrer des «opérationnels» dotés d'un esprit méthodique et synthétique possédant des aptitudes à la décision. Des connaissances des mécanismes boursiers seraient très appréciées. L'anglais lu est souhaitable.

Ce poste, basé à Paris, offre une rémunération de départ motivante et de réelles perspectives d'avenir pour des candidats débutants ou ayant une première expérience d'entreprise. Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre de motivations + CV + prétentions à Monsieur DESLANDES
MEESCHAERT SEGF - 12 rue Chauchat - 75009 PARIS.

Ingénieur marketing

Ecole Sup Chimie ou Commerce + exp.

CECA S.A., avec plus de 60 % de son C.A. réalisé à l'exportation, se situe parmi **les leaders internationaux dans la chimie de spécialités.** Nos produits aux applications diverses s'adressent à des secteurs industriels très variés. Nous recherchons un **Ingénieur marketing.**

Nous vous confierons les études concernant la commercialisation de nouvelles applications pour des produits existants et l'évaluation technico-économique de nouveaux produits.

Vous êtes diplômé d'une **Ecole Supérieure de Chimie ou de Commerce.** Vous avez obligatoirement renforcé votre formation initiale par une **expérience de 5 ans minimum** dans le marketing ou la commercialisation en chimie fine ou en chimie de spécialités.

Lieu de travail : **Vélizy (78).**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence IM/30 à **CECA S.A.** - 11, avenue Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.

MEDIA PA





La SODERN conçoit et réalise des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire, de l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la Visualisation.
Afin de renforcer sa capacité d'innovation, la SODERN, recherche des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ESE, INPG, ENSEEIHT ...

Ils mèneront les études et les expérimentations relatives :
- à la conception d'équipements embarqués sur satellites,
- au développement de matériels informatiques et de logiciels, sur microprocesseurs.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel, SODERN, 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.



Chevron Chemical Company SAF

recherche

ingénieur agronome

Diplômé d'une Ecole Supérieure d'Agronomie, vous avez une expérience de 3 à 4 années minimum touchant au développement des produits phytosanitaires sur le plan international.
Vous dépendrez de la Direction Commerciale et serez responsable du développement technique des nouveaux produits dans un territoire comportant différents pays étrangers, et de la promotion des produits déjà établis sur ces marchés.
Vous avez impérativement une pratique courante de l'Allemand et/ou de l'Anglais, et devrez être prêt à voyager fréquemment.

ingénieur agronome débutant

Diplômé d'une Ecole Supérieure d'Agronomie, vous avez une bonne connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand, et vous désirez vous former à la pratique des problèmes de développement des produits phytosanitaires.
Merci d'adresser votre candidature détaillée à :
CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF
Service du Personnel - 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS

Organisation et Publicité

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
C.A. supérieur à 5 Milliards de F.
17.000 personnes
recherche pour son SIEGE PARISIEN
afin de compléter les structures de sa
DIRECTION ORGANISATION INFORMATIQUE
pour intervention au niveau du Siège
et/ou des filiales françaises et étrangères

Organisateur

Formation Grande Ecole, 3 ans d'expérience en Cabinet de Conseil

Chefs de projets informatiques

Formation Ingénieur, environ 5 années d'expérience dont plusieurs dans la fonction.

. Connaissance souhaitée des matériels
CII - HB 64 - IBM 34-38.

Merci d'envoyer C.V. + photo et prétentions sous référence 70.789 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Notre Direction des Services Informatiques
recherche des

INGENIEURS D'APPLICATIONS
DEBUTANTS OU CONFIRMES

Dans le cadre du développement du nouveau système d'information intégré, ils prendront en charge la conception et la réalisation d'applications transactionelles utilisant les bases de données de la Compagnie dans un environnement D.S.A.
La qualité du service assuré sera une préoccupation constante dans leurs relations avec les utilisateurs.
Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs informaticiens ou technico-commerciaux diplômés grandes écoles ou issus de l'université ayant une bonne connaissance du DPS. 8, DM IV, IDS 2 ou MIMI 6.
Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 432 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ERIA - ECA AUTOMATION)

STÉ D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE
(630 personnes - C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel
de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATICIENS

CONFIRMÉS
(+ de 4 ans d'expérience)

Postes à pourvoir : avant vente,
suivi d'affaires,
conduite de projets,

Domaines : télécommunications,
réseaux de données,
télématique,
microinformatique.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2017 à

GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex
Tél. : 602.70.47

Publicités Mérola



recherche pour sa Direction Marketing des

INGENIEURS RESPONSABLES DE CLIENTELE

(GRANDE ECOLE)

Chargés :
- d'identifier les besoins scientifiques et techniques de l'industrie,
- de développer les contacts commerciaux correspondants,

dans l'un des secteurs de pointe suivants :

PETROCHIMIE
NUCLEAIRE
SPATIAL

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous référence 863, à :
Mr DUFOURMANTELLE
BERTIN & Cie
B.P. 3 — 78373 Plaisir Cédex

Jeune responsable de personnel

Jeune cadre, de formation supérieure, vous estimez que votre première expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans la fonction personnelle dans une PME ou une société à filiales multiples a été une réussite et vous désirez maintenant élargir votre champ d'activité dans un important groupe international de biens d'équipement.

Nous vous proposons de vous rencontrer pour vous commenter le poste de CHEF DE PERSONNEL de nos unités commerciales décentralisées (environ 1200 personnes) que nous cherchons à intégrer dans l'équipe de notre DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.

Vous serez amené, dans l'exercice de cette fonction, à assister et à conseiller les RESPONSABLES OPERATIONNELS de ces unités et à veiller à l'application de notre politique de personnel.

Votre contribution permettra ainsi à ces responsables d'améliorer leurs performances commerciales et économiques. Votre rémunération sera attractive et votre carrière pourra se développer au niveau national ou international.

Votre offre de candidature (CV, photo et prétentions) est à envoyer sous réf. 71486 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

CABINET EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

DIPLOME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Expérience 4 ou 5 ans dans un cabinet d'audit international pour direction de sa section audit.

Écrire à RÉGIE-PRESSE nº T.40.603 M., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

THOMSON-CSF
BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche
pour son département études et développement imagerie nouvelle

CHEFS DE PROJET RADIOLOGIE NUMÉRIQUE
(CENTRALE, ARTS ET MÉTIERS, INSA...)

Nous vous proposons d'élaborer, avec une équipe hautement qualifiée, de nouveaux produits sophistiqués à partir de sous-ensembles existants.

Vous serez responsable du cahier des charges techniques et de la conduite de projets dans les phases d'études, de développement et d'industrialisation dans les domaines associant la mécanique à l'électronique et l'informatique.

Les postes qui sont à pourvoir en **proche banlieue parisienne**, s'adressent à des candidats ayant une expérience minimum de 3 ans dans la conduite de projets mécaniques associés à de l'électronique.

Merci d'adresser CV photo et prét. au Service du Personnel - CGR INDUSTRIE, 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

Responsable de nos transports

Un budget de 60 MF : 3 % seulement, c'est vrai, de notre CA, mais un service dont la qualité conditionne le fonctionnement même de nos sept usines de province, comme la satisfaction finale de nos clients. Et dont l'optimisation, toujours à rechercher quand même, a son poids sur nos résultats...

Nous achetons et nous vendons dans de larges secteurs géographiques et nous faisons transporter par voie terrestre, ferroviaire et maritime. Dans la fonction *que nous allons vous confier à notre siège parisien*, vous partagerez avec les échelons opérationnels concernés, la mise en place de leurs transports et vous prendrez pleinement en charge ceux liés aux achats de matières premières. Vous serez, par ailleurs, responsable d'élaborer la politique transports de la société et la cheville ouvrière de sa mise en application cohérente. Vous aurez aussi vocation d'intervenir en conseil, car notre expert en matière de transports, ce sera vous.

Une responsabilité globalement à votre portée, si vous avez acquis aujourd'hui, *dans* une fonction *analogue* en entreprise ou chez un transitaire, une expérience substantielle et assez complète des problèmes de transports ; tant mieux si vous connaissez aussi la réglementation des transports des matières dangereuses, car nous opérons dans le secteur chimie. Nous apprécierons votre formation supérieure et de bonnes bases juridiques. Nous tenons à ce que votre anglais soit vraiment opérationnel. Intéressé(e) ? Sans tarder, une lettre à SIRCA qui nous aide pour ce recrutement, sous référence 332 932M; en précisant votre rémunération actuelle et votre délai de disponibilité.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Marque de Tricots en développement continu
dirigé par jeune patron dynamique recherche un

EX PATRON DE PME
PREFERENCE TEXTILE

Pour le seconder dans la gestion journalière et la prospective de l'entreprise.
Le poste pourrait aussi convenir à un ex directeur administratif et financier ayant une mentalité "marketing".
Dans les deux cas une expérience d'organisation administrative et comptable avec mini-micro ordinateurs est indispensable.
Lieu de travail, Paris 2ème.
Votre candidature sera étudiée par

SCRIBE 4, avenue Hoche 75008 PARIS

Organisation et Publicité

IPECODE
Institut de conjoncture équipé d'un IBM 43 31/M2 sous VM/CMS recherche un

ingénieur informaticien débutant

Mission :
Après une période de formation sur les matériels et logiciels installés, il sera chargé d'assurer le conseil et le support technique des utilisateurs et de prendre en charge la gestion quotidienne du centre informatique (INFOCENTRE).

Profil :
C'est un jeune diplômé d'une grande Ecole, par exemple : SUPELEC, ENSIMAG, ENSEITTH Toulouse.

Il a déjà au cours de stage ou pendant son service militaire, *acquis une courte* expérience informatique.

Il a le sens de la rigueur et des capacités à communiquer avec les utilisateurs *dans un environnement jeune et de très bon niveau.*

C'est un poste formateur pour un débutant qui souhaite rapidement agir avec autonomie et sens des responsabilités.

Adresser CV, photo et prétentions *sous réf. 52AD à notre Conseil.*



128 bd Haussmann 75008 Paris. STANDARDATA

Cadres et gradés
Important groupe bancaire

Nous recherchons pour renforcer l'encadrement de nos services titres, bourse et comptabilité, des cadres et gradés.

Vous avez un niveau de formation IUT de gestion, BTS comptabilité ou un BP de banque et ITB. Quelques années d'expérience seraient appréciées.

Des perspectives d'évolution intéressantes *sont offertes à des candidats* de valeur.

Nous vous proposons un poste situé au cœur de Paris (2e arrondissement).

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2544/LM à



MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

TELESYSTEMES
Systèmes de Télécommunications et d'Informatique
recherche pour son centre de TORCY équipé de matériel CDC Cyber, un

JEUNE INGENIEUR SYSTEME

Sa formation (Ecole d'Ingénieur ou équivalent) autant que son potentiel personnel doivent lui permettre de maîtriser une fonction technique où l'aspect relationnel reste prédominant (conseils aux utilisateurs, relations clients...).
Plan de formation important aux matériels et logiciels utilisés.
SSCI, notre Conseil en recrutement étudiera la candidature que vous lui adresserez directement sous référence PLA 312 -
SSCI - 47, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS.

LA TRADITION D'AVANT GARDE



telesystemes

Attachés Commerciaux
95 000 F

ATA ETABLISSEMENTS WALON
Société importante de transit international
recrute pour compléter son équipe commerciale,
et dans le cadre d'un contrat de solidarité,

5 jeunes diplômés (ESCAE, DESC ou équivalent)

Libres immédiatement, parlant couramment l'anglais et ayant des notions d'allemand.

Adresser CV détaillé et lettre manuscrite à
ATA ETABLISSEMENTS WALON
Service des Relations Sociales
124, rue d'Aguesseau 92100 Boulogne.

Levi Tournay

Information/Communication
en forte expansion,
filiale d'une importante mutuelle,
recrute pour Paris
pour renforcer son service
Communications

Cadre

- Formation supérieure,
- *4/5 ans d'expérience de la communication* commerciale, y compris de la VPC,
- connaissance de l'assurance et/ou des produits financiers appréciée.

Au sein d'une équipe de 8 personnes ses activités seront :
- élaboration et suivi des publipostages,
- conception, rédaction de support de communication,
- information écrite et téléphonée de la clientèle,
- animation des stages de formation.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. **3870** à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Levi Tournay

TECHNICIEN D.E.U.G.
physique, analyse Rayons X.
Env. C.V. Laboratoire Louvre
75041, Paris Cedex 01.

Laboratoire de recherche universitaire recrute sur poste CNRS 2 B

UN TECHNICIEN

dégagé des O.M., titulaire d'un DUT (mesures physiques ou électronique) ou d'un BTS, connaissance en informatique appréciées pour la conduite des anneaux de collisions T.C.I. et ses améliorations techniques.
Travail horaire normal et décalé en alternance y compris week-ends.
Ecrire avec C.V. à
M. P. MARIN
LABORATOIRE DE L'ACCELERATEUR LINEAIRE
Bât. 209, Centre d'Orsay de l'Université de Paris-Sud
91405 ORSAY CEDEX.

LA CHAMBRE de COMMERCE et D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE - YVELINES

recherche

un CADRE

chargé de la

DIVISION URBANISME

rattaché au service aménagement équipement

Une formation de maîtrise en sciences sociales (géographie, urbanisme...) avec si possible un complément formation juridique et/ou commerciale souhaitée. Connaissance du logement social appréciée.

Ecrire à : C.C.I.I. service du personnel, 21, av. de Paris, 78011 Versailles.

Sté parisienne de Traitement des Eaux Industrielles recherche

AGENT TECHNICO COMMERCIAL

Formation DUT, MST ou équivalent. Connaissances chimie, génie chimique, électricité, pour établissement de devis et suivi commercial. Libéré O.M.
Ecr. avec C.V. et prétent. s/réf. 6.768 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

STÉ PARISIENNE DE CONSEIL EN RAPPROCHEMENTS d'ENTREPRISES

désirant étoffer son équipe

recherche

CADRE SUPÉRIEUR

ou ancien

CHEF d'ENTREPRISE

ou membre de

PROFESSION LIBÉRALE

Sa mission :

- Assister une clientèle d'industriels dans des opérations *de restructuration* d'entreprises ;
- Développer la clientèle par des actions de recherche et des contacts de haut niveau.

Ce poste conviendrait à un candidat de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant une connaissance sérieuse des problèmes industriels et financiers.

Large participation au chiffre d'affaires réalisé.

Adress. C.V. lettre manuscrite et photo sous réf. 44.021 à PROJETS PUBLICITÉ, 12, rue des Pyramides, 75001 PARIS, qui transmettra.

STÉ DE SERVICES ET *CONSEIL EN INFORMATIQUE* (650 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

- Expérience 2 à 3 ans sur MMT/MITRA indispensable.
- Connaissance Moniteur MOP et langage LTR très appréciée.
- Pour animation du groupe support dans le cadre d'un grand projet temps réel.
- Lieu de travail Paris-Sud.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, prét., n° 3.089 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

SOCIÉTÉ GESTION ÉTUDES pour B.E.T. PARIS

INGÉNIEUR

manutentions sol et aérien.
Références exigées.
Env. C.V. et prét. au 1 bis, cité Paradis, Paris-10e.

(Métro Mairie-de-Montreuil) Important Bureau d'Études-Techniques BATIMENT-*INFRASTRUCTURES rech.* :

TECHNICIEN

CHAUF.-CLIMATISATION.
– B.T.S. MAXIMILIEN PERRET.
– 3 à 5 ans d'expérience.
Écrire à : O.P.F., n° 603, 2, rue de Sèze, 75009 Paris qui transmettra.

Importante société commerce international recherche pour son service import tissus *enduits, cuirs, fourrures*

UN(E) ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E)

Expérience commerciale 4-5 ans minimum. Fréquents déplacements France et étranger. Langue allemande indispensable.
Envoyer lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à OPF, n° 507, 2, rue de Sèze 75009 Paris, qui transmettra.

INTERVAC

Groupe Wardair International recherche urgent

COMPTABLE

très qualifié(e)
BILINGUE ANGLAIS
responsable du service comptable très largement informatisé.
- Comptabilité générale, analytique, clients et fournisseurs, bilan et déclarations fiscales.
- Rapport périodique au siège du groupe (Canada).
- Suivi des budgets et trésorerie.
- *Plusieurs années d'expérience* exigées, connaissances activité agent de voyage / tour, operator / compagnie aérienne souhaitées.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : INTERVAC, 12, rue de Castiglione, 75001 PARIS.
Téléphone : 260-32-70.

GESTION ÉTUDE
recherche pour B.E.T.

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL
Expérience engineering. Industrie et T.P.
Env. C.V., 1 bis, cité Paradis, 75010 PARIS.

Cherche du 1er au 21 août, PERSONNE de 35 à 50 ans pour garder dame 83 a. valide, préparat. des repas, entretien de l'appt. H. de trav. 9 h/19 h. Réf. exigées. Tél. : 899-51-81.

SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE
recherche

RESPONSABLE ORDONNANCEMENT LANCEMENT

Ingénieur ou équivalent
30 ans minimum.

- *Ordonnancement/lancement* des fabrications très diversifiées et petites séries.
- Expérience TRÈS CONFIRMÉE de gestion informatisée de production.

Anglais souhaitable.

170.000 F. +

Ecr. ss réf. 340, SWEERTS B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE OFFRE UN POSTE DE

RESPONSABLE INFORMATIQUE

POUR SA FILIALE FRANÇAISE SITUÉE A RUNGIS

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS :
- la *mise en place de notre* IBM 34 et de ses principales applications (traitement des commandes, gestion de stocks, facturation, ...) ;
- la mise à jour des packages IBM (MAPICS) ;
- le développement des programmes et des procédures internes ;
- la formation des utilisateurs.

Nous recherchons un candidat jeune, ambitieux, organisé, capable de travailler de façon autonome et ayant acquis environ 3 ans d'expérience informatique sur IBM 34 en tant qu'analyste et programmeur GAP II.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.

La forte expansion de notre société française ainsi que du groupe auquel elle appartient offre de nombreuses possibilités de promotion future à un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
BRANSON ULTRASONS
1, rue des Pyrénées
Silic 404
94573 RUNGIS CEDEX.



PARKER PEN FRANCE s.a.

recherche dans le cadre de la réimplantation de son Siège Social à MERU (60110) pour Service Comptable Informatisé

RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE H/F

BTS comptable + anglais
2 à 3 ans expérience avec connaissances comptabilité anglo-saxonne (reporting mensuels)

RESPONSABLE COMPTABILITE CLIENTS H/F

BTS
2 à 3 ans expérience dans poste similaire
Habitude de la relance personnalisée

Envoyer C.V., photo et prétentions au Directeur du Personnel
PARKER PEN FRANCE S.A.
ZI - 60110 MERU

ingénieurs C.A.O
H/F

Rattachée à l'un des plus puissants Groupes Internationaux, notre Entreprise assure la fabrication et la commercialisation de systèmes **C.A.O.** Nous recherchons pour notre direction technique deux Ingénieurs d'Application.

- L'un sera plus particulièrement chargé du "Secteur Ingénierie". Il est demandé une expérience industrielle d'au moins *deux ans dans l'ingénierie* et idéalement dans la schématique de process (usines clé en main). **(Réf. 32.20/AI/538)**
- L'autre sera affecté au "Secteur Mécanique". Il devra justifier d'une expérience de commande numérique et connaître un langage tel que PROMO, APT, COMPACT 2,... **(Réf. 32.21/AM/539)**

Dans les deux cas, le profil requis est celui d'un Ingénieur diplômé connaissant l'informatique de base (micros conversationnels, BASIC,...).

Une formation **C.A.O.** sera assurée.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence respective à ADEQUATION 62-64 av. Emile Zola - 75015 Paris

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT



L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
situé à RUEIL-MALMAISON (92)
recherche pour sa Direction Informatique

INGENIEUR DEBUTANT

ou ayant une première expérience
Formation : Ecole d'ingénieurs ou équivalent.

Pour assister le responsable du réseau interne tant au *niveau opérationnel et évolution*, qu'au niveau assistance aux utilisateurs.

Envoyer C.V., photo et prét. sous réf. 71326 à CONTESSE *Publicité* 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

METROLOGIE

Importateur et distributeur de matériels informatiques et péri-informatiques recherche dans le cadre de son expansion

1 INGÉNIEUR TECHNICO-CIAL

basé à ASNIERES
Il a une solide expérience dans les domaines de la micro-informatique et serait responsable d'un matériel graphique.
Connaissance de l'anglais obligatoire.
Tél. pr R.V. à Dominique Berre 790-62-40, poste 43-07.

Dans le cadre de la réorganisation de ses structures d'accueil pour adolescents, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales de la SEINE-SAINT-DENIS, RECRUTE

3 ÉDUCATEURS-CHEFS

expérimentés pour la Création de Nouvelles Equipes.
(Conditions à remplir définies à l'article 4 du décret n° 72.903 du 14 septembre 1982.)
Adresser candidature avec C.V. avant le 26 juin 1983 à la DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Service du Personnel
Bureau 206
124, rue Carnot
93007 BOBIGNY.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (650 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale recherche pour participer au développement de l'activité SYSTÈMES D'INFORMATION LOGISTIQUE

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

- Domaines : gestion de l'approvisionnement et des stocks de pièces de rechange, suivi et maintenance d'équipements complexes.
- Apte à la conception et à la réalisation d'applications informatiques d'envergure.
- Expérience dans l'encadrement et le suivi de projets (si possible à l'étranger).
- Anglais courant exigé.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, prét., nº 3.088, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Important organisme de crédit spécialisé dans le financement des investissements des entreprises situé à PARIS dans le 9ᵉ. Nous recherchons

UN RESPONSABLE DE SON SERVICE RÉALISATION DES PRÊTS

ayant :
1) Sens de l'organisation et du commandement.
2) Expér. de réalisations de contrats de prêts indispensable et connaissances en mathématiques financières appréciées.
3) Capable d'assimiler et de maîtriser un traitement informatique sur terminal. Poste à responsabilités et initiatives.

Env. C.V., photo, rémunération actuelle et prét. s/réf. 7.361 à P. LICHAU SA-BP 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui trans.

ORGANISME PUBLIC recherche pour Service actions collectives de prospection et de promotion à l'étranger

CHEF du SECTEUR EUROPE

Formation commerciale supérieure. Anglais/allemand courant. Expérience organisation missions commerciales. Connaissances techniques du commerce international et du tissu industriel français.

Adr. C.V. avec réf. et prét. à : CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.

Administrateur de biens recherche

COMPTABLE

EXPÉRIMENTÉ (E)
Se présenter I.P.G. 62, rue Beaubourg, 75003 Paris. Téléphone : 278-43-08.

Organisme professionnel recherche

STATISTICIEN

Bonne formation économique pour assurer, au sein d'une équipe, le développement et l'analyse des informations contenues dans une banque de données. Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience. Anglais courant exigé. Libre de suite.
Adr. C.V., photo et prét. à M. PROTAIS - C.S.C.A. 2, rue de Presbourg, Paris-8ᵉ.

CHERCHE

CHARGÉ D'ÉTUDES

(Hydrobiologie, environnement). Pour travailler en bureau d'études en région parisienne.

Envoyer C.V. et prétentions sous nº T 040.575 M. REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

GRANDS QUOTIDIENS recherchent COMMERCIAUX HOMMES OU FEMMES pour prospection clientèle Agences et Annonceurs sur PARIS, fixe + intéressement.
Env. C.V.; photo s/réf. 526 à HAVAS RÉGIES PETITES ANNONCES, 29, BD DES ITALIENS, 75002 PARIS, qui transmettra.

VILLE DE JUVISY-SUR-ORGE recrute

ANIMATEUR 1ʳᵉ CLASSE

Grade attaché, pouvant prendre en charge la responsabilité de mettre en œuvre la politique Enfance-Jeunesse et d'assurer la gestion administrative de ce secteur.

Adr. candidatures et C.V. à : M. LE MAIRE de Juvisy-sur-Orge, B.P. 56 91260 JUVISY-SUR-ORGE.

ANEF

COURBEVOIE recherche EDUCATRICE
Pour service d'accueil hébergement, 3/4 de temps en soirées et week-end. Téléphoner à la directrice au : 788-44-48.

STÉ PRESSE PÉRIODIQUE recherche

EMPLOYÉE QUALIFIÉE

Service du personnel pour assurer suivi des différents dossiers administr., la préparation et le traitement de la paie informatisée. Dactylo exigée.

Env. C.V. manuscrit, photo et prét. à Claude MOCATTI, Directeur du Personnel. MODES et TRAVAUX, 10, rue de la Pépinière, 75008 Paris.

COMPAGNIE FINANCIÈRE de première importance PARIS-8ᵉ recherche pour son service d'analyse des risques étrangers

5 JEUNES CADRES

diplômés Ecole Supérieure de Commerce (ESCAE) ou équivalent.

ayant une connaissance approfondie de l'Anglais et d'une autre langue (Allemand, Italien, Espagnol).

Première expérience professionnelle souhaitée.

Qualités requises : esprit de décision, aptitude aux relations commerciales sens des responsabilités.

Salaire pour 38,20 hebdo + primes diverses participation. Restaurant d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé, photo et prét. s/réf. 2.717 à Axial Publicité 27, rue Taitbout, Paris-9ᵉ.

Etablissement sous contrat recherche

PROFESSEURS

- E.M.T.
- Enseign. technologique.
- Economie et gestion.

Adresser curriculum vitae à REGIE-PRESSE sous nº T 040.619 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

- Option : informatique, automatique, électronique.
- Débutants à 3 ans d'expérience.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB. s/réf. 2704, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

S.A. Paris-15ᵉ. Vte biens d'équipements et services aux collectivités. C.A. 6.000.000 recherche DIRECTEUR formation commerciale, bien introduit collectivités, 30 ans minim. Libre de suite.
Adresser C.V. et prét., réf. 16.082 à J.R.P., 39, r. de l'Arcade, Paris-8ᵉ, qui transmettra.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour PARIS

secrétaire expérimentée

BILINGUE ANGLAIS si possible

Adresser C.V. manuscrit et photo sous réf. 71423 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

SIAPA

(91) PALAISEAU recherche pour son SERVICE EXPORT

SECRETAIRE

expérimentée, bilingue anglais. Libre de suite. Se présenter avec C.V. 4, rue Ambroise-Croizat, 91 PALAISEAU.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

DEMANDES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE ET COMPTABILITÉ

Vous recherchez le responsable du développement de vos applications comptables.

FORMATION :
Doctorat 3ᵉ cycle en informatique.
I.C.G. + certificat comptable du DECS.

EXPÉRIENCE (15 ans) :
Mise en place de systèmes comptables et de contrôle de gestion.

Ecr. s/nº 1.371 le Monde Pub.
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens
75009 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL secteur bâtiment second-œuvre
connaissant particulièrement marché bricolage-décoration
RÉALISE ÉTUDES :
produits (lancement ou développement) pénétration et organisation commerciales création et animation de réseaux.
Écrire sous nº 1.377 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SPECIALISTE ACHATS APPROV.

35 ans, BTS agro-alim. ESA connaissant gestion des stocks, informatique, douanes, achats carton, films aluminiums, boîtes pliantes, impressions, ingrédients cherche poste INDUSTRIE ALIMENTAIRE, COSMETIQUE PHARMACEUTIQUE EN PROVINCE.

Ecrire sous nº 8.292, *le Monde* Pub. Service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Confirmé, 10 ans d'expérience presse hebdomadaire et mensuelle. Cherche poste à responsabilité (cause cessation de parution).
Ecrire sous le nº T040.599 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE DIRIGEANT, E.S.S.E.C., 53 ans P.M.E. 80 personnes. Région N.O. Paris. Conception et vente de spécialités mécaniques à ttes industries dont aéronautique.
Rech. DIRECTION CCIALE OU ADMINISTRATIVE DE PME A CLIENTELE INDUSTRIELLE.
Ecrire sous le nº T40.593 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR A.M.

Diplômé Institut de contrôle de gestion. 47 ans.
- Expérience industrielle sérieuse acquise en usine à des postes opérationnels ;
- Pratique de la gestion de P.M.I. dans des conditions difficiles ;
- Sens des relations humaines.

Rech. DIRECTION D'USINE OU DIRECTION GÉNÉRALE P.M.I.
Ecrire sous le nº T40.591 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Urgent, étudiante recherche tout travail IMMEDIAT. Tél. : 554-04-11.

MEDIA
J.F. Licences lettres et media expérience relations publiques, éditions, journalisme radio et presse écrite, dynamique créative, sens des responsabilités, cherche poste évolutif.
Ecrire sous le nº T40.572 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE COMMERCIAL HEC

29 ans, expérience grand public et produits industriels actuellement chef de produits, cherche poste de Direction Commercial ou marketing (– de 150.000 F par an s'abstenir)
Ecrire sous le nº T 40.576 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. journaliste 29 a., 5 ans exp., excellente présentation cherche poste relations publiques, région parisienne disponible pour déplace. Tél. : 208-73-86.

Femme, 44 ans, formation sciences humaines, exp. industrielle recherche fonction, formation, gestion, recrutement.
Ecr. s/nº 1.391 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. lic. lettres, esp., angl. courants, exp. tourisme + enseign., disp. de suite, étudie toutes propositions. Paris. Téléphone : 325-94-81.

HOMME 27 ANS dynamique, sérieux cherche place de chauf. de maître ou d'ambassade. Tél. 355-38-08.

FISCALISTE

J.H. 33 ans, EMI + DES Eco + doct. dr. fiscal + 1 an inspect. impôts + 2 ans coll. cab. cons. jur. et fiscal. Angl. + esp. Dispon. imméd. Etudie ttes propos. Exp. compta. conseil jurid. ou société.
Ecr. s/nº 1.369 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur en agriculture de l'ISAB qualifié pour l'enseignement, pratique courante, écrit et parlé, français, néerlandais, anglais, allemand, nationalité néerlandaise, 48 ans, 14 ans d'expérience Afrique francophone et anglophone en vulgarisation agricole formation d'adultes, direction et organisation.
Cherche emploi en France éventuellement avec missions à l'étranger, libre rapidement, étudie toutes propositions.
Ecr. s/nº 1.376 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Homme, 25 ans libre de suite dess. gestion financière désire faire carrière dans entreprise dynamique étudie toutes propositions Tél. : 347-50-58

Responsable administrative 20 ans référ. gestion complet personnel et SCES généraux cherche situation.
Ecr. s/nº 1.386 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Intervenant formation maîtrise + DEA droit + DEA SCI. PO, 27 ans 4 ans exp. Ch. respons. gestion direction conseil formation. Téléphone : 333-66-15

PHOTOGRAPHE LABORANTIN 35 ans célibataire former. Artiste et bonne repr. divers rat. presse désire mettre connaissance prof. au service des départs français outre-mer.
Ecr. s/nº 1.395 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GESTION + DROIT

Cadre 29 ans, 2 ans, expérience financement informat., consolidation cherche poste « GÉNÉRALISTE ». 277-54-17.

INGIEUR EXPORT

33 ans, 10 ans d'expérience, résident à l'étranger, 3 langues parlées, formation mécanique cherche emploi région Paris, pour retour en France.
Ecr. s/nº 1.331 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Intendante et/ou gouvernante : femme mure, études post-secondaires, serait intéressée par emploi en Europe, salaire négociable. Références. Ecrire à Robin STINGER 133 — 56 th Street. Sea Isle City N.J. 08243 U.S.A.

Jeune femme maîtrise droit privé cherche emploi de collaboration. Tél. 797-93-12.

J.F. 29 ans, BTS Economie familiale et sociale, éducatrice S.P. en IMP, exp. prof. antérieure, 4 ans, enseignement, recherche poste stable dynamique et indépendant (pas VRP) à Paris ou banlieue sud.
Ecr. au MONDE PUB., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS. Ecr. s/nº 8294.

INGÉNIEUR

DIPL. - GEODESIEN
Homme 49 ans, trilingue, français, polonais, allemand. Exp. 26 ans : mesures topographiques, tracements des objets industriels, routiers et autres, traductions techniques, enseignement professionnel. Ecrire nº 20896 SOPIC B.P. 31, 67001 STRASBOURG Cedex.

J.F. résident Bretagne, expérience journalisme et secrétariat de rédaction recherche

COLLABORATIONS TOUS SUPPORTS

Etudierait aussi toutes propositions dans le secteur des RELATIONS PUBLIQUES.
Ecr. s/nº 8.299 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme 37 ans parfaitement trilingue licences/allemand strasbourg et L.E.A. Allemand/Anglais 1 année traduction E.S.I.T. Paris sérieuses connaissances économiques expérience enseignement enfant-adulte 4 ans responsabilité commerciale secteur imprimerie édition en R.F.A. 3 ans chef de publicité 4 ans cherche poste cadre motivant pour 01/sept./83. Etudie toutes propositions, prospection clientèle nouvelle exclue. FIGENWALD, 19 a, rue de la Duée, 75020 Paris.

Ingénieur ECP, 26 ans, déb., disponible pour emploi dans le BTP en région parisienne. Ecr. s/nº 1.397 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiante recherche emploi juin, juillet, étudie toutes propositions. Tél. 257-06-02.

L'immobilier

appartements ventes

1ᵉʳ arrdt

HALLES FORUM
A aménager appart. 60 m², 4ᵉ ét. soleil, duplex 90 m². Téléphone : 272-40-19

5ᵉ arrdt

8, rue Mouffetard. Studio tt cft Poss. 21 m², 1ᵉʳ ét. 210.000 — Mardi 14/17 h — PARIEL

JARDIN DES PLANTES 2 PIECES 4ᵉ asc. Soleil. 330.000 F. 526-54-61.

Censier-Gobelins. 354-95-10 Ravissant 2 pièces.

NEUF JARDIN DES PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE 2-3-4-5 P. et DUPLEX Vis. témoin ts les jrs 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

6ᵉ arrdt

PLACE SAINT-ANDRE-DES-ARTS

RENOVATION DE QUALITE EXCEPTIONNELLE

2 PIECES ET DUPLEX

Tél. : 329-66-06.

SEVRES-BABYLONE GRAND 5 P. Parfait état. Calme-Verdure. 633-29-17.

7ᵉ arrdt

CHAMP DE MARS

Asc., chf. cent. Calme, beau 2 p. 670.000 F. Tél. : 555-20-00.

210 m² SUR JARDIN

Appt de récept. Lux. Soleil. ST-GUILLAUME - 354-42-70.

9ᵉ arrdt

LA BRUYÈRE 2 p. tt cft 40 m². bel immeuble plein soleil Px 320.000. — 285-00-59

LA BRUYERE

APPART. DE RECEPTION 240 m². PARFAIT ETAT. 3ᵉ ét. Parking. 562-16-40.

R. MAUBEUGE Studio, cuisine, bains, refait neuf, lumineux. Px 175.000 F. T. 526-99-04.

11ᵉ arrdt

MÉNILMONTANT

2 à 5 p. Gd stand. Tt conf. PRÊT CONVENTIONNÉ Imm. nf. Livraison immédiate. RÉSIDENCE LES COURTILLES PRIMM. Tél. 788-11-23.

13ᵉ arrdt

TOLBIAC PPTAIRE

Belle rénovation de qualité

BEAUX 2 PIÈCES

refaits nfs, cuis. équipée, bains, w-c, moquette, tt conft., courjdin. SOLEIL. CHARME. depuis 275 000 F. 296-12-93.

15ᵉ arrdt

DUROC-LUMINEUX 5 P. 120 m². DECOR RAFFINE 633-29-17 — 577-38-38.

Mᵒ VAUGIRARD CHARMANT 4 P. 720.000 F. Jean FEUILLADE 566-00-75.

16ᵉ arrdt

MUETTE

3 P. EN DUPLEX 2 sanitaires impeccable. Matin 567-47-47

CHARMANTE MAISON S/COUR AGREABLE Liv. + 3 chbres. DECOR RAFFINE. T. 633-29-17 — 577-38-38.

141, R. LONGCHAMP

IMM. MODERNE LUXUEUX 120 m², 4 P., 2 réceptions, 2 chbres, park. 1 550 000 F. 3ᵉ ét. Vis. mardi 16 h/18 h 30 SIREL : 359-63-01.

17ᵉ arrdt

6 P. 2 bns, cuis. aménagée, balc., chb. de serv. S/place. MARDI 31 de 13 h à 17 h 14, R. THÉODORE-DE-BANVILLE

45 bis, AV. VILLIERS

Mᵒ Malesherbes DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS. LUXUEUSE RÉHABILITATION Visites lundi/mardi 13 h/18 h.

PRÈS PLACE DES TERNES Gde récept. + 4 chbres, balc., gde cuis., 4 bains, 3 chbres sce 3,40 m s/plaf. T. 500-78-65.

VILLIERS PPTAIRE VEND

DUPLEX 85 m²

Séj. + chbre. TT CONFT. SOLEIL. Px 790 000 F 387-95-97 (soir 574-24-03)

18ᵉ arrdt

RUE MARCADET bel imm. ancien 2 p. cuis. w.c. bains étage élevé asc. 300.000 F. Immo MARCADET 252-01-82

Mᵒ CHATEAU-ROUGE 3 pièces cuisine, w.c. bains, travaux peinture à prévoir. 213.000 F. Immo MARCADET 252-01-82

19ᵉ arrdt

BUTTES-CHAUMONT

29-31, rue de Crimée
3 p., balc. ou terr., cave, park.

A P. DE 600 000 F
FINANC. EXCEPT.
1. PRÊT CONVENT.
2. PRÊT VENDEUR

60 000 s/10 ans à 2 %

3. PR. 1 % PATRON. POS.

T. MIL 362-09-37 sf samedi

20ᵉ arrdt

MÉTRO GAMBETTA

De 2 petits imm. neufs, stand. Studios, 3 et 4 pièces.Balcs, caves et parking. Livrables immédiatement.

FINANC. EXCEPT.
1. PRÊT CONVENT.
2. PR. VENDEUR POS.

(jusq. 10 % du prix de vente à 2 % sur 10 ans)

3. PR. 1 % PATRON. POS.

Bur. de vte s/pl., 7, r. des Rondonneaux. Ts les jrs de 14 h à 19 h, dim. compris, fermé vend. et sam. Tél. PRIMM 788-11-23. 636-70-58.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE appt 2 p. cft, 46 m², actuellement loué 1650 F. mens. 360.000, immeuble récent. Tél. : 285-00-59.

93 Seine-Saint-Denis

Particulier vend appartement 3 pièces, tout confort, parking. 5 min. Porte des Lilas. Résidence de la Dhuys, Bagnolet (93). Libre fin décembre 1983. Tél. après 18 heures : au 361-15-82. Agences s'abstenir.

appartements achats

S.N.E.C. 266-25-02

Membre S.N.P.I. recherche beaux appartements, du studio au 5 pièces 5ᵉ, 6ᵉ, 7ᵉ, 8ᵉ, 14ᵉ, 16ᵉ. Réalisation rapide, expertise gratuite.

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine 75008 PARIS rech. URGENT APPART

180 A 220 m²

ACHAT ou LOCATION 16ᵉ-8ᵉ ou 7ᵉ. T. : 562-16-40.

LIBANAIS rech. APPT. HOTEL PARTIC. quartier résidentiel. 260-10-24.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15ᵉ) 566-00-75 rech. pour clients sérieux 15ᵉ et 7ᵉ arrdt. appts ttes surfaces et imm. Paiement comptant.

PROPRIÉTAIRES

Confiez-nous vs appts à vendre. Recherche d'acquéreurs sur fichier informatique. BOULOGNE IMMOBILIER 825-11-17

Recherche 1 à 3 p. Paris préf. 5ᵉ, 6ᵉ, 7ᵉ, 14ᵉ, 15ᵉ, 16ᵉ, 4ᵉ, 12ᵉ, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire 873-20-67 même le soir.

cours et leçons

REVISIONS du BAC

Stages intensives du 4 au 11/6 MATHS, PHYSIQUE, SC-ECO 6 élèves maximum par groupe

MATH CONTACT

16 rue du Mail 75002 Paris Tél. : 236-31-63 Mᵉ Levi Mᵒ Sentier, Halles, Montmartre

SÉMINAIRE d'initiat. à l'économie pour adultes par es Sc. Eco. Préparation intensif tous examens. Ap. 20 h. 327-05-71

propositions diverses

LES POSSIBILITÉS D'EMPLOIS à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, Rue de Montyon 75429 PARIS CEDEX 09

travail à domicile

Nourrice garde bébés et enfants, pav. Oise, vacances et années Tél. (4) 447-51-32

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre RANGE ROVER 1983 4500 Kms 9.5 unités Tél. : (16.8) 364-12-03

boxes - parking

MÉTRO GAMBETTA

PARK. COUVERTS, BOXES

Tél. MIL 362-09-37 sf samedi

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT

Un service gratuit interprofessionnel et interbancaire pour tt achat d'appts et de pav. neufs. Renseignements sur de nbreux programmes PAP et prêts conventionnés.
525-25-25
49, av. Kléber 75116 Paris.

locations non meublées offres

Paris

14ᵉ Alésia, gd stud. tt cft. imm. récent, sud 3 200 F + 300 F charges. 542-40-90.

locations non meublées demandes

Paris

DIRECTEM. A PARTICULIER Pour cadres supérieurs et personnel muté IMPORTANTE COMPAGNIE ASSURANCES FRANÇAISE Recherche appts 2 à 8 P. Même loyers élevés ou villas 504-90-00 heures bureaux.

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et diplomates. APPTS HOTELS PARTIC. et BUREAUX.

562-78-99 LOCATION ou ACHAT

Collaborateur du journal cherche à partir août-septembre, appartement environ 120 m², préfér. rive gauche ou Marais. Ecr. s/nº 6503 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune couple cherche 2 PIÈCES VIᵉ - XIVᵉ - ou XVᵉ arrond. Loyer mensuel max. 2 000 F. Tél. : M. Peters après 19 h 321-54-27.

Région parisienne

Pour stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing 4 pces et plus — 281-10-20.

villas

MONTFORT-L'AMAURY. Site exception. 7 p. s/5 500 m² + dépend. 1 100 000 F. Possible crédit intéressant. A DÉBATTRE 451-57-12.

propriétés

MONTGERON belle maison. 10 p. s/2 niveaux, grand cft, terrain 2.900 m², tennis. ALGRAIN — 285-00-59.

SEPTEUIL-SUR-VALLÉE-DE L'AUGE. JOLIE PROPTÉ NAPOLÉON III avec CHAPELLE MEZZANINE magnif. cheminées, chf. cent. gaz, gd cft. 1 700 m² terrain, 1 450 000. 577-96-85.

EN FORÊT DE FONTAINEBLEAU

PARTICULIER VEND PROPRIÉTÉ DE GRAND STANDING CONDITIONS INTÉRESSANTES T. (3) 414-52-79 ap. 20 h.

SEPTEUIL près THOIRY JOLIE PPTÉ NAPOLÉON III av. CHAPELLE MEZZANINE. Magnifiques cheminées, chf. cent. gaz. gd. cft. 1 700 m² terr., 1 450 000. 577-96-85.

terrains

PRÈS LE TRÉPORT Terrain 550 m². Vue mer Prix 60.000 F. S.N.E.C. 266-25-02.

viagers

VIAGER 1 TÊTE 68 ANS

MARNES-LA-COQUETTE

PARC DE ST-CLOUD dans résidence gd stand., imm. réc. 5 p., 108 m², gd cft. CALME SOLEIL BALCON VUE S/PARC, box. lib. mai 84.

BOUQUET 195.000 F.

RENTE 4.000 F PAR MOIS. 705-08-76, 325-84-01.

BOULOGNE 3/4 pièces tout cft. Imm. récent 7ᵉ ét. balcon park. 285.000 + 5.000 F. Fme 76 ans — Cruz 266-19-00

locaux commerciaux

Ventes

MONTREUIL-BOISSIÈRE Magasin 250 m² + s/sol 175 m². Possibilité division. S.N.E.C. 266-25-02.

Locations

A LOUER
Vaste local commercial
12 E-12th St. New-York City
Près de la 5ᵉ Avenue
Greenwich Village
19 m × 31 m (env.)
Principal + mezzanine + sous-sol. Total 1.115 m² (env.)
107,60$ par m² par an.
M.A. Reiser (212) 880-05-04
E.M. Stern (212) 880-04-44
E.S. Altman (212) 880-04-10
HELMSLEY-SPEAR, Inc.

locaux industriels

Ventes

78 CLAYES-SS-BOIS

1967 m² entrepôts-burx-logts 4 500 m² de terrain.

SARI 776-44-88

93 AUBERVILLIERS

Terrain viabilisé. 9 000 m²

SARI 776-44-88

bureaux

Ventes

BUREAUX

VOUS CHERCHEZ 300 m² ET PLUS

APPELEZ 776-44-88

Locations

DIRECT GDS BOULEVARDS BURX ÉQUIPÉS STAND. POUR SOCIÉTÉ 246-72-72.

EMBASSY-SERVICE

562-62-14

RECH. 150 A 200 m²

Bureaux quartier affaires.

Domiciliations : 8-2ᵉ

SECRÉTARIAT. TÉL. TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique.

355-17-58

PARVIS DÉFENSE

167 m² en r.-d.-ch.

SARI 776-44-88

LA DÉFENSE

RER Nanterre-Préfecture Immeuble neuf. 1 500 m² divisibles/étage

SARI 776-44-88

PORTE DE BAGNOLET

7 500 m² divisibles. Tél. Restaurant. Parkings. Métro + périphérique + A 3.

SARI 776-44-88

SÈVRES

5 000 m² divisibles. Immeuble neuf. Vente ou location.

SARI 776-44-88

AV. D'ITALIE

500 m² sur 1 niveau. Cloisonnés. Bon état.

SARI 776-44-88

92 PUTEAUX

1 000 m² divisibles. Tél. + prkg + cloisons en place.

SARI 776-44-88

BUSINESS BURO

UNE ANTENNE A PARIS BUREAU OU DOMICILIATION 296-36-74.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE POUR VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATION 16ᵉ CHAMPS-ÉLYSÉES

140 à 340 F PAR MOIS avec secrétariat téléphonique

CIDES 723-82-10.

66 CH.-ÉLYSÉES

vous accueille

BUREAUX MEUBLÉS

jour – semaine – mois

SALLES DE RÉUNIONS

Conférences – Lunches

DOMICILIATION 600 F

Services – Secrétariat

Tél. 562-66-00.

usines

Ventes

AUBERVILLIERS Z.I.

S/3.500 m² TERRAIN BEL ENTREPOT de 2.800 m² dont 120 m² de bureaux ACCÈS SUR 2 RUES (dont un gros porteur)

IDÉAL POUR STOCKAGE

Prix exceptionnel 1.950.000 F 325-84-01, 705-08-76.

fonds de commerce

Ventes

PRÈS QUAI MONTEBELLO Librairie spécialisée arts Magasin 60 m² s/3 niveaux S.N.E.C. 266-25-02.

boutiques

Achats

VOTRE INVESTISSEMENT EN MURS de MAGASINS A PARIS MURINVEST. Tél. 723-30-40.

Locations

VOTRE INVESTISSEMENT EN MURS de MAGASINS A PARIS MURINVEST. Tél. 723-30-40.

FAUBOURG ST-HONORÉ

Galerie des Antiquaires 57 m² en rez-de-chaussée. Cession de bail.

SARI 776-44-88



هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Cent quinze centres d'information pour les futurs retraités

Le fait de pouvoir prendre sa retraite au « taux plein » de 50 % à partir de soixante ans, dès lors qu'on a cotisé pendant trente-sept ans et demi au régime général de la Sécurité sociale — sans que la poursuite de l'activité salariée *accroisse les droits à pension* — a *conduit beaucoup de sexagénaires*, soit à s'interroger sur leurs droits immédiats, soit à faire des projets et tenter des comparaisons entre leurs revenus d'actif ou d'inactif.

Pour bon nombre d'entre eux, les carrières hachées par la guerre, les statuts successifs de *salarié, artisan* ou *agriculteur* rendent les estimations difficiles. Difficulté à laquelle s'ajoute la multiplicité des caisses de *retraite complémentaire, surtout* pour les *non-cadres* qui ont appartenu à plusieurs organismes auprès desquels ils ont *acquis des droits différents*.

Depuis 1972, l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires (1), qui regroupe *les caisses* de retraite complémentaire des non-cadres, a mis sur pied un réseau de CICAS (centres *d'information et* de coordination de l'action sociale). Aujourd'hui, cent *quinze* centres — un par département et un par arrondissement parisien — proposent gratuitement leurs services d'informations, de renseignements, de conseils et d'aide à la constitution des dossiers de retraite. Presque tous les CICAS peuvent interroger directement l'ordinateur du centre informatique national de l'ARRCO, à Gradignan, près de Bordeaux, qui fournit immédiatement l'état du dossier retraite complémentaire du salarié, les périodes de travail enregistrées, etc.

Tout en dépendant des *caisses non-cadres, les CICAS* ne refusent pas de fournir des informations sur les régimes cadres ou ceux des professions indépendantes. En 1982, ils ont reçu presque un million de visites venant d'actifs soucieux de leur avenir et désirant se livrer à des projets en connaissance de cause, des futurs chefs d'entreprise recueillant des précisions sur les divers régimes avant de procéder à l'adhésion de sa société. Mais la majeure partie des visiteurs sontdes futurs retraités. Environ 45 % des dossiers constitués au titre de l'ARRCO le sont par l'intermédiaire des CICAS. En 1982, cent quatre-vingt-six mille dossiers ont été ainsi traités.

L'expérience montre qu'une seule visite ne suffit pas : la moyenne oscille autour de cinq *rencontres. Les trois premières* visent la constitution du *dossier* et sont très souvent suivies d'autres visites motivées par le *« retard » mis par les caisses* à répondre ou par des demandes d'explication sur les « points » attribués et les sommes perçues. *Le délai* qui s'écoule ainsi entre le premier entretien et l'achèvement de la constitution du dossier avoisine très souvent un mois et demi.

Les CICAS ne se contentent pas d'un simple rôle administratif d'aide à la *constitution* de dossier mais tentent d'appréhender les problèmes personnels, financiers, d'environne*ment, de solitude que le retraité* potentiel expose plus ou moins explicitement. Ils l'informent alors des possibilités d'aide, d'*accueil*, de *loisirs*, de vacances que les fonds sociaux des caisses mettent à la disposition de leur ressortissants. Leurs compétences s'étendent au domaine de l'amélioration de l'habitat ou aux possibilités offertes par les services d'aide ménagère.

Ces CICAS, qui sont ouverts tous les jours — sauf le samedi — *aux heures de bureaux se* sont décentralisés à l'intérieur des départements. Des permanences assurées par plus de cinq cents personnes se déroulent à jour et à heure fixes dans la plupart des localités importantes. Les mairies, en principe,disposent de la liste de ces quelque deux mille trois cent cinquante lieux de réception.

Si besoin est, l'ARRCO *peut*, également, fournir l'adresse du CICAS le plus facile d'accès au retraité potentiel ou à sa famille.

CHRISTIANE GROLIER.

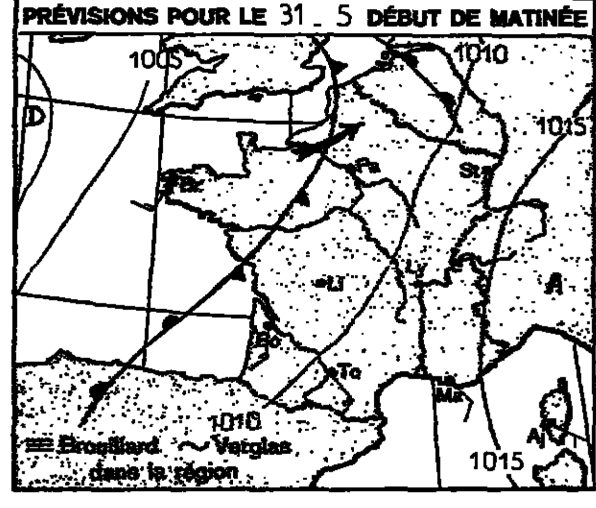
(1) ARRCO, 44, boulevard de la Bastille, 75012 Paris, tél. : (1) 346-13-20.





MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 31 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)

Évolution probable du temps en France entre le lundi 30 mai à 0 heure et le mardi 31 mai à minuit.

Une perturbation pluvio-orageuse va traverser lentement le pays dans un courant de sud à sud-ouest demain.

Demain matin, des Charentes et de la Vendée à la Normandie, du Bassin parisien jusqu'au Nord, le ciel sera couvert avec des pluies orageuses discontinues et des orages locaux. Il fera 7° à 9° au lever du jour. Au sud d'une ligne Bordeaux-Limoges-Grenoble le ciel sera voilé et quelques orages isolés éclateront en montagne sur les Pyrénées et le sud du Massif Central. Il fera 12° à 14° au lever du jour. Du Centre aux Alpes du Nord jusqu'aux frontières du Nord-Est, la matinée sera assez belle avec des températures de 8° à 10° au lever du jour. Sur la Bretagne, le ciel sera très nuageux avec quelques averses, et la température de l'ordre de 10° au lever du jour. Demain après-midi, le ciel couvert et les pluies orageuses avanceront lentement vers l'Est, pour se situer en fin de journée des Pyrénées et du golfe du Lion jusqu'aux Ardennes. Sur le reste du pays, le ciel sera très nuageux et orageux avec des orages locaux. Il fera 25° à 26° dans le Sud-Ouest et le Centre-Est, 22° à 25° dans le Sud-Est, 22° à 24° dans le Nord-Est, 16° dans le Nord, 16° à 18° en Bretagne.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 mai, à 8 heures, de 1012,2 millibars, soit 759,2 millimètres de mercure.

Ajaccio, 21 et 10 degrés ; Biarritz, 18 et 11 ; Bordeaux, 20 et 10 ; Bourges, 17 et 7 ; Brest, 13 et 9 ; Caen, 15 et 9 ; Cherbourg, 13 et 8 ; Clermont-Ferrand, 18 et 6 ; Dijon, 17 et 4 ; Grenoble, 21 et 8 ; Lille, 14 et 8 ; Lyon, 20 et 8 ; *Marseille-Marignane, 22 et 12* ; Nancy, 16 et 5 ; Nantes, 18 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 13 ; Paris-Le Bourget, 16 et 8 ; Pau, 18 et 13 ; Perpignan, 22 et 12 ; Rennes, 15 et 7 ; Strasbourg, 17 et 6 ; Tours, 16 et 8 ; Toulouse, 19 et 10 ; Pointe-à-Pitre 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 14 degrés ; Amsterdam, 12 et 6 ; Athènes, 27 et 18 ; Berlin, 19 et 9 ; Bonn, 13 et 8 ; Bruxelles, 13 et 8 ; Le Caire, 34 et 22 ; îles Canaries, 22 et 16 ; Copenhague, 15 et 10 ; Dakar, 27 et 22 ; Djerba, 26 et 15 ; *Genève, 21 et 8* ; Jérusalem, 26 et 15 ; Lisbonne, 21 et 12 ; Londres, 14 et 10 ; Luxembourg, 11 et 5 ; Madrid, 27 et 7 ; Moscou, 23 et 15 ; Nairobi, 25 et 15 ; New-York, 17 et 12 ; Palma-de-Majorque, 23 et 10 ; Rome, 21 et 11 ; Stockholm, 17 et 8 ; Tozeur, 31 et 19 ; Tunis, 25 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3460

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III			■						
IV					■			■	
V					■	■			
VI	■	■						■	
VII									■
VIII		■			■				
IX							■		
X					■				
XI			■						

HORIZONTALEMENT

I. Est ouvert la nuit. — II. Peut être consulté pour savoir ceux qui sont passés. — III. Pronom. Procéder à un essai. — IV. Mauvais pli. Fleuve côtier. — V. Bénéficia d'un *rajeunissement*. Même pas culottée. — VI. Fis le malin. — VII. Se chargent des expéditions. — VIII. Pronom. Dieux scandinaves. — IX. Singes. Aperçu. — X. Une roche pourrie. Département. — XI. Pour lier. Il y a des éclats quand elles sont de ménage.

VERTICALEMENT

1. Pour faire de brillantes affaires. Evoque une classe à la hauteur. — 2. Le diable chez les musulmans. Peut faire éclater quand il est piquant. — 3. Participe gai. Emplacement pour les sommes. — 4. Comme d'heureuses circonstances. — 5. Avalée comme une mirabelle. Note. — 6. Passe à Verkhoïansk. Qui n'a donc plus de dents. — 7. Se suivent et se ressemblent. Point de départ. — 8. Colère. Qui va donc pouvoir manger le morceau. — 9. Pas libres. Qui ont donc circulé.

Solution du problème n° 3459

Horizontalement

I. Robert Houdin. An. — II. Evanouissements. — III. Dan. Espoir. — IV. Ride. Eté. Nul. Es. — V. Ereuthophobie. — VI. Serpe. Io. Set. Il. — VII. Oh ! Truc. Rhône. — VIII. Lof. Eve. Tibre. — IX. Utérus. Arlequin. — X. Résistant. Us. — XI. St. Si. Stable. Ma. — XII. Egalitaire. Ver. — XIII. Tain. Orin. Grade. — XIV. Su. Délégation. — XV. Existes. Silence.

Verticalement

1. Redresseurs. Tsé. — 2. Ovaire. Téteaux. — 3. Banderoles. Gi. — 4. En. Euphorisants. — 5. Roi. Te. Fusil. — 6. Tu. Eh ! St. Iodé. — 7. Histoire. Astres. — 8. Os. Epouvantail. — 9. Usé. Certaines. — 10. Desnos. Br. Gl. — 11. Impuberté. Légal. — 12. Néolithique. Rte. — 13. Ni. Obus. Vain. — 14. Atre. Inri. Médoc. — 15. Us. Spleen. Arène.

GUY BROUTY.

BREF

CONFÉRENCES

L'AGRICULTURE, ATOUT ÉCONOMIQUE. — *Le Cercle républicain* recevra, le mercredi 1er juin, à 20 heures, M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A., qui traitera de « L'agriculture, atout économique pour la France ».

★ **Cercle républicain, 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 260-60-95.**

FESTIVALS

MUSIQUES AUX CHAMPS. — L'association culturelle du Don*ziais organise les 4, 11, 18* et 25 juin dans différentes églises de la Nièvre, une série de concerts de musique ancienne : flûtes, percussions de Strasbourg, quintette à vent, etc., avec l'aide du ministère de la culture et de la direction régionale de la musique.

★ **M. Georges Narcy. Tél. : (88) 39-36-00.**

STAGES

PEINTURE SUR SOIE. — L'association *l'Art dans l'artisanat limousin* organise, du 1er juin au 30 septembre, dans la Haute-Vienne, des stages de peinture sur soie et de vacances actives (excursions, sports...). Les prix varient selon le choix et incluent tous les matériels et matériaux (1 300 F maximum pour une semaine en pension complète à l'hôtel).

★ **39, avenue de la République, 87260 Pierre-Buffière. Tél. : (55) 00-91-58 ou 00-62-43.**

RÉTROMANIE

EN 1982

LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES COMMISSAIRES-PRISEURS A ATTEINT 2 245 MILLIONS DE FRANCS

Le chiffre d'affaires des quatre cent dix-huit commissaires-priseurs français a atteint 2 245 millions de francs pour 1982. Ces chiffres — qui viennent d'être rendus publics par la Chambre nationale des commissaires-priseurs de France — font ressortir une légère progression par rapport à l'année précédente en dépit d'une conjoncture difficile.

Rappelons que le chiffre d'affaires de 1982 des commissaires-priseurs parisiens, pour la même période (882 millions), a connu un fléchissement de 1,24 %. Ces chiffres font ressortir, d'année en année, une activité plus importante des *commissaires-priseurs de province* par rapport à leurs collègues parisiens. Mais il faut constater aussi que, sur un total de quatre millions cinq cent mille meubles et objets vendus, le prix moyen des adjudications n'est que de 500 F par lot. La part des objets de plus de 10 000 F ne représente que 2 % de l'ensemble des ventes, ce qui exprime la raréfaction de plus en plus nette des objets de haute qualité.

Me Paul Perrin, président de la Chambre nationale des commissaires-priseurs, et les membres du bureau ont une fois de plus souligné les pesanteurs qui freinent leur activité, notamment la lourdeur des taxes qui les défavorisent par rapport aux concurrents britanniques et la difficulté d'application des nouveaux barèmes, qui, par inclusion de la T.V.A., obligent à des calculs insensés sur les différentes tranches d'adjudication (les acquéreurs doivent en effet payer en plus des enchères : 17,674 % jusqu'à 6 000 F ; 12,337 % de 6 001 F à 20 000 F et 10,558 % au-dessus de 20 000 F).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 1er JUIN

« Edouard Manet », 15 h 15, Grand Palais (Approche de l'art).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés (Paris pittoresque et insolite).

« La place Dauphine », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

« Claude Monet », 14 heures, 26, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (*Résurrection du passé*).

CONFÉRENCES

12 h 30, 7, rue de la Bienfaisance : « Les assassinats politiques » (Paroisse Saint-Augustin).

19 heures, centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, Haïm Vidal Sephina : « Les métiers judéo-espagnols ».

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, M. P. Foix : « Exister pleinement par la conscience intérieure » (Université populaire de Paris).






Le Monde

économie

Salaires ouvriers et plan Delors font-ils bon ménage ?

La hausse des prix de détail en avril a finalement été moins forte que les premiers calculs de l'INSEE ne l'avait indiqué : 1,3 % au lieu de 1,4 %. La différence est faible dira-t-on, et le résultat de toute façon très mauvais. Voire. Le dixième de point qui disparaît est précisément celui qui traduisait un dérapage par rapport aux prévisions.

Un dérapage qui venait après celui enregistré en mars. Le calcul définitif de l'indice d'avril est donc important puisque la correction montre que les prix évoluent de nouveau conformément à la logique gouvernementale d'assainissement qui consiste à faire payer les produits et les services à leur juste prix mais selon un échéancier soigneusement programmé. Un retard pourtant : les tarifs publics qui, — hors énergie — « n'augmentent que de 7,1 % », ce qui est manifestement trop peu pour rétablir les comptes des firmes publiques. A l'inverse les services du secteur privé augmentent trop vite : 11,3 % en un an.

Trop vite par rapport à quoi ? Par rapport aux objectifs de lutte contre l'inflation, certes. Mais par rapport aux salaires, qui pèsent lourd dans les comptes des entreprises du secteur tertiaire, peut-être pas. Les calculs - encore provisoires — de l'indice du taux de salaire horaire ouvrier montrent, nous l'avons souligné, une hausse forte au premier trimestre (+ 3 % au lieu de + 2 % escomptée dans le plan Delors).

Les pouvoirs publics font remarquer que cet indice ne concerne pas l'ensemble des salaires, mais seulement ceux des ouvriers, soit le tiers de la masse totale. Cela est parfaitement exact. Reste à savoir si ce « tiers ouvriers » est représentatif ou non de l'ensemble des salaires.

Les résultats que l'INSEE vient de publier montrent que, pour la première fois depuis longtemps puisque, l'année dernière (1982), le pouvoir d'achat des salaires annuels dans le secteur privé ou semi-public a augmenté de 1,3 % pour les ouvriers, mais a baissé de 0,4 % pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles.

Il est donc possible que le dérapage du salaire horaire ouvrier au premier trimestre, ne se diffuse pas au reste de l'économie. On peut tout de même se poser la question puisque de sa réponse dépend en grande partie le succès ou l'échec du plan Delors.

Si les forts relèvements du SMIC se sont bien répercutés sur l'ensemble des salaires ouvriers (on le saura dans quelques jours à l'analyse des résultats détaillés du premier trimestre), on peut craindre que les hausses des salaires ouvriers se soient elles-aussi répercutées sur les autres salaires et traitements.

Une affaire essentielle à suivre et non pas, comme l'estime M. Louis Viannet, secrétaire confédéral de la C.G.T., une campagne dirigée par le patronat pour accréditer l'idée d'un dérapage au moment où doit se décider le niveau du SMIC au 1er juin. M. Viannet oublie une chose : par rapport à nos grands concurrents industrialisés, les prix et les salaires augmentent en France beaucoup trop vite...

ALAIN VERNHOLES.

SOCIAL

UN RAPPORT SUR L'INSERTION DES MIGRANTS ORIGINAIRES DES DOM-TOM EN MÉTROPOLE

Un risque accru de marginalisation

Préoccupé par l'insertion professionnelle et sociale des migrants originaires d'outre-mer, M. Henri Emmanuelli, alors secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, avait confié, en octobre dernier, une mission d'étude à M. Michel Lucas, chef de l'inspection générale des affaires sociales. Ce rapport a été remis officiellement le 16 mai à son successeur, M. Georges Lemoine. Ce travail sera utilisé au cours de réunions interministérielles qui permettront à M. Pierre Mauroy, lors des assises pour l'insertion professionnelle des originaires d'outre-mer, fixées au 16 juin, de faire connaître les mesures retenues par son gouvernement.

Un premier effort avait été entrepris par M. Emmanuelli quand, en février 1982, il fut décidé de créer l'A.N.T. (Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer), en remplacement de l'ancien BUNIDOM, davantage orienté vers les problèmes de migration. Mais pour développer une politique en faveur des travailleurs migrants originaires d'outre-mer, encore fallait-il bien connaître cette population et ses difficultés. Ce qui, semble-t-il, n'était pas le cas, faute d'un instrument statistique.

Paradoxalement, en effet, la départementalisation de 1946 aurait été à l'origine d'un vaste malentendu. Sous prétexte d'assimilation, niant par conséquent les différences, les Antillais, les Guyanais et les Réunionnais étaient confondus avec des métropolitains, sans qu'il soit même facile de repérer leurs caractéristiques dans la population de l'Hexagone. Jusqu'en 1968, en raison de la faiblesse de la migration, l'inconvénient ne fut guère sensible. Depuis il l'est davantage, puisqu'on estime à environ cinq cent mille le nombre d'originaires d'outre-mer vivant en dehors des DOM-TOM, avec l'inconnu de la deuxième, voire de la troisième, génération.

Le rapport de la commission présidée par M. Michel Lucas avait donc pour premier objectif, ainsi que le rappela M. Georges Lemoine au cours de la conférence de presse, de *« fixer une photographie, un état de la situation »*.

En attendant les résultats détaillés du recensement de 1982, on apprend ainsi que le courant d'immigration s'est multiplié par trois entre 1962 et 1975 et a connu une brusque accélération (+ 88 %) entre 1968 et 1975, avec une tendance très forte à la féminisation et au rajeunissement (les anciens rentrant au pays).

La qualification se dégrade

Très souvent, cette immigration est venue se substituer partiellement à la population étrangère ou a joué le même rôle qu'elle pour le secteur public et les collectivités locales, qui ne peuvent embaucher que des « nationaux ». Mais cette immigration a toutefois une spécificité. Alors que les personnes en âge de travailler représentent 56,9 % de la population française et 63,2 % de la population étrangère, elles rassemblent 80,1 % des originaires des DOM-TOM résidant dans la métropole.

Plus encore que les immigrants étrangers, les originaires des DOM-TOM ont un taux d'activité élevé (60,8 % contre 46 %, la moyenne nationale étant de 41 %) en raison des emplois occupés par les femmes. Pour les trois quarts, les Antillais, les Guyanais et les Réunionnais se concentrent dans les activités de service (contre 53,2 % de la population active et moins de 30 % de la population étrangère), avec une présence importante dans les métiers administratifs et de santé pour 74 % des femmes et 31,3 % des hommes.

En fait, les originaires d'outre-mer y assurent les tâches d'exécution, comme à l'Assistance publique de Paris, où ils figurent à près de 90 % dans les catégories C et D des emplois publics. Les P.T.T. — autre grand pourvoyeur — emploient dix-huit mille cinq cent sept originaires des DOM-TOM, dont 88 % sur Paris, mais qui, là encore, se trouvent à 51 % dans les services de la distribution et de l'acheminement, à 21 % dans le service général et à 10 % dans le service des lignes.

De façon plus générale, on constate que, de 1962 à 1975, à l'inverse de l'évolution générale, la qualification n'a cessé de se dégrader. Les originaires des DOM-TOM étaient O.S. ou manœuvres à 52,2 % en 1962, à 53,7 % en 1968 et à 62,1 % en 1975.

Pour partie, cette évolution s'explique par la formation dispensée aux Antillais, Guyannais et Réunionnais, tant en métropole, où on les retrouve dans les filières à faibles débouchés, que dans les DOM-TOM où les filières ne sont pas adaptées aux besoins d'un développement économique autonome. Les qualifications qu'ils obtiennent dans leurs régions ne permettent pas d'utilisation locale et les amènent à choisir l'émigration à raison d'environ douze mille par an, même si cette migration se révèle être une sélection, les migrants ne constituant pas une réplique exacte de la population dont ils sont originaires (de 20 à 35 % d'analphabétisme, selon les cas).

« La couleur de l'étranger »

A ces difficultés liées à la qualification, qui conduit souvent à des emplois sans rapport, s'ajoutent des problèmes d'insertion sociale. Regardés comme faisant partie d'un « clan », victimes d'un racisme latent dans les secteurs où ils sont massivement employés et dans les régions où ils vivent (61 % en Ile-de-France, puis, par ordre d'importance, en Provence-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et Haute-Normandie), les originaires d'outre-mer sont souvent assimilés à des travailleurs immigrés, tant il est vrai que, constate le rapport, *« la couleur fait d'un Français de couleur un étranger »*.

La recherche d'un logement s'en trouve compliquée, et plus encore en raison de la crise du logement social qui aggrave les problèmes de cohabitation et de ségrégation, également liés aux différences culturelles.

Au travers de ces indications sur le sort des originaires d'outre-mer, il apparaît clairement que le traitement indifférencié au sein de la population française a abouti au contraire de ce que l'on pouvait espérer. Bien souvent, ces migrants connaissent, en métropole, une situation qui s'apparente à celle des travailleurs immigrés, ou pire. Certains des avantages accordés à ces derniers ne leur sont même pas attribués alors que, eux aussi, courent un risque de marginalisation, comme l'a démontré récemment l'affaire du « squatt » de la rue de Flandre.

Muni du rapport de M. Michel Lucas, le secrétariat d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer va tenter de mettre en œuvre une politique en leur faveur. A l'issue des consultations interministérielles à venir, on saura si les mesures retenues par le gouvernement permettront cette *« reconnaissance du droit à la différence dans la tolérance »* à laquelle aspire M. Georges Lemoine et qui constituerait un réel changement, près de trente ans après la départementalisation.

ALAIN LEBAUBE.



هكذا من الأصل

AVEC LE CREDIT LYONNAIS SIMPLIFIEZ-VOUS LES PAIEMENTS.

L'informatique tout le monde connaît et tout le monde sait s'en servir. Mais tout le monde ne sait pas qu'il y a des moyens de bien s'en servir en collaboration avec sa banque pour traiter d'une façon rapide et efficace les paiements d'une entreprise.

Monsieur P. Perrier, Directeur des services comptables de l'agence Intermarco-Conseil, nous explique comment le paiement des salaires se fait d'une manière automatisée avec le Crédit Lyonnais : "Intermarco-Conseil est une agence de publicité qui emploie 140 salariés.

Chaque mois, la paie est traitée en informatique par l'ordinateur interne qui émet les bulletins de salaires avec toutes les retenues et qui fait ainsi directement apparaître le net à payer.

Parallèlement, l'ordinateur émet une bande magnétique dans laquelle apparaissent, pour chaque salarié de l'entreprise, le net à payer bien sûr, mais aussi les codes de banque et de guichet, le numéro de compte, éléments qui constituent le R.I.B. (Relevé d'Identité Bancaire). Cette bande est donnée au Crédit Lyonnais qui vire les nets à payer sur les comptes des collaborateurs d'Intermarco. Ces virements se font bien sûr pour tous les salariés qui ont un compte au Crédit Lyonnais mais aussi pour ceux qui ont un compte dans une autre banque à Paris ou en Province, à la Caisse d'Epargne ou aux Chèques Postaux.

A la suite de tout cela, le Crédit Lyonnais nous adresse un avis de débit pour l'ensemble de l'opération et un listing imprimé qui nous permet ainsi de tout vérifier. Cette façon de procéder pour les salaires a deux avantages évidents. D'abord une simplification du travail. La paie se fait maintenant en quelques minutes alors qu'avant il nous fallait à peu près 2 jours de travail. Ensuite une élimination des risques d'erreurs puisqu'il n'y a pas de manipulation manuelle".

Bien entendu, vos problèmes sont sans doute différents de ceux de Monsieur Perrier, mais le Crédit Lyonnais peut vous apporter bien des services informatisés adaptés au cas de votre entreprise.

Grâce à ces services, les recouvrements, les paiements, la gestion administrative et comptable, la gestion de trésorerie, peuvent être considérablement simplifiés et améliorés.

Venez en parler avec votre agence du Crédit Lyonnais, vous trouverez des interlocuteurs qui connaissent à la fois leur outil informatique et les solutions aux problèmes des entreprises.



CREDIT LYONNAIS
Votre Partenaire

SOCIAL

AU « CLUB DE LA PRESSE » A EUROPE 1

« Nous ne voulons pas être utilisés au service de ceux qui ont décidé de mettre en échec la gauche »

affirme M. Edmond Maire

« Je n'ai pas envie de faire d'abord des reproches au gouvernement, a déclaré M. Edmond Maire au « Club de la presse » d'*Europe 1*, le 29 mai, *mais plutôt de dire : la France est aujourd'hui en grande difficulté. Difficulté industrielle, difficulté économique au cœur de la crise avec un pays mal préparé pour s'en sortir. »* Pour le secrétaire général de la C.F.D.T., il y a des Français qui *« ne veulent pas regarder la réalité des difficultés économiques et ont tendance à faire du gouvernement le bouc émissaire de leurs difficultés ou de leur déception. Il y a même parmi les militants ouvriers et aussi parmi les intellectuels une sorte de délectation morose actuellement devant cette déception. Une sorte d'acceptation à l'avance de l'échec. Or il n'y a aucune raison aujourd'hui d'épouser une logique de l'échec »*.

Pour M. Maire, *« il faut en venir à une troisième période ; celle de la maîtrise collective des difficultés »*, qui *« ne revient donc pas, comme le fait M. Giscard d'Estaing, à se décharger de ses responsabilités passées quasi totalement et à mettre sur le dos du gouvernement l'ensemble des responsabilités de la crise dans lesquelles, on peut le dire, les forces économiques ont eu un rôle essentiel. (...) »*

« Nous ne voulons pas être utilisés, a affirmé M. Maire, *au service de ceux qui ont, d'ores et déjà, décidé de tout faire, n'importe quoi, y compris au détriment de la France, pour mettre en échec la gauche, et je vise clairement les leaders politiques de la droite, notamment Valéry Giscard d'Estaing, en disant cela. Dire que ce gouvernement,* a-t-il ajouté à l'intention de M. Chevènement, *a une politique plus ou moins socialiste n'a pas grand sens. »*

Pour le secrétaire général de la C.F.D.T., *« il n'y a pas de problème plus important que celui du chômage »*. Se félicitant des intentions gouvernementales sur l'insertion professionnelle des jeunes, il a poursuivi : *« Rectifions le cours, il est possible de reprendre le bon chemin avec ce gouvernement. (...) »*

Interrogé sur le chiffre provisoire d'augmentation des salaires horaires au premier trimestre, M. Maire a affirmé : *« Pour trois mois de 2,5 %* (de prix), *3 % de hausse des salaires. Donc une différence de 0,5 %. Vous appelez cela un dérapage alors qu'il y avait aussi la sortie du blocage. (...) »*

Grève à E.D.F., à la Caisse d'épargne et dans les douanes

● A E.D.F.-G.D.F., l'appel à la grève pour le mardi 31 mai par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., pourrait entraîner une baisse moyenne de la production nationale de 30 %, annonce-t-on à la C.G.T.

Le mouvement organisé sur des mots d'ordre spécifiques à chaque organisation devrait se traduire par un délestage entre 9 heures et 11 heures le 31 mai, sous forme de coupures tournantes. Pour la C.G.T., il s'agit de protester contre la dégradation du service public liée aux coupes budgétaires, les incertitudes sur le maintien du pouvoir d'achat en 1983, le blocage de la négociation sur les classifications, la réduction du programme d'embauches et la remise en cause des avantages en nature.

● *A la Caisse d'épargne de Paris*, le mouvement de grève commencé le 27 mai à l'appel de l'ensemble des syndicats se poursuit. Il s'agit de protester contre le licenciement d'un stagiaire *« sans motif d'aucune sorte »* selon les syndicats, *« au vu du rapport de stage du chef d'agence »* selon la direction. D'après cette dernière, le 28 mai, 11 % du personnel était en grève. Les 30 et 31 mai, quatorze militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. seront *« traduits en correctionnelle, pour diffamation, par la direction générale de la Caisse d'épargne de Paris »*, annoncent les syndicats.

● *Enfin, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des douanes* ont appelé à une application stricte des règlements à l'importation, les 27, 30 et 31 mai, pour appuyer leurs revendications sur les salaires et les conditions de travail.

Conflit à la Caisse de Caen

De notre correspondant

Caen. — Depuis le 11 mai, trente-quatre des cent onze agents titulaires de la Caisse d'épargne de Caen mènent une grève qui perturbe le fonctionnement de plusieurs guichets. Jusqu'au 24 mai, ce mouvement s'est même traduit par l'occupation de l'agence centrale. L'intervention des pouvoirs publics et l'arrêt de cette occupation, posé comme préalable à toute négociation, en ont cependant permis la réouverture. Depuis, aucun fait nouveau si ce n'est une évidence : le conflit est au point mort.

Les grévistes réclament le versement d'une prime annuelle dite d'association et calculée selon les résultats. Equivalente jusque-là à un mois de salaire environ, elle n'a pu être octroyée au titre de 1982, le bilan de l'année ayant été négatif selon la direction.

La réduction du temps de travail de trente-neuf heures à trente-sept heures sans perte de salaire, un congé les veilles de fête et le paiement des jours de grève figurent aussi au rang des revendications.

La direction, qui ne veut pas discuter sur les questions pouvant entraîner des dépenses supplémentaires et qui exclut le versement de la prime d'association 1982, a fait des propositions sur la durée du temps de travail notamment. Le week-end dernier, par vitrines interposées, les grévistes ayant affiché le nom et le numéro de téléphone des administrateurs, la direction a répliqué en apposant le nom, le numéro de téléphone et les revenus de ces derniers. Une action en justice a été engagée à la suite de cette contre-attaque... — J. A.

ÉNERGIE

LA POLITIQUE CHARBONNIÈRE

Impératif économique et contraintes politiques

Un comité interministériel consacré à la politique charbonnière à moyen terme devrait se tenir ce lundi 30 mai.

Les ministres devraient fixer un cadre général permettant à la direction des Charbonnages d'engager des négociations d'une part avec les régions concernées, d'autre part avec les syndicats, afin d'aboutir à une série de contrats tripartites — Charbonnages de France, régions, Etat, — puis à un contrat de plan de l'entreprise.

D'un point de vue strictement économique, le débat charbonnier est pourtant relativement clair, et pour tout dire d'ores et déjà quasiment tranché. Le problème est simple. Le charbon en tant que tel n'est pas une source d'énergie condamnée. Au contraire. L'ampleur des ressources mondiales et leur répartition géographique, beaucoup plus diverse que celle du pétrole ou du gaz, en font, à moyen et à long terme, une précieuse source d'énergie de remplacement. Compte tenu des difficultés de transport et d'utilisation — le charbon est lourd, salissant et suppose des infrastructures importantes, — il ne peut être compétitif qu'à un coût nettement moindre que le pétrole. Or les ressources minières de la France, exploitées depuis plus d'un siècle, sont, pour la plupart, difficilement exploitables, sinon à des coûts extrêmement élevés.

Lors de la première définition, à la fin de 1981, de la politique énergétique, le Parlement a voté en faveur d'une aide à la production charbonnière nationale, afin de permettre au charbon extrait en France de supporter la concurrence avec le charbon importé, aide justifiée à la fois par le souci de l'indépendance nationale et l'ampleur des coûts sociaux liés à une fermeture éventuelle des puits. Cette préférence nationale a été fixée à 2,5 centimes par thermie — qui, réactualisée, s'établit à 3,08 centimes aujourd'hui, — soit environ 40 % du coût. En clair, une tonne de charbon vendue de 450 à 500 F peut-être produite, avec la préférence nationale, à un coût allant de 700 à 750 F. Au total, la charge pour la collectivité s'élève à 3,5 milliards de francs par an, sous forme de subventions accordées à Charbonnages de France pour son exploitation.

Si l'on s'en tient à ce critère, la baisse de la production nationale est à terme inéluctable. Seuls les puits situés en Lorraine et en Provence permettent une exploitation dans ces limites de coût ; auxquels il faut ajouter deux ou trois puits (sur sept) dans le Nord-Pas-de-Calais, à condition d'y concentrer tous les efforts. Le reste, c'est-à-dire quatre puits au moins dans le Nord et la totalité des exploitations du Centre et du Midi (sauf la Provence), ne *« passe pas la barre »*. A l'horizon 1986-1988, si dans les exploitations ainsi *« condamnées économiquement »* on bloque l'embauche et on pratique une politique de dégraissage en douceur — les licenciements sont exclus — grâce à des primes de mutation et à des mises en préretraite, etc., afin d'aboutir à une fermeture des puits, la production devrait chuter aux alentours de 15 à 16 millions de tonnes, contre 18 millions actuellement. Cet objectif est d'autant plus « raisonnable » que les perspectives de débouchés du charbon sont peu encourageantes. Son utilisation dans les centrales électriques devrait diminuer, compte tenu de l'importance des fournitures nucléaires, et ses possibilités d'implantation dans l'industrie restent limitées — *« si on arrive à doubler les livraisons à l'industrie on sera content »*, note-t-on à Charbonnages de France.

Le problème charbonnier, puisqu'il existe, se situe sur d'autres plans : social, local et politique. Les exploitations sont situées le plus souvent dans des régions relativement déshéritées où la mine constitue la principale source d'activité et d'emploi. Le coût social de la politique envisagée est donc très important et les résistances locales aux fermetures très vives. D'où un débat politique entre l'administration et la direction des Charbonnages, suivies par la majeure partie du gouvernement d'une part, les communistes, la C.G.T. et certaines tendances du P.S., d'autre part. Au discours « économique » des premiers, les seconds opposent des préoccupations sociales et d'indépendance nationale qui les conduisent à demander une *« préférence nationale »* accrue — de près du double, — coûtant 3 milliards de francs par an de plus de subventions mais permettant de maintenir, à l'horizon 1988 une production de 22 à 23 millions de tonnes.

Les ressources publiques étant limitées, le gouvernement a beau jeu de faire valoir que les fonds supplémentaires nécessaires au maintien d'une production élevée pourraient être utilement employés à préparer la reconversion de régions minières de toute façon condamnées à terme par l'épuisement des gisements. *« Prolonger de dix-huit mois l'exploitation de tous les puits du Nord-Pas-de-Calais coûte 3 milliards de francs. C'est le prix d'une usine automobile neuve capable de rivaliser avec les Japonais »*, explique-t-on dans les cabinets ministériels. C'est le sens du discours du président de la République, au cours de son voyage dans le Nord-Pas-de-Calais à la fin du mois d'avril *(le Monde* du 28 avril).

Confronté à un problème politique et social délicat, le gouvernement a, semble-t-il, choisi d'éviter l'obstacle en déplaçant le débat du niveau national au niveau régional. Conscients des résistances qui naîtront localement lors de chaque fermeture de puits, soucieux d'éviter le renouvellement du *« faux pas »* de Carmaux, où les pouvoirs publics ont dû, face aux pressions sociales et politiques locales, accepter l'embauche de quatre-vingt-dix-neuf mineurs contre l'avis de la direction des Charbonnages *(le Monde* daté 6-7 mars), les pouvoirs publics vont mettre en quelque sorte les régions en face de leurs responsabilités. Dans le cadre des contrats tripartites qui vont être négociés, l'État consentira une enveloppe destinée à aider à la reconversion des zones touchées par les fermetures de puits, laissant les régions, avec l'appui des Charbonnages, élaborer des plans et des calendriers précis.

L'appui des élus régionaux, à défaut des élus locaux, inévitablement conduits à soutenir les luttes des populations touchées, devrait permettre, pense-t-on, de venir à bout petit à petit de toutes les résistances. En fonction de ces contrats, C.D.F. négociera ensuite un contrat de plan national avec l'État définissant l'évolution de sa production, de ses effectifs, de ses investissements et de la subvention publique pour les années à venir.

VÉRONIQUE MAURUS.



ÉTRANGER

Des crédits de 1 milliard de dollars vont être accordés à la Chine par la Banque mondiale

De notre correspondant

Pékin. – La Banque mondiale devrait augmenter très sensiblement le volume de son aide financière au développement de la Chine au cours des prochaines années. A l'occasion de sa première visite en tant que président de l'institution financière internationale, M. A. Clausen a déclaré que la banque accorderait près de 1 milliard de dollars américains au gouvernement chinois au cours de l'exercice budgétaire 1983-1984 qui commence en juin. Pendant la présente année budgétaire (1982-1983), le montant des crédits attribués à la Chine s'est élevé à près de 600 millions de dollars. Depuis le rétablissement de ses droits dans la Banque, en 1980, Pékin a contracté auprès de cet organisme des prêts pour un total d'environ 870 millions de dollars.

La progression annoncée par M. Clausen devrait s'accentuer encore dans l'avenir. Des problèmes *risquent à cet égard de se poser*, surtout si le gouvernement chinois souhaite recourir de plus en plus aux prêts à long terme (cinquante ans) et sans intérêts de l'Association *internationale de développement* (A.I.D.), l'un des organismes de la Banque mondiale spécialisés dans l'assistance aux pays les plus pauvres. L'un des principaux bénéficiaires de l'action de l'A.I.D., actuellement, est l'Inde.

M. Clausen a indiqué que la Chine, avec un produit national brut par tête inférieur à 300 dollars par an, était en droit de s'adresser à l'A.I.D., le plafond retenu par cet organisme étant un P.N.B. par habitant de 410 dollars par an. Dans le passé, Pékin a eu accès deux fois aux fonds de l'A.I.D. pour un prêt de 100 millions de dollars. En 1981, dans le domaine de l'éducation et, en 1982, pour un projet agricole (60 millions de dollars).

La Banque mondiale participe, au total, à huit projets de développement en Chine. Outre une action de formation de personnel dans les domaines de l'Université et de l'agriculture, elle a offert des prêts dans les secteurs des transports et, plus récemment, de l'énergie pétrolière.

L'aide de la Banque mondiale ne représente toutefois qu'une faible partie de l'ensemble des capitaux étrangers auxquels la Chine fait appel pour son développement. On estime, généralement, à environ 20 milliards de dollars les crédits de tout ordre contractés par Pékin auprès de banques, d'institutions ou de pays étrangers. Seule une partie de cette somme (12,6 milliards de dollars) a été, à ce jour, utilisée. Après une certaine contraction des importations en 1981 et 1982, la Chine paraît décidée à relancer sa politique d'ouverture. Les importations devraient augmenter à un rythme annuel de 9 % d'ici à 1985. Récemment, *une conférence nationale sur* les investissements étrangers a réaffirmé vigoureusement la nécessité pour la Chine de recourir au capital extérieur.

Un certain nombre de mesures prises le mois dernier sont favorables aux sociétés mixtes créées avec des investisseurs non chinois. Outre des *exemptions fiscales plus larges* au cours des premières années de leur activité, ces entreprises auront désormais le droit d'écouler sur le marché intérieur tout ou partie de leur production. Les responsables économiques chinois pensent, en effet, qu'une « *trop grande protection* » de leur industrie ne peut que nuire à sa compétitivité.

Cette politique de coopération avec l'étranger s'appuie sur une situation financière du pays particulièrement saine. A la fin de 1982, les réserves *monétaires chinoises* s'élevaient à plus de 11 milliards de dollars, alors que l'endettement global de Pékin serait de l'ordre de 5,5 milliards de dollars.

Grâce à une politique menée très prudemment jusqu'à maintenant, la Chine est aujourd'hui un pays créditeur net sur les marchés financiers *internationaux, ce qui est un cas unique* parmi les pays en voie de développement. – M. L.

L'ARGENTINE ADOPTE UN PESO « LOURD »

Buenos-Aires *(A.F.P.)*. – L'Argentine va procéder le 1er juin à une *redéfinition monétaire* : 10 000 pesos anciens vaudront 1 peso nouveau. Cette adoption d'un peso « lourd » sera la deuxième en treize ans : en 1970, la valeur du peso avait été divisée par cent, mais, cinq ans plus tard, les effets de la mesure étaient effacés en raison de la très forte hausse des prix.

Le passage de l'ancien peso au nouveau représentera pour les institutions publiques et privées un coût de quelque 500 millions de dollars, selon des estimations officieuses. Pour sa part, le gouvernement a lancé une campagne publicitaire afin d'habituer les Argentins à leur nouvelle monnaie.

En 1970, un dollar valait 36 pesos. Actuellement, il se traite à 80 000 pesos sur le marché officiel et 96 000 sur le marché parallèle. Il y a treize ans, avec un seul peso on pouvait s'acheter un paquet de cigarettes, aujourd'hui, il en faut 50 000. De même, un journal valait 0,20 peso, alors alors qu'il coûte maintenant 30 000 pesos.

● **Chimie : Montedison toujours en déficit.** – Les années se suivent et se ressemblent pour le premier groupe chimique italien. Montedison a perdu, en 1982, 758 milliards de lires, soit plus de 500 millions de dollars. Privatisé à la mi-1981, le groupe italien avait perdu cette année-là 600 milliards de lires, et 440 milliards en 1980.

HAUSSE DES PRIX de 1,4 % en Espagne...

L'indice espagnol des prix à la consommation a augmenté de 1,4 % en avril. En un an, la hausse a été de 12,9 % (14,4 % en 1982). Pour les quatre premiers mois de 1983, l'indice des prix a augmenté de 4,2 %. – *(A.F.P., A.P.)*

... et de 1,7 % en Grèce

Les prix grecs à la consommation ont augmenté de 1,7 % en avril. Sur un an, par rapport à avril 1982, la hausse a été de 21,5 %. – *(A.P.)*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	7,5470	7,5510	+ 170	+ 230	+ 365	+ 435	+ 1030	+ 1170
$ can.	6,1405	6,1460	+ 110	+ 175	+ 260	+ 330	+ 760	+ 900
Yen (100)	3,1630	3,1675	+ 130	+ 180	+ 290	+ 345	+ 930	+ 1015
DM	2,9985	3,0005	+ 170	+ 200	+ 355	+ 390	+ 1055	+ 1125
Florin	2,6650	2,6680	+ 130	+ 160	+ 270	+ 305	+ 760	+ 820
F.B. (100)	15,0120	15,0265	+ 230	+ 410	+ 535	+ 745	+ 1465	+ 1920
F.S.	3,6085	3,6120	+ 205	+ 245	+ 445	+ 490	+ 1350	+ 1440
L (1 000)	5,0560	5,0615	– 145	– 80	– 265	– 175	– 1145	– 985
£	12,1275	12,1425	+ 140	+ 285	+ 390	+ 545	+ 1290	+ 1565

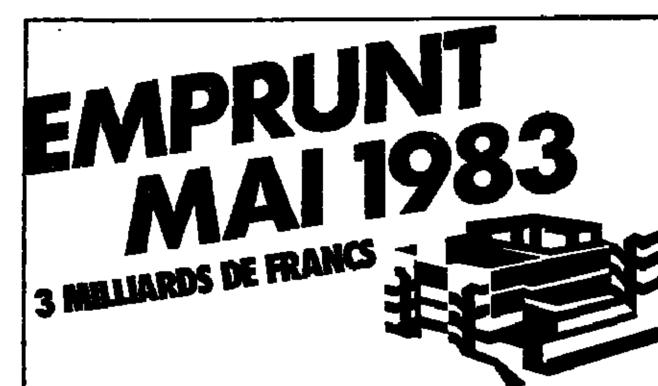
TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 3/4	9 1/8	8 15/16	9 5/16	9 1/16	9 7/16	9 7/16	9 13/16
DM	4 3/4	5 1/8	4 7/8	5 1/8	4 7/8	5 1/4	5 1/8	5 1/2
Florin	5 1/4	6 1/4	5 1/2	6 1/4	5 3/4	6 1/4	6 1/4	7
F.B. (100)	9 1/2	10 3/4	9 1/4	10 1/4	10 1/4	11	9 7/8	10 3/4
F.S.	34	41	4 3/16	4 9/16	4 3/16	4 9/16	4 3/16	4 9/16
L (1 000)	12	15	14 1/4	15 5/8	14 7/8	16	16 3/8	17 7/8
£	10	10 5/8	10	10 5/8	10	10 5/8	10	10 5/8
F. franç.			12 3/8	12 3/4	12 5/8	13	15 5/8	16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



TAUX NOMINAL : 14,90 %
TAUX ACTUARIEL BRUT : 14,90 %
au 13 Juin 83, date de règlement des souscriptions.
OBLIGATIONS DE 5.000 F ÉMISES AU PAIR.
DURÉE : 18 ANS.
On souscrit partout

Possibilité de remboursement anticipé à la fin des 7ᵉ, 10ᵉ et 14ᵉ années au gré du porteur et de l'émetteur.

Une note d'information (VISA COB n° 83-152 du 24 Mai 83) est disponible sur demande.
Balo du 30 Mai 83
S.A. au capital de 304.143.800 F – Siège social : 19, rue des Capucines 75081 Paris.

crédit foncier de france
Depuis 130 ans nous aidons les français à se loger.

Delaleu. Thapret & Ass. - Finances

PAPETERIES DE GASCOGNE

Les PAPETERIES DE GASCOGNE confirment les chiffres donnés en février concernant l'exercice 1982 :

– C.A. H.T.	601 841 000 F
– M.B.A.	36 095 000 F
– Résultat brut d'exploitation	+ 16 100 000 F

Comme prévu à l'époque, la société a dû tenir compte dans ses résultats nets de l'exercice des importantes pertes de la filiale FLEXEUROP, dont l'activité concerne les emballages complexes souples ; ainsi que des sociétés d'emballage plastique détenues en collaboration avec ATO CHIMIE.

Le conseil d'administration a décidé de réduire de façon draconienne les valeurs de ces participations à l'actif de la société. En conséquence de cette décision, le résultat net de l'exercice se solde par une perte de 22 541 000 F.

Pour l'avenir, la société a remis en cause son soutien financier aux filiales dont les résultats n'ont pas été satisfaisants dans un passé récent.

Eternit

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la S.A. Financière Eternit, qui s'est tenue le 19 mai 1983, a approuvé les comptes de l'exercice 1982. Le bénéfice net ressort à 41 956 169 F contre 47 133 617 F en 1981.

En raison du plafonnement obligatoire des dividendes payables en 1982 et 1983, le dividende net par action, qui en 1982 avait marqué une progression de 23 % le portant à 16 F net par action, a dû être ramené à 13,20 F (soit 19,80 F avoir fiscal compris) ce qui représente une distribution de 9 705 009 F. Il sera mis en paiement le 1ᵉʳ juin 1983.

Au niveau consolidé, le chiffre d'affaires 1982 se monte à 1 979 millions de francs et le bénéfice net – part du groupe – se situe pratiquement au même niveau qu'en 1981 : 79,9 millions de francs contre 80,3 millions de francs.

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs réuni le 18 mai 1983 a accepté, sur proposition de Mme Paule Dufour, président-directeur général, la nomination de M. Claude Beaurain au poste de directeur général et de M. Jean-Jacques Piette au poste de directeur. D'autre part, M. Alain Rannou a été nommé secrétaire général.

M. Claude Beaurain, nommé directeur général, remplacera M. Jean Peythieu. M. Beaurain, administrateur civil, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, était depuis 1975 directeur du Comptoir des Entrepreneurs. Agé de quarante-trois ans, il fut, de 1970 à 1971, chargé de mission au cabinet du ministre de l'économie et des finances, M. Valéry Giscard d'Estaing ; administrateur suppléant pour la France au Fonds monétaire international à Washington de 1971 à 1974, puis chef de bureau des participations publiques à la direction du Trésor.

M. Jean-Jacques Piette, nommé directeur, remplacera M. Claude Beaurain. M. Jean-Jacques Piette, diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de science politique est âgé de quarante-deux ans. Il fut membre du comité de direction générale du groupe Manera-Tiffen et gérant d'Immobilière Iéna (filiales françaises du groupe des syndicats allemands Neue Heimat) avant d'être au cabinet de M. Jean Le Garrec à l'extension du secteur public, puis à l'emploi en qualité de conseiller technique. M. Jean-Jacques Piette est membre du comité économique et social de la région Ile-de-France.

M. Alain Rannou, trente-huit ans, nommé secrétaire général, était conseiller technique de M. Jean Le Garrec depuis juillet 1982.

SOFICOMI

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 26 mai 1983, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 1982, faisant ressortir un bénéfice de 83 062 834,81 francs contre 72 513 758,76 francs pour l'exercice 1981.

Elle a décidé la mise en paiement, à compter du 30 juin 1983, d'un dividende de 33,45 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 0,38 franc contre 29,50 francs avec un avoir fiscal de 0,86 franc pour l'exercice précédent.

Le dividende total, avoir fiscal compris, ressort donc à 33,83 francs contre 30,36 francs, et est donc en augmentation de 11,42 %.

COMPAGNIE OPTORG

Le conseil d'administration réuni le 25 mai 1983 a arrêté les comptes et le bilan consolidés de l'exercice 1982, qui dégagent, pour la part revenant à la compagnie, un bénéfice net de 1 515 492 F contre une perte de 9 665 879 F en 1981. Ce résultat s'entend après constitution de provisions pour impôts sur les sociétés de 40 284 382 F. Il reflète le redressement opéré dans le groupe en 1982.

Conformément aux indications précédemment fournies, l'exercice 1983, avec les réserves d'usage, devrait confirmer cette évolution.

DIRECTEUR FINANCIER

POUR LA FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

Située à PARIS, cette société de consultants en marketing et communication est classée en France, dans son secteur, parmi les plus importantes.
C'est une «entreprise à taille humaine» (effectif 120 personnes) et son appartenance à un réseau international lui permet de disposer de tous les moyens d'action nécessaires pour maintenir sa croissance.
Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'Enseignement Supérieur, possédant une solide expérience financière d'au moins 7 à 10 ans, dont 3 dans une direction financière internationale.
Ils pratiqueront couramment l'Anglais.

Les dossiers de candidature seront traités avec la plus grande discrétion et ne seront transmis à l'entreprise concernée qu'après votre accord.
Merci d'écrire s/réf. 44067 à Projets Publicité 12 rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

79-81, boulevard Haussmann - Paris-8ᵉ

L'assemblée générale ordinaire réunie le 25 mai 1983 en présence de M. Vladimir Alkhimov, président de la Banque d'État de l'U.R.S.S., et de M. Evgeni Konzkine, vice-président de la Banque pour le Commerce extérieur de l'U.R.S.S., a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

L'année écoulée a été difficile pour les banques actives dans les opérations internationales de crédit ; dans ce contexte, les résultats enregistrés en 1982 peuvent être jugés assez satisfaisants.

Le produit net d'exploitation bancaire enregistre, d'un exercice à l'autre, une progression de 37,5 % pour atteindre 338 millions de francs (M.F.).

Cette progression des résultats bruts a permis une forte augmentation des provisions justifiée par la conjoncture internationale : l'excédent des provisions constituées passe, en effet, de 52,5 MF en 1981 à 125,5 MF en 1982.

Le bénéfice net après impôt reste du même ordre de grandeur que celui de l'exercice précédent : 53,5 MF en 1982 contre 50,4 MF en 1981.

Le bilan s'équilibre à près de 33 milliards de francs.

En dépit de l'augmentation encore récente du capital, passé de 400 à 600 MF, l'assemblée a décidé, comme l'année précédente, de ne pas distribuer de dividende pour porter le bénéfice de l'exercice en réserves afin de renforcer les fonds propres.

Les mandats d'administrateurs de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S., de la banque pour le commerce extérieur de l'U.R.S.S. et de MM. Jeremy Boter et Guy de Boysson ont été renouvelés, conformément aux statuts.

M. Guy de Boysson, président-directeur général, atteignant le 5 août 1983 la limite d'âge fixée par la loi à soixante-cinq ans, prendra sa retraite à cette date.

A cette occasion, l'assemblée et le conseil ont tenu à le remercier très amicalement d'avoir servi avec compétence la banque pendant plus de trente années, dont dix-huit comme président, et à souligner que ses qualités, tant personnelles que professionnelles, ont joué un rôle important dans les succès remportés par la banque pendant la longue période de sa présidence.

Pour le remplacer, à compter du 6 août prochain, dans les fonctions de président-directeur général, le conseil a nommé M. Bernard Dupuy, présentement administrateur directeur général. Ce dernier est entré en 1953 à la banque, à peine âgé de seize ans, où il a fait toute sa carrière. Il est diplômé du Centre d'études supérieures de banque.

Le Carnet des Entreprises

● SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN

M. NICOLAS ROSTKOWSKI,

vice-président de la Chase Manhattan Bank et directeur général de la Chase Manhattan Ltd., se joindra au groupe Skandinaviska Enskilda Banken au mois de juillet 1983.

Il sera le responsable du bureau de représentation de la Skandinaviska Enskilda Banken à Paris, en remplacement de M. Sten Linander qui partira à la retraite le 1ᵉʳ janvier 1984. M. Rostkowski sera aussi directeur et membre du conseil d'administration de la Enskilda Securities à Londres, nouveau membre du groupe SEB, spécialisé dans le marché des capitaux.

Les principales tâches de M. Rostkowski seront de promouvoir le groupe SEB en France, en particulier Investment Banking dans les pays du Benelux et en France.

Pour tous renseignements sur le Carnet, téléphoner au : 770-85-33.



CREDIT LYONNAIS

Exercice 1982

En dépit d'une très forte augmentation des provisions d'exploitation due à l'aggravation de la crise mondiale et d'une baisse sensible des taux d'intérêt en France et à l'étranger, le Crédit Lyonnais a réalisé un bénéfice net de F 311 millions.

EN FRANCE

Forte croissance des crédits à la clientèle…

Les concours consentis à la clientèle se sont établis fin 1982 près de 20 % au-dessus de leur niveau de fin 1981, alors que l'augmentation des ressources de clientèle – bien que supérieure à celle de l'année précédente – n'atteignait que 11,7 %.

…dans le respect des impératifs de la politique monétaire.

En raison des règles très contraignantes de l'encadrement du crédit, le développement des concours réalisés, tant en faveur des entreprises que des particuliers, n'a été possible que par des mises en réserve, par l'émission d'emprunts obligataires sur le marché intérieur pour F 4,5 milliards et par une croissance importante des crédits en devises dont la part est passée de 12,2 % à 16,5 %.

A L'ETRANGER

Nouvelle augmentation de l'activité clientèle des agences…

Les progressions enregistrées à l'étranger – dues pour partie à l'augmentation du cours des devises de plusieurs pays dans lesquels les agences sont implantées – sont restées plus rapides qu'en Métropole tant en matière de ressources collectées (+ 15 %) que de concours consentis (+ 29,9 %). De ce fait, la part des agences de l'étranger est passée à 22,1 % des ressources et à 24,6 % des concours clientèle de l'Etablissement.

…et renforcement du réseau.

Au cours de l'exercice, plusieurs filiales et banques associées ont encore renforcé leur dispositif. En ce qui concerne son seul réseau direct, le Crédit Lyonnais a ouvert deux nouvelles agences, à Miami et à Manille, deux "International Banking Facilities" – agences "off shore" – à New York et à Miami et trois bureaux de représentation, à Bombay, Taïwan et Osaka.

DES RESULTATS MOINS FAVORABLES

Malgré un résultat d'exploitation très satisfaisant…

Le produit net bancaire de l'Etablissement s'est accru de plus de 21 % par rapport à celui de l'exercice 1981, tandis que la croissance des frais généraux était voisine de 14 %.
De ce fait, le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions a progressé de près de 40 %, à F 4.811,3 millions.

…la constitution de provisions en très forte hausse…

Cependant, en raison de la persistance des mauvaises conditions économiques, les provisions d'exploitation ont dû être augmentées de près de 85 %, à F 3.771 millions pour tenir compte notamment des risques de pertes sur les concours consentis à divers pays en situation financière très difficile et – à concurrence de F 344 millions – de la dépréciation du portefeuille-titres, la provision la plus importante résultant des difficultés rencontrées par la filiale du Crédit Lyonnais aux Pays-Bas.

…entraîne un bénéfice net en retrait.

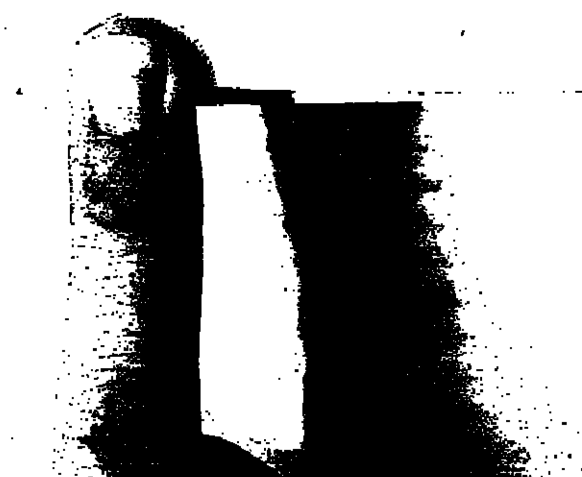
Au total, le bénéfice net de l'exercice 1982 s'inscrit à F 311 millions au lieu de F 469 millions pour l'exercice précédent, soit une diminution de 33,7 %, essentiellement due à la contraction du résultat des agences à l'étranger dont l'augmentation avait été, il est vrai, exceptionnelle au cours de l'exercice précédent.

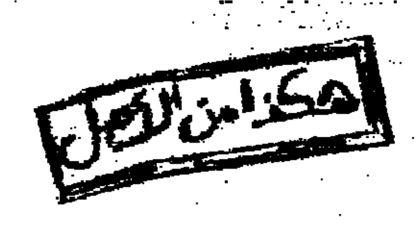
Au niveau consolidé, le bénéfice net revient de F 1032 millions en 1981 à F 910 millions en 1982, et le total du bilan atteint F 651 milliards au lieu de F 539 milliards en 1981.

omnium de publicité proa

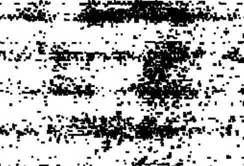
EUROPARTENAIRES : BANCO DI ROMA • BANCO HISPANO AMERICANO
COMMERZBANK • CRÉDIT LYONNAIS

La brochure du rapport annuel sera disponible fin juin. Elle peut être obtenue (ou sa micro-fiche) sur simple demande adressée dès à présent à CRÉDIT LYONNAIS (Relations Publiques) 19, bd des Italiens - 75002 Paris.









MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 19-5-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	353 401
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	25 707
ECU	67 926
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 729
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 828
dont :	
Concours au Trésor public	-
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	204798
dont :	
Effets escomptés	85 728
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	68 539
5) DIVERS	7 188
Total	839 757

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	178 674
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	9 172
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	12 549
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	68 240
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	10 983
5) ECU A LIVRER AU FECOM	67 372
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	12 204
Total	839 757

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	20 mai	27 mai
Valeurs franç. à revenu variable	1031,9	1050,6
Valeurs étrangères	3170,7	3180,3
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	148,9	151,6
Valeurs étrangères	429	430,3
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	128,6	130,9
Pétroles-Energie	118,8	121,6
Métallurgie	78,2	77,8
Chimie	128,7	131,8
Bâtim., mat. constr., trav. publics	112,6	111,7
Constructions mécaniques	105,9	105,9
Matériel électrique	152,7	153,4
Automobile et accessoires	109,4	108,9
Industr. de consom. non alim.	172	176,5
Agro-alimentaire	159,2	165,4
Distribution	87,4	87,4
Transports	131,4	134,3
Services	147,6	151
Assurances	101,7	101,6
Banques	153,4	156,2
Immobilier et foncier	134,1	134,6
Investissement et portefeuille	131,3	133,4
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	150,2	153,5
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	102	102
Emprunts d'Etat (*)	103	103,1
Emprunts garantis et assimilés (*)	101,7	101,7
Sociétés (*)	101,8	101,9
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	89,4	89,4
Sociétés (*)	96,8	96,9
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	123,8	126,1
Produits de base	114	117,8
Construction	109,9	109,5
Biens d'équipement	115,4	114,2
Biens de consom. durables	132,1	135,7
Biens de consom. non durables	157,5	162,9
Biens de consom. alimentaires	157,7	163,8
Services	108,3	109,5
Sociétés financières	136,6	130,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	100,8	100,6
Valeurs industrielles	128,9	129,8
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	109,2	100

(*) Indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE-COPPÉE. – Le regroupement des intérêts de cette société dans le domaine de la biotechnologie (*le Monde* du 27 mai) interviendra le 30 juin prochain. Cette opération s'effectuera en *fusionnant les sociétés Sias-Bio et Orsan*, au sein de cette dernière, qui sera détenue à 76 % environ par la Compagnie de participations biochimiques, une société nou*vellement créée, le reste du capital* d'Orsan (24 %) étant réparti dans le public puisque cette entreprise est cotée sur le second marché.

La Compagnie de participations biochimiques sera détenue à 66 % par le groupe Lafarge-Coppée et à 34 % par l'Union d'études et d'investissements (U.E.I.), filiale du Crédit agricole. Ces deux groupes détiennent actuellement Sias-Bio dans les mêmes proportions de 66 % et 34 % respectivement. Ce regroupement permettra à Sias-Bio de s'appuyer sur les capacités financières de la nouvelle société Orsan pour accentuer le développement des activités du nouvel ensemble dans l'agro-industrie et dans la biochimie.

Par ailleurs, le fait qu'Orsan soit cotée en Bourse lui offre la possibilité de procéder ultérieurement à un apport en fonds propres sous la forme d'une augmentation de capital ou d'une *émission d'obligations* convertibles.

La société Orsan a réalisé, l'année dernière, un bénéfice net de 23,8 millions de francs (contre 25,9 millions en 1981) sur un chiffre d'affaires de 393 millions (390 millions pour le précédent exercice).

FINEXTEL. – La société financière pour l'expansion des télécommunications a enregistré, en 1982, une légère baisse de son bénéfice net (208,5 millions de francs contre 213,4 en 1981), sur un chiffre d'affaires de 944,4 millions de francs (en augmentation de 5 % environ d'une année à l'autre). Cette faible régression (due à *l'effet mécanique des contrats à échéance* des P.T.T.) devrait se poursuivre pendant deux ou trois ans, mais, en 1985, Finextel prévoit une remontée régulière des béné*fices pour retrouver, en 1987, le niveau de* 200 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	26 mai
Valeurs françaises	127,7
Valeurs étrangères	134,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	26 mai	27 mai
Indice général	126,8	126,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 30 mai .... 12 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	27 mai	30 mai
1 dollar (en yens)	236,85	238,45

BOURSE DE PARIS — Comptant — 27 MAI

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	270	....
Akzo	195	197 50
Alcan Alum	331 50	....
Algemeine Bank	1170	1180
Am. Petrofina	450	....
Arbed	190	....
Asturienne Mines	59	....
Banco Central	105 90	106
Bco Pop Espanol	88	88

SICAV

27/5	Émission Frais incl.	Rachat net
Soleil Investis.	420 76	401 68
U.A.P. Investis.	296 92	283 46
Unifrance	219 87	209 90
Unifoncier	576 68	550 53
Unigestion	552 42	527 37
Uni-Japon	896 59	855 93
Unirenta	1574 25	1522 49
Univar	12062 19	12062 19
Valorem	355 91	339 77
Valorg	10159 01	10108 47
Valrenal	112278 31	112166 14
Worms Investis.	670 76	640 34

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant *été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette* raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2001	4,5 % 1973	2082	2105	2080	2087
3236	C.N.E. 3 %	3240	3235	3235	3235
690	Agence Havas	750	735	735	723
445	Air Liquide	470	465	465	460 10
645	Europe n° 1	668	679	679	670
690	Facom	706	690	700	690
890	Fichet-Bauche	860	850	865	867
167	Financial	169 70	167 50	166	
84	Vallourec	84	82	81 50	81 20
1340	V. Clicquot-P.	1370	1353	1353	1327
640	Viniprix	655	665	665	652
1000	Elf-Gabon	1040	1016	1016	1001
265	Amax Inc.	277 90	279	276	275 10
610	Amer. Express	662	665	666	653
600	Amer. Teleph.	622	624	621	616
220	Anglo Amer. C.	216 50	210 50	209	206 50
68	Imp. Chemical	69 90	72	71 50	70 50
140	Inco. Limited	150	149	149	146 50
1020	IBM	1075	1079	1075	1063
50	Ito-Yokado	49 60	48 30	48 30	47 40
385	ITT	375	380	379 50	372 40
59	Matsushita	60 20	59 80	59 90	59 80
800	Merck	826	823	820	806
810	Minnesota M.	835	822	823	810
310	Exxon Corp.	332	325 50	325 50	325 50
465	Ford Motors	474	466	465 10	465
475	Free State	486	470	473	475
250	Gencor	248	248	248	243
305	Gén. Belgique	308	308	310	303
970	Gén. Electr.	996	982	985	964
615	Gen. Motors	644	642	635	632
81	Goldfields	86 50	87 10	86 80	85 40
220	Harmony	219 80	217	217	213
31	Hitachi	32 10	31 60	31 80	31 85
546	Hoechst Akt.	565	551	551	553
1290	Siemens A.G.	1280	1257	1257	1269
144	Sony	144 50	146	146	142 30
195	T.D.K.	198 20	198 50	194 50	198
650	Unilever	672	668	668	680
660	Unit. Techn.	667	667	665	665
1150	Vaal Reefs	1165	1150	1165	1150
595	West Deep	585	576	578	585
515	West Hold.	520	502	510	493
415	Xerox Corp.	443	444 20	442	440
3 30	Zambia Corp.	3 42	3 40	3 37	3 34

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 473	7 532	7 300	7 700
Allemagne (100 DM)	300 080	300 050	290	310
Belgique (100 F)	15 025	15 045	14 500	15 500
Pays Bas (100 fl.)	266 760	267 030	257	277
Danemark (100 krd)	83 620	83 910	80	88
Norvège (100 k)	104 820	105 820	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 927	12 087	11 600	12 400
Grèce (100 drachmes)	8 920	8 940	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 055	5 081	4 847	5 300
Suisse (100 fr.)	360 600	361 200	350	371
Suède (100 krs)	99 600	100 300	98	103
Autriche (100 sch)	42 590	42 590	42	44
Espagne (100 pes.)	5 398	5 408	5 250	5 850
Portugal (100 esc.)	7 500	7 510	6 850	8 250
Canada ($ can 1)	6 077	6 114	5 930	6 230
Japon (100 yens)	3 165	3 171	3 050	3 210

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/5
Or fin (kilo en barre)	106750	105500
Or fin (en lingot)	106000	105450
Pièce française (20 fr)	883	887
Pièce française (10 fr)	420	.....
Pièce suisse (20 fr)	677	577
Pièce latine (20 fr)	649	650
Souverain	821	815
Pièce de 20 dollars	3975	3985
Pièce de 10 dollars	1920	1920
Pièce de 5 dollars	1100	.....
Pièce de 50 pesos	4370	4375
Pièce de 10 florins	680	684

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 29-30 mai 1983 a été tiré à 469 598 exemplaires

LA VISITE DU CHEF DU GOUVERNEMENT LIBANAIS A PARIS

« Nous avons estimé que la seule option réaliste était l'option américaine »

nous déclare M. Chafic Wazzan

Le chef du gouvernement libanais, M. Chafic Wazzan, est depuis dimanche 29 mai à Paris en visite officielle. Il devait rencontrer ce lundi à midi M. Pierre Mauroy et sera reçu mardi en fin d'après-midi par le président Mitterrand à son retour de Williamsburg. Sa visite s'achèvera mercredi.

Ayant épaulé le chef de l'État libanais, M. Amine Gemayel (chrétien maronite), dans la conclusion de l'accord libano-israélien, après avoir joué un rôle crucial auprès du président Elias Sarkis au cours de l'été 1982 dans la délicate négociation qui a abouti à l'évacuation de Beyrouth par les troupes syriennes et les combattants palestiniens, M. Wazzan symbolise l'islam libanais d'aujourd'hui, qui ne craint pas de s'associer aux chrétiens pour assumer des décisions susceptibles de déplaire au monde arabe, et en premier lieu à la Syrie.

Il s'explique (au nom de la *Real politik* et dans l'intérêt bien compris du Liban et des Arabes) dans l'interview ci-dessous.

« Vous quittez le Liban à un moment où de graves événements, une guerre peut-être, se préparent dans la Bekaa, à l'est de votre pays. Ne craignez-vous pas un déclenchement d'hostilités pendant votre absence ?

– Bien sûr que le risque existe. Fallait-il pour autant que nous restions les bras croisés ? Privés de forces armées susceptibles de faire le poids, nous avions le choix entre la passivité et l'action. Nous agissons sans répit auprès des pays frères et amis, pour tenter de maintenir la dynamique du règlement de notre crise, vieille de huit ans. Les dangers potentiels ne doivent pas nous paralyser ; sinon, dans la situation qui est la nôtre, nous serions réduits à l'impuissance.

– Le refus syrien de l'accord israélo-libanais était prévisible et d'ailleurs prévu. Sa vigueur a néanmoins surpris. Estimez-vous quand même que cet accord devait être conclu ?

– Il était inévitable. Mais il n'est qu'une des voies vers la paix que nous avons l'intention de conclure, pas la seule. Evidemment, nous aurions souhaité que le retrait israélien, au nom des principes de droit et de justice, fût inconditionnel. Malheureusement, il y a toujours une facture à payer, dans les guerres plus que dans toute autre chose.

» Echaudés par une longue expérience des résolutions de l'ONU, surtout après l'invasion israélienne de 1978 qui nous a laissé sur les bras des milices collaborant avec Israël et contrôlant un territoire frontalier qu'une FINUL dépêchée par les Nations unies a été incapable de nous restituer, nous avons estimé que la seule option réaliste qui s'imposait était l'option américaine. Car, comme l'a souligné notre ministre des affaires étrangères, à quoi nous servirait-il de gagner une cause devant les instances internationales si nous devions perdre notre patrie ? Nous essayons quand même de nous maintenir constamment dans le cadre des résolutions 508 et 509 du Conseil de sécurité stipulant un retrait inconditionnel d'Israël.

» Cela étant, sur le fond, notre accord avec Israël ne contredit nullement les résolutions du sommet de Fès, mais, au contraire, va dans leur sens. Face à un adversaire occupant une partie de notre territoire par la force des armes, nous avons quand même réussi à refuser la reconnaissance politique, les relations bilatérales et la paix tant qu'elle n'aura pas été préparée par un règlement régional incluant, en particulier, les droits légitimes du peuple palestinien. La clause que l'on nous reproche tant, concernant l'interdiction d'utiliser notre territoire contre un pays tiers, a été introduite à notre demande pour protéger, précisément, la Syrie.

L'attitude du monde arabe

– Pourtant, s'adressant personnellement à vous et à d'autres personnalités musulmanes libanaises, le ministre syrien des affaires étrangères vous a menacés du sort de Sadate.

– Je suis convaincu de faire mon devoir, non seulement à l'égard de mon pays, mais à l'égard de la cause arabe.

– L'attitude arabe est déroutante : vos émissaires collectent appuis et compréhension. Ceux de la Syrie également...

– Cela montre à quel point cette affaire est délicate et complexe. D'ailleurs, une des principales difficultés pour le négociateur libanais a été de garder un œil sur l'Israélien et un autre sur vingt-deux partenaires arabes. Nous l'avons pourtant fait. Nous avons de bonnes raisons de croire que la position de la grande majorité du monde arabe est profondément compréhensive à notre égard. Nous comprenons la position syrienne découlant d'une idéologie partisane et d'intérêts nationaux. Nous demandons seulement que l'on nous comprenne aussi : nous sommes dans un pays encore en majeure partie occupé où nous faisons face à des morts et à des destructions qui s'ajoutent aux morts et aux destructions du passé, à des batailles incessantes, des milices, des divisions ; à des luttes implacables entre grandes et petites puissances. Ce n'est jamais de gaieté de cœur que l'on subit une opération chirurgicale ; mais s'il faut sacrifier un rein pour sauver un être humain, on ne peut hésiter. En tout cas, si quelqu'un a une meilleure solution à nous proposer, qu'il nous le dise : notre accord avec Israël n'est pas ratifié.

– Que comptez-vous faire si l'application de l'accord libano-israélien demeure bloquée ?

– La route n'est pas encore bloquée. Et les choses sont déjà assez difficiles comme cela pour ne pas anticiper des complications. Nous essayons de nous doter d'un maximum d'atouts en consolidant une unité nationale qui vient de se manifester clairement. Ce qui, le cas échéant, nous donnera plus de liberté dans le choix des options de rechange. Je pense à un « front de la fermeté » interne qui sauvegarderait notre pays et l'empêcherait de s'effriter. Incontestablement, un regroupement s'est opéré autour du pouvoir et c'est ce qui nous a permis, jusqu'à présent, d'agir comme nous l'avons fait et d'avoir confiance en nous-mêmes. Disposant d'un large appui international et, quoi qu'on en dise, arabe, nous persévérerons dans la recherche d'un retrait des forces israéliennes et de toutes les forces non libanaises. Je ne défends pas notre accord avec Israël en tant que tel mais comme un moyen d'obtenir le départ des Israéliens.

– L'armée libanaise est-elle en état de remplir le vide en cas de retrait partiel israélien sur le fleuve Awali ?

– Elle a été restructurée et reprise en main. Elle compte huit mille hommes de plus qu'il y a huit mois, soit le tiers de ses effectifs d'alors, et, surtout, elle bénéficie du service du drapeau (service militaire), qui a été institué pour la première fois au Liban. C'est, pour moi, un résultat essentiel, car elle sera le creuset de l'unité nationale plus encore qu'un réservoir de soldats.

– Qu'attendez-vous de la France ? Plus de troupes pour la force multinationale ?

– Notre concertation avec la France date de huit ans et se développe constamment dans presque tous les domaines. La France est partout à nos côtés. Plus que jamais, cette concertation est nécessaire.

» Le renforcement du contingent français de la force multinationale, ainsi que ceux des autres pays participants, est envisagé depuis un moment. Il est lié à l'évolution de la situation, notamment au moment où les retraits des forces israéliennes et autres commenceront à devenir effectifs. »

Propos recueillis par
LUCIEN GEORGE.

JEAN-PAUL II SE RENDRA A LOURDES LE 15 AOUT

Cité du Vatican *(A.F.P.)*. – Jean-Paul II a annoncé dimanche 29 mai qu'il se rendrait, le 15 août prochain à Lourdes, pour célébrer la fête de l'Assomption devant la grotte de Massabielle.

Ce « pèlerinage » était déjà prévu pour le mois de juillet 1981, à l'occasion du congrès eucharistique que le pape devait clore, mais le voyage avait été remis en cause par l'attentat dont Jean-Paul II a été victime en mai 1981.

C'est la première fois que Jean-Paul II quittera sa résidence de Castelgandolfo un 15 août, et la deuxième fois qu'il se rendra en France, où il était venu en 1980.

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

L'opposition redevient majoritaire en Corrèze

Deux élections cantonales étaient organisées le 29 mai :

CORRÈZE : canton de Donzenac (1er tour)

Inscr., 7 163 ; vot., 5 925 ; suff. expr., 5 832. MM. Leyniat, R.P.R., 3 117, *ÉLU* ; Le Pichoux, P.S., 1 550 ; Reynier, P.C., 1 165. [Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Gaston Delaunay, P.C., décédé le 7 mars dernier.

Lors du renouvellement de mars 1979, les résultats du premier tour de scrutin avaient été les suivants : inscr., 6 983 ; vot., 5 524 ; suff. expr., 5 411. MM. Delaunay, 1 746 ; Filliol, R.P.R., 1 579 ; Le Pichoux, 1 165 ; Pérand, sans étiq., 921. Gaston Delaunay l'avait emporté au second tour avec 3 138 voix contre 2 710 à M. Filliol pour 5 348 suffrages exprimés et 6 035 votants. Il y avait 6 983 électeurs inscrits.

L'opposition reprend la majorité du conseil général de la Corrèze. Avant le décès de Gaston Delaunay, l'assemblée départementale comprenait dix-huit conseillers de gauche et dix-huit conseillers de droite. L'enjeu de cette élection partielle avait justifié les interventions de MM. Jospin, Chirac, Charbonnel et Lajoinie (*le Monde* du 27 mai) dans la campagne.

En mars 1982, M. Boucheteil, conseiller général communiste, avait été élu président de l'assemblée départementale au bénéfice de l'âge. Contestée par les élus d'opposition conduits par MM. Chirac et Charbonnel, l'élection de M. Boucheteil et des membres du bureau avait été annulée le 27 mai par le tribunal administratif de Limoges. M. Boucheteil avait été réélu, dans les mêmes conditions, le 1er septembre.

Situation unique, M. Boucheteil préside désormais une assemblée où l'opposition est majoritaire. Il entend néanmoins, comme la loi le lui permet, assurer la présidence du conseil général jusqu'en mars 1985. M. Chirac, pour sa part, a estimé que l'élection de M. Leyniat constitue pour l'opposition *« un succès dont le caractère exemplaire... tient à la déception de la politique menée actuellement par le gouvernement... »*.]

INDRE-ET-LOIRE : canton de Tours, centre-I (1er tour).

Inscr., 8 046 ; vot., 2 442 ; suff. expr., 2 408. Mlles Gautras, div. d., 1 581 ; Conin, P.S., 345 ; Mme de Decker, ss. étiq., 206 ; MM. Pouillaut, div.d., 179 ; Godeau, P.C., 97. *IL Y A BALLOTTAGE.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Yves Bertault, mod., élu sans interruption depuis 1964, vice-président du conseil général, décédé en avril dernier.

Mlle Gautras, adjointe au maire de Tours, M. Royer, et soutenue par la majorité du conseil municipal, qui arrive en tête, est victime de la faible participation au scrutin (30,35 %) et n'atteint pas la barre de 25 % des inscrits, en dépit de son score (65,65 %).

Yves Bertault, avait été élu au premier tour des élections de mars 1982 avec 3 173 voix, devant Mlle Conin, 864 ; MM. Texier, P.C., 195 ; Pansette, P.S.U., 128 ; Naizet, ext. d., 64, pour 4 424 suffrages exprimés et 4 505 votants. Il y avait 8 188 électeurs inscrits.

Mlle Conin, qui affrontera Mlle Gautras, recueille 14,32 % des suffrages. Le P.S. enregistre ainsi une perte de plus de cinq points par rapport au scrutin de mars 1982. Le P.C. pour sa part se maintient avec plus de 4 % des suffrages exprimés.]

LE RECTEUR JEAN CAPELLE EST MORT

Jean Capelle, recteur honoraire, est décédé le dimanche 29 mai, à l'âge de soixante-quatorze ans, à Saint-Avit-Sénieur (Dordogne), commune dont il était le maire.

[Né le 16 mars 1909, à Cafès (Dordogne), Jean Capelle était agrégé de mathématiques et docteur ès sciences. Il a notamment été professeur de mathématiques spéciales à Toulouse (1940-1942), professeur à la faculté des sciences de Nancy (1942-1946), directeur de l'École nationale d'électricité et de mécanique (1944-1946), maître de conférences à l'École polytechnique (1945-1946), directeur général de l'instruction publique en Afrique-occidentale française (1947-1949). Jean Capelle a été nommé recteur en 1949 à Nancy, où il est resté jusqu'en 1954. A cette date, il a été nommé directeur général de l'enseignement en A.O.F., poste qu'il a occupé jusqu'en 1957, lorsqu'il a été appelé à diriger l'Institut national des sciences appliquées de Lyon.

C'est en 1961 qu'il est entré au ministère de l'éducation nationale en tant que directeur général de l'organisation des programmes scolaires, où il a contribué à la mise en œuvre, au côté de Christian Fouchet, alors ministre de l'éducation nationale, des collèges d'enseignement secondaire (C.E.S). Il a démissionné de ces fonctions en 1964.

Son dernier poste a été celui de directeur de l'École nationale supérieure d'électricité et de mécanique de Nancy (1973-1974). Il a pris sa retraite en 1975.

Jean Capelle a mené, d'autre part, une carrière politique. Élu député de la Dordogne en juin 1968, il a été apparenté au groupe U.D.R. jusqu'en 1972, date à laquelle il s'est inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les engrenages et sur l'éducation.]

LE DOLLAR AU PLUS HAUT A PARIS 7,55 F

Au lendemain du sommet de Williamsburg, le dollar a poursuivi son ascension sur les marchés des changes. Lundi 30 mai, en fin de matinée, il s'inscrivait à 2,5170 DM à Francfort (contre 2,5090 DM à la veille du week-end), et, à Paris, au voisinage de 7,55 F, nouveau record historique, contre 7,53 F vendredi 27 mai.

Cette montée est due à la tension persistante sur les taux d'intérêt américain qu'alimente la croissance de la masse monétaire aux États-Unis.

LE PLAN ORSEC EST DÉCLENCHÉ EN SAONE-ET-LOIRE

Alors que la décrue se confirme en Alsace et en Lorraine, le plan ORSEC a été déclenché le 29 mai en Saône-et-Loire, où la route nationale n° 6 est toujours coupée entre Mâcon et Chalon-sur-Saône. Les 1 100 salariés de l'usine Creusot-Loire, à Chalon-sur-Saône, sont au chômage technique en raison des crues cependant que, au nord de Lyon, une barge de 40 tonnes a rompu ses amarres et descendu la Saône sur près de 6 kilomètres avant d'être finalement récupérée par les sapeurs-pompiers de la communauté urbaine de Lyon.

Les crues ont provoqué deux noyades : à Arc-en-Barrois (Haute-Marne), un enfant est tombé dans l'Anjon en jouant près de la rivière ; à Mathay (Doubs), un jeune homme sortant d'une discothèque, dans la nuit de vendredi à samedi, a disparu en traversant le Doubs, aujourd'hui en décrue.

A B C D E F G



